

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

RENTE FRANÇAISE

et des différentes opérations
dont elle est susceptible

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Es sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 24 juin 1913, à 2 heures

PAR

Louis GIRAUD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PARIS

PIERRE ROGER ET C^{ie}

ÉDITEURS

54, RUE JACOB, 54

LYON

PAUL PHILY

ÉDITEUR

8, PLACE BELLECOUR, 8

1913

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

THALLER, ✱, I. ✱, professeur honoraire.

AUDIBERT, ✱, I. ✱, professeur honoraire.

FLURER, ✱, I. ✱, doyen honoraire, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. ✱, ✱, professeur de Droit criminel, correspondant de l'Institut.

APPLETON (Charles), I. ✱, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. ✱, ✱, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ✱, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ✱, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ✱, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ✱, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ✱, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. ✱, doyen, professeur de Droit civil.

BROUILHET, I. ✱, professeur d'Économie politique.

HUVELIN, I. ✱, professeur de Droit romain.

LÉVY, I. ✱, professeur de Droit civil.

GONNARD, I. ✱, professeur d'Histoire des Doctrines Économiques et d'Économie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ✱, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. ✱, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

Président : M. BOUVIER, professeur.

Assesseurs : MM. BROUILHET, professeur.

BOUVIER-BANGILLON, professeur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs,

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

RENTE FRANÇAISE

et des différentes opérations
dont elle est susceptible

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Ès sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 24 juin 1913, à 2 heures



PAR

Louis GIRAUD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PARIS

PIERRE ROGER ET C^{ie}

ÉDITEURS

54, RUE JACOB, 54

LYON

PAUL PHILY

ÉDITEUR

8, PLACE BELLECOUR, 8

1913

ABRÉVIATIONS

<i>Ag. de ch.</i>	Agent de change.
<i>Arg. art.</i>	Argument tiré de l'article.
<i>Arr. c.</i>	Arrêt de la cour de . . .
<i>Arr. c. Cass.</i>	Arrêt de la cour de Cassation.
<i>Arr. c. Comp.</i>	Arrêt de la cour des Comptes.
<i>Arr. Cons. d'Ét.</i>	Arrêt du Conseil d'État.
<i>Arr. min.</i>	Arrêté ministériel.
<i>Arr. min. Fin.</i>	Arrêté du ministre des Finances.
<i>Arr. min. G.</i>	Arrêté du ministre de la Guerre.
<i>Art.</i>	Article.
<i>Av.</i>	Avis.
<i>Av. Dir. cont. fin.</i>	Avis de la Direction du contentieux des finances.
<i>Av. Cons. d'Ét.</i>	Avis du Conseil d'État.
<i>C</i>	Code.
<i>C. civ.</i>	Code civil.
<i>C. com.</i>	Code de commerce.
<i>C. proc. civ.</i>	Code de procédure civile.
<i>Circ.</i>	Circulaire.
<i>Circ. min.</i>	Circulaire ministérielle.
<i>Circ. min. Fin.</i>	Circulaire du ministre des Finances.
<i>Circ. min. Aff. étr.</i>	Circulaire du ministre des Affaires étrangères.
<i>Circ. min. Int.</i>	Circulaire du ministre de l'Intérieur.
<i>Circ. min. Com.</i>	Circulaire du ministre du Commerce.
<i>Circ. D. I.</i>	Circulaire de la Dette Inscrite.
<i>Circ. C. D.</i>	Circulaire de la Caisse des Dépôts.
<i>Circ. comp. pub.</i>	Circulaire de la comptabilité publique.
<i>Circ. g. des Sc.</i>	Circulaire du garde des Sceaux.
<i>Circ. mouv. gén. des f.</i>	Circulaire du mouvement général des fonds.
<i>C. Rouen.</i>	Arrêt de la cour de Rouen.
<i>Cass.</i>	Arrêt de la cour de Cassation.
<i>Ch. Req.</i>	Arrêt de la Chambre des Requêtes de la cour de Cassation.
<i>Ch. civ.</i>	Arrêt de la Chambre civile de la cour de Cassation.
<i>Ch. synd. des ag. de ch.</i>	Chambre syndicale des agents de change.
<i>Cons. d'Ét.</i>	Conseil d'État.
<i>Conv. dipl.</i>	Convention diplomatique.
<i>Décr.</i>	Décret.
<i>Déc. min.</i>	Décision ministérielle.
<i>Dic. Réd.</i>	Dictionnaire des Rédacteurs de l'Enregistrement.
<i>Dir. gén. Enreg.</i>	Direction générale de l'Enregistrement.
<i>D. P. 95.1.136.</i>	Dalloz, Recueil périodique, année 1895, 1 ^{re} partie, page 136.
<i>Instr. min.</i>	Instruction ministérielle.
<i>Instr. min. Fin.</i>	Instruction du ministre des Finances.
<i>Instr. gén.</i>	Instruction générale.
<i>Instr. D. I.</i>	Instruction de la Dette Inscrite.
<i>Instr. Enreg.</i>	Instruction de la direction de l'Enregistrement.
<i>L.</i>	Loi.
<i>Ord.</i>	Ordonnance.
<i>Regl.</i>	Règlement.
<i>S. 1840.1.281.</i>	Sirey, recueil d'arrêts, année 1840, 1 ^{re} partie, page 281.
<i>Trib.</i>	Tribunal.
<i>T.</i>	Tome.
<i>V.</i>	Voyez,

PREMIÈRE PARTIE

THÉORIE GÉNÉRALE
DE LA RENTE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE PREMIER

Généralités sur la rente.

§ 1^{er}. *La rente dans le Code civil.*

1. — Dans le langage de notre droit, on appelle *rente* le droit de demander à perpétuité, ou pendant un certain temps, des prestations périodiques de certaines choses mobilières, généralement de sommes d'argent. Celui qui doit la rente est le débirentier, et celui à qui elle est due, le crédirentier.

2. — On distingue deux espèces de rentes : les rentes perpétuelles et les rentes temporaires.

Les rentes perpétuelles sont celles qui doivent durer indéfiniment. Le débirentier et, après lui, ses représentants, en serviront les arrérages à perpétuité au crédirentier ou à ses ayants cause.

Les rentes temporaires sont celles qui ne doivent durer que pendant un certain temps, la vie d'une personne, par exemple.

Perpétuelle ou temporaire, la rente peut être *foncière* ou *constituée*, suivant qu'elle est établie comme prix de l'aliénation d'un fonds ou comme prix de l'aliénation d'un capital mobilier¹.

3. — La rente constituée en perpétuel est essentiellement rachetable. Les parties peuvent toutefois convenir que le rachat ne sera pas fait avant un délai qui ne pourra excéder dix

1. Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, t. I, n^{os} 1246, 1247.

ans¹. Cette faculté de rachat appartenait déjà au débirentier dans l'ancien droit; elle lui avait été accordée en 1510 par la bulle du pape Pie V, dont la décision passa en France et fut consacrée lors de la réformation des coutumes.

Cela était cependant en contradiction avec la nature de la constitution de rente. Celle-ci étant considérée comme une vente aurait dû, comme elle, n'être résoluble que du consentement des deux parties par une convention de reméré.

4. — Si le débirentier a le droit de racheter la rente, il ne peut jamais être contraint au remboursement, à moins cependant qu'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années, ou qu'il manque de fournir au prêteur les sûretés promises par le contrat².

5. — La rente constituée était considérée dans notre ancien droit comme une véritable vente dont l'objet était le capital aliéné et le prix la rente elle-même. Aujourd'hui, notre Code civil classe la rente constituée dans le prêt à intérêt dont elle n'est qu'une variété. De cette distinction il résulte que les arrérages ne peuvent plus dépasser le taux légal tel qu'il a été fixé par la loi du 7 avril 1900, anciennement loi du 3 septembre 1807.

La conception de notre ancien droit, qui voyait dans la rente constituée un contrat de vente, avait permis de tourner la prohibition du prêt à intérêt que le droit canonique imposait. Aussi, à cette époque, les constitutions de rentes étaient-elles nombreuses.

Plus tard, lorsque le prêt à intérêt fut permis, les particuliers abandonnèrent presque complètement l'usage des constitutions de rentes, lesquelles ne furent plus guère employées que par les États ainsi que nous allons le voir.

1. Code civil, art. 1911.

2. Code civil, art. 1912.

§ 2. *La rente Fonds d'État.*

6. — Le système de la rente perpétuelle constituée, est celui que l'État a adopté le plus souvent lorsqu'il a voulu faire appel au crédit public. De cette manière, l'État, en échange d'un capital définitivement aliéné à son profit, s'engage seulement à servir à perpétuité des prestations périodiques appelées *arrérages*.

7. — Si l'État n'est jamais tenu au remboursement du capital, il peut, comme tout autre débirentier, user du droit de rachat que lui confère l'article 1911 du Code civil. C'est généralement ce qu'il fait, au moment des conversions, pour les rentiers qui refusent de les accepter.

8. — La première émission de rentes constituées en perpétuel remonte à François I^{er}, et, depuis cette époque, il est peu de règnes ou de gouvernements qui n'aient eu recours à de nouvelles constitutions.

L'État a également constitué des rentes viagères qu'il faisait porter tantôt sur une seule tête, tantôt sur plusieurs.

Cette dernière nature de rentes ne fit son apparition que sur la fin du règne de Louis XIV, et depuis la Révolution, il n'en a plus été créé. Elles ont aujourd'hui presque entièrement disparu.

A l'heure actuelle, la rente constituée est la partie la plus importante de notre Dette publique; elle représente un capital nominal qui peut être évalué à 26 milliards environ. Devant un pareil chiffre, il nous paraît intéressant de rappeler à grands traits les événements qui en ont été la cause et de retracer l'histoire de notre Dette publique depuis ses origines jusqu'à nos jours. Nous verrons ainsi par quelle suite de circonstances nos rentes sont arrivées à ce chiffre énorme que nulle autre puissance n'a atteint jusqu'à présent.

CHAPITRE II

Historique de nos rentes sur l'État.

9. — **Des origines à la Révolution.** — Philippe le Bel et quelques-uns de ses successeurs furent les premiers des rois de France qui eurent recours à de véritables emprunts¹; toutefois, les prêts qui leur étaient consentis soit par des banquiers florentins, soit par les riches bourgeois des *bonnes villes*, étaient moins faits au royaume de France qu'à la personne du roi lui-même.

Ce n'est guère que sous François I^{er} que les emprunts prennent un caractère de dette nationale. Par lettres patentes du 2^e septembre 1522, ce roi donne pouvoirs aux commissaires royaux « *d'aliéner jusqu'à la somme de 25000 livres tournois de rente à raison de 10 p. 100 avec engagement sur les aydes, gabelles et impositions en la ville de Paris...* »

En vertu de ces pouvoirs, un premier emprunt est contracté, et le 10 octobre 1522, un édit du roi autorise une première aliénation de rentes garanties par le revenu « *du pied fourché vendu tant à la ville de Paris, faubourgs et marchés d'icelle que de l'imposition du vin vendu en détail au quartier de greve* ». Cette constitution de rente était faite à raison de « *douze livres une livre* » aux Prévôts et Échevins de la ville de Paris chargés de la répartir aux habitants désignés. Elle

1. Le plus ancien document qui relate un emprunt, date de 1287. Il est cité par Boutaric dans son *Histoire de la France sous Philippe le Bel*.

portait aliénation de 16 666 livres 13 sous 4 deniers de rentes moyennant un prix de 200 000 livres de capital.

Ces rentes, appelées « *rentes sur l'hôtel de ville de Paris* », ne tardèrent pas à acquérir la faveur du public, en raison du paiement régulier des arrérages qui avait lieu les 1^{er} mars, 1^{er} juin, 1^{er} septembre et 1^{er} décembre de chaque année.

Un deuxième emprunt fut même sollicité auprès du roi qui l'autorisa suivant lettres patentes du 17 novembre 1536. Il était de 8 333 livres 6 sous 8 deniers de rentes pour 100 000 livres de capital, soit au denier douze. Ces rentes furent assignées sur « *les fermes de l'imposition de 12 deniers par livre sur le poisson de mer frais et salé vendu à Paris* ».

La voie était ouverte aux constitutions de rentes; d'autres, en grand nombre, succédèrent sous Henri II¹ et François II². Au début du règne de Charles IX elles atteignaient la somme déjà formidable pour l'époque de 174 millions de francs.

Insensiblement, tous les revenus de la couronne étaient devenus le gage des créanciers; ce fut pour les reconquérir que Catherine de Médicis, sur les conseils de L'Hospital, et en suite de la proposition faite aux États généraux de Pontoise, pensa affecter tous les biens du clergé à l'amortissement de sa dette. Cette idée téméraire n'eut pas de suite; le clergé, après le colloque de Poissy, s'engagea par contrat « *à verser dans les coffres du roy, 9 600 000 livres dans le courant de six années devant expirer en 1567 à raison de 160 000 livres par an, pour être employées au rachat des domaines, aydes et gabelles du roy, aliénés pour cause de constitution de rentes* ». Malheureusement, ces annuités du clergé n'eurent pas la destination promise; elles servirent, au contraire, à gager une première constitution de 100 000 livres de rente perpétuelle au denier douze, puis une deuxième de 200 000 livres suivie d'autres, de telle sorte que la subvention

1. Ce roi laisse 42 millions de dettes, sans compter celles sur l'hôtel de ville de Paris.

2. Durant son court règne, ce roi emprunte 1 518 000 livres sur l'hôtel de ville de Paris.

dû clergé, loin d'éteindre la dette, fut la cause de son accroissement.

Charles IX ne se contenta pas d'emprunter sur la subvention du clergé, il fit de nombreux autres emprunts, la plupart imposés : « *S'il ne se trouve gens pour acquérir de gré à gré, on contraindra ceux qui auront les moyens.* »

Sous Henri III, les emprunts n'ont plus de limite; ce roi, pour satisfaire à ses exigences personnelles et à ses dilapidations, informe le prévôt des marchands (15 mai 1576) qu'il a l'intention de s'aider des arrérages des rentes sur l'hôtel de ville pour payer et chasser les étrangers, mais il dut abandonner son projet devant l'indignation générale. Il augmenta la dette sur l'hôtel de ville de 1 200 000 livres de rente et fit de nombreux emprunts sur les grandes villes de France.

Le clergé, lui aussi, consentit à continuer la subvention qu'il avait accordée lors du colloque de Poissy, et en 1580 et 1588, il s'oblige à fournir la somme de 1 300 000 livres de rente pendant une période de seize années.

En somme, sous ce règne, c'est un véritable gaspillage des finances.

En 1594, à l'avènement de Henri IV, les finances étaient dans un état déplorable, la dette s'élevait à 337 620 252 livres, mais Sully fut à la hauteur de la situation. Après un classement des différentes rentes, il les réduisit aux deniers 16, 18, 20, et même 25, selon leur origine. Il procéda ensuite à la suppression de certaines d'entre elles, notamment de celles qui n'avaient pas été concédées par publication d'édits. Ce procédé, plus ou moins équitable, ne tarda pas à provoquer de nombreuses plaintes qui l'obligèrent, dans la suite, à procéder par voie de rachat. Néanmoins, il parvint à éteindre la dette de 100 millions et à augmenter les revenus de la couronne de 20 millions. Malgré l'immense besoin d'argent, Sully n'eut recours aux emprunts que pour une somme de 2 000 000 de livres.

Il n'en fut pas de même de Richelieu sous le ministère duquel les finances périclitèrent.

Bien que surveillant les finances avec une rigoureuse attention et punissant sévèrement les malversations qui y étaient commises, Richelieu fit preuve d'un bien faible talent au point de vue financier en procédant au remboursement des rentes sur les *tailles* à raison de 14 livres une livre, alors que ces valeurs étaient à peine cotées la moitié de ce prix dans les transactions journalières¹. Sous Richelieu 16 741 000 livres de rente furent constituées, soit 400 millions au denier 16 et 18.

L'administration de Mazarin fut plus préjudiciable encore aux finances de l'État par suite de l'ambition de ce ministre, et des nombreuses malversations dont ses agents se rendirent coupables.

Quand il arriva au pouvoir, les finances étaient dans une pénurie et dans un désordre extrêmes¹, les rentes avaient atteint une telle dépréciation que l'on pouvait obtenir une livre de rente pour 20 sous. Un favori du cardinal, l'Italien Particelli, devenu surintendant des finances sous le nom de d'Emery, sut tirer profit de la situation pour son compte personnel. Par spéculation, il accaparait les rentes dans ces bas prix et les faisait ensuite racheter par le Trésor à raison de 18 livres une livre. Le gouvernement remboursait ainsi ses rentes au denier 5 1/2, tandis que, d'autre part, il trouvait à grand'peine à emprunter au denier 4, soit au taux de 25 p. 100.

D'Emery, pour se procurer des ressources « créa des charges de contrôleurs de fagots, de jurés vendeurs de foin, de conseillers du roi crieurs de vin; il vendit des lettres de noblesse et retrancha quelques quartiers sur les rentes de l'hôtel de ville, créa quelques charges de maîtres des requêtes. Enfin, il retint environ quatre vingt mille écus de gages aux magistrats² ».

Il pratiqua surtout l'impôt forcé; en 1644, un emprunt de 2 300 000 livres au denier 12 n'ayant pas trouvé preneur, fut imposé aux habitants de Paris et des grandes villes. Même

1. Gorges et Bezard, *Manuel des transferts et mutations*, 2^e édition, p. 20.

2. Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, chap. iv.

emprunt forcé, au denier 12, sur les riches et aisés de la Touraine et de la Champagne; il fit aussi la tentative d'un impôt de consommation en établissant un octroi ou des droits d'entrée à Paris, mais cet impôt échoua devant l'opposition des privilégiés et des membres du Parlement. Enfin, en présence d'un déficit de plus de 100 millions et impuissant à se procurer de nouvelles ressources, il se vit dans la nécessité de suspendre le paiement des rentes. Cette mesure fut la cause indirecte de sa destitution et de la banqueroute de 1648 qui entraîna la suppression de 38 millions de créances sur l'État.

Fouquet nommé surintendant des finances en 1653, profita de la situation particulière qu'il avait su se créer, grâce à la complicité de Mazarin, pour augmenter sa fortune personnelle dans des proportions colossales.

Il eut recours à toutes les formes d'emprunts et aux taux les plus usuraires pour se procurer les fonds dont le Trésor public et son ambition avaient grand besoin.

En 1653, il essaya d'émettre un emprunt de 1 025 000 livres au moyen d'un système nouveau de rentes viagères appelées *Tontines*, du nom de Lorenzo Tonti, banquier napolitain qui l'importa d'Italie. Mais cet emprunt, bien qu'autorisé par un arrêt du Conseil, ne fut pas accepté par le Parlement qui refusa d'enregistrer l'édit. En 1659, il émit un emprunt de 1 200 000 livres de rentes sur les tailles au taux exorbitant de 50 p. 100.

Fouquet, dont l'ambition était de devenir premier ministre à la mort de Mazarin, ne vit pas ses espérances se réaliser. Bien au contraire, Louis XIV qui avait eu connaissance de ses déprédations, le fit traduire devant une chambre de justice qui le condamna au bannissement.

La charge de surintendant, si malheureuse depuis quelques années par le choix de ses titulaires, fut dès lors supprimée et remplacée par un Conseil des finances dont Colbert eut la direction sous le nom de contrôleur général.

Le gaspillage auquel Colbert avait assisté sous le minis-

tère de Mazarin, le porta à sévir impitoyablement contre les agioteurs et les usurpateurs. A son entrée au pouvoir, la dette s'élevait à 450 millions, les revenus étaient dévorés deux ans à l'avance et le déficit annuel était de 28 millions.

Ce qui manquait surtout pour rétablir l'équilibre dans les finances, c'était l'ordre et la probité. Colbert apporta ces deux qualités dans son administration. Il accrut les ressources du Trésor en faisant restituer 110 millions aux traitants qui volaient l'État. Ceux-ci, en effet, profitaient de la détresse du Trésor pour lui consentir des prêts au denier 2 ou 3 par exemple, et les revendaient ensuite cinq ou six fois plus cher. Il supprima les emplois inutiles, les privilèges, les exemptions illégitimes. Il n'aimait pas la taille qui était payée seulement par les roturiers et à laquelle échappaient le clergé, la noblesse et quarante-six mille officiers publics ; il la diminua pour augmenter les *aides*, impôts de consommation qui atteignaient toutes les classes.

Sa grande préoccupation fut la réduction de la dette. Pour y parvenir, il eut recours à des procédés plus ou moins arbitraires, tels que annulations et suppression de rentes. Il fut le premier à pratiquer la réduction d'intérêts par le système, encore adopté de nos jours, des conversions facultatives. En 1664, un arrêt prescrivit aux rentiers de présenter leurs titres afin que leurs rentes fussent liquidées, rachetées ou remboursées *sur le pied du prix courant depuis 1639*.

Grâce à toutes ces réformes, Colbert parvint à combler le déficit et à assurer au Trésor le surcroît de revenus qui permit à Louis XIV d'entreprendre et de réaliser tant d'œuvres glorieuses.

Après Colbert, sur la fin du règne de Louis XIV, de nombreux emprunts eurent lieu, tant en rentes perpétuelles qu'en rentes viagères (tontines royales) et l'on vit, à la mort de ce prince, la dette s'élever à 2 milliards et demi environ. Les dépenses annuelles excédaient les recettes de 78 millions, le Trésor était vide et la misère générale avait tari toute source de revenus. C'est alors que Saint-Simon proposa au conseil

de régence de pratiquer ouvertement la banqueroute pour *mettre dorénavant les rois dans l'impossibilité de faire des dépenses outrées et des entreprises ruineuses*, mais son idée ne prévalut pas et, pour remédier aux difficultés de la situation, le duc de Noailles, président du Conseil des finances, eut recours à des expédients variés tels que réduction d'un quart des rentes sur l'Hôtel de ville, suppressions d'offices, sans indemnité aux titulaires, refonte des monnaies, établissement d'une chambre de justice qui devait rogner la fortune des traitants et qui, malgré toutes ses rigueurs, ne fit entrer au Trésor que quelques millions ; malheureusement toutes ces mesures étaient par trop insuffisantes pour donner des résultats appréciables.

La situation était déjà fort critique mais elle devait le devenir davantage encore. En effet, toutes les espérances que le duc d'Orléans avait fondées sur le système financier de l'Écossais Law, n'aboutirent qu'à une déplorable catastrophe.

La Houssaye, alors contrôleur général des finances, procéda, avec les frères Pâris, à la *liquidation du système* ; une *chambre du visa* fut créée pour procéder à la vérification de tous les titres émis par Law : les uns furent convertis en rentes perpétuelles, les autres, solennellement brûlés en public.

Sous Louis XV, les plaisirs de la cour et les revers de la guerre de Sept ans contribuèrent dans une large mesure à l'accroissement de la Dette publique.

Après la disgrâce du duc de Bourgogne, les finances passèrent aux mains du cardinal Fleury, homme honnête, économe et désintéressé, mais qui manqua de cette hauteur de vue nécessaire pour entreprendre et réaliser de grandes réformes.

Le Contrôleur général de Machault possédait, au contraire, les qualités qui manquaient à son prédécesseur ; plein d'ardeur et d'intelligence, son rêve était d'éteindre la dette au moyen d'un fonds d'amortissement créé par un impôt du vingtième sur tous les revenus sans exception.

La conception était heureuse et surtout égalitaire, puisqu'elle frappait toutes les classes sans exception, mais en raison, justement, de cette égalité, ce projet trouva des contradicteurs acharnés parmi le clergé, les membres du Parlement et autres privilégiés, devant lesquels de Machault fut obligé de se retirer sans avoir pu obtenir les résultats qu'il attendait de sa réforme.

Après lui, les emprunts recommencèrent de plus belle. En 1769, l'abbé Terray fut nommé Contrôleur général des finances. Son administration fut désastreuse, il augmenta les impôts, réduisit les intérêts, diminua les rentes, manqua à tous les engagements de l'État, fit plusieurs banqueroutes partielles sans aucun souci de la justice et, malgré toutes ces mesures qui auraient dû diminuer la dette, trouva moyen de l'augmenter considérablement.

Le premier soin de Louis XVI, fut de se choisir un conseiller capable de diriger son inexpérience et d'administrer l'État. Son choix tomba sur Maurepas, vieillard spirituel, intelligent mais frivole et dont la seule qualité appréciable fut d'avoir appelé au ministère des hommes sages comme Turgot et Necker.

Turgot, nommé à l'intendance de Limoges en 1761, avait fait preuve d'un esprit sérieux et d'une haute sagesse. Sa bonne administration avait épargné au Limousin une grande partie des souffrances qui affligèrent les autres provinces dans les dernières années du règne de Louis XV.

Appelé au ministère, il exposa, dans sa *lettre au roi* du 24 août 1774, son programme financier qu'il résumait lui-même en ces mots : *point de banqueroute, point d'augmentation d'impôts, point d'emprunt* et par la réduction des dépenses et des frais de perception, par la suppression de faveurs abusives, par une répartition plus équitable de l'impôt, il trouva moyen, en vingt mois, de rembourser plus de 100 millions de dettes.

Mais Turgot ne jugeait pas ces réformes suffisantes, il avait « la rage de la perfection », il voulait améliorer les ins-

titutions elles-mêmes afin de prévenir plus sûrement les abus. Le plan qu'il avait conçu était vaste, si vaste même qu'il en était téméraire et qu'il aurait fallu toute une vie pour le réaliser ; malheureusement, Turgot ne resta que deux ans au pouvoir.

Ses réformes véritablement pratiques furent nombreuses ; notons l'abolition de la corvée, la diminution des droits onéreux qui renchérisaient les denrées de première nécessité, l'établissement, sur le clergé et la noblesse, d'un impôt foncier également réparti d'après un cadastre général du territoire, le rachat des rentes féodales et des droits seigneuriaux, etc.

Louis XVI qui tout d'abord, avait soutenu son ministre, contre les insinuations malveillantes de son entourage, ne tarda pas à l'abandonner et à le sacrifier aux rancunes de la reine, des princes, et de la plupart des autres ministres. Le 12 mai 1776, Turgot fut déchu de ses fonctions et remplacé par Clugny.

Celui-ci resta peu de temps ministre, cinq mois environ, néanmoins, cette courte durée lui suffit pour abolir les réformes de Turgot et pour ramener le déficit dans les finances.

Pour parer aux difficultés croissantes de la situation, Maurepas confia ensuite l'administration des finances au banquier genevois Necker sous le titre de Directeur général des finances, sans entrée au conseil.

Necker n'avait pas le génie de Turgot, mais il était probe, désintéressé, avait le goût du travail et la parfaite connaissance des affaires. Il sut, comme Turgot, introduire l'ordre et l'économie dans les dépenses publiques par la suppression d'une foule d'abus tels que l'élimination de fonctionnaires inutiles et la diminution des profits des fermiers généraux. Grâce à la confiance qu'il inspirait au crédit public, il put trouver des emprunts avantageux pour faire face aux dépenses occasionnées par la guerre d'Amérique.

Cependant, Necker sentait peu à peu le crédit lui échapper,

c'est pour le ressaisir qu'il publia son fameux *Compte rendu de l'état des finances*. Ce compte rendu, tout en lui ramenant la confiance des prêteurs, lui valut les attaques des ministres, du clergé, du Parlement et de la haute administration, si bien que, mal soutenu par le roi, il fut contraint de donner sa démission en mai 1781.

Le ministère des finances passa ensuite successivement à Joly de Fleury, d'Ormesson et à M. de Calonne. Ce dernier, qui était un dissipateur ayant mangé tous ses biens personnels, n'était, par suite, guère à même de refaire la fortune de l'État.

Comme il voulait trouver des ressources, non dans une sévère gestion des finances, mais dans les emprunts, sa grande préoccupation fut de ramener à lui le crédit et il crut habile d'éblouir par ses dépenses. D'ailleurs, il tenait à mériter les faveurs de la cour et à rompre avec ce qu'il appelait les tristes traditions de Turgot et de Necker.

Sous son administration, les mesures ruineuses se succédèrent avec une étrange facilité. Il acheta, des deniers de l'État, pour la reine et le roi, les châteaux de Saint-Cloud et de Rambouillet; il accorda des échanges et des aliénations de domaines, au profit des princes et des grands seigneurs; il accrut encore le chiffre des pensions et les charges inutiles; il fit, en une seule année, pour 136 millions d'acquets au comptant.

A la fin, les créanciers de l'État qui, en trois ans, lui avaient prêté 500 millions, se lassèrent. Il fallut chercher ailleurs les ressources qui manquaient et de Calonne, avec une grande désinvolture, se fit réformateur à son tour.

Il présenta au roi un programme de réformes à la fois financières et politiques, inspirées des idées de Turgot et de Necker et dont les points principaux consistaient dans l'augmentation de l'impôt sur le timbre et l'établissement d'une subvention territoriale, payée par les privilégiés.

Une assemblée de notables que l'on convoqua pour exami-

ner ses plans, les rejeta et il dut quitter le ministère en 1787.

Son successeur, Loménie de Brienne, n'avait aucune capacité; il dut recourir à des expédients qui ne tardèrent pas à le faire succomber.

Après Loménie de Brienne, Necker fut rappelé une seconde fois au ministère, mais il ne put apporter le remède qui convenait à la situation financière. Il était trop tard, les finances s'acheminaient à la banqueroute comme les esprits couraient à la Révolution.

10. — Sous la Révolution. — Lorsque vint la Révolution, les rentiers eurent des craintes sérieuses sur la sécurité de leurs créances dont le pays demandait à grands cris la réduction.

Tout d'abord, il n'en fut rien, bien au contraire, l'assemblée nationale, à qui répugnait la hideuse banqueroute, s'empressa d'accepter le lourd héritage d'un long passé de gaspillage et rassura les prêteurs en les plaçant « *sous la garde de l'honneur et de la loyauté de la nation française* ». Toutefois, malgré cette déclaration de l'assemblée, la confiance ne reparut pas puisque deux emprunts d'ensemble 110 millions ne parvinrent pas à être couverts.

Cependant, il fallait, à tout prix, de l'argent pour combler le déficit toujours croissant et mettre fin à la crise financière. C'est alors que Necker, rappelé une troisième fois au pouvoir, parvint à obtenir de l'assemblée le vote d'une contribution patriotique, mais cette mesure était par trop insuffisante et l'assemblée nationale ne tarda pas à user de grands moyens en votant l'émission de 400 millions d'assignats gagés sur les biens du clergé déclarés biens nationaux.

Le 18 septembre 1790, Mirabeau lui-même proposa une nouvelle émission de 800 millions d'assignats qui fut votée et, après lui, une autre émission de 600 millions eut lieu le 19 juin 1791.

Necker, dont les idées n'admettaient pas le système révolutionnaire des assignats, avait donné sa démission le 17 août 1790. Dès lors, les finances passèrent effectivement

entre les mains d'un comité des finances qui fut chargé par l'Assemblée de la délicate mission de liquider la Dette nationale.

Cette liquidation de la dette n'était pas chose facile, elle ne devait être réalisée que quelques années plus tard, sous la Convention, après, toutefois, que cette dette eût été considérablement augmentée. Cette augmentation résultait de l'émission de nouveaux assignats qu'une loi du 24 octobre 1792 avait portée à 2 milliards 400 millions, et d'un emprunt forcé de un milliard à payer par les riches, les égoïstes et les indifférents

C'est donc à la Convention, ou, pour mieux dire, à l'un de ses membres, le conventionnel Cambon, que nous devons la véritable liquidation de notre dette nationale.

A cette époque, en effet, il était fort difficile de s'y reconnaître dans notre Dette publique, dont on ignorait en réalité la juste évaluation. Elle était divisée, dit M. Thiers dans son *Histoire de la Révolution française*, en contrats de toutes formes et de toutes les époques, qui, par leur différence d'origine et de nature, donnaient lieu à un agiotage dangereux et contre-révolutionnaire.

On distinguait alors :

La dette constituée;

La dette exigible à terme fixe;

La dette exigible provenant de la liquidation;

La dette provenant de diverses créations d'assignats.

Chacune de ces catégories se divisait elle-même en une infinité de contrats dont la reconnaissance était à un tel point compliquée qu'il fallait toute la science des financiers pour savoir les distinguer et faire la différence entre les uns et les autres.

D'autre part, les rentiers ne pouvaient recevoir qu'à Paris le paiement de leurs créances et encore devaient-ils souvent se présenter chez plusieurs payeurs différents, selon la nature de leurs titres.

Le rapport que Cambon présenta à la Convention, le 15 août 1793, ne tendait pas seulement à une liquidation

ordinaire, destinée à déterminer exactement le montant de la dette, mais encore à la républicaniser, en confondant tous les anciens contrats en un titre unique et fondamental, sans tenir compte de l'origine ou de la nature de la dette. De cette façon, disait-il, on ne pourra plus reconnaître la dette contractée par le despotisme de celle contractée depuis la Révolution, et vous verrez alors le capitaliste, qui désire un roi parce qu'il a un roi pour débiteur, et qu'il craint de perdre sa créance si son débiteur n'est pas rétabli, désirer la République qui sera devenue sa débitrice, parce qu'il craindra de perdre son capital en la perdant.

Pour arriver à cette unification de la dette, Cambon proposait de créer un livre qu'on appellerait *Grand-Livre de la Dette publique*. « Il sera composé, dit son rapport, d'un ou de plusieurs volumes; on y inscrira toute la dette non viagère; chaque créancier y sera crédité, en un seul et même article et sous un même numéro, du produit net, sans déduction de la contribution foncière, des rentes provenant de la dette constituée et des intérêts annuels qui sont dus, ou, lorsqu'ils ne seront pas déterminés, à raison de 5 p. 100, sans retenue de la contribution foncière, des capitaux provenant de la dette exigible à terme ou de la dette exigible soumise à la liquidation.

« Ainsi, un propriétaire d'un contrat pour un capital de 5 000 livres, dont la rente au denier *cent*, sans déduction de la contribution foncière, est d'un produit net de 50 livres, sera crédité sur le Grand-Livre pour cette dernière somme; s'il est créancier en même temps d'un effet au porteur de 2 000 livres de capital, dont le produit net est de 80 livres, il sera crédité de 80 livres sur son même compte; si sa créance de 2 000 livres n'a aucun intérêt déterminé, on le créditera sur le Grand-Livre à raison du denier vingt de son capital; enfin, s'il est propriétaire d'une créance soumise à la liquidation, d'un capital de 4 000 livres, portant 5 p. 100 d'intérêt avec la retenue de la contribution foncière, il sera crédité sur le Grand-Livre, à son même compte, pour une somme de 200 livres.

« Par cette opération simple et facile, toute la Dette publique non viagère reposera sur un titre unique ; on verra disparaître de suite tous les parchemins et paperasses de l'ancien régime. »

C'est ce rapport adopté par la Convention qui devint la loi du 24 août 1793 organique du Grand-Livre et dont certains articles nous régissent aujourd'hui.

La Convention, ainsi que nous venons de le voir, avait bien liquidé, consolidé et unifié la Dette publique, mais elle n'avait pu remédier au défaut d'argent ni mettre fin à la crise financière. La rente se payait toujours en assignats et la dépréciation de ces derniers était telle qu'ils n'étaient plus reçus dans le commerce que pour $1/6$ — $1/8$ de leur valeur nominale et même pour $1/10$ et $1/12$.

C'est devant une pareille détresse que la loi du 28 ventôse et 17 germinal an IV, décida l'émission de 2 milliards 400 millions de mandats territoriaux qui fournirent des ressources momentanées, mais qui arrivèrent bientôt au même état de dépréciation que les assignats.

Telle était la situation quand la Convention fit place au Directoire.

Si la Convention est restée si justement célèbre dans l'histoire de nos finances, en raison de la création du Grand-Livre de la Dette publique, le Directoire ne l'est pas moins, mais à un tout autre titre.

C'est lui qui, en effet, devait voir se réaliser cette hideuse, cette infâme banqueroute dont le spectre avait été agité si souvent dans les dernières années et que les nécessités de l'heure présente rendaient inévitable. La loi qui la prononça fut votée le 9 vendémiaire an VI.

La banqueroute n'était cependant pas totale ; chaque inscription du Grand-Livre de la Dette publique était remboursée pour les $2/3$ en bons au porteur, reçus en paiement de biens nationaux, l'autre tiers était conservé en inscriptions au Grand-Livre et déclaré exempt de toute retenue présente et future.

Cette opération fut désignée sous le nom de *consolidation des deux tiers* et le tiers conservé en inscriptions au Grand-

Livre fut appelé le *tiers consolidé*. Il s'élevait à 40 216 000 francs.

Nous venons de voir qu'au point de vue financier la Révolution avait été marquée par deux événements d'une importance considérable : 1^o la liquidation de la dette avec constitution du Grand-Livre; 2^o la banqueroute de l'an VI.

Dès lors, toute notre Dette publique, depuis les temps les plus anciens, se résumait au tiers consolidé, soit à 40 216 000 francs de rentes. Ces quelques millions devaient promptement s'accroître et devenir, au moyen de nouvelles créations, ce qu'est notre Dette publique actuelle.

Le Consulat ramena une ère de confiance depuis longtemps disparue; il reprit le paiement des rentes en numéraire et fit disparaître les bons des deux tiers de triste souvenance et diverses autres créances arriérées, au moyen de l'émission de 6 200 000 francs de rente.

Il donna le nom de 5 p. 100 consolidé à la partie de la Dette publique constituée en perpétuel et prescrivit que la somme à prélever pour le paiement du 5 p. 100 consolidé formerait le premier article du budget de l'État¹.

Il réalisa le double du Grand Livre².

II. — Du premier Empire à nos jours. — L'Empire, avec ses guerres incessantes et ses désastres de 1815, contribua, dans une large mesure, à l'augmentation de notre dette. Toutefois, durant cette période, les créations de rentes sont relativement peu nombreuses, car les charges de l'Empire incombèrent, pour la plus grande partie, aux gouvernements qui lui succédèrent.

C'est ainsi que la Restauration, en raison des dettes que lui légua l'Empire, se vit dans la nécessité de créer pour plus de 130 millions de rentes.

Elle eut, en effet, à payer :

Tout l'arriéré qui remontait à plusieurs années, par suite du système de comptabilité alors adopté « et qui permettait

1. Loi du 21 floréal, an X.

2. Arrêté ministériel du 18 octobre 1804.

de reporter d'exercice en exercice le règlement d'une foule de créances¹ ».

Les différentes charges résultant du second traité de Paris (20 novembre 1815), soit : l'indemnité de guerre de 700 millions, les différentes réclamations particulières des puissances alliées et les frais occasionnés par l'occupation étrangère.

Quant aux dettes à imputer personnellement à la Restauration, il faut citer :

La dette de 1 499 654 francs de rentes contractée par le roi Louis XVIII².

Les frais de la guerre d'Espagne et ceux occasionnés par les affaires de Grèce, pour lesquels il fut créé pour plus de 7 millions de rentes³.

Enfin, l'indemnité des émigrés (émission de 25 995 310 francs de rente)⁴.

Nous voyons que ces dernières créations de rentes sont minimes, eu égard à celles occasionnées par l'Empire ; aussi est-il juste de reconnaître la sage administration des finances pendant les quinze années que dura la Restauration.

C'est de cette époque que date la création, dans chaque département, d'un livre auxiliaire du Grand-Livre de la Dette publique⁵, ainsi que la conversion facultative du 5 p. 100 en 4 1/2 p. 100⁶.

Sous Louis-Philippe, la dette fut augmentée de 40 millions environ, par suite de différents emprunts motivés notamment par la conquête de l'Algérie⁷, les dépenses résultant de travaux publics extraordinaires⁸, la réduction de la dette flottante⁹ et la consolidation de fonds des caisses d'épargnes¹⁰.

1. De Bray, *Traité de la Dette publique*.

2. Loi du 21 décembre 1814.

3. Lois des 17 mars 1823 et 19 juin 1828.

4. Loi du 27 avril 1825. — 5. Loi du 14 avril 1819.

6. Loi du 1^{er} mai 1825. — 7. Loi du 25 mars 1831.

8. Loi du 25 juin 1841.

9. Lois des 5 janvier, 26 avril, 18 mars 1831, 21 avril 1832 et ordonnance du 8 juillet 1832.

10. Lois des 5 juin 1835, 21 mars 1837, 26 juin 1845.

A la fin du règne de Louis-Philippe, la dette consolidée s'élevait à 244 millions.

La République de 1848 eut des débuts pénibles au point de vue financier. Le gouvernement provisoire notamment, après avoir essayé d'un emprunt national au pair, qui échoua complètement, se trouva dans la nécessité de suspendre le remboursement des bons royaux et des dépôts des caisses d'épargne et de procéder à leur consolidation.

Cette consolidation, si elle avait eu lieu au pair comme l'entendait le gouvernement provisoire, aurait été un véritable désastre attendu que la rente valait à cette époque 60 francs à peine. Heureusement, l'Assemblée nationale, mieux inspirée, décida que les rentes données en compensation seraient calculées non plus au pair mais aux cours réellement cotés.

Quelque temps après, l'emprunt national remanié put être repris avec succès.

Les différentes constitutions de rentes faites par la République de 1848 comprennent :

Les emprunts nationaux pour lesquels il fut émis pour 14 935 387 francs de rente¹.

Les diverses consolidations des livrets de caisses d'épargne, des bons du Trésor et des fonds placés au Trésor par les communes et établissements publics moyennant la création de 35 774 513 francs de rente².

Le rachat du chemin de fer de Paris à Lyon, 6 817 348 francs de rente³.

Et enfin l'indemnité résultant de l'abolition de l'esclavage dans les colonies⁴.

Malgré ces nombreuses constitutions s'élevant ensemble à 63 314 365 francs de rente, la République de 1848 laissa au second Empire une dette inférieure à celle qu'elle avait trouvée à la fin du règne de Louis-Philippe ; cela résultait des annulations

1. Décrets des 9 mars 1848, 24 juillet 1848 ; — Loi du 21 novembre 1848.

2. Décrets des 7 juillet 1848, 29 juillet 1848 ; — Loi du 21 novembre 1848.

3. Décret du 17 août 1848.

4. Lois des 30 avril 1849 ; 30 juillet 1850.

faites par suite du fonctionnement de la caisse d'amortissement.

Le second Empire fut encore plus néfaste à nos finances que l'avait été le règne de Napoléon I^{er}. Les guerres de Crimée, d'Italie et du Mexique augmentèrent à elles seules notre Dette publique de 116 millions, et quand vint l'année terrible notre Grand-Livre comportait pour 403 millions de rentes soit 180 millions de plus que lors du coup d'État du 2 décembre 1851.

Le second Empire avait inauguré pour ses emprunts le système d'émissions publiques et, à cet effet, avait abaissé le minimum inscriptible et créé de petites coupures de rentes.

Il obligea les caisses d'épargne à placer en rentes les fonds des déposants, et c'est lui encore qui décida que les remplois dotaux pourraient à l'avenir être effectués en rentes sur l'État¹.

Deux conversions furent pratiquées sous le second Empire, l'une en 1852 du 5 p. 100 en 4 1/2 p. 100, l'autre en 1862 du 4 1/2 en 3 p. 100.

Telles étaient nos finances quand éclata la guerre de 1870-71.

Cette malheureuse guerre, l'épreuve la plus terrible que la France ait jamais eue à supporter, nous trouva néanmoins assez forts pour résister au poids écrasant de nos défaites. Le traité de Francfort, du 10 mai 1871, nous avait imposé une indemnité de guerre de 5 milliards dont toute autre puissance aurait été à jamais ruinée; pour la France, au contraire, il n'était pas de désastre irréparable, et toutes les nations purent admirer avec quel patriotisme et quelle fécondité notre pays humilié parvint à s'acquitter de sa formidable rançon.

Somme toute, cette guerre avait coûté au Trésor 8700000000 et notre Dette consolidée s'élevait désormais à 789 millions de rentes.

Depuis cette époque, et alors nous entrons dans le domaine de l'actualité, il a été créé en rente 3 p. 100 perpétuel savoir : 15037593 francs de rente pour consolidation des fonds des

1. Loi du 2 juillet 1862, article 46. — *En voir le texte infra* n° 42.

caisses d'épargne et de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse¹.

18 947 368 francs de rente pour l'emprunt de 500 millions².

28 184 376 francs pour l'emprunt de 869 488 000 francs³.

7 950 000 francs pour l'emprunt de 265 millions⁴.

Mais comme compensation à tous ces emprunts et consolidations, la dette perpétuelle a été diminuée dans une large mesure par les conversions successives du 5 p. 100 1870-71.

Ce fonds est effectivement devenu du 4 1/2 (loi du 27 avril 1883) puis du 3 1/2 (loi du 17 janvier 1894) et enfin du 3 p. 100 (loi du 9 juillet 1902).

Les anciens fonds 4 1/2 et 4 p. 100 ont été également convertis en 3 p. 100 par la loi du 7 novembre 1887.

Actuellement, notre dette constituée en perpétuel, toute en fonds 3 p. 100, figure à notre budget de 1912 pour 655 832 276 francs de rente.

Citons encore, comme dette contractée par la République, la rente 3 p. 100 amortissable créée par la loi du 11 juin 1878 et classée parmi les dettes de l'État remboursable à terme. Différents emprunts la font figurer à notre budget de 1912 pour 102 398 595 francs de rente⁵.

1. Loi du 1^{er} mai 1886.

2. *Id.*

3. Loi du 24 décembre 1890.

4. Loi du 6 décembre 1900.

5. Pour plus de détails sur cet historique, v. A. Vuhner, *Histoire de la Dette publique en France*. De Bray, *Traité de la Dette publique*.

CHAPITRE III

La Dette publique.

12. — Bien que, dans l'aperçu historique qui précède, nous ayons paru assimiler la Dette nationale ou la Dette publique avec l'ensemble de nos rentes constituées, il ne faudrait pas en conclure que ces dernières représentent à elles seules toute notre Dette publique; elles n'en sont seulement qu'une partie, la plus importante, il est vrai.

« La Dette publique, dit de Bray, dans son *Traité de la Dette publique*, est l'ensemble des engagements financiers de l'État; elle comprend tout ce dont la nation s'est reconnue débitrice quelle que soit la forme et la durée de l'obligation souscrite, les conditions du remboursement ou de l'extinction de la dette, la nature du titre dont le créancier se trouve muni. »

Elle consiste donc non seulement dans notre dette perpétuelle mais encore en notre dette temporaire et viagère.

La Dette publique peut se diviser en quatre parties bien distinctes :

1° La dette consolidée;

2° La dette remboursable à terme ou par annuités;

3° La dette viagère;

4° Et la dette flottante.

Donnons quelques explications sur chacune de ces parties.

§ 1. *La dette consolidée.*

13. — La dette consolidée comprend uniquement les rentes constituées en perpétuel, c'est-à-dire celles qui doivent durer

indéfiniment, sous réserve bien entendu du droit de rachat que peut exercer l'État¹.

Les rentes perpétuelles consolidées comprenaient autrefois le 5 p. 100, ancien *tiers consolidé*, le 5 p. 100 1871-1872, le 4 1/2 p. 100, le 4 p. 100, le 3 1/2 pour 100 et le 3 p. 100. Actuellement, et par suite des conversions successives, tous ces fonds se trouvent confondus en un seul, notre 3 p. 100 perpétuel.

§ 2. *La dette remboursable à terme ou par annuités.*

14. — La dette remboursable à terme ou par annuités, ainsi que l'indique sa rubrique, est celle qui n'a qu'un caractère momentané et dont l'extinction est prévue pour des époques déterminées.

Les éléments qui la constituent sont relativement nombreux, on peut citer notamment :

15. — 1° La rente 3 p. 100 amortissable classée dans cette catégorie en raison de son amortissement annuel. Ce fonds, en effet, a une nature toute spéciale : bien qu'étant une rente constituée, il diffère essentiellement du 3 p. 100 perpétuel, puisque le capital de la rente est remboursable par voie de tirage au sort ; il diffère encore davantage des rentes constituées à temps, car dans ces dernières le capital est définitivement aliéné au profit du débirentier.

Attendu l'importance de ces rentes, nous leur consacrerons plus loin une étude spéciale².

16. — 2° Les obligations du Trésor, qu'il ne faut pas confondre avec les bons du Trésor, lesquels font partie de la dette flottante.

Ces obligations du Trésor qui sont de 500 francs se divisent en obligations à long terme et obligations à court terme ;

1. V. *supra*, n^{os} 3, 7.

2. V. n^{os} 104 et suivants.

elles sont pour la plupart possédées par la Caisse des dépôts, la Caisse des retraites pour la vieillesse, les caisses d'épargne ou par les grands établissements financiers.

17. — 3° Les annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts afférents aux exercices 1871-1872.

4° L'annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est pour la dédommager de la perte de ses voies ferrées situées sur le territoire cédé à l'Allemagne en suite du traité de Francfort¹.

5° L'annuité à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée².

6° L'annuité à la Compagnie des chemins de fer d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État.

7° Le remboursement de la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations.

8° La redevance annuelle envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées³.

9° Les annuités aux compagnies de chemins de fer pour subventions ou avances.

10° Les annuités de rachat des concessions des canaux d'Orléans et du Loing⁴.

11° Les intérêts des capitaux de cautionnements.

§ 3. *La dette viagère.*

18. — La dette viagère comprenait autrefois les rentes constituées en viager sur une, deux ou un plus grand nombre de têtes. Elle s'élevait au moment de la Révolution à près de 100 millions de rentes.

Lors de la création du Grand-Livre par Cambon, une cer-

1. Loi du 17 juin 1873. — 2. Loi du 18 février 1898.

3. Traité du 2 décembre 1856.

4. Lois des 28 juillet et 1^{er} août 1860 et 20 mai 1863.

taine partie de ces rentes fut convertie en rentes perpétuelles et l'autre fut inscrite sur un grand-livre spécial dénommé Grand-Livre de la Dette viagère.

Atteintes comme les rentes perpétuelles par la consolidation des deux tiers, les rentes viagères furent sensiblement diminuées et comme il n'en a plus été créé depuis, elles sont aujourd'hui à peu près complètement disparues. Le budget des finances de 1912 ne les voit plus figurer que pour 790 francs.

19. — Les rentes viagères pour la vieillesse faisaient autrefois partie de la Dette publique mais elles en ont été exclues par la loi du 30 janvier 1884. Depuis cette date, c'est à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse qu'il appartient de pourvoir par ses propres ressources au service de ces rentes.

20. — Aujourd'hui la presque totalité de notre dette viagère consiste dans les pensions dues par l'État et leur chiffre qui augmente chaque année est un juste sujet de crainte pour notre gouvernement.

Les principales de ces pensions sont ; les pensions militaires de la guerre, de la marine et des colonies, les pensions civiles de 1853 et depuis la loi du 9 décembre 1905 les pensions aux ministres des cultes. Il faut citer encore les traitements viagers de l'ordre national de la Légion d'honneur et des médailles militaires, ainsi que l'indemnité viagère aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.

Au budget de 1912, il a été accordé un crédit de 323 496 015 fr. pour le service de la dette viagère.

§ 4. *La dette flottante.*

21. — La dette flottante est ainsi appelée en raison de sa nature essentiellement changeante; elle diminue ou augmente selon les besoins immédiats du Trésor, dont elle représente le fonds de roulement. C'est elle qui permet de satisfaire aux exigences momentanées en attendant la rentrée des impôts.

Cette dette flottante comprend notamment :

Les avances des trésoriers payeurs généraux envers le Trésor.

Les fonds déposés par les communes, les établissements publics, la ville de Paris et les divers corps de troupes de terre et de mer.

Les comptes courants de la Caisse des dépôts et consignations et du Crédit foncier de France.

Les comptes de fonds non employés des caisses d'épargne et de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Et enfin les bons du Trésor.

22. — Ces bons du Trésor, délivrés par le caissier central du Trésor, sur l'autorisation du Ministre des Finances sont à échéance de trois mois à un an; ils peuvent être de 500 francs ou d'une somme supérieure multiple de 100; les intérêts en sont essentiellement variables.

§ 5. *Classification des rentes sur l'État.*

23. — Les rentes dont l'État se trouve actuellement débiteur peuvent se classer de la façon suivante :

1° Les rentes *perpétuelles* qui ne comprennent plus aujourd'hui que le fonds 3 p. 100, les autres fonds ayant été supprimés par suite de conversions;

2° Les rentes *amortissables* représentées uniquement par notre fonds 3 p. 100 amortissable;

3° Et les rentes *viagères* dont le seul type existant consiste dans les rentes viagères d'ancienne origine (loi du 23 floréal an XI), et encore ces rentes sont-elles sur le point de disparaître puisqu'elles ne figurent plus que pour 790 francs à notre budget de 1912.

Quant aux rentes viagères sur la vieillesse, elles ne sont plus à la charge de l'État ainsi que nous l'avons dit *supra* n° 19.

CHAPITRE IV

La Dette Inscrite.

§ 1. *Organisation. Grand-Livre.*

24. — Tels sont, nous venons de le voir, les éléments qui constituent à proprement parler notre Dette publique, mais tous ne font pas partie de notre *Dette Inscrite*.

La Dette Inscrite ne comprend, en effet, que la partie de la Dette publique portée aux Grands Livres, savoir : les rentes 3 p. 100 perpétuel et 3 p. 100 amortissable, les cautionnements, les annuités de rachat des canaux et la dette viagère. *Le Grand-Livre de la Dette publique* n'est donc plus, comme à l'origine, le titre unique et fondamental de tous les créanciers de la République¹, mais seulement le titre unique de certains créanciers.

25. — Au ministère des Finances, la Dette Inscrite occupe un service spécial ayant à sa tête un directeur sous les ordres duquel se trouvent trois agents comptables qui sont :

L'agent comptable des transferts et mutations ;

L'agent comptable des reconversions et renouvellements de rentes au porteur ;

L'agent comptable du Grand-Livre.

Le Directeur de la Dette Inscrite est chargé, sous les ordres du Ministre des Finances, et pour ce qui nous occupe, de suivre et de diriger les travaux relatifs à l'inscription sur le

1. Loi du 24 août 1793, art. 6. — Décret sur la comptabilité publique, 31 mai 1862, art. 197-240.

Grand-Livre du Trésor public, des rentes de toute nature dont les lois de finances ont autorisé la création.

Il surveille les actes des divers comptables préposés aux mouvements de notre dette perpétuelle, amortissable ou viagère.

Il fait opérer les radiations ou les rétablissements des inscriptions au Grand-Livre.

Il veille aux opérations qui peuvent modifier la nature et la propriété des rentes.

Il surveille l'établissement des bordereaux qui servent à la délivrance des ordonnances périodiques de paiement. (V. arr. min., 16 décembre 1869.)

26. — L'agent comptable des transferts et mutations est principalement chargé d'effectuer toutes les opérations relatives aux transferts réels ou mutations de rentes nominatives ou mixtes, des rentes viagères et des titres d'annuité de rachat des canaux. Il délivre et signe les divers titres à provenir des opérations qui le concernent ¹.

27. — L'agent comptable des reconversions et renouvellements de rentes au porteur a été créé par décret du 14 décembre 1876 ; il est spécialement chargé des opérations suivantes :

Renouvellements d'inscriptions au porteur dépourvues de coupons ;

Réunions ou divisions de rentes au porteur ;

Conversions de rentes au porteur en rentes mixtes ;

Conversions de rentes au porteur en rentes nominatives ;

Réunions de rentes au porteur à des rentes mixtes ;

Réunions de rentes au porteur à des rentes nominatives ;

Renouvellements d'inscriptions de rentes mixtes ;

Réunions ou divisions de rentes mixtes ;

Conversions de rentes mixtes en rentes nominatives ;

Réunions de rentes mixtes à des rentes nominatives ;

1. Arr. min. des 14 et 29 juin 1814. — Décr. 31 mai 1862, art. 200. — Décr. 14 décembre 1876, art. 3. — Arr. min., 12 mars 1877, art. 7.

Conversions de rentes nominatives en rentes mixtes;

Mutations d'inscriptions nominatives se combinant avec des opérations sur des rentes au porteur ou mixtes ¹.

Cet agent comptable des reconversions et renouvellements signe également les titres dont il a provoqué l'émission.

28. — Quant à l'agent comptable du Grand-Livre, il est chargé de la comptabilité et de la tenue du Grand-Livre ainsi que de l'expédition matérielle des inscriptions. Tous les titres doivent être signés par lui ².

29. — Aucune création de rente ne peut avoir lieu sur le Grand-Livre qu'en vertu d'une loi ³; il s'ensuit qu'à défaut d'un texte législatif, les divers agents comptables ne doivent inscrire une rente nouvelle qu'après annulation de titres représentant la même somme de rente. Les agents comptables sont d'ailleurs personnellement responsables vis-à-vis du Trésor des opérations qu'ils effectuent ⁴. A cet effet, ils sont assujettis à un cautionnement qui doit être versé avant leur installation ⁵.

30. — D'autre part, le Contrôle central établi au Trésor en vertu de l'article 4 de la loi du 24 avril 1833 a pour mission de reconnaître et de constater que tout certificat d'inscription sur les livres de la Dette publique (rentes, pensions, cautionnements, etc.) résulte soit de la concession d'un droit à cette inscription, soit de l'échange d'un titre équivalent préalablement frappé d'annulation.

C'est le Contrôle central qui, par son visa, donne aux effets publics le caractère d'authenticité qui leur est nécessaire pour former titre contre le Trésor.

Chaque visa doit être justifié soit par l'annulation d'un titre ancien correspondant (transferts, mutations), soit par une décision du Ministre autorisant la remise en vigueur

1. Circ. D. I., 20 mars 1877 et 1^{er} mai 1877.

2. Décr. du 31 mai 1862, art. 201.

3. Loi du 17 juillet 1790. — Décr. du 31 mai 1862, art. 196.

4. Décr. du 18 décembre 1869. — Décr. du 14 décembre 1876, art. 4.

5. Décr. du 31 mai 1862, art. 202.

d'un droit suspendu (rétablissement de rentes non réclamées et de pensions présumées éteintes et remplacement de titres perdus).

Enfin, pour la création de nouveaux titres, le visa du Contrôle s'appuie sur le texte de la loi et sur la preuve de l'accomplissement des conditions qu'elle détermine ¹.

31. — Agent judiciaire. — Il existe encore, au ministère des Finances un service se rapportant, dans une certaine mesure, aux rentes sur l'État, nous voulons parler de l'Agent judiciaire du Trésor, directeur du contentieux des finances. Le rôle de cet agent consiste notamment à recevoir et restituer les cautionnements en rentes de toute nature qui doivent être fournis au Trésor; à recevoir les oppositions, significations de transports et autres significations de toutes sortes. Enfin tout ce qui concerne le contentieux des finances entre dans les attributions de cet agent.

§ 2. *Double du Grand-Livre.*

32. — La loi du 24 août 1793 qui a organisé le Grand-Livre de la Dette publique avait décidé qu'il en serait fait deux copies, l'une devant rester aux archives de la « Trésorerie nationale », l'autre destinée aux bureaux du Payeur principal de la Dette publique, pour servir à l'inscription journalière des mutations. Toutefois, cette dernière copie seule fut établie et ce n'est que quelques années plus tard, sous le Consulat, que le *double* destiné aux Archives nationales fut effectivement réalisé ².

Ce double situé dans un local séparé diffère du Grand-Livre proprement dit en ce que les rentes y sont classées non plus par numéros d'ordre mais par ordre alphabétique. Pour cela, il est constitué au moyen de fiches mobiles reproduisant

1. Décr. du 23 décembre 1887, art. 2, 40, 41.

2. Arr. min., 18 octobre 1804 (26 vendémiaire an XIII).

l'immatricule complète des titres, et ces fiches sont, pour les recherches, d'un précieux secours; elles permettent ainsi de retrouver toutes les inscriptions qu'un rentier possède ou a possédé, ce qui est parfois d'une très grande utilité.

Au moyen de ce double, il serait facile de reconstituer le Grand-Livre au cas de perte ou de destruction totales ou partielles.

§ 3. *Grands Livres auxiliaires des Trésoreries générales.*

33. — Pour divulguer les rentes en dehors de la capitale et développer ainsi le crédit public, la loi du 14 avril 1819 avait créé dans chaque département, celui de la Seine excepté, un livre auxiliaire de la Dette publique ¹.

Toutes les opérations sur les rentes pouvaient, de cette façon, être effectuées dans les départements; c'étaient les Trésoriers généraux qui remplissaient les fonctions d'agent comptable des transferts et mutations et d'agent comptable du Grand-Livre. Le Contrôle central était remplacé par le contrôle du préfet ².

Chacune des opérations faites sur les livres auxiliaires était en outre portée à la connaissance de la Dette Inscrite qui pouvait ainsi en suivre la régularité.

34. — Les inscriptions de rentes inscrites sur les livres auxiliaires et délivrées par les Trésoriers généraux étaient appelées inscriptions *départementales* pour les distinguer des inscriptions *directes* délivrées à Paris par la Direction de la Dette Inscrite.

35. — Certains établissements publics et religieux ne pouvaient posséder que des inscriptions du Livre auxiliaire de leur département, tels, par exemple, les communes, les hos-

1. V. Instruction ministérielle, 1^{er} mai 1819.

2. Loi, 24 avril 1833, art. 4, 2^e alinéa. — Décret du 12 juillet 1883. — Décr. du 10 juin 1884.

pices, les bureaux de bienfaisance, les sociétés de secours mutuel, les fabriques, séminaires, etc.

36. — Les inscriptions départementales n'existent que dans le fonds 3 p. 100 et elles ne peuvent être que nominatives.

37. — Depuis le 1^{er} janvier 1897, et en vertu de la loi du 24 décembre 1896, il n'est plus créé d'inscriptions départementales. Celles en circulation continueront à subsister jusqu'à ce que des transferts, des mutations ou des opérations d'ordre en aient nécessité l'annulation. Elles seront alors converties en inscriptions directes.

CHAPITRE V

Caractères généraux des rentes sur l'Etat.

§ 1. *Nature mobilière de la rente.*

38. — Dans notre ancien droit, les rentes constituées étaient réputées immobilières comme étant des droits réels dus par les fonds.

Bien qu'un arrêt rendu par le Parlement de Paris, le 10 mai 1557, ait reconnu que les rentes *assignées* ne devaient plus être réputées comme faisant partie des fonds, mais, au contraire, comme étant dues par les personnes, le Parlement de Paris n'en continua pas moins à considérer les rentes constituées comme immobilières.

Il en était de même pour la plupart de nos anciennes coutumes comme celles de Paris (art. 94) et d'Orléans (art. 191).

39. — A part quelques parlements, tels ceux de Toulouse, de Dijon, et quelques anciennes coutumes, comme celles de Troyes, de Reims, et quelques autres encore, qui, depuis longtemps, considéraient les rentes constituées comme biens meubles, le véritable caractère mobilier des rentes ne fut reconnu que par la loi du 24 août 1793 organique du Grand-Livre, dont l'article 161 était ainsi conçu :

« A l'avenir, on pourra disposer de tous les objets compris

dans le Grand-Livre de la Dette publique comme des créances mobilières. »

Plus tard, la loi du 11 brumaire an VII fit une application de cette règle en déclarant les rentes non susceptibles d'hypothèque.

Enfin, le Code civil qui nous régit actuellement déclare dans son article 529 *in fine* :

« Sont aussi meubles par détermination de la loi, les rentes perpétuelles ou viagères soit sur l'État, soit sur les particuliers. »

§ 2. Immobilisations des rentes.

40. — **Majorats.** — Bien que déclarées mobilières, les rentes sur l'État ont pu, à certaines époques, être immobilisées pour la fondation des majorats.

Ces majorats, qui furent créés par Napoléon I^{er}, étaient une sorte de substitution destinée à conserver dans les familles nobles les biens affectés par dotation au maintien des titres de noblesse.

Les biens compris dans ces majorats suivaient les titres eux-mêmes et, comme ces derniers, se transmettaient de mâle en mâle par ordre de primogéniture.

Cette cause d'immobilisation des rentes a cessé d'exister, la loi du 12 mai 1835 ayant défendu toute fondation de nouveaux majorats, mais les immobilisations résultant de majorats antérieurement institués ont continué à subsister pour toute la durée assignée à ces majorats par l'article 2 de la loi précitée du 12 mai 1835 et par les articles 1 et 2 de la loi du 7 mai 1849².

41. — **Emplois et emplois.** — Les emplois ou emplois consti-

1. Décret du 30 mars 1806. — *Senatus-consulte*, 14 août suivant. — Décret du 1^{er} mars 1808.

2. Baudry-Lacantinerie : *Précis du droit civil*.

tuent encore, pour les rentes, une immobilisation d'un autre genre.

Depuis la loi du 2 juillet 1862, il est permis d'employer en rentes 3 p. 100 toutes les sommes dont le placement et le emploi en immeubles a été prescrit ou autorisé par la loi, par un jugement, par un contrat ou par une disposition à titre gratuit, entre vifs ou testamentaires, à moins, cependant, qu'il existe une interdiction formelle à ce sujet.

42. — Les inscriptions ainsi acquises en emploi ou emploi, doivent, sur la réquisition des parties, faire mention dans leur immatricule, de l'affectation spéciale dont elles sont l'objet¹.

Le bénéfice de la loi précitée du 2 juillet 1862 a été étendu aux rentes françaises de toute nature par l'article 29 de la loi du 16 septembre 1871 et plus spécialement à la rente 3 p. 100 amortissable par l'article 3, § 2 *in fine*, de la loi du 11 juin 1878.

§ 3. *Cessibilité des rentes.*

43. — En principe le propriétaire d'une rente sur l'État peut en disposer de la manière la plus absolue comme de toutes choses comprises dans le commerce. Cette faculté ne pourrait lui être enlevée que par un texte de loi formel ou par une convention.

44. — Les causes *légales* d'incessibilité sont : les majorats², les substitutions³.

Quant aux causes *conventionnelles*, elles résultent ordinai-

1. Loi du 2 juillet 1862, art. 46. « Les sommes dont le placement ou le emploi en immeubles est prescrit ou autorisé par la loi, par un jugement, par un contrat ou par une disposition à titre gratuit entre vifs ou testamentaire, peuvent être employées en rentes 3 p. 100 de la Dette française, à moins de clause contraire. Dans ce cas, et sur la réquisition des parties, l'immatricule de ces rentes au Grand-Livre de la Dette publique en indique l'affectation spéciale. »

2. Décret du 1^{er} mars 1808.

3. Code civil, art. 1048 et s. — Loi du 7 mai 1849.

rement, soit des effets de la dotalité, soit d'une stipulation de droit de retour ou de toutes autres conditions imposées par un donateur. Les jugements peuvent aussi prescrire une inaliénabilité temporaire.

45. — Lorsque des inscriptions de rente ont été soumises à des conditions d'indisponibilité, il convient de relater ces conditions dans leur libellé sans que les parties aient à se faire juge de la validité de cette restriction au droit d'aliéner, validité que les tribunaux seuls peuvent apprécier.

46. — La Dette Inscrite ne fait aucune difficulté pour insérer dans le libellé des rentes les clauses qui mettent obstacle à leur libre disposition, à condition, toutefois, que ces clauses résultent d'un acte de disposition ou d'un jugement qui est alors rappelé dans l'immatricule.

47. — Plus tard, la Dette Inscrite ne consent au transfert de semblables inscriptions que sur la production d'un certificat de propriété visant les actes ou jugements d'où résulte l'inaliénabilité, et ceux établissant que cette inaliénabilité a pris fin.

48. — L'indisponibilité peut cesser, soit par suite de l'expiration du terme pour lequel elle avait été stipulée, soit par suite de la réalisation de la condition à laquelle elle était subordonnée.

Elle peut aussi prendre fin en vertu d'un jugement qui annulerait la clause d'inaliénabilité.

49. — Par application de l'art. 900 du Code civil. La jurisprudence actuelle a une tendance à déclarer nulle toute mention d'inaliénabilité figurant sur les inscriptions de rentes si elle n'entre pas dans un des cas prévus et autorisés par la loi.

50. — Pour les dispositions à titre gratuit qui ont un caractère de pension alimentaire et qui contiennent une prohibition au droit d'aliéner, la plupart des tribunaux s'accordent à reconnaître la parfaite validité de cette clause prohibitive.

51. — Nous donnons ci-après le texte d'une circulaire du

ministère de la Justice, du 12 juin 1903, relative à ce dernier point.

L'attention de ma Chancellerie a été appelée, à diverses reprises, sur les inconvénients qui résultent de la facilité avec laquelle certains tribunaux annulent, par application de l'article 900 du Code civil et comme contraires à l'ordre public et au principe de la libre circulation des biens, les clauses d'inaliénabilité et d'insaisissabilité dont se trouvent affectés des usufruits constitués à titre d'aliments par des donateurs ou testateurs.

Pour obtenir plus facilement l'annulation desdites clauses, les titulaires d'usufruit évitent de mettre en cause les personnes réellement intéressées à s'opposer à leur demande, c'est-à-dire le donateur lui-même ou les héritiers du testateur. Ils cèdent à des agents d'affaires, qui se sont fait une spécialité de ce genre d'opérations, les droits qui leur appartiennent, puis assignent les cessionnaires à l'effet de voir dire que la clause d'inaliénabilité sera réputée non écrite et qu'il sera procédé au transfert des valeurs sur lesquelles porte l'usufruit. L'action est portée devant un tribunal choisi d'avance, dont la jurisprudence en la matière est connue, et qu'une simple élection de domicile a suffi pour rendre compétent. Le défendeur s'en rapporte à justice sur l'assignation et laisse rendre contre lui, à l'insu du donateur ou des représentants du testateur, dont on a eu soin de ne pas éveiller l'attention, un jugement qui, tout en ayant le caractère contradictoire, est effectivement pris d'accord entre les deux parties.

Lorsque les valeurs soumises à l'usufruit sont des rentes sur l'État, l'administration des finances doit opérer le transfert comme il est dit à l'article 6 de la loi du 28 floréal, an VII, sur la simple production d'un certificat de propriété délivré par le greffier du tribunal dépositaire de la minute du jugement. Cette pièce est facilement obtenue et la réalisation du transfert anéantit presque toujours, contrairement à l'intérêt bien entendu du titulaire de l'usufruit, toutes les mesures de précaution dont l'auteur de la donation ou du testament avait voulu entourer ses dispositions.

S'il arrive alors que les intéressés au maintien de la clause d'inaliénabilité apprennent l'opération et manifestent l'intention de faire respecter les volontés du donateur ou du testateur, ils se trouvent privés de tout moyen d'action par l'exécution du jugement qui met fin au droit de tierce-opposition.

En vue d'obvier à une conséquence aussi contraire au bon ordre social, M. le Ministre des Finances a décidé de n'opérer, à l'avenir, les transferts des rentes frappées d'incessibilité, qu'autant que le jugement qui en aura permis l'aliénation sera devenu opposable à tous les inté-

ressés et que la preuve en résultera du certificat de propriété à délivrer par le greffier.

Les intéressés au maintien de la clause d'incessibilité et qui auraient qualité pour s'opposer en justice à la demande en nullité de cette clause sont le donateur lui-même, les héritiers naturels du donateur ou du testateur, le légataire universel, l'exécuteur testamentaire ou le tuteur à la substitution. Pour que le jugement leur soit opposable, il faut, soit qu'ils aient été appelés en cause au cours de l'instance, soit que, postérieurement au jugement, ils y aient acquiescé, ou l'aient vu déclarer commun avec eux par un second jugement.

De ces trois modes de procéder, le premier seul est de nature à donner satisfaction à l'administration des finances. Le transfert doit être, en effet, opéré sur la production d'une pièce unique qui est le certificat de propriété. Or, aucun texte n'autorise le greffier, soit à certifier la valeur d'un acte d'acquiescement fait par une personne étrangère au procès, soit à constater, autrement que par la délivrance d'une expédition régulière, les dispositions d'un jugement qui n'est pas celui qui donne lieu à la confection du certificat de propriété.

Mais il ne suffirait pas, pour que le greffier pût constater dans son certificat que le jugement rendu est opposable à tous les intéressés, que ceux-ci eussent tous figuré dans l'instance; le greffier n'a qualité pour certifier que ce qui résulte des dispositions mêmes du jugement, et pour affirmer que tous les intéressés ont été mis en cause, il faudrait qu'il trouvât, dans le jugement même, la preuve que les parties au procès étaient bien les seuls intéressés.

C'est, par suite, aux tribunaux saisis d'une demande d'annulation de clauses d'inaliénabilité affectant des rentes sur l'État français, qu'il appartiendra de vérifier si tous les intéressés ont été mis en cause, et d'en faire la constatation dans le jugement à intervenir.

A cet effet, ils devront, avant de statuer, se reporter à l'acte d'où découle le droit de propriété ou d'usufruit du demandeur. Si l'acte est une donation, ils s'assureront que le défendeur est le donateur lui-même; si c'est un testament, ou, en cas de donation, si le donateur est mort, ils se feront représenter, soit un intitulé d'inventaire dressé après le décès du testateur ou du donateur, soit un acte de notoriété établi par le notaire détenteur de la minute de la donation ou du testament. Ils contrôleront si toutes les personnes énoncées dans ces actes comme ayant qualité pour agir à la place du *de cuius* se trouvent liées à l'instance; si elles ne le sont pas, ils mettront le demandeur en demeure de les appeler en cause.

Enfin, en cas d'admission de la demande, ils viseront dans le jugement les actes qui leur auront été produits et d'après lesquels ils auront

pu constater que les défendeurs au procès étaient bien les seuls intéressés.

Toutes ces formalités devront être scrupuleusement observées.

Outre qu'il est indispensable à une bonne administration de la justice que les questions litigieuses portées devant les tribunaux ne soient tranchées qu'après une discussion approfondie où les arguments en faveur des deux thèses opposées auront été exposés par les personnes réellement intéressées à les faire prévaloir, il est bon de remarquer que tout jugement rendu sans contenir les énonciations prescrites demeurerait lettre morte.

Le greffier n'y trouverait pas les éléments nécessaires pour rédiger le certificat de propriété dans la forme voulue par M. le Ministre des Finances, et le Trésor ne tiendrait aucun compte d'une demande de transfert qui lui serait adressée accompagnée d'un certificat incomplet.

Le ministère public devra tenir la main à ce que, dans les affaires de cette nature, le demandeur ne manque jamais de fournir au tribunal toutes les justifications prescrites, il les réclamera lui-même au besoin si le tribunal négligeait de le faire; en tout cas, il n'hésitera pas à conclure au rejet de toute demande à l'appui de laquelle les documents exigés par M. le Ministre des Finances ne seraient pas produits.

Il est bien entendu que c'est devant le tribunal et non devant le greffier que la qualité des défendeurs devra être établie.

Le greffier n'aura donc pas à prendre personnellement connaissance de l'acte de donation ou du testament non plus que de l'intitulé d'inventaire ou de l'acte de notoriété, ni à exiger le dépôt dans ses archives de l'un quelconque de ces actes. Il faut qu'il trouve dans la minute du jugement toutes les énonciations utiles à l'établissement du certificat de propriété et, qu'en dehors de la minute elle-même et du titre de rente, il n'ait à viser, dans cette pièce, que le certificat de signification déposé par l'avoué et qui lui permettra d'attester le caractère définitif du jugement.

Vous trouverez ci-après une formule de certificat de propriété, à laquelle M. le Ministre des Finances a donné son adhésion et qui pourra servir désormais de modèle aux greffiers des cours et tribunaux pour l'application de la disposition du paragraphe 4 de l'article 6 de la loi du 28 floréal an VII. (V. *infra* formule n° 1.)

52. — La cession d'un titre nominatif ne peut, en principe, avoir lieu que par le ministère d'un agent de change. Cet officier ministériel a seul qualité pour en certifier le transfert.

53. — Néanmoins, les notaires ont également qualité, mais

dans certains cas seulement, pour recevoir des cessions de rentes. Ils le peuvent, par exemple, s'il s'agit d'une nue propriété ou d'un usufruit, ou encore lorsque la cession de rente n'est que l'accessoire d'un acte principal tel qu'une dation en paiement.

Par le mot cession, nous entendons ici les cessions à titre onéreux, car pour celles à titre gratuit la compétence des notaires est exclusive de toutes autres.

54. — Quant aux transmissions de titres au porteur, le monopole semble en appartenir exclusivement aux agents de change, d'après les termes de l'article 76 du Code de commerce ainsi conçu :

« Les agents de change constitués de la manière prescrite par la loi ont seuls le droit de faire les négociations des effets publics et autres, susceptibles d'être cotés... »

Cependant les auteurs et la jurisprudence sont unanimes à limiter le monopole des agents de change, non pas à la *transmission* mais à la *négociation* ; ainsi la cession amiable faite directement entre deux personnes, sans intermédiaire, doit être considérée comme parfaitement légale. Mais faut-il encore qu'il y ait eu tradition manuelle du titre ; cela résulte notamment de l'arrêt célèbre de la Cour de cassation (Ch. civ.) du 21 mars 1893 reproduit au Dalloz périodique, année 1894, 1^{re} partie, page 9. Cet arrêt a formellement décidé que l'intermédiaire d'un agent de change n'est pas obligatoire quand il s'agit d'une négociation s'effectuant directement entre un propriétaire de titre et un acheteur *auquel livraison est faite de ces titres*. Qu'il en est autrement lorsqu'il s'agit d'opérations de bourse, spécialement d'opérations ne comportant ni détention ni livraison de titres, mais se soldant par des différences¹.

Ce point de vue a été confirmé par trois arrêts de la cour d'appel de Paris du 9 avril 1908. [Ces arrêts ont à nouveau

1. V. la note de M. Léon Lacour mise en suite de cet arrêt au Dalloz périodique.

posé le principe que : si l'existence du monopole des agents de change ne fait pas obstacle à ce que tous propriétaires d'effets publics et autres valeurs cotées cèdent directement leurs titres à des acheteurs avec lesquels ils s'entendent à l'amiable, la règle du monopole reprend, au contraire, tout son empire quand il s'agit d'opérations faites sans détention de titres, alors même qu'elles affectent la forme de ventes et achats directs; — que les opérations de cette dernière sorte ne peuvent être effectuées qu'à la Bourse par l'intermédiaire des agents de change¹.

55. — Ce genre de transmission amiable doit toutefois être évité en raison des dangers qu'il présente.

Si la cession de gré à gré est en elle-même légale entre le vendeur et l'acquéreur, elle peut ne pas l'être à l'égard des tiers qui prétendraient à la propriété de la rente par une action en revendication.

En effet, l'application de la maxime « en fait de meuble, possession vaut titre », est subordonnée à une possession de bonne foi. Or, il sera toujours difficile au détenteur de la rente de justifier de sa bonne foi autrement que par la production d'un bordereau d'agent de change.

Au surplus, en admettant que la bonne foi puisse être établie d'une manière différente, il est un cas où le bordereau de l'agent de change demeurera indispensable à l'acquéreur pour éviter une complète éviction, c'est celui indiqué par les articles 2279 et 2280 du Code civil.

Ces articles disent qu'en cas de perte ou de vol, le propriétaire peut revendiquer les objets perdus ou volés contre tout détenteur, même de bonne foi, sauf à celui-ci à exiger le remboursement de son prix d'acquisition s'il a acheté dans des conditions qui ne permettaient pas de soupçonner le vice de la chose. Or, dans ce cas, le bordereau de l'agent de change seul peut satisfaire à cette condition.

1. V. la note de M. J. Percerou mise en suite de ces arrêts au Dalloz périodique, 1908. 2. 153.

56. — Le caractère substantiel des titres au porteur est d'être transmissible librement, par simple tradition manuelle sans qu'il soit besoin d'aucune formalité ni d'aucune justification, sauf les cas de perte ou de vol. Il s'ensuit que l'on doit s'abstenir de les revêtir d'aucune mention dont l'effet pourrait être de nuire à leur libre circulation; ainsi les notaires ne devront pas coter les titres de cette nature qu'ils ont à faire comprendre dans leurs inventaires¹.

Si une mention d'inventaire avait été apposée par erreur sur un titre de rente au porteur, il y aurait lieu de l'annuler au moyen d'une seconde mention signée par le notaire qui en est l'auteur ou par son successeur.

La signature du notaire devrait être légalisée.

Aucune opération, pas même un renouvellement, ne pourrait avoir lieu à l'encontre de cette prescription.

FORMULE N° 1

Certificat de propriété délivré par un greffier.

Annulation d'une clause d'incessibilité ou d'insaisissabilité².

(DÉSIGNATION DU TITRE DE RENTE)

Je soussigné..... greffier au tribunal civil de première instance de.....

Vu :

1° La minute d'un jugement rendu contradictoirement (ou par défaut) par le tribunal civil de première instance de..... le.....

Entre M. A..... demandeur, d'une part ;

Et M. B.....

M. C.....

défendeurs, d'autre part;

duquel il résulte que la clause d'incessibilité (et d'insaisissabilité) imposée par M. X..... à M. A..... dans son testament en date du.....

1. Arr. c. Cass., 15 avril 1861, D. P. 61.1.230. « Les titres au porteur... trouvés dans une succession dont il est fait inventaire, ne sont pas soumis à la formalité de la cote et du paraphe exigée par l'art. 143 C. pr. » — Instruction, janvier 1873, § XIII.

2. Formule annexée à une circulaire du garde des Sceaux du 12 juin 1903.

déposé à M^e , notaire à , le (ou reçu par M^e , notaire à le), a été réputée non écrite ;

duquel jugement il appert en outre que MM. B. et C. , tous deux défendeurs au procès, sont les seuls représentants de M. X. en qualité de ainsi que le constate un acte de notoriété (ou un inventaire) dressé par M^e notaire à le :

2° Le certificat de signification dudit jugement délivré par M^e avoué à , le ;

3° Le certificat délivré par moi le constatant que le susdit jugement n'a été frappé d'aucun appel ni opposition.

Certifie, conformément à la loi du 28 floréal an VII, que la clause d'incessibilité (et d'insaisissabilité) qui grevait le titre de rente, dont l'immatricule figure en tête des présentes, a cessé d'exister, et qu'il y a lieu de délivrer une nouvelle inscription immatriculée de la manière suivante :

Fait au greffe de , le

§ 4. *Insaisissabilité des rentes.*

57. — De tous les avantages dont nos rentes aient été gratifiées par le législateur, le plus important est, sans contredit, celui de leur insaisissabilité. Ce privilège déroge de la façon la plus absolue aux principes généraux de notre droit; il est une exception flagrante à la règle commune qui met tous les biens d'un débiteur comme gage de ses créanciers. (C. civ. art. 2093.)

La raison de ce principe réside tout d'abord dans la nécessité qu'il y eut, à une certaine époque, de raffermir le crédit public et d'attirer sur nos rentes le choix des capitalistes. Puis il n'était pas sans nécessité de dégager la comptabilité publique des nombreux embarras et des dangers occasionnés par les saisies-arrêts ou oppositions que les créanciers du rentier pouvaient opérer. De nos jours, le dernier de ces motifs a seul quelque valeur; quant au premier, il n'est d'abord pas prouvé que le principe de l'insaisissabilité ait jamais contribué

à renforcer le crédit de l'État, mais le serait-il, l'intérêt du crédit public ne saurait être une cause suffisante pour déroger aux principes les plus élémentaires de la justice.

58. — Les rentes n'ont pas toujours bénéficié du privilège de l'insaisissabilité; ainsi, sous l'ancien régime, et plus tard, dans les premières années de la Révolution, elles étaient parfaitement soumises aux principes du droit commun.

Lors de la création du Grand-Livre de la Dette publique, la loi du 24 août 1793 disait expressément dans son article 185 : « Il pourra être formé sur les objets compris dans le Grand Livre de la Dette publique, deux sortes d'oppositions, l'une sur le remboursement ou l'aliénation de la propriété, l'autre sur le paiement annuel. »

C'est la loi du 8 nivôse an VI (28 décembre 1797) qui, dans son article 4, § 1^{er}, a consacré le privilège de l'insaisissabilité des rentes sur l'État. « Il ne sera plus, dit cette loi, reçu à l'avenir d'oppositions sur le tiers conservé de la Dette publique inscrite ou à inscrire. Celles faites sont maintenues... »

Une autre loi des 22 et 24 floréal an VII, article 7 § 1^{er}, a complété la précédente en ce qui concerne les arrérages des rentes. « Il ne sera plus reçu à l'avenir d'opposition au paiement desdits arrérages (dus pour rentes perpétuelles, viagères; etc.), à l'exception de celle qui serait formée par le propriétaire et l'inscription. »

Lorsque ces lois ont été promulguées elles s'appliquaient uniquement au *tiers consolidé* qui était alors le seul fonds existant. Aujourd'hui il n'y a pas de doute que leurs dispositions s'étendent à tous les fonds qui ont été créés depuis. D'ailleurs, dans certains cas, le législateur s'est expressément expliqué à ce sujet, notamment lors de la création du 3 p. 100 amortissable¹, et au moment des conversions du 5 p. 100 en

1. Loi du 11 juin 1878, art. 3. « Tous les privilèges et immunités attachés aux rentes sur l'État sont assurés aux rentes 3 p. 100 amortissable, ces rentes sont insaisissables, conformément aux dispositions des lois du 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII. »

4 1/2 p. 100¹, puis du 4 1/2 p. 100 en 3 1/2 p. 100², et enfin du 3 1/2 en 3 p. 100³.

Pour les rentes 3 p. 100 amortissable, le principe de l'insaisissabilité subsiste même après leur amortissement et tant qu'elles n'ont pas été remboursées.

59. — A différentes reprises, diverses tentatives ont été faites pour obtenir la suppression ou tout au moins la limitation de ce privilège, qui néanmoins a résisté pendant longtemps malgré l'interprétation de quelques décisions judiciaires isolées.

Mais de nos jours on peut dire que la jurisprudence des tribunaux judiciaires est acquise à la thèse de la restriction de l'insaisissabilité. Elle déclare que les deux lois des 8 nivôse an VI, et 22 floréal an VII, ont eu seulement pour objet d'interdire les saisies-arrêts de ces rentes pratiquées entre les mains du Trésor public, mais qu'elles n'empêchent pas les créanciers, conformément au principe fondamental écrit dans les articles 2092 et 2093 du Code civil, de se faire attribuer par la justice la rente sur l'État que leur débiteur possède⁴. Cette interprétation a été adoptée par MM. Baudry-Lacantinerie et Loynes dans leur traité *Privilèges et hypothèques*, n° 261 et suivants, par M. Appleton. D. P. 1897.2.17.

La thèse de l'insaisissabilité absolue est soutenue par M. Lyon-Caen S. 1895.1.5. M. Glasson D. 1894.1.497, tout en reconnaissant son immoralité.

Elle est également celle de l'administration des finances et du Conseil d'État, 6 août 78. S. 79.2.25. 8 juillet 1898.

Des conflits sont donc possibles entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative.

1. Loi du 27 avril 1883, art. 3.

2. Loi du 17 janvier 1894, art. 3.

3. Loi du 9 juillet 1902, art. 3.

4. Cass. ch. civ., 2 juillet 1894, D. P. 94.1.497. Cass. req., 16 juillet 1894, D. P. 94.1.504. Cass. ch. civ., 23 novembre 1897. S. 98.1.166. Cass., 18 fév. 1901, D. P. 1901.1.166. — Seine, 27 novembre 1896. D. P. 1897.2.17. Seine, 30 janvier 1896. D. P. 1897.2.17. Paris, 13 janvier 1897. D. P. 1901.1.166. Paris, 9 novembre 1910.

60. — Le principe de l'insaisissabilité subsiste non seulement au profit du titulaire de la rente mais encore au profit de sa succession et de ses héritiers, sans que l'on ait à tenir compte si les créanciers ont obtenu la séparation des patrimoines contre l'héritier, ou si celui-ci a accepté la succession sous bénéfice d'inventaire seulement.

61. — Lorsque les créanciers d'un héritier seront intervenus au partage comme opposants, les rentes ne pourront leur être attribuées que du consentement de leur débiteur.

62. — Les rentes ne pourraient pas davantage être saisies contre une succession vacante ¹.

63. — De ce que les créanciers n'ont aucune action sur les rentes de leur débiteur, il s'ensuit logiquement qu'ils n'auraient pas qualité pour demander au Trésor des renseignements concernant ces rentes ².

64. — L'insaisissabilité qui frappe le *capital et les arrérages* des rentes n'étant édicté que dans l'intérêt du crédit de l'État, il s'ensuit que le prix provenant de la vente de ces rentes, comme les arrérages, lorsqu'ils ont été touchés, constituent des deniers susceptibles, comme tous autres, d'être saisis-arrêtés ³.

Néanmoins, cette règle ne peut être posée sans réserve en ce qui concerne les fonds provenant de l'aliénation des rentes, car certains auteurs, et même la Direction de la Dette Ins-crite, soutiennent que ces fonds conservent le caractère d'insaisissabilité attaché aux rentes ⁴.

1. Ordonnance Cons. d'État, 19 décembre 1839. S. 1840.2.281. « Vu les lois du 7 nivôse an VI (art. 4), et du 22 floréal an VII (art. 7). Vu les avis du C. E. du 17 thermidor an X, et 27 fructidor an VII. Considérant qu'aux termes de l'art. 4 de la loi du 8 nivôse an VI susvisé, il ne peut être reçu aucune opposition sur la Dette publique, qu'il suit de cette disposition, que les rentes inscrites au Grand-Livre ne peuvent pas plus être saisies sur succession vacante que sur le titulaire de l'inscription lui-même, rejette, etc. »

2. Arr. min., 6 juin 1840, *infra*, n° 447.

3. Cass. 21 juin 1832. S. 33.1.344. Paris, 28 décembre 1840. S. 41.2.91. Bavelier n° 44. Pour les arrérages, Tribunal civil de la Seine, 19 février 1892 (non reproduit dans les *Recueils*.)

4. De Bray. *Traité de la Dette publique*, n°s 179 et suivants.

65. — Il est peu d'exceptions au privilège qui nous occupe, nous citerons toutefois les suivantes :

66. — PREMIÈRE EXCEPTION. — Celle qui existe au profit du Trésor sur les rentes appartenant : 1^o aux comptables de deniers publics tant que ces derniers n'ont pas obtenu l'apurement de leur compte de gestion¹; 2^o aux fournisseurs auxquels il a été fait des avances et autres reliquataires des deniers publics².

Le Trésor a, sur ces inscriptions de rente, un privilège spécial. Il peut aussi opposer au comptable la compensation pour le débet mis à sa charge. Le Trésor peut encore surseoir au paiement des arrérages de rentes dus aux comptables constitués en débet.

67. — DEUXIÈME EXCEPTION. — Celle qui permet au Président de la République d'autoriser par un décret la vente des rentes appartenant à des communes, lorsque celles-ci ne veulent pas y procéder, et que cette opération est nécessaire pour le paiement des dettes communales³.

68. — TROISIÈME EXCEPTION. — Celle réservée en faveur du propriétaire de la rente lui-même⁴.

Le propriétaire d'une inscription nominative a le droit de former opposition soit au transfert de la rente, soit au paiement des arrérages. Il y a généralement recours lorsqu'il a perdu son extrait d'inscription ou lorsque cet extrait est détenu par un tiers contre sa volonté.

1. Loi du 8 nivôse an VI, art. 4, § 3. « Cependant les comptables envers la République ne pourront, en aucun temps, disposer de leurs inscriptions avant l'apurement de leurs comptes. »

2. Arr. des consuls, 24 messidor an XI, art. 2.

3. Loi du 5 avril 1884, art. 110. « La vente des biens mobiliers et immobiliers des communes, autres que ceux servant à un usage public, peut être autorisée, sur la demande de tout créancier porteur de titre exécutoire, par décret du Président de la République qui détermine les formes de la vente. » — Avis favorable du Conseil d'État, 24 janvier 1894. Carpentier. *Dette publique*, n° 354. Béquet, n° 192. *Pandectes fr. Rep.*, n° 528.

4. Loi du 22 floréal an VII, art. 7 « Il ne sera plus reçu à l'avenir d'opposition au paiement des arrérages de rentes à l'exception de celle qui serait formée par le propriétaire de l'inscription. »

Une femme en instance de divorce ou de séparation de corps n'aurait pas qualité pour mettre opposition sur les rentes immatriculées au nom de son mari, ce dernier en étant présumé seul propriétaire tant que dure le mariage.

69. — L'opposition peut avoir lieu de deux façons différentes.

Le titulaire peut tout simplement s'adresser au Directeur de la Dette Inscrite, et, après lui avoir exposé la cause de sa dépossession, le requérir de mettre sur sa rente un empêchement administratif relativement à son transfert ou seulement au paiement de ses arrérages.

Cette demande doit être faite sur papier timbré, la signature du requérant est légalisée par le maire de son domicile et celle du maire par le préfet ou le sous-préfet.

70. — Il peut également avoir recours à une opposition par acte extra-judiciaire; dans ce dernier cas, il est inutile de satisfaire aux articles 557 à 559 du Code de procédure civile qui prescrivent l'énonciation du titre en vertu duquel on procède, ou à défaut de titre, la permission du juge.

Cet exploit d'huissier doit être signifié à Paris, au Conservateur des oppositions, au ministère des Finances, s'il s'agit d'une opposition au transfert ou d'une opposition au paiement des arrérages d'une inscription directe ordonnancée dans le département de la Seine¹.

S'il s'agit d'une opposition au paiement de rentes ordonnancées dans un département, l'exploit doit être signifié au Trésorier général de ce département.

Enfin, s'il s'agit de la mutation ou du transfert des rentes départementales, l'empêchement, dans le cas où il peut être déclaré, se notifie à celui des Trésoriers payeurs généraux des finances qui tient le Livre auxiliaire où ces rentes sont inscrites².

Lorsque l'opposition est faite à Paris entre les mains du Conservateur des oppositions, celui-ci en donne immédiate-

1. Loi du 9 juillet 1836, art. 13. — Arr. min. 28 août 1836, art. 2.

2. Inst. min. Fin. du 11 septembre 1879, art. 171.

ment connaissance soit au Directeur de la Dette Inscrite, s'il s'agit d'un empêchement au transfert, soit au Caissier payeur central, s'il y a lieu d'arrêter le paiement des arrérages¹.

Ces différentes oppositions ne seront point valables, si l'exploit n'est pas visé par la personne préposée pour le recevoir, ou, en cas de refus par le Procureur de la République².

71. — Lesdites saisies-arrêts, oppositions et significations n'auront d'effet que pendant cinq années à compter de leur date, si elles n'ont pas été renouvelées dans ledit délai, quels que soient d'ailleurs les actes, traités ou jugements intervenus sur les dites oppositions et significations³.

72. — Les mainlevées d'oppositions, s'il s'agit d'oppositions par exploits d'huissiers doivent être passées devant notaire ou résulter expressément de décisions judiciaires. Les actes, jugements ou arrêts de cette nature doivent être produits au Trésor et non pas lui être signifiés.

Dans le cas de mainlevée ou désistement volontaire, si l'acte a été passé en minute, la production d'une expédition en due forme suffit, mais s'il n'est établi qu'en brevet, l'exploit original de l'opposition ou signification doit, en outre, être rapporté.

Lorsque la mainlevée a été prononcée judiciairement, il y a lieu de produire la grosse ou une expédition du jugement ou arrêt, en y joignant les certificats prescrits par l'article 548 du Code de procédure civile⁴.

Dans le cas où l'empêchement administratif résulte d'une simple demande du propriétaire de la rente, la mainlevée peut être donnée en la même forme que la demande.

73. — QUATRIÈME EXCEPTION. — Celle qui profite au Trésor pour sa garantie personnelle ou dans l'intérêt des tiers.

Le Directeur de la Dette Inscrite peut former initiativement sur les rentes inscrites au Grand-Livre les empêchements administratifs qu'il jugerait nécessaires à la garantie du Trésor

1. Arr. min., 28 août 1836, art. 2.

2. Code de procédure civile, art. 561.

3. Loi du 9 juillet 1836, art. 14.

4. Note du service du contentieux du Trésor.

ou aux intérêts des tiers, dans le cas où l'empêchement devrait embrasser le capital et les arrérages de la rente ¹.

Il y a notamment recours :

En cas de décès du titulaire ;

En cas de perte de l'inscription ;

En cas d'erreur matérielle dans les opérations du Grand-Livre.

Lorsqu'il est survenu des changements dans la propriété des rentes ou que des tiers y ont acquis des droits, ainsi la cessation d'un usufruit temporaire ou une constitution de gage.

Lorsqu'il est survenu des changements dans la qualité civile des titulaires, tels un mineur devenu majeur, une fille devenue femme, une femme devenue veuve, séparée ou divorcée.

Quand les causes qui ont motivé ces empêchements administratifs ont cessé d'exister, il en est donné mainlevée par le Directeur de la Dette Inscrite.

74. — CINQUIÈME EXCEPTION. — Celle qui permet aux syndics de faillite de vendre les rentes appartenant au failli sur la simple autorisation du juge commissaire ².

75. — SIXIÈME EXCEPTION. — Enfin la sixième exception est celle qui profite au véritable propriétaire de la rente contre le titulaire qui en est le propriétaire apparent, lorsque, par suite d'une action en revendication, le véritable propriétaire a été réintégré dans la possession de sa rente par une décision judiciaire.

1. Arr. min., 28 août 1836, art. 4.

2. Inst. min., 1^{er} mai 1819, titre III, première partie. « ART. 17. — Mais à l'égard des rentes appartenant à un failli, elles ne peuvent être transférées par les syndics provisoires que sur l'autorisation du juge commissaire.

« ART. 18. — L'article 492 du Code de commerce porte, en effet, que les syndics pourront procéder à la vente des effets du failli sans autorisation du commissaire, et l'application de cette disposition aux rentes a été consacrée par divers arrêts de la Cour des comptes.

« ART. 19. — Elle est pareillement applicable aux syndics définitifs, parce qu'il est de principe que nul ne peut vendre les biens d'autrui sans mandat, et, à défaut, sans une décision de l'autorité administrative ou judiciaire.

« ART. 20. — L'article 528 du même Code dit, en effet, que les syndics définitifs poursuivront, en vertu du contrat d'union, la vente des effets mobiliers sous la surveillance du commissaire. »

76. — En dehors des exceptions que nous venons de citer, il est certains cas qui paraissent, mais à tort, faire exception au principe de l'insaisissabilité des rentes; nous voulons parler des affectations à titre de nantissement ou de cautionnement.

Ces nantissements ou cautionnements ne constituent pas, à proprement parler, une dérogation au privilège de l'insaisissabilité. En effet, si le créancier gagiste ou le Trésor se trouvent parfois dans la nécessité de poursuivre la réalisation de la rente affectée comme gage ou comme cautionnement, ils ne le font pas entièrement à l'encontre de leur débiteur, puisque celui-ci, en affectant sa rente, a consenti, sinon expressément, tout au moins implicitement, à leur réalisation pour le cas où il ne satisferait pas aux obligations qu'il s'était imposées¹.

Quant aux titres au porteur, la question ne se pose pas puisqu'ils se transmettent par la simple remise du titre en dehors de tout concours du Trésor et sans aucune justification de propriété².

La loi du 8 février 1902 vise seulement les conditions dans lesquelles les titres au porteur peuvent être frappés d'opposition vis-à-vis des établissements débiteurs, mais n'est pas applicable à la rente sur l'État français laquelle n'est pas susceptible d'opposition vis-à-vis du Trésor³.

§ 5. *Imprescriptibilité des rentes.*

77. — En règle générale, les rentes perpétuelles et viagères se prescrivent par trente ans (article 2262 du Code civil); aussi, pour faire obstacle à cette prescription, l'article suivant du même Code décide-t-il qu'après vingt-huit ans de la date du

1. Cass. 10 janvier 1903, D. P. 1906.1.345. Bavelier, n° 16, avis Direction Cont. fin., 4 juin.

2. Bavelier, n° 23. Lyon-Caen, Cass. 2 juillet, 16 juillet 1894. S. 95.1.5.

3. Trib. Seine, 27 février 1905.

dernier titre, le débiteur peut être contraint de fournir à ses frais un titre nouvel à ses créanciers ou à ses ayants cause.

Ces deux articles ne s'appliquent point aux rentes sur l'État, bien que le texte de l'article 2227 du Code civil soumette l'État aux règles communes de la prescription. Ces rentes, en effet, ont été déclarées imprescriptibles, quant au capital, par deux décisions ministérielles, l'une du 27 juin 1834, l'autre du 14 juillet 1838.

Cette immunité a été édictée surtout dans l'intérêt du crédit public. Elle a sa raison parce que, dans aucun cas et, à aucune époque, le propriétaire d'une inscription de rente n'a eu le droit de réclamer le remboursement du capital de cette rente, et aussi, et principalement, parce que l'État, ne pouvant invoquer aucune présomption de libération, n'a, par cela même, nullement besoin de la prescription pour consolider une libération qui ne saurait exister. La preuve authentique et formelle de la non-libération de l'État résulte d'une manière irréfutable de l'inscription constante de la rente au Grand-Livre de la Dette publique.

78. — Quand vint la loi du 15 juin 1872 sur les titres au porteur perdus, volés ou détruits, on put croire un instant qu'il était créé une prescription spéciale de vingt ans au profit de l'État. L'article 16 de cette loi (2^e alinéa) contenait en effet la disposition suivante :

« Toutefois, les cautionnements exigés par l'administration des finances pour la délivrance des duplicata des titres perdus, volés ou détruits, seront restitués si, dans les vingt ans qui auront suivi, il n'a été formée aucune demande de la part des tiers, soit pour les arrérages, soit pour le capital. Le Trésor sera définitivement libéré envers le porteur des titres primitifs, sauf l'action personnelle de celui-ci contre la personne qui aura obtenu le duplicata. »

C'est pour parer à une fausse interprétation de cet article qu'une décision ministérielle en date du 1^{er} mars suivant 1873 a déclaré formellement que la loi du 15 juin 1872 n'a porté aucune dérogation ou modification au principe invariablement

suivi par l'administration des finances au sujet de l'imprescriptibilité des rentes sur l'État.

79. — L'imprescriptibilité du capital ne s'étend pas aux arrérages, ceux-ci se prescrivent par cinq ans conformément à l'article 2277 du Code civil et l'article 156 de la loi du 24 août 1793.

80. — En ce qui concerne les rentes 3 p. 100 amortissable sorties aux tirages, les capitaux remboursables qui ne sont pas réclamés avant le délai de cinq ans, sont versés par le Caissier payeur central au compte (valeur du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans) mais demeurent à la disposition des ayants droit pendant trente ans¹.

1. Avis. Cont. des fin., 2 août 1881, 23 mai 1884, 28 mars 1890. De Bray, *Traité de la Dette publique*, n° 494.

CHAPITRE VI

Différentes natures de titres de rente.

Les titres de rente peuvent revêtir trois formes différentes : ils peuvent être nominatifs, au porteur, ou mixtes.

§ 1. *Des titres nominatifs.*

81. — Les titres nominatifs sont ceux qui mentionnent les noms, prénoms et qualités des propriétaires de la rente. Ils offrent plus de sécurité que les titres au porteur, puisque, en raison des énonciations qu'ils contiennent, ils portent en eux-mêmes la justification du droit de propriété¹.

Si ces titres viennent à être perdus ou égarés, leurs titulaires peuvent faire opposition au paiement des arrérages et en obtenir le remplacement, facultés qui constituent un véritable privilège, inhérent à la qualité nominative de ces rentes.

En plus des noms, prénoms et qualités civiles des titulaires, les inscriptions nominatives peuvent indiquer souvent l'origine des fonds, et lorsqu'il s'agit d'une femme mariée, les énonciations relatives à son contrat de mariage ; toutefois, ces diverses énonciations sont subordonnées à certaines prescriptions.

1. Décr., 13 thermidor, an XIII, art. 1^{er}.

82. — Lors de la création du Grand-Livre de la Dette publique, toutes les rentes étaient nominatives. Aujourd'hui, malgré l'existence des titres au porteur, on peut encore considérer que la forme première des rentes est nominative, attendu que les titres au porteur, délivrés par le Trésor, proviennent d'un compte ouvert sous le titre de « *Trésor public, son compte de rente au porteur* ».

83. — Le décret du 31 mai 1862 dit : « Il est délivré à chaque créancier un extrait d'inscription au Grand-Livre. » Ce principe souffre néanmoins quelques exceptions. Ainsi pour les rentes appartenant en commun à divers particuliers, elles sont inscrites en un seul et même article sous le nom de l'un d'eux, avec indication des copropriétaires, et il n'est délivré qu'un seul extrait d'inscription.

De même, le créancier de la nue propriété d'une rente ne pourra pas réclamer un extrait de son inscription, qui revient de droit à l'usufruitier¹, les droits du nu-propriétaire étant suffisamment établis et garantis par la mention de son droit faite sur le Grand-Livre.

Cependant, la Trésorerie nationale délivrera aux nu-propriétaires qui le demanderont une lettre pour prouver leur droit à la nue propriété².

84. — Les inscriptions nominatives sont détachées de registres à souches et sont revêtues des signatures du Directeur de la Dette Inscrite, de l'agent comptable des transferts et mutations ou des reconversions, de l'agent comptable du Grand-Livre et du Contrôle central.

Elles peuvent être de n'importe quelle somme de rente, pourvu qu'elles ne comprennent pas des centimes de rente et ne soient pas inférieures à 2 francs, chiffre qui est le minimum inscriptible.

Cependant, pour les rentes 3 p. 100 amortissables, elles ne peuvent être que de 15 francs de rente ou d'une somme multiple de 15.

1. Arr., C. Paris, 25 novembre 1884. S. 86.2.43.

2. Décr., 14 ventôse, an III, art. 6.

85. — Les titres nominatifs possèdent à leur verso quarante cases, destinées chacune à recevoir l'estampille du paiement d'un trimestre d'arrérages ; ils sont donc créés pour dix années après lesquelles ils doivent être renouvelés.

Le paiement des arrérages a lieu sur la présentation du titre ; ces arrérages sont payables au porteur, sauf au cas d'opposition¹.

86. — Les inscriptions nominatives, comme d'ailleurs les inscriptions au porteur ou mixtes, sont toujours délivrées avec jouissance du trimestre en cours. Cependant, lorsque leur émission a lieu dans la période de détachement du coupon, elles sont délivrées avec jouissance du trimestre suivant.

L'origine de cette coutume remonte à une ordonnance royale du 30 janvier 1822 et à un arrêté ministériel du même jour.

S'il était dû au rentier des arrérages arriérés, ils seraient rappelés au moyen d'une mention spéciale apposée au recto du titre².

87. — Les inscriptions nominatives se divisent en inscriptions *directes* (celles délivrées à Paris par la Direction de la Dette Inscrite) et en inscriptions *départementales* (celles provenant des livres auxiliaires établis dans chaque département). Ces dernières ne peuvent exister que sous la forme nominative³.

Les inscriptions directes 3 p. 100 sont incrites au Grand-Livre sous huit séries ou sections différentes, comportant chacune le même ordre numérique.

Dans le fonds 3 p. 100 amortissable, les séries ou sections, telles qu'elles existent dans le fonds 3 p. 100 perpétuel, sont remplacées par autant de volumes correspondants. Quant aux séries proprement dites, au nombre de 175, elles servent à indiquer une subdivision différente, motivée par le remboursement annuel de ces rentes⁴.

1. V. *infra*, n^{os} 132 et suivants.

2. Pour les titres au porteur, v. *infra*, n^o 94.

3. V. *supra*, n^o 36 — 4. Décr., 16 juillet 1878, art. 2.

Voici le tableau indiquant la formation de ces séries, sections ou volumes déterminés par la première lettre du premier nom figurant sur l'inscription. (Arr. min., 22 décembre 1816.)

1 ^{re} série, section ou volume. . . .	A. C.
2 ^e — — — —	B.
3 ^e — — — —	D.
4 ^e — — — —	E. F. G.
5 ^e — — — —	H. I. J. K. M.
6 ^e — — — —	L. N. O.
7 ^e — — — —	P. Q. R.
8 ^e — — — —	S. T. U. V. W. X. Y. Z.

Pour déterminer le premier nom qui doit figurer sur l'inscription, on suit les règles suivantes :

Les rentes appartenant à des femmes mariées sont portées sous leur nom patronymique¹.

Celles grevées d'usufruit sont employées au crédit de l'usufruitier, avec indication du nom du nu propriétaire².

Les rentes appartenant en commun à divers particuliers seront employées en un seul et même article sous le nom de l'un d'eux, avec indication des copropriétaires³.

Les rentes au profit de pauvres, hôpitaux et autres établissements, qui, d'après les décrets, conservent l'administration de leurs biens et la perception de leurs rentes et revenus, sont inscrites au Grand-Livre de la Dette publique à la lettre et sous le nom de la ville où sont situés les établissements, mais en autant d'articles qu'il y aura d'établissements différents⁴.

88. — Toutes les inscriptions *directes* sont assignées payables exclusivement dans un département ; cette assignation a lieu en suite de la demande qui en est faite par les intéressés au moment de l'opération qui a motivé la création du titre. A

1. Loi du 24 août 1793, art. 20.

2. Loi du 24 août 1793, art. 21.

3. Loi du 24 août 1793, art. 22.

4. Loi du 24 août 1793, art. 23.

défaut de cette demande, les inscriptions sont assignées payables à la Caisse centrale du Trésor public à Paris ¹.

Si, plus tard, le rentier désire toucher ses arrérages dans un autre département que celui où sa rente est assignée payable, il devra en faire la demande, soit à la Direction de la Dette Inscrite, soit au Trésorier général du département où la rente est payable, ou au Trésorier du département dans lequel il désire être payé à l'avenir ².

Les percepteurs et receveurs particuliers peuvent également recevoir ces demandes, qu'ils transmettent ensuite au Trésorier général ³.

89. — Les inscriptions *départementales* ne sont pas divisées en séries, c'est l'indication du département qui en tient lieu.

Les arrérages de ces dernières rentes ne sont payables que dans le département qui les a créées.

90. — Outre les inscriptions directes ou départementales que nous venons de décrire, il existe une autre nature de titres délivrés à Paris, ce sont les *coupures de comptes courants*.

Ces comptes courants sont généralement ouverts aux noms des agents de change, des banquiers ou des grands établissements financiers. Ils ont été créés par un règlement annexé à une décision ministérielle du 7 novembre 1816, en raison de la multiplicité des opérations de ces derniers et du caractère essentiellement changeant des rentes qu'ils possèdent.

Les agents de change, par exemple, lors des transferts de rentes qu'ils effectuent, ne font pas porter immédiatement les rentes au nom de l'acheteur, mais généralement à leur nom personnel; puis ensuite, au moyen d'un second transfert, ils font immatriculer les rentes au nom du véritable acquéreur ⁴.

On voit par là que les titres établis au nom des agents de change sont destinés à avoir une durée très limitée et, la plupart du temps, à être créés et annulés dans le courant d'un

1. V. *infra*, n° 143. — 2. V. *infra*, n° 147.

3. V. *infra*, n° 143 et suivants. — 4. V. *infra*, n° 385.

même trimestre. Il était donc inutile d'établir pour eux des titres ordinaires, munis de cases pour le paiement des arrérages et assignés payables dans un département. C'est pour cette raison qu'il a été créé des coupures de comptes courants.

91. — Un arrêt de la Cour de cassation du 23 juillet 1833 a reconnu le caractère précaire des rentes figurant aux comptes courants des agents de change¹.

Cela est d'une réelle importance pour le cas, par exemple, de décès d'un de ces officiers ministériels.

En effet, si les rentes possédées en compte courant n'avaient pas ce caractère de précarité, elles seraient considérées comme appartenant à leur titulaire et seraient, comme telles, soumises aux droits de mutation.

Ce simple exemple suffit pour démontrer l'avantage incontestable qu'ont les agents de change à posséder un compte courant.

Malgré cette évidence, certains d'entre eux ont négligé pendant longtemps et négligent peut-être encore aujourd'hui de se faire ouvrir de tels comptes courants. Ils croient y remédier, lors de leurs transferts d'ordre, en faisant inscrire les rentes du nom du vendeur à celui d'un de leurs associés ou d'un tiers quelconque, véritable prête-nom, puis de ce dernier au nom de l'acquéreur. Cette manière de procéder ne présente aucun avantage et les soumet aux nombreux inconvénients qui peuvent résulter précisément de la non-précarité des rentes inscrites au nom de l'associé prête-nom.

§ 2. *Des titres au porteur.*

92. — Dans notre ancienne législation, qui attribuait aux rentes un caractère essentiellement immobilier, il était naturel et logique que toutes les rentes fussent nominatives; aussi, antérieurement à la loi du 24 août 1793, ne trouvons-nous qu'un

1. Cass., 23 juillet 1833. S. 1833. I.679.

seul exemple de titres au porteur, ceux créés en vertu d'un édit du 20 mai 1749 et dont l'existence fut de courte durée.

La loi du 24 août 1793, tout en déclarant que les rentes seraient à l'avenir considérées comme bien meubles, laissa subsister la forme primitive des titres et ne reconnut que les inscriptions nominatives. Toutefois, le principe de la mobilisation des rentes étant admis, on ne devait pas tarder de voir apparaître un type de rente nouveau, dont la transmission serait exempte des multiples formalités exigées pour les inscriptions nominatives et qui répondrait mieux aux exigences des capitalistes.

C'est sous le Consulat que fut agitée pour la première fois la question de créer des titres de rentes au porteur. Un rapport adressé aux consuls tendait à obtenir pour 5 millions de ces titres, mais il n'eut pas la suite désirée.

Plus tard, sous l'Empire, le Ministre du Trésor public présenta un projet qui tendait à la division de la dette consolidée en inscriptions fixes ou nominatives et en inscriptions flottantes ou au porteur, mais ce projet, qui conservait encore pour les transferts des rentes au porteur le système d'endossement certifié par un agent de change, fut seulement renvoyé à l'examen du Conseil d'État et n'eut aucune suite.

Sous la Restauration, divers arrêtés et décisions ministérielles¹ autorisèrent le Directeur de la Dette Inscrite à viser des certificats au porteur émis par diverses maisons de banque.

Ces maisons de banque devaient préalablement déposer au Trésor des extraits d'inscriptions qui demeuraient inscrits à leur nom, puis elles délivraient des certificats au porteur qui étaient présentés au visa du Directeur du Grand-Livre au fur et à mesure de leur émission. Les déposants acquittaient eux-mêmes à l'échéance les arrérages échus pour chaque coupure au porteur et ils étaient couverts de ces paiements au

1. Arr. min., 14 octobre 1816. — Décr. min., 26 mai 1819, 24 mars 1825, 5 mars 1830.

moyen de l'encaissement qu'ils opéraient au Trésor du montant des semestres des rentes déposées en garantie¹.

Toutefois, cette façon de procéder était coûteuse pour le public, puisque les compagnies ou banquiers dépositaires étaient fondés à exiger le remboursement des dépenses qu'entraînaient les soins dont ils se chargeaient, ainsi que les frais de délivrance des certificats.

D'autre part, les transferts de ces certificats étaient soumis à l'accomplissement de certaines formalités qui nuisaient à la complète mobilisation de ces rentes.

93. — Enfin les titres au porteur, tels qu'ils existent actuellement, datent des ordonnances royales des 29 avril et 10 mai 1831.²

Aux termes de ces ordonnances, tout propriétaire d'une ou de plusieurs inscriptions de rente nominative, 5, 4 1/2, 4 et 3 p. 100 sur le Grand-Livre de la Dette publique, était autorisé à en réclamer la conversion en rentes au porteur.

Il était fait exception seulement pour les inscriptions affectées à des cautionnements ou à des majorats constitués, pour celles appartenant à des établissements publics ou religieux, des caisses de retraites, des mineurs ou des propriétaires absents, enfin pour toutes les rentes qui provenaient de constitutions dotales ou qui étaient soumises soit à une clause de remploi soit à une immobilisation quelconque³.

1. Rapport au roi, 29 avril 1831.

2. Ordonnance royale, 29 avril 1831 : « ARTICLE PREMIER. — Tout propriétaire d'une ou de plusieurs inscriptions de rentes nominatives 5, 4 1/2, 4 et 3 p. 100 sur le Grand-Livre de la Dette publique est autorisé à en réclamer la conversion en rentes au porteur, à partir du 10 mai 1831.

« ART. 2. — Pour opérer cette conversion, le propriétaire de l'inscription de rente nominative devra la déposer au Trésor public (bureau des transferts et mutations), accompagnée d'une déclaration de transfert dans la forme ordinaire, signée de lui et certifiée par un agent de change.

« ART. 3. — Le propriétaire devra indiquer, en faisant le dépôt de son extrait d'inscription nominative, le nombre et la quotité d'inscriptions au porteur qui lui seront nécessaires, en ayant soin cependant de ne pas demander de coupures au-dessous de 50 francs.

« ART. 4. — En échange du dépôt fait, le Directeur de la Dette Inscrite fera opérer un transfert d'ordre du montant de la rente déposée au crédit

94. — Les extraits d'inscriptions au porteur sont détachés d'une souche qui reste déposée au Trésor. Ils sont revêtus des signatures du chef du Grand-Livre et de l'agent comptable des reconversions; ils doivent, en outre, porter le visa du contrôle et la signature du Directeur de la Dette Inscrite.

Ils sont toujours délivrés avec jouissance du trimestre courant si ce n'est durant la période de détachement du coupon¹.

d'un compte ouvert sous le titre de *Trésor public, son compte de rentes au porteur*, 5, 4 1/2, 4 ou 3 o/o.

« Les coupures demandées seront, le surlendemain du dépôt, remises à l'agent de change certificateur, à moins que le propriétaire n'ait exprimé formellement, dans sa déclaration signée au bureau des transferts, le désir que les valeurs lui soient directement remises; auquel cas elles seraient conservées à la Direction de la Dette Inscrite, qui ne s'en dessaisirait que sur un bulletin signé de l'agent de change du propriétaire de la rente.

« ART. 5. — Les extraits d'inscription seront revêtus des signatures du chef du Grand-Livre et de l'agent comptable des mutations, visés au contrôle et signés par le Directeur de la Dette Inscrite; ils seront à talons et les porteurs pourront, quand ils le voudront, les rapprocher de la souche qui restera déposée au Trésor.

« ART. 6. — Les arrérages de rentes au porteur seront payables aux mêmes époques et de la même manière que ceux des rentes nominatives de même nature.

« ART. 7. — Les rentes au porteur seront, à la première demande qui en sera faite, converties en rentes nominatives, sur le dépôt qui sera opéré au Trésor de l'extrait d'inscription dont la reconversion sera réclamée, accompagné d'un bordereau certifié par le déposant, indiquant ses qualités et son domicile, et désignant avec exactitude les nom et prénoms auxquels la rente nouvelle devra être inscrite.

« ART. 8. — Le compte ouvert au Trésor public (*son compte de rentes au porteur*) sera débité du montant de la rente convertie de nouveau.

« ART. 9. — La conversion de rentes nominatives en rentes au porteur ne sera pas admise par le Trésor public, pour toutes les inscriptions qui représenteront les fonds de cautionnement des majorats substitués, ceux des établissements publics ou religieux, des caisses de retraite, ceux qui auront été produits par la vente des biens avec charge de emploi, qui proviendront de constitutions dotales, qui appartiendront à des mineurs ou à des propriétaires absents; enfin pour toutes les rentes frappées d'une cause légale quelconque d'immobilisation momentanée, à l'égard desquelles les règlements en vigueur continueront à être exécutés.

« ART. 10. — Etc. »

1. V. *supra*, n° 86.

Des coupons d'arrérages sont attachés aux extraits d'inscriptions de rentes au porteur; ils sont au nombre de vingt et représentent cinq années d'arrérages¹. S'il est dû des trimes-tres arriérés, il en est tenu compte aux intéressés au moyen de coupons mobiles supplémentaires dits *coupons de rappel*.

Après épuisement de tous les coupons, les titres doivent être renouvelés; cette formalité a lieu gratuitement par le Trésor sans aucune autre justification que la production de l'extrait d'inscription épuisé.

95. — A la différence des inscriptions nominatives, les titres au porteur ne peuvent pas être d'une somme quelconque de rente, mais au moyen des différentes coupures qui existent, il est possible d'obtenir toutes les sommes voulues.

Pour les rentes 3 p. 100 perpétuel, le minimum inscriptible est de 2 francs de rente; au delà, les coupures se succèdent dans l'ordre suivant jusqu'à 3 000 francs, savoir : 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 20, 30, 50, 100, 200, 300, 500, 1 000, 1 500, 3 000 francs de rente.

Pour les rentes 3 p. 100 amortissable, le minimum inscriptible est de 15 francs de rente, les autres coupures, toutes multiples de 15, sont les suivantes : 30, 60, 150, 300, 600, 1 500, 3 000 francs de rente.

1. Ordonnance royale, 10 mai 1831 : « ARTICLE PREMIER. — Des coupons d'arrérages seront attachés aux extraits d'inscriptions de rentes au porteur.

« ART. 2. — Ces coupons qui seront, pour chaque extrait, au nombre de dix, représentant cinq années d'arrérages, seront successivement détachés et payés par le Trésor aux époques d'échéance fixées pour les semestres de chaque nature de rentes 5, 4 1/2, 4 et 3 o/o.

« ART. 3. — Les coupons seront détachés d'un talon qui restera déposé au Trésor public.

« ART. 4. — La conversion d'une inscription au porteur en une inscription nominative, ne pourra s'opérer qu'avec la jouissance des coupons non détachés de l'inscription.

« ART. 5. — Au bout de cinq années, sur la représentation de l'extrait d'inscription, il sera délivré gratuitement par le Trésor de nouveaux coupons.

« ART. 6. — Les coupons d'arrérages acquittés remplaceront, dans les comptes des payeurs, les quittances des porteurs d'inscriptions. »

§ 3. *Des titres mixtes.*

96. — Les rentes mixtes ont été créées par décret impérial du 18 juin 1864; elles participent à la fois des rentes nominatives et des rentes au porteur. On peut dire qu'elles sont nominatives quant au capital, et au porteur pour les intérêts.

97. — Comme les inscriptions nominatives, elles indiquent les nom, prénoms et qualités civiles de leur titulaire, mais à la différence de celles-ci, elles ne peuvent être délivrées qu'aux rentiers ayant la pleine et entière disposition de leurs inscriptions¹. On ne verra donc jamais figurer sur les rentes mixtes des énonciations relatives à l'origine des fonds ou des mentions de contrat de mariage, puisque ces mentions ne peuvent exister que lorsqu'il y a restriction au droit de disposer.

Pour quelle raison les personnes atteintes d'une incapacité générale ou relative sont-elles dans l'impossibilité de posséder des rentes de cette nature? Une circulaire de la Dette Inscrite en date du 15 juillet 1864 répond à la question de la façon suivante :

Celui qui opte pour une inscription mixte renonce par cela même implicitement à la faculté que lui reconnaît l'article 7 de la loi du 22 floréal, an VII, de former opposition au paiement de ses arrérages, et il est bien évident qu'une telle renonciation est un acte de propriétaire qui ne peut être con-

1. Décr., 18 juin 1864 : « ARTICLE PREMIER. — Il sera créé pour les propriétaires de rentes 3 o/o qui en feront la demande, des titres nominatifs de sommes fixes et munis de coupons d'arrérages payables au porteur. Ces titres ne pourront être délivrés qu'aux rentiers ayant la pleine et entière disposition de leurs inscriptions. La délivrance en sera opérée au Trésor public par voie de transfert ou de mutation sur les justifications de droit, ou par voie d'échange, sur la déclaration du rentier inscrit, certifiée par un agent de change ou par un notaire. Les inscriptions au porteur pourront, sur la simple remise des titres, être échangées contre des inscriptions nominatives pourvues de coupons. Le montant des coupures de rentes sera déterminé par notre ministre des finances. »

senti que par des rentiers jouissant de la plénitude de leurs droits et possédant librement.

Il a donc été reconnu que les inscriptions mixtes devaient, sous ce rapport, être soumises aux mêmes règles que les inscriptions au porteur.

Or, l'article 9 de l'ordonnance du 29 avril 1831 porte que la conversion des rentes nominatives en rentes au porteur ne sera pas admise pour les inscriptions qui représentent le fonds des cautionnements, des majorats constitués, ceux des établissements publics ou religieux, des caisses de retraites, ceux qui auraient été produits par la vente des biens avec charge de emploi, qui proviendraient à des mineurs ou à des propriétaires absents, enfin pour toutes les rentes frappées d'une clause légale quelconque d'immobilisation momentanée.

Ces exclusions ne sont pas les seules ; on peut y ajouter les rentes grevées d'usufruit, celles affectées à des nantissements et toutes celles possédées par indivis ou à titre précaire.

98. — Les titres mixtes se rapportent aux titres au porteur par le fait qu'ils sont, comme ces derniers, munis de coupons pour le paiement des arrérages.

Le nombre de ces coupons trimestriels est de quarante, ce qui représente une durée de dix années après laquelle le titre doit être renouvelé.

Le renouvellement a lieu de la même manière que pour les inscriptions nominatives.

99. — Les titres mixtes, comme ceux au porteur, ne sont établis que pour des sommes déterminées ; les coupures sont les suivantes : 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 20, 30, 50, 100, 200, 300, 500, 1 000, 1 500, 3 000 francs de rente.

Il n'existe pas de titre mixtes dans le fonds 3 p. 100 amortissable.

100. — De ce que nous venons de dire sur les titres de rente mixte, il résulte que leur avantage consiste principalement dans la faculté qu'a le rentier de pouvoir toucher ses arrérages où bon lui semble, tout en conservant, pour le capital

de sa rente, la même sécurité que celle qui est attachée aux inscriptions purement nominatives.

§ 4. *Des promesses de rentes.*

101. — Lorsque, par suite d'une liquidation ou d'une conversion, une inscription de rente se trouve réduite à un chiffre comprenant des centimes de rente, le Trésor remet au rentier une inscription représentant la somme inscriptible et se libère du complément par la remise d'un titre tout spécial appelé *promesse d'inscription*.

Les promesses les plus fréquentes sont celles résultant de la dernière conversion du 3 1/2 p. 100 en 3 p. 100 (loi du 9 juillet 1902).

On trouve encore les promesses plus anciennes provenant, savoir :

De la conversion du 4 1/2 p. 100 en 3 1/2 p. 100 (loi du 17 janvier 1894).

De la conversion du 4 p. 100 et 4 1/2 p. 100 en 3 p. 100 (loi du 7 novembre 1887).

De la conversion des rentes 5 p. 100 en 4 1/2 p. 100 (loi du 27 avril 1883).

De la consolidation des emprunts mexicains (loi du 2 août 1868).

Et enfin du rachat du chemin de fer de Lyon (loi du 17 août 1848).

102. — Toutes les promesses sont au porteur, alors même que les titres dont elles sont la provenance sont nominatifs; cela provient du peu d'importance des sommes qu'elles représentent. Elles sont revêtues des mêmes signatures que les titres au porteur, sauf cependant celle du Directeur de la Dette Inscrite.

103. — Aucun paiement d'arrérages ne peut être fait sur des promesses d'inscriptions, mais tout porteur de ces valeurs

qui en produira pour une somme inscriptible obtiendra un titre définitif représenté par une inscription nominative mixte ou au porteur sur laquelle seront rappelés, s'il y a lieu, les arrérages arriérés ne remontant pas à plus de cinq ans.

Actuellement, ces réunions ne peuvent avoir lieu pour les promesses 3 p. 100 que si elles représentent 2 francs de rente et pour les autres promesses que si elles représentent après conversions successives également 2 francs de rente 3 p. 100.

Ces réunions de promesses sont effectuées par le Trésor sur le simple dépôt qui lui en est fait, comme pour les titres au porteur.

Le rentier qui posséderait pour 1 franc de promesse pourrait les faire réunir à une inscription au porteur déjà existante.

Les promesses de rentes sont cotées en bourse et se négocient comme la rente elle-même.

CHAPITRE VII

De la rente 3 p. 100 amortissable.

§ 1. *Caractères généraux.*

104. — Les rentes 3 p. 100 amortissable ont été instituées par la loi du 11 juin 1878; leur capital au pair est divisé en 175 séries remboursables annuellement par voie du sort en 75 années conformément au tableau d'amortissement ci-après.

	Séries.		Ans.
1 série par an.	29	De 1879 à 1907	29
2 séries par an.	36	De 1908 à 1925	18
3 — —	39	De 1926 à 1938	13
4 — —	28	De 1939 à 1945	7
5 — —	25	De 1946 à 1950	5
6 — —	18	De 1951 à 1953	3
	175		75

Les tirages ont lieu le 1^{er} mars de chaque année depuis le 1^{er} mars 1879, et le remboursement du capital est exigible à partir de l'échéance du coupon qui suit chaque tirage.

105. — Les arrérages en sont payables aux époques des 16 janvier, 16 avril, 16 juillet, et 16 octobre de chaque année.

Les arrérages de rentes appartenant à la série désignée par le sort pour le remboursement en capital cessent de courir à dater de l'échéance de ce remboursement et le capital n'est

tenu à la disposition de l'ayant droit que sous la retenue des coupons non échus qui auraient été détachés du titre au porteur appelé au remboursement¹.

106. — Le minimum inscriptible des rentes 3 p. 100 amortissable est de 15 francs.

Les inscriptions nominatives sont délivrées pour toutes sommes de 15 francs ou multiple de 15².

Quant aux titres au porteur, ils n'existent que pour les huit coupures suivantes : 15, 30, 60, 150, 300, 600, 1 500, 3 000 francs de rente.

107. — Il n'a pas été ouvert de Livres auxiliaires pour le fonds 3 p. 100 amortissable et le Trésor ne délivre pas de titres mixtes.

108. — Les titres au porteur appartenant à une même série de remboursement sont seuls susceptibles de réunion.

Les titres nominatifs peuvent comprendre indistinctement des rentes inscrites au nom du même titulaire appartenant à différentes séries de remboursement³.

109. — Tous les privilèges et immunités attachés aux rentes sur l'État sont assurés aux rentes 3 p. 100 amortissable. Ces rentes sont insaisissables conformément aux dispositions des lois des 8 nivôse an VI, et 22 floréal an VII et peuvent être affectées aux emplois et placements spécifiés par l'art. 29 de la loi du 16 septembre 1871⁴.

§ 2. Remboursement.

110. — Le remboursement des rentes 3 p. 100 amortissable est effectué à Paris par le Caissier payeur central du Trésor, et dans les départements par les Receveurs des finances; toutefois, ces derniers n'agissent que pour le compte du Payeur central et doivent obtenir son autorisation.

1. Décr., 16 juillet 1878, art. 2. — 2. Décr., 16 juillet 1878, art. 3.

3. Décr., 16 juillet 1878, art. 4. — 4. Loi du 11 juin 1878, art. 3.

Dès lors, ces rentes doivent faire l'objet d'un dépôt préalable dans une recette des finances, et, bien que le remboursement ne puisse être opéré qu'à partir du 16 avril, les parties ont la faculté d'effectuer ce dépôt dès le 1^{er} avril afin de pouvoir être exactement remboursées à l'échéance.

III. — Pour les titres au porteur, les parties doivent, au moment du dépôt, souscrire une demande de remboursement conforme au modèle annexé à la circulaire de la Dette Inscrite du 1^{er} avril 1879 et acquitter le titre à son recto.

Pour les titres nominatifs, les Receveurs des finances ne peuvent en accepter le dépôt qu'autant qu'ils sont appuyés des pièces justificatives ordinairement exigées pour les transferts ou mutations, et dont la Caisse centrale se réserve l'examen. Ils doivent, comme les titres au porteur, être acquittés au recto, par les ayants droit ¹.

II2. — Voici l'énumération des divers cas qui se présentent le plus fréquemment dans la pratique, tels qu'ils sont résumés dans la circulaire de la Dette Inscrite du 31 mars 1890.

1^o Le titulaire, possédant librement et se présentant personnellement, joindra à son titre une demande de remboursement établie dans la forme du modèle annexé à la circulaire du 1^{er} avril 1879 et sa signature sera certifiée par un notaire ou un agent de change; les demandes de remboursement seront revêtues du visa des Receveurs des finances.

II3. — 2^o Toute demande déposée par un tiers sera appuyée d'une procuration notariée en brevet ou d'une procuration sous seings privés dûment certifiée et légalisée pour les rentes de 45 francs, ou au-dessous. La procuration devra être notariée et en minute si la rente est supérieure à 45 francs.

II4. — 3^o Pour les rentes grevées d'usufruit, la demande de remboursement sera faite par l'usufruitier de concert avec le nu-propriétaire.

II5. — 4^o Les changements de qualité seront constatés, savoir : la majorité, par un extrait de l'acte de naissance; le

1. Circ. D. I., 1^{er} avril 1879, § III.

mariage, par un extrait de l'acte civil qui en atteste la célébration.

Quant aux viduités, aux séparations de bien ou de corps, aux divorces, aux cas d'absence, ils entraînent la production d'un certificat de propriété dans les conditions déterminées par la loi du 28 floréal an VII, certificat destiné à régler les droits des parties.

116. — 5° En cas de décès du titulaire, la même justification sera exigée de ses représentants. A l'appui de ces certificats de propriété, on réclamera, s'il y a lieu, le certificat de l'enregistrement prescrit par l'article 25 de la loi du 8 juillet 1852.

117. — 6° Si la rente est frappée de dotalité ou soumise à une condition de emploi ou d'indisponibilité quelconque, le Trésor ne saurait se libérer valablement qu'en se conformant aux clauses du contrat. Il y aura lieu alors de demander la preuve du emploi ou un jugement passé en force de chose jugée nommant un séquestre chargé de toucher les fonds et d'en surveiller le emploi dans les conditions prescrites par le contrat de mariage ou par tout autre acte.

118. — 7° Les justifications à exiger pour les capitaux revenant à des mineurs sous tutelle ou sous l'administration légale de leur père, à des mineurs émancipés ou à des interdits, découlent de la loi du 27 février 1880 et de la circulaire interprétative du garde des sceaux du 20 mai suivant.

Par application de ces textes et sur l'avis conforme du service du contentieux, il a été reconnu que le Trésor payerait valablement le capital de rentes remboursées pour le compte d'un mineur, entre les mains du père, administrateur légal, ou du tuteur, à charge par eux de justifier de leur qualité. Il n'y aura plus à exiger, dans le cas de tutelle, et quelle que soit la somme à rembourser, ni l'assistance du subrogé tuteur ni aucune délibération de conseil de famille ou jugement d'homologation pris spécialement à l'effet d'habiliter le tuteur à toucher la somme provenant du remboursement.

119. — 8° L'héritier bénéficiaire qui, aux yeux de la loi, réunit la double qualité de liquidateur et d'administrateur, a le pou-

voir de toucher sans formalités les capitaux devenus exigibles. Il n'a donc à justifier d'aucune autorisation de justice ni d'aucun acte de renonciation au bénéfice d'inventaire.

120. — 9° Si, depuis l'immatriculation de la rente, le titulaire a été interdit ou pourvu d'un conseil judiciaire, ou s'il lui a été donné un nouveau tuteur, on demandera les actes ayant nommé soit le tuteur à l'interdiction, soit le conseil judiciaire, soit l'administrateur provisoire ou le nouveau tuteur.

121. — Les actes à produire en pareil cas consisteront généralement en expéditions d'arrêts de cours d'appel, de jugements de tribunaux civils, de jugements rendus en justice de paix ou de délibérations de conseils de famille. Comme ces pièces doivent être utilisées à Paris, il est nécessaire, pour celles délivrées dans les départements, que les signatures des greffiers y soient légalisées. Elles peuvent l'être utilement :

1° Par les présidents de cours d'appel sur les expéditions d'arrêts ;

2° Par les présidents des tribunaux civils sur les expéditions de jugements ;

3° Par les juges de paix sur les expéditions émanant de leurs greffes (jugements ou délibérations des conseils de famille).

Autrefois, on réclamait l'intervention du président du tribunal civil pour légaliser la signature d'un greffier de justice de paix ; M. le garde des sceaux, consulté sur cette question, a trouvé que c'était là une interprétation erronée des lois du 6 mars 1791 et du 2 mai 1861. Il convient de ne plus formuler cette exigence.

122. — Les Receveurs des finances délivrent récépissé de ces dépôts et adressent toutes les pièces au Caissier du Trésor qui, après examen, envoie soit l'autorisation de remboursement, soit le dossier rejeté avec une note explicative des justifications complémentaires à produire ¹.

Les remboursements autorisés par la Caisse centrale sont effectués sur la production du récépissé que les parties

1. Circ. D. I., 1^{er} avril 1879, § v.

doivent rapporter et quittancer, c'est-à-dire entre les mains du titulaire, de son fondé de pouvoirs ou de ses représentants si l'inscription est nominative ¹.

123. — Lorsqu'il s'agit d'une inscription nominative composée de plusieurs séries dont l'une est amortie, le titre, dûment estampillé mais non acquitté par la partie, est adressé à la Direction de la Dette Inscrite qui procède à la division de l'inscription collective et envoie, avec le nouveau titre réduit de la portion de rente sortie au tirage, un titre spécial destiné au remboursement de cette dernière partie.

La partie quittance alors ce titre spécial et souscrit une demande de remboursement; il est ensuite procédé en la forme et suivant les conditions que nous venons d'énoncer ².

124. — Si le titulaire d'une inscription collective est décédé, la mutation doit tout d'abord en être demandée par les ayants droit. A cet effet, le dossier complet est adressé à la Direction de la Dette Inscrite qui, après avoir constaté au Grand-Livre le changement de propriété renvoie :

1° L'extrait de la nouvelle inscription réduite;

2° Le titre spécial destiné au remboursement de la rente amortie;

3° Un certificat de dépôt contenant la copie conforme des pièces produites à l'appui de la mutation, lequel permet ultérieurement au Caissier du Trésor d'apprécier si ces pièces sont suffisantes pour autoriser le remboursement du capital de la rente amortie.

Le titre spécial et le certificat de dépôt susmentionnés sont alors déposés comme il est dit *supra* n^{os} 110 et suivants ³.

125. — Il peut arriver que des héritiers veuillent à la fois toucher le capital d'une rente amortie et réaliser, en totalité ou en partie, des rentes appartenant à des séries non encore remboursables.

Dans ce cas, le dossier doit, en conformité de la circulaire de

1. Circ. D. I., 1^{er} avril 1879, § vi.

2. Circ. D. I., 1^{er} avril 1879, § vii.

3. Circ. D. I., 1^{er} avril 1879, § viii.

la Direction du mouvement général des fonds, du 20 mars 1873, être adressé à la Chambre syndicale des agents de change, qui donne cours à la négociation dans les conditions déterminées par la commission de vente. Elle retire ensuite du bureau des transferts et transmet au Trésorier général les pièces ci-après.

1° L'inscription formant le solde si la rente n'a pas été vendue en totalité;

2° Le titre spécial destiné au remboursement de la rente amortie;

3° Le certificat de dépôt contenant la copie des pièces produites à l'appui du transfert.

Ces deux dernières pièces sont ensuite déposées au Receveur des finances et il est procédé conformément aux n^{os} 110 et suivants ci-dessus ¹.

126. — Enfin, lorsqu'une succession comprend à la fois des rentes perpétuelles et une partie de rente 3 p. 100 amortissable sortie au tirage, la mutation requise par les ayants droit nécessite l'envoi direct du dossier complet à la Direction de la Dette Inscrite.

Il est ensuite procédé comme il vient d'être dit, suivant que le remboursement de la rente amortie sera requis par les héritiers en même temps qu'une mutation ou un transfert ².

1. Circ. D. I., 1^{er} avril 1879, § IX.

2. Circ. D. I., 1^{er} avril 1879, § X.

CHAPITRE VIII

Du paiement des arrérages des rentes.

127. — Les arrérages de nos rentes sont payables par trimestre aux époques ci-après, savoir : pour le 3 p. 100 perpétuel, les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre de chaque année ; et pour le 3 p. 100 amortissable, les 16 janvier, 16 avril, 16 juillet et 16 octobre.

128. — Toutefois, en vertu d'un usage établi en bourse, le droit aux arrérages de chacun de ces trimestres est définitivement acquis au propriétaire de la rente, quinze jours avant l'échéance, c'est-à-dire dès les 16 décembre, 16 mars, 16 juin et 16 septembre pour le 3 p. 100 perpétuel, et dès les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre pour le 3 p. 100 amortissable.

Si ces dates coïncident avec un jour férié, le détachement du coupon est remis au lendemain. Ce détachement se fait avant l'entrée en bourse.

D'après cette coutume, le rentier qui vendra son titre le 20 juin, aura droit au trimestre d'arrérages du 1^{er} juillet, mais il ne pourra le toucher qu'à partir de son échéance. Le paiement sera effectué au moyen d'une « *quittance visée* » qui aura été délivrée au moment du transfert.

§ 1^{er}. *Payement des rentes au porteur et mixtes.*

129. — Les arrérages des rentes au porteur et mixtes sont payés sur la production des coupons dont les titres sont munis et sur la quittance de leur détenteur.

Si ce dernier ne sait ou ne peut signer, et qu'il s'agisse d'une somme n'excédant pas 150 francs, il est procédé ainsi qu'il est dit, *infra*, n° 139.

Les quittances d'arrérages ont été dispensées de tous droits de timbre et d'enregistrement par les lois des 13 brumaire an VII, article 16, 22 frimaire an VII, § 3 3°, 23 août 1871, article 20, et par une décision ministérielle du 27 novembre 1871.

130. — Les paiements sont effectués sans frais, savoir : à Paris et dans le département de la Seine par le Payeur central du Trésor public sur la caisse duquel toutes les rentes au porteur ou mixtes, sont ordonnancées¹, et par les percepteurs, mais à la condition, pour ces derniers, qu'ils ne payeront dans la même journée et à la même personne, que vingt coupons au maximum, et que le montant de ces coupons n'excédera pas 500 francs².

Dans les départements, ces paiements ont lieu, à présentation, par les Trésoriers payeurs généraux et Receveurs particuliers, ainsi que par les percepteurs n'exerçant pas à la résidence des Receveurs des finances, mais seulement pour les percepteurs, dans les limites que nous venons d'indiquer, c'est-à-dire 20 coupons et 500 francs au maximum à la même personne et dans la même journée.

Chaque paiement donne lieu à l'établissement d'un seul bordereau pour chaque nature de rente, quel que soit le nombre des échéances. Les coupons y sont détaillés par

1. Circ. comp. pub., 26 septembre 1896.

2. Arr. min., 10 juin 1882.

sommes et numéros, en commençant par les plus petites coupures et en les classant par ordre numérique.

131. — Après paiement, les coupons sont perforés par les comptables conformément à la décision ministérielle du 31 mai 1904¹.

Ce système de perforation qui a substitué l'ancienne apposition du timbre « payé » ne déroge en rien aux prescriptions des circulaires de la Dette Inscrite du 19 juillet 1875 de la Comptabilité publique des 3 mars 1880, et 12 avril 1886, relatives aux coupons qui portent l'empreinte « payé » ou qui sont tachés, mutilés ou détériorés.

En fin de chaque dizaine, les coupons sont portés sur des bordereaux récapitulatifs par les Trésoriers généraux et Receveurs particuliers, puis centralisés à la Trésorerie générale et expédiés à la Caisse centrale du Trésor².

Les coupons de rentes au porteur et mixtes, peuvent être détachés des titres avant leur échéance et être donnés en paiement.

Pour la prescription des arrérages, voir ce qui sera dit plus loin au numéro 153.

§ 2. *Paiement des rentes nominatives.*

132. — Pour les arrérages des rentes nominatives, ils sont payables entre les mains de toute personne porteur de l'extrait d'inscription au Grand-Livre³, le Trésor considérant que le détenteur du titre, s'il n'est pas le rentier lui-même, agit tout au moins en vertu d'un mandat tacite de ce dernier.

133. — Il n'est exigé lors des paiements aucune justification relative à l'existence du rentier. Il n'est fait exception à

1. Circ. comp. pub., 12 décembre 1904, § 2.

2. Circ. comp. pub., 31 janvier 1901, § IV; 19 septembre 1903, § VIII; 16 janvier 1904, § IV.

3. Loi du 22 floréal an VII, art 5.

cette règle que pour les majorats, cas dans lequel il est réclamé un certificat de vie notarié sur timbre et légalisé¹. Il est également exigé un certificat de vie délivré soit par le maire, soit par un notaire pour les rentes dont la nue propriété appartient au Domaine de l'État².

Les nu-propriétaires ne pourraient demander que le Trésor exige un certificat de vie des usufruitiers pour leur effectuer le paiement des arrérages.

134. — Bien qu'en principe il ne soit réclamé aucune preuve de l'existence du rentier lors du paiement des arrérages, les comptables doivent néanmoins suspendre tous paiements lorsqu'ils ont connaissance du décès du titulaire. De plus, ils doivent, dans ce cas, apposer au recto de l'inscription une mention « à régulariser » signée d'eux³.

De même lorsque les titres sont revêtus d'une cote d'inventaire, ce qui laisse supposer qu'une mutation est survenue, il y a lieu de surseoir à tous paiements jusqu'à la régularisation dont la rente est susceptible. [Les arrérages ne sont ensuite acquittés qu'au vu des nouvelles inscriptions à provenir de la régularisation⁴.

Tout paiement opéré malgré l'apposition d'une cote d'inventaire pourrait, en cas de réclamations, rester à la charge du comptable qui l'aurait effectué⁵.

Il est fait exception à la règle ci-dessus en ce qui concerne la Caisse des dépôts et consignations qui conserve la faculté de toucher les arrérages des rentes à elle consignés, même au cas de décès du titulaire ou de mention d'inventaire sur les titres⁶.

Les paiements doivent encore être suspendus en cas d'em-

1. Déc. min., 20 septembre 1862. — Régl. sur la comp. des fin., 26 décembre 1866.

2. Régl. sur la comp. des fin., 26 décembre 1866; Circ. D. I., 2 avril 1886.

3. Circ. D. I., 28 mars 1881, § 1; 21 décembre 1899, § x, pour les percepteurs.

4. Arr. du com. des fin. du troisième jour complémentaire, an III.

5. Circ. D. I., 21 décembre 1899, § iv.

6. Loi du 28 juillet 1875; Décr. du 15 décembre 1875.

pêchements administratifs ou d'oppositions ainsi que dans les cas où le titre ne présente plus de case libre. Il n'est fait exception sur ce dernier point qu'en ce qui concerne les inscriptions déposées pour transfert.

135. — Le paiement des arrérages de rentes nominatives est effectué, avons-nous dit, sur 1^o la présentation du titre, et 2^o la signature d'un bordereau-quittance¹.

Sur la présentation du titre. — Cette règle souffre exception dans les cas suivants :

136. — 1^o Lorsqu'il a été délivré une quittance visée; cette pièce tenant lieu de titre entre les mains du rentier².

Les quittances visées sont établies sur des formules à talons; elles sont délivrées notamment :

A l'égard des inscriptions déposées pour transfert dans la période comprise entre le détachement du coupon et l'échéance du trimestre³.

Lorsqu'un ou plusieurs trimestres non frappés de prescription restent à toucher sur des inscriptions dont le transfert a été opéré sans que les bureaux se soient aperçus de cette lacune dans la perception des arrérages⁴.

Dans le cas où le propriétaire d'une inscription assignée payable dans les départements se trouve momentanément à Paris et désire y recevoir un ou plusieurs trimestres alors en paiement⁵.

A l'égard des rentes 3 p. 100 amortissable déposées pour remboursement entre les 1^{er} et 16 avril.

137. — 2^o Lorsqu'il a été délivré des certificats d'arrérages, ce qui a lieu lorsque les arrérages échus lors des mutations de rentes n'appartiennent pas aux nouveaux titulaires⁶.

1. Loi du 22 floréal an VII, art. 5.

2. Instr. gén., 20 juin 1859, art. 680.

3. Déc. min., 6 juin 1811. — Arr. min., 2 décembre 1815. — Déc. min., 5 novembre 1819, 24 juillet 1833.

4. Déc. min., 24 juillet 1833.

5. Déc. min., 24 juillet 1833.

6. Instr. gén. sur la Dette pub., 1^{er} janvier 1811, art. 40; Instr. gén., 20 juin 1859, art. 680.

138. — 3° Lorsque le titre étant affecté à un cautionnement, il a été délivré un bordereau d'annuel pour permettre de toucher les arrérages.

4° Lorsque le rentier habitant un pays étranger a consenti une procuration spéciale en se conformant aux ordonnances royales des 1^{er} mai 1816 et 9 janvier 1818.

Dans les deux derniers cas, les bordereaux d'annuel ou procurations sont représentés au comptable qui les revêt de l'estampille de paiement comme s'il s'agissait du titre lui-même.

139. — *Sur la signature d'un bordereau-quittance.* — Toutefois si la partie prenante, illettrée ou infirme est hors d'état de donner quittance, les comptables doivent, lorsque la somme à toucher n'excède pas 150 francs, transcrire sur le bordereau, à la place de l'acquit, la déclaration qui leur est faite par la partie prenante qu'elle ne sait ou ne peut signer. Le comptable doit signer cette mention et la faire signer par deux témoins présents au paiement.

140. — Chacun des bordereaux dont s'agit ne peut comprendre que les arrérages d'un même exercice, de telle sorte qu'il pourra être établi jusqu'à quatre bordereaux différents pour un même titre, savoir :

Pour l'exercice courant;

Pour l'exercice précédent;

Pour l'exercice clos;

Et pour l'exercice périmé.

On peut comprendre dans un même bordereau-quittance des titres appartenant à des personnes différentes, à la condition que ces titres dépendent de la même série et du même fonds.

141. — Lorsque les paiements sont faits à des comptables de deniers publics, tels que percepteurs, receveurs municipaux, receveurs particuliers d'établissements publics, pour des rentes appartenant aux communes ou aux établissements dont ils gèrent les revenus, on doit exiger d'eux, en outre des bordereaux-quittance, la quittance à souche prescrite par la

circulaire du 16 octobre 1833, et l'article 1450 de l'instruction générale.

142. — Le comptable qui effectue le paiement appose sur le titre ou bordereau d'annuel, et dans les cases correspondant aux trimestres payés, une estampille portant la date et le lieu du paiement.

Dans le cas où les arrérages sont payés sur présentation d'une procuration (cas indiqué *supra*, n° 138), l'estampille est apposée sur ladite procuration.

L'omission de cette estampille rendrait le comptable responsable de tous nouveaux paiements dont cette omission pourrait être la cause¹.

S'il s'agit d'un rappel d'arrérages, l'estampille est apposée au recto du titre, en regard à gauche de la mention de rappel. Il suffit alors d'estampiller une fois l'inscription quel que soit le nombre de termes rappelés et payés².

Lorsqu'une estampille aura été apposée par erreur, le comptable duquel elle résulte en annulera l'empreinte au moyen de deux barres tirées en diagonale et appouvera la rature par une mention datée et signée. Plus tard, lorsque le terme est réellement touché, la constatation du paiement se fait en dehors du cadre ordinaire, le timbre à date y est apposé avec soin et le payeur le fait précéder ou suivre de l'énumération manuscrite des termes acquittés, le tout dûment signé par le comptable ou son fondé de pouvoirs³.

Il est procédé de la même manière dans les cas de transferts, lorsqu'il y a lieu d'estampiller un titre épuisé.

143. — **3 p. 100 perpétuel.** — Les rentes nominatives 3 p. 100 perpétuel sont ordonnancées directement sur la caisse du Trésorier payeur général du département désigné par le rentier au moment de la création du titre ou lors d'une demande de changement de résidence.

Chaque Trésorier possède des états permanents d'arrérages

1. Circ. mouv. gén. des fonds, 2 mars 1850. — Circ. D. I., 28 mars 1881, § v.

2. Circ. D. I., 27 octobre 1882, § vi.

3. Circ. D. I., 27 octobre 1882, § vii.

où sont relevées toutes les rentes dont il est comptable vis-à-vis du Trésor. Ces états, dont le renouvellement a lieu tous les cinq ans, ont un caractère essentiellement mobile en raison des augmentations et des diminutions dont ils sont susceptibles et pour lesquelles la Direction de la Dette Inscrite adresse au Trésorier un relevé avant chaque échéance.

Chaque trimestre, les Trésoriers généraux sont crédités par le mouvement général des fonds du montant des rentes figurant sur leurs états d'arrérages.

144.— Les Trésoriers établissent ensuite des extraits de leurs états d'arrérages pour les rentes devant être payées aux recettes particulières de leur département et aux perceptions de leur arrondissement, puis les Receveurs particuliers établissent eux-mêmes des extraits de leurs états pour les percepteurs de leur arrondissement, conformément aux demandes qui ont été faites par les intéressés¹.

Les percepteurs ne possèdent ces états d'arrérages et ne payent directement les rentes qui y sont inscrites que depuis l'arrêté ministériel du 14 novembre 1899, et avec les limitations contenues en cet arrêté et que nous énumérerons plus loin. Précédemment, les percepteurs n'étaient que les intermédiaires entre les rentiers et le Receveur des finances seul chargé du paiement².

145. — Lorsqu'une rente est assignée payable dans une perception, le rentier peut toucher ses arrérages, soit à cette perception, soit à la Recette particulière dont dépend ladite perception, soit encore à la Trésorerie générale du département.

Si la rente est assignée payable dans une recette particulière, le paiement peut être effectué indistinctement, tant à la Recette particulière qu'à la Trésorerie générale du département.

Enfin, si la rente ne figure sur aucun des états d'arrérages

1. Circ. D. I., 21 décembre 1899, § II et IV.

2. Arr. min., 10 novembre 1849; — art. 673, 4^e alinéa de l'instr. gén. du 20 juin 1859.

de percepteurs ou receveurs particuliers, elle sera payable exclusivement à la Trésorerie générale, et si elle ne figure sur aucun des états d'arrérages des Trésoriers généraux, elle ne sera payable qu'à Paris, en la Caisse centrale du Trésor public¹.

146. — Les Trésoriers généraux et les Receveurs particuliers peuvent cependant payer à présentation les rentes qui ne sont pas inscrites sur leurs états d'arrérages, mais alors, comme c'est sous leur responsabilité personnelle, ils ne le feront, le plus souvent, qu'après une demande de renseignements et un avis de payer reçu de la Trésorerie générale où la rente est inscrite. Cette façon de procéder n'est ordinairement adoptée que dans les cas où le paiement dans cette trésorerie ou recette a un caractère provisoire ou momentané. Si l'intention du rentier était de toucher continuellement à la caisse de ce comptable, on devrait demander une nouvelle assignation de paiement pour les trimestres suivants, en la forme indiquée ci-après.

Les percepteurs peuvent également payer les rentes non inscrites sur leurs états d'arrérages, mais, pour cela, ils doivent se conformer à l'arrêté ministériel du 10 novembre 1849 et à l'article 673, 4^e alinéa de l'instruction générale du 20 juin 1859; c'est-à-dire recevoir les titres du rentier en dépôt sans en délivrer aucun reçu, les transmettre au Receveur des finances qui les estampille et les retourne au percepteur, avec des quittances préparées et revêtues de la mention : « bon à payer ».

147. — Quand un rentier désire recevoir d'une façon permanente ses arrérages dans un département différent de celui où il les touchait précédemment, il doit en faire la demande, soit au comptable où sa rente était inscrite, soit à celui où il désire toucher à l'avenir.

Le comptable ainsi prévenu établit une déclaration de changement de département, conformément au modèle indi-

1. V. *supra*, n° 88.

qué par la circulaire de la Dette Inscrite du 15 février 1851¹.

Ces déclarations sont transmises à la Direction de la Dette Inscrite les 8 (pour le 3 p. 100 perpétuel) et 22 (pour le 3 p. 100 amortissable) du mois qui précède les échéances, de manière que ces bulletins parviennent à la Dette Inscrite vingt jours avant l'ouverture des payements.

Ces bulletins ne peuvent s'appliquer qu'à une seule inscription².

Si les demandes sont faites à un Receveur particulier celui-ci doit transmettre, en temps utile, les déclarations à son Trésorier général pour que ce dernier puisse les comprendre dans ses envois des 8 et 22.

148. — Lorsqu'un rentier désire être payé à la caisse d'un percepteur, il doit faire sa déclaration au Receveur des finances de l'arrondissement dans lequel il touche habituellement ses arrérages. Cette déclaration doit être faite quinze jours au moins avant la date de la prochaine échéance³.

Tout rentier qui, inscrit dans une perception, désire être payé dans une autre perception du même département, a la faculté de faire sa déclaration, soit à la recette des finances de l'arrondissement, soit à la perception où sa rente se trouve assignée. Dans ce dernier cas, les déclarations sont adressées par les percepteurs à leur Receveur des finances quinze jours avant l'ouverture du trimestre à échoir⁴.

Les Receveurs des finances conservent les déclarations souscrites par les rentiers qui demandent à être payés dans une autre perception du même arrondissement et transmettent les autres au Trésorier payeur général dix jours au moins

1. Circ. D. I., 15 février 1851; — note circ., 23 octobre 1854; — 8 août 1862, 3 septembre 1864, § v; — 27 mai 1865, § iv; — 10 novembre 1871, § i; — 15 avril 1872; — 28 mars 1881, § vi.

2. Circ. D. I., 27 mai 1865, § iv.

3. Arr. min., 14 novembre 1899, art. 5; — Circ. D. I., 21 décembre 1899, § III.

4. Arr. min., 14 novembre 1899, art. 5; — Circ. D. I., 21 décembre 1899, § III.

avant chaque échéance en même temps que les déclarations qu'ils ont reçues directement.

Les déclarations de changement de résidence n'étant reçues qu'au vu des titres, et devant être signées par la partie intéressée, ne peuvent être faites par correspondance¹.

L'autorisation de procéder directement au payement des arrérages n'est donnée aux percepteurs que pour les échéances qui suivent la déclaration. En conséquence, s'il est dû des trimestres arriérés, ils doivent être touchés préalablement².

Lorsqu'un rentier demande à être payé dans un autre département, nous avons vu, *supra* n° 147, qu'il pouvait faire sa déclaration, soit au percepteur, receveur particulier ou Trésorier général où sa rente était inscrite, soit au trésorier général du nouveau département, mais de toute façon, s'il désire, dans ce nouveau département, toucher ses arrérages à une caisse autre que celle du Trésorier, il doit faire, en outre, la déclaration dont il vient d'être parlé.

Pour ne pas éprouver de retard dans le payement de leurs arrérages, les rentiers qui changent de département doivent en faire la demande au plus tard, savoir :

A la Direction de la Dette Inscrite à Paris, vingt jours au moins avant l'ouverture du payement.

Aux Trésoreries générales et aux Recettes particulières des Finances, vingt-cinq jours avant ladite date.

Et lorsque les déclarations de changement de résidence en dehors du département sont reçues chez les percepteurs, elles doivent, pour parvenir en temps utile, être faites dix jours au moins avant les mêmes époques.

149. — L'arrêté ministériel du 14 novembre 1899 a limité, dans une certaine mesure, la faculté, pour les rentiers, de toucher directement leurs rentes à la caisse d'un percepteur ; c'est ainsi qu'il a été stipulé :

1. Arr. min., 14 novembre 1899, art. 5 ; — Circ. D. I., 21 décembre 1899, § III.

2. Arr. min., 14 novembre 1899, art. 6 ; — Circ. D. I., 21 décembre 1899, § III et IV.

1° Que les inscriptions de rentes nominatives du même fonds, appartenant à la même personne et dont le montant cumulé ne dépasse pas la somme annuelle de 2000 francs, peuvent, seules, être rendues payables à la caisse d'un percepteur.

Néanmoins, rien ne s'oppose à ce qu'un même porteur présente chez un percepteur des inscriptions de rentes appartenant à plusieurs titulaires, quelle que soit la somme à payer, pourvu que les inscriptions figurent sur les registres de la perception¹.

150. — 2° Que les arrérages des rentes qui seraient assujettis à des conditions spéciales de paiement ne seront payés par les percepteurs que sur visa du Receveur des Finances.

Les inscriptions de cette nature ne sont donc pas susceptibles d'être inscrites sur les extraits d'états d'arrérages des percepteurs. Cette interdiction s'applique notamment aux espèces ci-après énumérées dans le règlement sur la comptabilité du Ministère des Finances du 26 novembre 1866, page 135.

1° Lorsque la nue propriété de la rente appartient au Domaine de l'État, l'usufruitier ayant à fournir, au moment du paiement, un certificat de vie délivré, soit par le maire de la commune où il réside, soit par un notaire.

2° Dans le cas où la rente est affectée à une dotation réversible, le majorataire devant produire un certificat de vie notarié et légalisé portant quittance de la somme perçue.

Les inscriptions immatriculées au nom des communes, établissements de bienfaisance, établissements publics, fabriques, lycées, etc., peuvent être assignées sur la caisse des percepteurs; mais la quittance de paiement des arrérages doit être appuyée de la quittance à souche du receveur de la commune ou de l'établissement².

1. Arr. min., 14 novembre 1899, art. 3; — Circ. D. I., 21 décembre 1899, § XII.

2. Circ. aux receveurs généraux, 16 octobre 1833, et art. 1450 Instr. gén.; — Arr. min., 14 novembre 1899, art. 4; — Circ. D. I., 21 décembre 1899, § V.

151. — 3° Les percepteurs ne sont autorisés à payer que les arrérages afférents à l'exercice courant et à l'exercice précédent jusqu'à l'époque de sa clôture. Les arrérages restant dus sur l'exercice clos ainsi que sur les exercices périmés non frappés de déchéances ne peuvent être acquittés par les percepteurs que sur *quittances visées*. Le visa des quittances dont il s'agit est réservé au Trésorier général du département¹.

Les rappels d'arrérages, à quelque exercice que ces arrérages appartiennent, même à un exercice courant, sont payés exclusivement par le Receveur des finances, ou sur quittance visée par lui. Le rentier n'est admis à recevoir directement ses arrérages chez le percepteur qu'après le payement du rappel.

152. — 3 p. 100 amortissable. — En ce qui concerne les rentes nominatives 3 p. 100 amortissable, le payement des arrérages a lieu selon les règles que nous venons d'indiquer, sauf, cependant, les modifications suivantes :

Toutes les rentes 3 p. 100 amortissable sont ordonnancées sur la caisse du Payeur central du Trésor public. Elles peuvent être portées, comme les rentes perpétuelles, sur les états d'arrérages des receveurs des finances et percepteurs, mais, alors, les payements effectués par ces comptables, le sont pour le compte du Caissier payeur central et imputés au compte « valeur représentative ».

Conséquemment, lorsqu'un payement de rentes nominatives 3 p. 100 amortissable est réclamé dans un département autre que celui où elle est assignée payable, le comptable doit demander l'avis de payement, non pas dans le département où elle est inscrite mais directement à la Caisse centrale².

1. Arr. min., 14 novembre 1899, art. 7. — Circ. D. I., 21 décembre 1899, § XIII.

2. Circ. comp. pub., 1^{er} décembre 1878.

§ 3. *Prescription des arrérages de rentes.*

153. — Les arrérages des rentes se prescrivent par cinq ans, conformément aux dispositions de l'article 2277 du Code civil et de l'article 156 de la loi du 24 août 1793¹.

Ce délai court, non pas du jour même de l'échéance, mais du dernier jour du terme².

Lorsqu'un trimestre de rente est atteint par la prescription les comptables doivent annuler à la fois le trimestre prescrit et tous les trimestres subséquents non payés, sauf réordonnement ultérieur de ces derniers trimestres sur la demande du rentier³.

Nous indiquerons plus loin, n° 276, un cas suspensif de prescription quinquennale.

Lorsqu'un titre de rente a une portion quelconque d'arrérages prescrits, il est porté au « *compte spécial des portions non réclamées* » et aucune opération ne peut plus être effectuée tant que ce titre n'a pas été rétabli. (V. *infra* n° 197.)

Cette prescription est d'ordre public et il n'appartiendrait pas au Ministre des Finances de s'abstenir de l'invoquer.

1. Loi, 24 août 1793 : « ART. 156. — Tous les débets arriérés, antérieurs à l'année précédente, seront payés à la Trésorerie nationale par le Payeur principal de la Dette publique, et, dans tous les cas, aucun créancier ne pourra réclamer que les cinq dernières années avant le semestre courant. »

2. Instr. gén., 20 juin 1859, art. 686.

3. Instr. gén., 20 juin 1859, art. 687.

DEUXIÈME PARTIE

OPÉRATIONS

SUR LES RENTES

CHAPITRE PREMIER.

Différentes opérations sur les rentes au porteur.

SECTION I

Règles communes à toutes les opérations sur les rentes au porteur.

154. — Toutes les opérations dont les rentes au porteur sont susceptibles sont effectuées à Paris, à la Direction de la Dette Inscrite, par les soins de l'Agent comptable des reconversions et renouvellements qui en est tout spécialement chargé.

Le dépôt des titres peut avoir lieu, soit à Paris, au Ministère des Finances, soit dans les départements, aux caisses des Trésoriers payeurs généraux ou des Receveurs particuliers des finances¹. Quant aux percepteurs, il leur est interdit d'une manière absolue, sous peine de mesures disciplinaires et de révocation en cas de récidive, de se charger officiellement et même officieusement d'une opération quelconque sur les titres au porteur², sauf l'exception créée par l'arrêté

1. Circ., 25 mars 1873, § II.

2. Circ. comp. pub., 10 février 1883, n° 1417.

ministériel du 13 février 1900 au sujet des achats de rentes.

Pour toutes ces opérations, le concours des Trésoriers payeurs généraux et des Receveurs particuliers des finances est gratuit; ces derniers adresseront chaque jour à leur Trésorier général les titres qu'ils auront reçus en dépôt, et ceux-ci les transmettront, avec ceux déposés dans leurs bureaux, à la Direction de la Dette Inscrite (bureau des reconversions et renouvellements) le jour même ou le lendemain au plus tard, de leur arrivée ou de leur dépôt à la Trésorerie générale¹. Il n'y a exception que pour les ventes, cas dans lequel les titres sont alors adressés au Syndic des agents de change de Paris, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Tout dépôt de titres au porteur donne lieu à la délivrance d'une reconnaissance de la part du comptable qui l'a reçu. Cette reconnaissance est extraite d'un carnet conforme au modèle annexé à la circulaire du 31 octobre 1884, et dont chaque feuillet comporte un talon, une reconnaissance et un volant.

Le talon et la reconnaissance contiennent les énonciations relatives aux titres, à savoir : leur numéro, la somme de rente, la nature du fonds et la date de la jouissance : ils indiquent également le nom et l'adresse du déposant.

Ce dernier doit apposer sa signature sur le volant, cette formalité est prescrite afin de permettre aux comptables, lors du retrait des nouveaux titres, de s'assurer que la personne qui se présente est bien la même que celle qui a effectué le dépôt.

155. — Si le déposant ne pouvait représenter la reconnaissance qui lui a été délivrée lors du dépôt, les nouveaux titres ne pourraient lui être remis que contre une décharge notariée contenant une déclaration de perte et dont une expédition serait remise au comptable². (Voir formule n° 2.)

Précédemment, les rentiers qui avaient adiré des récépissés de cette nature ne pouvaient obtenir la remise des valeurs

1. Circ., 20 mars 1877, § 1 et II.

2. Avis chef contentieux, 5 janvier 1857; — Instr. D^r D. I., 1^{er} octobre 1883.

correspondantes que sur la justification de leur identité et sur la production :

1° D'une déclaration de perte dans la forme prescrite par le décret du 3 messidor an XII.

2° D'une quittance spéciale garantissant le Trésor contre la reproduction éventuelle du récépissé adiré;

3° D'une opposition (par acte extra-judiciaire) à la remise des titres en d'autres mains que celles du déposant.

Mais ces formalités ont été modifiées et, actuellement, il n'est exigé qu'une simple décharge notariée ainsi qu'il vient d'être dit.

156. — Les reconnaissances de dépôt ainsi que la décharge donnée par la partie lors du retrait des nouveaux titres sont exemptes du droit de timbre de 0 fr. 10, prescrit par l'article 18 de la loi du 23 août 1871¹.

157. — Si les titres au porteur sont démunis d'un ou de plusieurs coupons non échus, ils ne peuvent être déposés en vue d'une opération quelconque, qu'autant que le Trésor se trouve garanti jusqu'à concurrence du montant des coupons non représentés, soit par la réalisation d'un cautionnement en rentes, soit par le versement en numéraire et à titre de dépôt, d'une somme égale entre les mains d'un comptable du Trésor.

La durée de ce cautionnement est de cinq années à partir de l'échéance de chacun des coupons non représentés².

Lorsque des coupons auront été détachés par erreur, ils devront être réunis aux titres au moyen d'une bande de papier végétal; s'ils ont été déchirés, les fragments seront rapprochés avec soin et fixés aux inscriptions par le même procédé.

158. — Dans le cas où des coupons non échus porteraient une mention quelconque de payement, il serait nécessaire d'y joindre une note signée désignant ces coupons par numéros,

1. Déc. min., 7 juillet 1874.

2. Circ. D. I., 19 juillet 1875, § 1.

sommes et échéances et attestant que la mention de paiement doit être considérée comme nulle et non avenue¹.

Les titres au porteur trouvés dans une succession n'étant pas assujettis à la double formalité de la cote et du paraphe (arrêt de la Cour de cassation du 15 avril 1861, v. *supra*, n° 56 et note), il s'ensuit que toute mention de cote d'inventaire qui y aurait été apposée par erreur doit être annulée au moyen d'une seconde mention mise par le notaire détenteur de la minute dudit inventaire.

159. — Les inscriptions de rentes au porteur ou mixtes doivent, avant leur envoi à la Dette Inscrite, être frappées d'un timbre portant les mots : « annulé pour échange » avec le nom du département².

Le timbre sera apposé non seulement sur le corps du titre mais encore sur chacun des coupons qui y seraient adhérents³.

Munis ou non de leurs coupons, les titres annulés et ouverts de toute leur grandeur, quelle qu'en soit la dimension, seront alignés par le bas, puis liés par leur base au moyen d'un fil dont le nœud reposera sur un carton assez fort pour recevoir le cachet de cire du Trésorier général. De cette façon, les quatre coins restent libres pour constater non seulement la présence du titre, mais encore celle des coupons dont il doit être pourvu⁴.

Si la vérification faite sans briser le cachet retenant le fil, ou le fil lui-même, révèle une irrégularité ou une différence, le paquet sera renvoyé dans le même état au Trésorier général expéditeur⁵.

160. — Chaque envoi de titres fait sous pli chargé à la Direction de la Dette Inscrite (service de l'agent comptable des reconversions et renouvellements) sera accompagné d'un bordereau en double expédition (primata et duplicata).

1. Circ. D. I., 20 mars 1877, § II.

2. Circ. mouv. gén. des fonds, 23 octobre 1863, 30 juillet 1874.

3. Circ. D. I., 20 mars 1877.

4. Circ. mouv. gén. des fonds, 26 février 1873.

5. Circ. mouv. gén. des fonds, 26 février 1873; — D. I., 20 mars 1877.

Ces bordereaux doivent porter un numéro d'ordre spécial qui leur est donné dans chaque Trésorerie générale. Ces numéros, que reproduisent les lettres annonçant aux comptables l'envoi des nouvelles valeurs, doivent se suivre rigoureusement sans interruption depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 31 décembre, pour recommencer chaque année au 1^{er} janvier.

Ils indiquent la nature de l'opération (reconversion, renouvellement, réunion ou division), le numéro de chaque inscription déposée et sa valeur en commençant par les coupures les plus faibles et en les classant par ordre numérique.

Pour les rentes 3 p. 100 amortissable, le classement aura lieu d'abord par série, puis, dans chaque série, par somme de rente, les plus petites coupures les premières, et enfin les coupures de même série et de même somme seront classées par ordre numérique.

Une colonne spéciale sera affectée à l'indication des trimestres échus sur la rente depuis l'épuisement des coupons et pour lesquels il sera délivré des coupons spéciaux dits coupons de rappel d'arrérages.

On peut comprendre dans les bordereaux collectifs, les demandes de renouvellement, de réunion ou de division de titres au porteur appartenant au même fonds, mais ces bordereaux ne devront pas comprendre plus de 75 titres.

On indique alors dans le bordereau récapitulatif établi à la première page de chaque bordereau le nombre et la quotité des coupures demandées par les parties.

Mais lorsqu'il s'agit 1^o de conversion de rentes au porteur en inscriptions nominatives ou mixtes, 2^o de renouvellement d'inscriptions de rentes mixtes, 3^o de réunion ou division d'inscriptions de rentes mixtes, 4^o de réunion de rentes au porteur à des inscriptions nominatives ou mixtes, 5^o ou de mutation d'inscriptions nominatives se combinant avec des opérations sur les rentes au porteur ou mixtes, il y a lieu de

fournir, toujours en double expédition, un bordereau spécial pour chaque opération.

Les envois de titres, faits sous pli chargé, à l'Agent comptable des reconversions et renouvellements, lui seront confirmés par une lettre d'avis adressée séparément, dans la forme ordinaire et sous pli non chargé; cette lettre d'avis portera le même numéro d'ordre que les bordereaux afférents.

161. — Dans les cinq jours qui précèdent le détachement du coupon, il ne doit être adressé aucun titre de rente au porteur ou mixte sans qu'au préalable, le coupon arrivant à échéance ait été détaché et laissé entre les mains de la partie¹.

FORMULE N° 2

Décharge notariées à produire en cas de perte d'un récépissé de dépôt de titres au porteur ou mixtes².

Par-devant M^e....., notaire à.....

A comparu M. François Tissot, employé, demeurant à

Lequel, par ces présentes a expliqué d'abord qu'il avait déposé à la Trésorerie générale de....., le....., pour en obtenir le *renouvellement* (ou autre opération), un titre de rente 3 p. 100 au porteur n°..... de 50 francs de rente; qu'on lui a délivré le même jour un récépissé de ladite somme de rente, portant le n°.....; que ce récépissé a été égaré depuis et que toutes les recherches faites pour le retrouver sont restées infructueuses.

Et que, sur sa décharge, le Trésor a consenti à lui remettre l'inscription de 50 francs de rente 3 p. 100 n°....., qui remplace, par suite de *renouvellement*, celle n°....., objet du récépissé.

Par suite de cette remise, M. Tissot, comparant, a déclaré, par ces présentes, donner décharge entière et définitive au Trésor public de l'inscription ci-dessus désignée, renonçant pour lui et ses héritiers ou ses ayants droit, à jamais se prévaloir dudit récépissé dans le cas où il serait retrouvé.

L'expédition de la présente déclaration devant être produite à M. le Trésorier payeur général de..... pour lui servir de quittance.

Dont acte³.

Fait et passé....., etc.

1. Circ. D. I., 20 mars 1877.

2. Cette décharge doit être dressée en minute.

3. Modèle annexé à la circ. D. I. du 1^{er} octobre 1883, n° 76.

SECTION II

Achats, ventes, arbitrages de rentes au porteur.

1 §. Règles générales.

162. — Nous avons dit, *supra* n° 54 et suivants, que les rentes au porteur pouvaient être transmises de gré à gré, sans le concours d'aucun intermédiaire, cependant, ce mode de procéder n'étant pas exempt de dangers pour l'acquéreur, il est prudent de le déconseiller. D'ailleurs, il se présente très rarement dans la pratique.

Les seuls officiers ministériels ayant qualité pour acheter et vendre les rentes sur l'État, sont les agents de change¹, c'est donc à eux que l'on devra s'adresser pour les opérations de ce genre.

Beaucoup d'autres personnes se chargent également de ces négociations, ce sont les banquiers, établissements de crédit, etc., seulement, ceux-ci ne sont que des intermédiaires, obligés eux-même de recourir à un agent de change pour sanctionner l'opération.

Toutes les fois que l'on effectuera une vente ou un achat, on devra exiger la production du bordereau de l'agent de change à l'effet de s'assurer que l'opération a été régulièrement effectuée.

Ce bordereau indiquera la date de la négociation, la somme de rente vendue ou achetée, le cours, ainsi que le montant des droits de courtage et de timbre.

163. — **Droit de courtage.** — C'est le décret du 12 juillet 1901

1. Code de com., art. 76.

qui détermine le tarif maximum du courtage qui peut être perçu par les agents de change près la Bourse de Paris.

Ces droits sont les suivants :

Si la négociation est effectuée en vertu de pièces contentieuses, le courtage est de 25 centimes p. 100 de la valeur négociée.

S'il s'agit de négociation au comptant dont le montant total est inférieur à 500 francs, le courtage est de 50 centimes, au delà de 500 francs, il est de 10 centimes p. 100 sur le montant de la négociation.

Enfin pour les marchés à terme, le courtage est de 25 millimes par 3 francs de rente perpétuelle ou amortissable. Il en est de même pour les reports.

Ces droits ne sont pas divisibles entre le vendeur et l'acquéreur, tous deux doivent le supporter en entier.

Dans les bourses de province, le taux du courtage peut différer, attendu qu'il est déterminé par les chambres syndicales en conformité du décret du 7 octobre 1890.

Un décret du 17 novembre 1894 a fixé les droits de courtage à percevoir par les agents de change en exercice près des bourses de commerce non pourvues de parquet pour les négociations d'effets publics.

D'après ce décret, les négociations effectuées en vertu de pièces contentieuses sont passibles du droit de $1/4$ p. 100, soit 25 centimes p. 100 (toute pièce autre qu'une simple procuration est réputée contentieuse).

Les négociations au comptant, qu'elles concernent des rentes françaises, des bons du Trésor, des actions ou obligations de chemins de fer, donnent lieu à la perception d'un droit de $1/8$ p. 100, c'est-à-dire 125 millimes p. 100.

Les négociations à terme sont tarifées à raison de 20 francs pour 1 500 francs de rente.

164. — Droit de timbre. — Toutes les opérations de bourse ayant pour objet l'achat ou la vente de valeurs quelconques, même de rentes sur l'État, bons du Trésor, promesses d'inscriptions de rentes, ont été soumises par la loi du 28 avril 1893,

art. 28, à un droit de timbre dont la quotité fut alors fixée à 5 centimes par 1 000 francs ou fraction de 1 000 francs. Mais une seconde loi du 28 décembre 1895 a, dans son article 8, réduit ce droit des $\frac{3}{4}$ lorsque l'opération est relative à des rentes sur l'État français. Ce droit se calcule sur le montant de l'opération d'après le taux de la négociation, il n'est pas soumis aux décimes et est réduit de $\frac{1}{2}$ pour les opérations de report. Toute fraction de centime dans la liquidation du droit donne lieu à la perception du centime entier au profit du Trésor¹.

Toute négociation supposant un vendeur et un acquéreur, c'est-à-dire une vente et un achat correspondants, il est essentiel de remarquer à ce sujet que le tarif de 5 centimes par 1 000 francs n'est pas applicable à l'ensemble de la négociation mais à chacune des opérations distinctes dont elle se compose ; en d'autres termes, il est dû 5 centimes par 1 000 francs pour l'achat, et 5 centimes par 1 000 francs pour la vente.

En conséquence, si le même jour, un assujetti, agissant pour son compte ou pour le compte d'autrui, achète en une ou plusieurs fois, 20 000 francs de rente et en revend 10 000 de la même manière, la taxe n'est pas due seulement sur le reliquat de ces opérations, elle est exigible et doit être assise distinctement sur le montant total de chaque opération d'achat et de chaque opération de vente.

1. Loi 28 avril 1893, art. 28. « À partir du 1^{er} juin 1893, toute opération de bourse ayant pour objet l'achat ou la vente, au comptant ou à terme, de valeurs de toute nature donnera lieu à la rédaction d'un bordereau soumis à un droit de timbre dont la quotité est fixée à 5 centimes par 1 000 francs ou fraction de 1 000 francs du montant de l'opération calculé d'après le taux de la négociation. — Ce droit n'est pas soumis aux décimes. Il est réduit de $\frac{1}{2}$ pour les opérations de report. »

Loi 28 décembre 1895, art. 8. « Le droit de timbre auquel l'article 28 de la loi du 28 avril 1893 soumet toute opération de bourse ayant pour objet l'achat ou la vente, au comptant ou à terme de valeurs de toute nature, est réduit des $\frac{3}{4}$ lorsque l'opération est relative à des rentes sur l'État français. — Toute fraction de centime dans la liquidation du droit donne lieu à la perception du centime entier au profit du Trésor. — Est et demeure maintenue la disposition de l'article 28 précité, relative aux opérations de report. »

De même, en cas d'arbitrage, c'est-à-dire de vente et d'achat simultanés de valeurs diverses par la même personne, la taxe doit être perçue, non sur le solde du marché, mais distinctement sur le montant des opérations d'achat et sur le montant des opérations de vente¹.

165. — Les achats de rentes effectués par les caisses d'épargne avec les fonds des déposants sont effectués sans autres frais que ceux de timbre.

166. — Les Trésoriers payeurs généraux sont chargés d'office, à la volonté des particuliers, d'opérer pour leur compte et sans frais, sauf ceux de courtage et de timbre justifiés par bordereaux d'agents de change, toutes les ventes et achats de rentes qu'ils jugeront à propos de leur confier².

Les achats et ventes de rentes que les Trésoriers payeurs généraux sont chargés d'opérer d'office à la volonté des habitants des départements, conformément à l'article 21 de l'ordonnance du 14 avril 1819, ne pourront donner lieu à aucun recours en garantie contre le Trésor public³.

Ces dispositions, qui, à l'origine, ne s'appliquaient qu'aux Trésoriers payeurs généraux ont été étendues par la suite aux Receveurs particuliers des finances⁴, puis au Caissier payeur central du Trésor à Paris⁵ et enfin, aux percepteurs, mais avec beaucoup de restrictions⁶.

167. — Lorsque les négociations de rentes ont lieu par l'intermédiaire d'un comptable du Trésor ou directement par

1. Inst. de l'enreg., 30 mai 1893, n° 2840.

2. Ord. royale 14 avril 1819, titre VI, art. 21; — Loi 28 avril 1893, art. 28.

3. Ord. 8 décembre 1832, art. 6, confirmée par loi 24 avril 1833, art. 3. Loi 24 décembre 1896.

4. Instr. gén. 20 juin 1859, art. 1156; — Circ. mouv. gén. des fonds, 20 mars 1866.

5. Décret 6 juin 1883, art. premier. « Le caissier payeur central du Trésor public à Paris, est chargé d'opérer, pour le compte des habitants du département de la Seine, et sans frais, sauf ceux du timbre et de courtage justifiés par bordereaux d'agent de change, les ventes et achats de rentes et valeurs du Trésor public que les Trésoriers payeurs généraux sont chargés d'effectuer dans les départements par l'article 21 de l'ordonnance du 14 avril 1819. »

6. Arr. min. Fin. 13 février 1900; — Circ. comp. publ., 27 avril 1900.

un agent de change de la capitale, les anciens titres sont annulés et il est délivré à l'acheteur des titres nouveaux munis de tous leurs coupons. Il en est autrement pour les négociations effectuées par les agents de change de province; ceux-ci livrent à l'acheteur le titre du vendeur tel qu'il existe, à moins qu'il ne possède plus de coupons, cas dans lequel ils procèdent généralement eux-mêmes au renouvellement afin de faciliter la négociation.

168. — Les coupons de rentes se détachant des titres quinze jours avant leur échéance ainsi qu'il a été dit, *supra* n° 128, il s'ensuit que pour toutes les négociations effectuées entre l'époque du détachement et celle de l'échéance, le coupon du trimestre en cours sera acquis au vendeur et le titre sera livré à l'acquéreur avec jouissance du premier jour du terme suivant.

§ 2. *Achats, ventes et arbitrages de rentes au porteur par l'entremise des Receveurs des finances.*

169. — Lorsqu'une personne désire acheter ou vendre des rentes sur l'État par l'intermédiaire d'une Trésorerie générale ou d'une Recette particulière, elle doit tout d'abord effectuer le dépôt, soit de la somme nécessaire à l'acquisition (y compris les frais de courtage et droits de timbre), soit des titres dont elle demande la réalisation. En échange de ce dépôt, il lui est délivré une reconnaissance extraite d'un livre à souche conforme au modèle prescrit par l'instruction du 1^{er} mai 1819. Il existe un livre spécial pour les achats (modèle n° 381) et un autre pour les ventes (modèle n° 382).

Si la somme de rente à acheter est destinée à être jointe à une inscription au porteur déjà existante, la partie remettra cette inscription en même temps que les fonds et la reconnaissance qui lui sera délivrée constatera cette remise.

170. — Cette reconnaissance de dépôt ainsi que le reçu de

la partie sont soumis aux droits de timbre de 10 centimes prescrit par l'article 18 de la loi du 23 août 1871¹.

171. — Il est ensuite établi un bordereau appelé, selon le cas, commission d'achat ou commission de vente².

Lorsqu'il s'agit d'un achat, la commission doit énoncer notamment le montant du capital versé et, si la partie le déclare formellement, le chiffre de rente à acquérir — la nature du fonds demandé — la jouissance du titre ainsi que le taux et le jour fixé pour la négociation.

S'il s'agit d'une vente, la commission contiendra la désignation des titres par sommes de rentes, numéros, nature de fonds et fera savoir le taux et le jour désigné pour la vente.

Ces commissions ne peuvent comprendre que des rentes appartenant à la même personne et que des opérations concernant un même fonds. Il faut donc établir autant de commissions qu'il y a de personnes et de fonds distincts³.

172. — Les ordres peuvent être donnés, soit au cours moyen, soit à un cours limité.

Cours moyen. — Généralement, ces opérations sont demandées au cours moyen et, dans ces termes, elles ne sauraient éprouver une difficulté sérieuse. Toutefois, il arrive assez fréquemment que les parties, tout en voulant profiter du cours moyen, désirent ne pas dépasser un certain taux et expriment leur intention par ces mots : « au cours moyen, mais pas au-dessus de ou au-dessous de » selon qu'il s'agit d'un achat ou d'une vente.

Les opérations au cours moyen ayant toujours lieu entre les agents de change avant la bourse et, d'un autre côté, ce cours moyen ne pouvant être déterminé qu'après la bourse, par le rapprochement des divers cours constatés pendant la durée des négociations, il est tout à fait impossible à ces

1. Déc. min. Fin. 7 juillet 1874.

2. Circ. mouv. gén. des fonds 21 mars 1822, n° 3 ; — 6 septembre 1829, n° 4 ; — 26 juin 1833, n° 5 ; — 30 avril 1859, n° 3 ; — 10 octobre 1859, n° 7.

3. Circ. mouv. gén. des fonds, 26 juin 1833, n° 5 ; — 11 juillet 1860, n° 3.

agents de se rendre compte à l'avance de ce que pourra être la moyenne de ces différents cours et, par conséquent, s'il leur sera possible de se renfermer dans la limite qui leur est indiquée.

Pour cette raison, on devra s'abstenir dans les commissions, de toutes mentions restrictives semblables à celle ci-dessus indiquée ou de toutes autres qui impliqueraient par leur forme une contradiction susceptible d'empêcher la réalisation de l'ordre.

173. — Cours limité. — Les commissions données avec indication du cours auquel l'opération doit avoir lieu, ne sont valables que pendant dix jours de bourse à compter de celui où l'ordre a été transmis à la Chambre syndicale¹, passé ce délai, la commission devient nulle et non avenue.

Si la partie désire maintenir son ordre pour une nouvelle période de dix jours, elle devra le faire au moyen d'une nouvelle commission et non par une simple lettre de prorogation ou une dépêche télégraphique.

Dans le cas contraire, si le signataire d'une commission désirait annuler un ordre donné, les comptables pourraient, mais dans ce cas seulement, notifier par télégramme, à la chambre syndicale, l'annulation dont il s'agit en se faisant donner réserve écrite et expresse en ce qui concerne les conséquences de l'emploi de ce mode de correspondance. Un double du télégramme devrait être, en même temps, transmis à la Direction du mouvement général des fonds.

174. — Les commissions de ventes ou d'achats doivent, en principe, être signées de la partie ; toutefois, une personne connue du comptable comme ayant son domicile dans le département peut être admise, si elle désire ne pas se déplacer, à faire sa demande par une lettre ou par un intermédiaire. S'il s'agit d'une lettre, celle-ci est annexée à la commission.

Quant aux personnes qui déclareraient ne pouvoir ou ne

1. Circ. 9 septembre 1823 ; — 26 juin 1833.

savoir signer, il en est fait mention par le comptable sur la commission¹.

175. — Les Trésoriers payeurs généraux et Receveurs particuliers doivent adresser le jour même du dépôt les titres et commissions directement par pli chargé au Syndic de la compagnie des agents de change de Paris. Ils ne pourraient adresser ces pièces à un autre agent de leur choix ou du choix de la partie ainsi qu'ils pouvaient le faire avant 1862. Cette modification a été apportée dans le but d'accélérer ces opérations².

La franchise postale est accordée à ces envois mais seulement pour les commissions et toutes les pièces et titres s'y rapportant et non pour les lettres manuscrites, lesquelles devront toujours être adressées non pas au Syndic des agents de change, mais à la Direction du mouvement général des fonds³.

176. — Avant leur envoi au Syndic, les titres doivent être frappés du timbre *annulé pour échange* attendu que le Trésor délivre des nouvelles inscriptions au fur et à mesure de chaque opération constatée, notamment par transfert d'agent de change. Ce timbre est apposé tant sur le corps même de l'inscription que sur tous les coupons adhérents⁴.

Cette annulation pour échange ne doit pas avoir lieu en ce qui concerne les promesses de rentes, attendu que le Trésor ne procède pas au remplacement de ces titres.

Les titres au porteur étant vendus le jour même de leur arrivée à la Chambre syndicale, il n'est pas obligatoire de détacher les coupons dans les cinq jours qui précèdent l'époque fixée pour ce détachement si les titres doivent parvenir avant cette époque à ladite Chambre syndicale.

177. — En outre de la commission, il est établi par le comp-

1. Circ. mouv. gén. des fonds n° 3, du 11 juillet 1860, § VI.

2. Circ. mouv. gén. des fonds n° 20, du 21 août 1862; — 20 mai 1873, § 1, 31 décembre 1897, n° 486, pour les recettes particulières.

3. Circ. 12 mars 1883, § v; — 31 décembre 1897, § 1.

4. Circ. mouv. gén. des fonds n° 11, 28 octobre 1863, § III et pour les recettes part., 30 juillet 1874, n° 15.

table un état récapitulatif conforme au modèle prescrit par les circulaires des 20 mai 1873 et 31 décembre 1897.

Cet état contient les énonciations relatives aux commissions, soit : le numéro d'ordre faisant partie pour chaque arrondissement d'une série non interrompue allant du 1^{er} janvier au 31 décembre. Toutefois, les commissions déjà exécutées qui n'ont été renvoyées dans les départements qu'à fin de régularisation de pièces ne doivent plus être portées sur les états que pour mémoire lorsqu'elles sont réexpédiées à Paris après régularisation. — Le taux de vente ou d'achat — la nature du fonds — le nombre de commissions ainsi que le total des capitaux à employer ou des rentes à vendre.

Lorsque les dépôts sont faits à une Recette particulière, le receveur doit aviser le Trésorier payeur général des ordres qu'il aura reçus et adressés à Paris, en lui faisant parvenir une copie dudit état récapitulatif.

L'état récapitulatif est destiné à la Direction du mouvement général des fonds, mais il est adressé au Syndic des agents de change sous même pli que la commission.

178. — Si l'achat de rente comporte en même temps réunion de la nouvelle inscription à des anciennes, il est très essentiel qu'il en soit fait mention ostensiblement tant sur l'état récapitulatif que sur la commission à laquelle sont jointes les inscriptions à réunir ¹.

Il est aussi très essentiel, dans le cas où le vendeur ne désire vendre qu'une partie de son titre, que les Receveurs des finances indiquent exactement sur la commission et sur l'état récapitulatif, la portion de rente qui doit être vendue ².

179. — Quand l'opération d'achat ou de vente a été effectuée par la chambre syndicale des agents de change de Paris, celle-ci règle avec le Trésor public. Elle lui remet tout d'abord un duplicata des bordereaux de négociation, lequel est ensuite transmis immédiatement par la Direction du mouvement

1. Circ. mouv. gén. des fonds, 11 juillet 1860, § xiii.

2. Circ. mouv. gén. des fonds, 11 juillet 1860, § xviii.

général des fonds aux Trésoriers généraux qui se trouvent ainsi avisés de l'exécution des opérations.

Puis, s'il s'agit d'un achat, les titres, ainsi que les primata des bordereaux sont envoyés par la Caisse centrale aux Trésoriers généraux et, s'il s'agit d'une vente, le primata et l'avis de crédit sont adressés séparément à ces derniers par la Direction du mouvement général des fonds.

Lorsqu'il existe un solde de vente, les titres pour solde sont adressés par la Caisse centrale.

180. — Les envois que font les Receveurs particuliers à la chambre syndicale ont lieu, avons-nous dit, directement, sans passer par l'intermédiaire des Trésoriers payeurs généraux, il n'en est pas de même pour les envois par la Chambre syndicale ou par le Trésor public aux Receveurs particuliers, ceux-ci doivent obligatoirement passer par la voie hiérarchique des Trésoriers généraux.

Les Receveurs des finances doivent, dès la réception des titres ou dans les vingt-quatre heures de l'avis de crédit, aviser les parties que les titres achetés ou les fonds provenant du prix de la vente sont à leur disposition. C'est dans ce but que les carnets d'achats et de ventes doivent mentionner non seulement le nom mais encore l'adresse des déposants ¹.

Si, comme il arrive presque toujours, la somme employée à l'achat n'est pas exactement la même que celle qui a été versée, les comptables restituent aux parties intéressées, sur leur quittance, ou se font rembourser le montant de la différence.

181. — Arbitrages. — Les arbitrages donnent lieu à l'établissement d'une commission de vente et d'une commission d'achat; ils doivent toujours figurer sur les deux états récapitulatifs des ventes et des achats ².

Les arbitrages de valeurs françaises contre des rentes sur l'État entrent dans la compétence des Trésoriers généraux

1. Circ. mouv. gén. des fonds, 11 juillet 1860, § xvii et xxii; — Circ. comp. pub., 3 octobre 1874, n° 1151.

2. Circ. mouv. gén. des fonds, 12 mars 1883, § 1.

depuis la décision ministérielle du 20 mars 1866. Quant aux arbitrages de valeurs étrangères contre les mêmes rentes, ils ne datent que de la circulaire du mouvement général des fonds du 31 décembre 1897, laquelle a autorisé les Trésoriers payeurs généraux à recevoir des ordres de ventes de valeurs étrangères lorsque ces ordres seraient accompagnés d'ordres d'achats simultanés pour une somme équivalente de rentes françaises, de valeurs du Trésor, ou de fonds directement garantis par le gouvernement français.

§ 3. *Achats de rentes au porteur par l'intermédiaire des percepteurs.*

182. — La participation des percepteurs dans les opérations d'achats ou ventes de rentes, date seulement de l'arrêté ministériel du 13 février 1900. Elle est subordonnée à certaines conditions qui sont énumérées dans une circulaire de la comptabilité publique en date du 27 avril 1900 et qui ont principalement pour objet d'éviter la constitution, chez les percepteurs, d'encaisses trop considérables ou d'un portefeuille de titres au porteur dont la valeur pourrait se trouver dans certaines circonstances hors de proportion avec l'importance de l'emploi et le cautionnement du comptable.

C'est pour ce motif qu'il est interdit aux percepteurs de recevoir de la même personne et dans la même journée des commissions d'achats pour plus de 100 francs de rente.

D'autre part, si le déposant désire réunir les inscriptions à provenir de l'achat à d'autres titres du même fonds, ces derniers ne devront être acceptés par les percepteurs que s'ils sont nominatifs ou mixtes.

Le règlement d'un achat de rente au porteur ne pourra être effectué qu'à la caisse du Receveur des finances.

Les percepteurs ne peuvent pas recevoir des demandes de ventes de rentes au porteur.

Les demandes d'achats ou de ventes de rentes par l'intermédiaire des percepteurs devront être formées exclusivement à la résidence de ces comptables.

Parmi les percepteurs, il en est certains qui ne peuvent prendre aucune part aux opérations d'achat ou vente de rentes, ce sont ceux qui résident dans une ville chef-lieu de département ou d'arrondissement et ceux qui n'ont pas à leur résidence un bureau de poste ou qui en sont tout au moins très éloignés.

183. — Tout achat de rente, par l'entremise d'un percepteur, nécessite le dépôt préalable, à la caisse de ce comptable, des fonds nécessaires pour la réalisation de l'acquisition. Il est délivré, en échange de ce dépôt, un reçu extrait d'un carnet à souche conforme au modèle n° 1 joint à la circulaire précitée du 27 avril 1900.

Ces carnets, de 50 ou 100 feuillets, sont numérotés par les soins du Receveur des finances qui affecte à chaque perception une série spéciale de numéros, et frappe chaque reçu de son timbre sec.

Chaque feuillet comprend : une souche, un reçu proprement dit destiné à la partie et timbré à 10 centimes et un talon ou volant à adresser au Receveur des finances.

184. — Le percepteur fait ensuite signer à la partie une commission comme il a été dit *supra* n°s 171 et suivants, et adresse au Receveur des finances, le jour même et sous pli chargé :

- 1° La commission d'achat;
- 2° Les talons des reçus remis aux parties et indiquant exactement leur adresse ;
- 3° Un bordereau récapitulatif des commissions d'achat (modèle n° 2, circ. du 27 avril 1900) ;
- 4° Et en outre la quittance à souche constatant le versement à titre de *fonds de subvention pour le service du Trésor*.

185. — Au reçu de ces pièces, le Receveur délivrera pour ordre une reconnaissance non timbrée pour chacune des opérations commencées par le percepteur qui a transmis l'ordre

d'achat, en ayant soin de mentionner sur cette quittance ainsi que sur la souche correspondante, la perception qui a transmis l'ordre d'achat ainsi que le numéro du reçu délivré par le percepteur; il renverra à ce comptable, revêtu de son accusé de réception, le bordereau récapitulatif.

Le même jour, le Receveur des finances adressera à la partie versante une lettre imprimée affranchie au tarif réduit; l'informant que le percepteur de..... a donné avis à la Recette des finances du versement de..... francs effectué à sa caisse le..... en vue d'un achat de..... francs de rente et que l'ordre d'achat a été transmis à la chambre syndicale des agents de change de Paris.

Puis il est procédé comme si l'achat avait lieu entièrement par le Receveur des finances.

Celui-ci inscrira les commissions cumulativement avec celles reçues dans ses bureaux sur les états récapitulatifs de son propre arrondissement en leur donnant un numéro appartenant à la série en cours¹.

186. — Au reçu des titres achetés, le Receveur des finances préviendra l'intéressé d'avoir à se présenter le plus tôt possible à la recette des finances muni du reçu délivré par le percepteur afin de prendre livraison de ses titres et de procéder au règlement de l'opération en touchant le reliquat ou en versant le complément selon le cas.

SECTION III

Renouvellement des inscriptions de rentes au porteur².

187. — Les inscriptions de rentes au porteur sont munies de coupons trimestriels au moyen desquels a lieu le paiement

1. Circ. mouv. gén. des fonds, 31 décembre 1897, § 1.

2. V. *supra*, n^{os} 154 et suivants.

des arrérages. Ces coupons que le rentier détache au fur et à mesure de leur échéance respective sont au nombre de vingt pour les rentes 3 p. 100 perpétuel et de quarante pour les rentes 3 p. 100 amortissable, ce qui représente une durée de cinq ans pour les uns et de dix ans pour les autres. (Les titres mixtes sont créés pour dix ans avec quarante coupons d'arrérages.)

Lorsque tous les coupons échus sont détachés du titre, le rentier se trouve désormais dans l'impossibilité de recevoir ses arrérages, il doit alors demander au Trésor le renouvellement de son inscription en la déposant de la façon indiquée *supra* n^{os} 154 et suivants à la caisse de l'un des comptables désignés à cet effet. Ce dépôt ne peut être fait qu'après l'échéance du dernier coupon, ou, au plus tôt, dans les quinze jours du détachement de ce coupon.

Les renouvellements sont effectués sans aucuns frais pour le rentier.

188. — L'inscription nouvelle qui est délivrée en suite de cette opération l'est toujours avec jouissance du trimestre courant et cela quelle que soit la jouissance de l'ancienne inscription, seulement, s'il s'est écoulé un ou plusieurs trimestres depuis le détachement du dernier coupon figurant à l'inscription primitive, la Dette Inscrite délivre au rentier un nombre équivalent de *coupons de rappel* pour lui permettre de toucher les trimestres arriérés.

Ces coupons, appelés aussi *coupons visés*, de ce qu'ils sont visés au Contrôle central, à Paris, portent le numéro de l'ancienne inscription et non celui de la nouvelle. Ils sont délivrés en conformité de la décision ministérielle du 2 juin 1836.

SECTION IV

Réunion, division des inscriptions de rentes
au porteur.

189. — L'unité de compte étant le principe fondamental de la loi organique du Grand-Livre¹, il en résulte que toutes les inscriptions de rentes appartenant à une même personne doivent en principe être réunies en une seule et qu'aucune inscription ne doit être divisée sans une cause légitime. Il y a de ce chef, un intérêt considérable tant pour le Trésor dont on simplifie les écritures et la comptabilité que pour le rentier dont on diminue le nombre des titres tout en lui conservant le même chiffre de rente.

Ce principe s'applique surtout aux rentes nominatives; quant aux rentes au porteur, bien qu'elles y soient pareillement soumises, il sera toujours loisible à leur propriétaire de ne pas les faire réunir ou même de les faire diviser, sans que le Trésor puisse en aucun cas soit leur imposer la réunion, soit leur refuser la division.

190. — Beaucoup de rentiers s'abstiennent de faire réunir leurs inscriptions dans la crainte de complications au cas de vente partielle; cette crainte est illusoire, car il est toujours possible à un rentier de vendre n'importe quelle quotité d'une inscription sans que cela entraîne à des longueurs de temps ou à des frais supplémentaires.

191. — Pour les réunions ou divisions de titres au porteur il suffira au rentier de déposer ses inscriptions en la forme indiquée, *supra* n° 154, et de faire connaître le nombre et la quotité des coupures qu'il désire en échange, en tenant compte, bien entendu, de celles qui existent².

1. Loi du 24 août 1793, art. 2.

2. Arr. min., 3 novembre 1834, art. 5.

Les inscriptions à réunir doivent dépendre du même fonds. et, s'il s'agit de rentes 3 p. 100 amortissable, appartenir à la même série.

Ces inscriptions ne sont pas astreintes à un bordereau d'envoi spécial, elles peuvent figurer sur un bordereau comportant des inscriptions à renouveler.

SECTION V

Reconversion des rentes au porteur en rentes nominatives ou mixtes.

192. — Nous avons dit, *supra* n° 82, que la forme primitive des rentes était la forme nominative; or, s'il existe des inscriptions au porteur ce ne peut être que par suite d'un changement apporté dans la configuration de ces rentes, c'est-à-dire d'une conversion.

L'opération contraire qui consiste à mettre les rentes du porteur au nominatif ne fait donc que rétablir ces rentes dans leur forme première, c'est une conversion nouvelle mais une conversion en arrière, d'où le nom de *reconversion* donné à ce genre d'opération.

193. — L'ordonnance royale du 29 avril 1831 qui a autorisé la conversion des rentes du nominatif au porteur a prévu en même temps leur reconversion, c'est ainsi que son article 7 dispose :

« Les rentes au porteur seront, à la première demande qui en sera faite, converties en rentes nominatives, sur le dépôt qui sera opéré au Trésor de l'extrait d'inscription dont la reconversion sera réclamée, accompagné d'un bordereau certifié par le déposant, indiquant ses qualités et son domicile, et désignant avec exactitude les noms et prénoms auxquels la rente nouvelle devra être inscrite. »

En réalité, la certification d'un bordereau par le déposant n'est pas exigée, il suffit que celui-ci dépose ses titres à un des comptables chargés de les recevoir (V. n° 154) en indiquant le libellé exact de l'inscription qu'il désire.

Quant aux énonciations que doit ou que peut contenir le libellé, il y a lieu de s'en référer à ce qui a été dit au n° 81.

194. — Le décret du 18 juin 1864, sur la création des rentes mixtes contient également : « Les inscriptions au porteur pourront sur la simple remise des titres, être échangées contre des inscriptions nominatives pourvues de coupons. » Cet échange n'exige aucune justification particulière, il s'opère sur la simple remise des titres, appuyée d'un bordereau signé par le déposant¹.

Il en est de même pour les reconversions d'inscriptions mixtes en inscriptions purement nominatives².

195. — La reconversion des inscriptions au porteur en inscriptions mixtes ne peut avoir lieu qu'autant que le titulaire à inscrire, a la pleine et entière disposition de ses biens; ainsi le tuteur désirant satisfaire aux prescriptions de la loi du 27 février 1880, art. 4, ne pourra obtenir la reconversion en inscriptions mixtes des rentes au porteur recueillies par un mineur ou par un interdit.

Les reconversions ne peuvent s'opérer qu'avec la jouissance des coupons non détachés³.

SECTION VI

Rétablissement des rentes au porteur.

196. — Lorsqu'il s'est écoulé cinq années et un trimestre depuis l'échéance du dernier coupon dont les titres au porteur ou mixtes sont munis, ces titres sont portés d'office au *compte*

1. Circ. D. I., 15 juillet 1864, § vi.

2. Circ. D. I., 15 juillet 1864, § vii.

3. Ordonnance royale, 10 mai 1831, art. 4.

spécial des portions non réclamées, et leurs propriétaires ne peuvent plus effectuer sur ces rentes aucune opération quelconque sans avoir obtenu, au préalable, leur rétablissement.

Le compte spécial des portions non réclamées, dont il est ici question, fut établi par une décision ministérielle du 11 mai 1810, mais ce n'est que depuis une autre décision en date du 26 avril 1825 qu'il comprend les inscriptions de rentes qui ont été rejetées des états d'arrérages pour cause de non-paiement depuis plus de cinq ans.

197. — Les rentes inscrites à ce compte, quelle que soit leur origine, ne pourront plus en être extraites et réinscrites au Grand-Livre qu'en vertu d'une autorisation spéciale du ministre des Finances¹.

Cette autorisation n'est accordée que sur la production de l'extrait d'inscription et d'une demande de rétablissement.

Cette demande doit être rédigée sur timbre et dûment légalisée par le maire et le préfet. (Voir formule n° 8.)

Pour les rétablissements de rentes mixtes les pièces à produire sont les mêmes que pour les rentes purement nominatives. (Voir *infra*, n°s 274 et suivants.)

198. — La décision ministérielle qui autorise le rétablissement fixe en même temps le point de départ des arrérages auxquels le rentier a droit. Ce rappel ne peut être supérieur à cinq années plus le terme courant s'il y a lieu.

SECTION VII

Remplacement des titres de rentes au porteur perdus, volés ou détruits.

199. — Les inscriptions de rentes au porteur perdues, volées ou détruites n'ont pas toujours profité du bénéfice du remplacement, c'est ainsi qu'à l'origine, le Trésor, considérant

1. Arr. min. Fin., 2 mai 1840, art. 2.

que le décret du 3 messidor an XII ne concernait que les inscriptions nominatives et qu'aucune disposition de loi ou ordonnance ne l'obligeait à remplacer les inscriptions de rentes au porteur adirées, se refusait invariablement à la délivrance de tous nouveaux titres¹.

200. — Cette jurisprudence confirmée notamment par une décision ministérielle en date du 7 septembre 1839, dura jusqu'au 4 décembre 1850, époque à laquelle fut prise une nouvelle décision ministérielle qui autorisa, sous certaines conditions, le remplacement des inscriptions de rentes au porteur.

Dès lors, et sous l'empire de cette dernière décision, les tiers qui prétendaient ou se faisaient reconnaître légitimes propriétaires d'inscriptions de rentes au porteur, pouvaient obtenir la délivrance d'un nouveau titre à la charge de fournir préalablement un cautionnement en rentes nominatives, pour un temps illimité, d'une valeur égale au montant de l'inscription déclarée perdue ou adirée.

Ces cautionnements devaient, en outre, être augmentés d'une somme suffisante pour répondre dans les mêmes termes, tant des coupons des titres adirés qui viendraient à être pré-

1. Décr., 3 messidor, an XII : « ARTICLE PREMIER. — A l'avenir, il ne sera plus délivré de duplicata des extraits d'inscriptions au Grand-Livre des 5 p. 100 consolidés et de la Dette viagère.

« ART. 2. — Les rentiers qui auraient perdu leurs extraits d'inscriptions en feront la déclaration devant le maire de la commune de leur domicile. Cette déclaration faite en présence de deux témoins, qui constateront l'individualité du déclarant, sera assujettie au droit fixe d'enregistrement de 1 franc.

« ART. 3. — Ladite déclaration sera rapportée au Trésor public. Après en avoir fait constater la régularité, le Ministre du Trésor public autorisera le Directeur du Grand-Livre à débiter le compte de l'inscription perdue et à la porter à un compte nouveau par un transfert de forme ; il sera remis au réclamant un extrait original de l'inscription de ce nouveau compte.

« ART. 4. — Le transfert de forme autorisé par l'article précédent aura lieu dans le semestre qui suivra celui pendant lequel la demande d'un nouvel extrait d'inscription aura été adressé au Ministre du Trésor public. »

Une exception au principe posé par l'article premier ci-dessus a été apportée par le décret du 5 août 1908, qui a autorisé la délivrance de duplicata pour les extraits d'inscriptions de rentes ayant appartenu aux établissements publics du culte, supprimés par la loi du 9 décembre 1905.

sentés au paiement, que des années d'arrérages dont l'acquit pourrait être réclamé au Trésor lors de la présentation de l'inscription au porteur déclarée perdue¹.

201. — Depuis la décision précitée du 4 décembre 1850, deux grandes réformes ont été apportées dans le mode de remplacement des inscriptions au porteur.

La première de ces modifications est relative à la durée du cautionnement qui, au début était illimitée et fut réduite à vingt ans d'après la loi du 15 juin 1872 dont l'article 16 § 2 est ainsi conçu :

« Toutefois, les cautionnements exigés par l'administration des finances pour la délivrance des duplicata de titres perdus, volés ou détruits seront restitués si, dans les vingt ans qui auront suivi, il n'a été formé aucune demande de la part des tiers porteurs soit pour les arrérages, soit pour le capital. Le Trésor sera définitivement libéré envers le porteur des titres primitifs sauf l'action personnelle de celui-ci contre la personne qui aura obtenu le duplicata. »

La deuxième modification résulte de la décision ministérielle du 8 juillet 1890.

Jusqu'à cette date, le cautionnement à fournir au Trésor en garantie du *capital* de la rente adirée, devait être constitué au moyen d'une inscription nominative *distincte* du titre à remplacer : mais cette jurisprudence qui, dans la pratique, avait soulevé de nombreuses réclamations puisqu'elle obligeait les rentiers à faire préalablement au remplacement, l'avance des sommes nécessaires à l'acquisition de l'inscription réclamée, fut, après beaucoup d'hésitations de la part de la Dette Insrite, abandonnée et remplacée par la nouvelle façon de procéder que nous indique la décision ministérielle du 8 juillet 1890 actuellement en vigueur.

202. — Aujourd'hui, le rentier qui aura perdu ou détruit une inscription au porteur n'est plus astreint à verser un cautionnement préalable pour le capital de la rente ; il peut

1. Arr. min., 16 décembre 1869, art. 42-43.

demander la conversion du titre perdu en une inscription purement nominative à la condition que cette nouvelle rente demeure affectée à la garantie du Trésor pendant vingt ans.

En outre, il y a lieu de déposer, pour la même durée, un cautionnement également constitué en une rente nominative, représentant à la fois cinq années d'arrérages et le montant de tous les coupons restés attachés aux titres disparus ¹.

203. — Si le rentier accepte les conditions qui viennent d'être indiquées, il doit tout d'abord faire sa demande de remplacement au Directeur de la Dette Inscrite (sur timbre et dûment légalisée par maire et préfet, sauf dans le département de la Seine) en déclarant expressément que son intention est de satisfaire aux conditions imposées par la décision du 8 juillet 1890. Il fera connaître, dans cette demande, les numéros des titres, leur somme de rente, la date approximative de leur perte, de leur vol ou de leur destruction, l'époque de paiement du dernier coupon d'arrérages touché, ainsi que ses nom et prénoms tels qu'ils sont portés sur son acte de naissance. Ceux-ci, en effet, doivent figurer sur la nouvelle inscription nominative à provenir du remplacement.

204. — Lorsque, à la diligence de la Dette Inscrite, la décision ministérielle autorisant la restitution des titres au porteur perdus, aura été rendue, le rentier pourra demander au service du contentieux et de l'agent judiciaire du Trésor, quel est le montant du cautionnement à fournir relativement aux arrérages.

Les inscriptions de rente à affecter à ce cautionnement doivent être *directes* et *nominatives*. Elles peuvent être inscrites au nom d'une tierce personne qui aurait fait l'avance des fonds.

205. — Ces inscriptions sont ensuite déposées à Paris, dans les bureaux du service du contentieux au Ministère des Finances et, lors de ce dépôt, la partie est informée du jour où elle pourra se présenter pour signer l'acte d'affectation. (Il

1. Circ. D. I., 27 septembre 1890.

s'écoule en général huit jours entre le dépôt et la signature dudit acte.)

Cet acte est fait en autant d'originaux qu'il y a de parties intéressées. Les frais de timbre sont de 1 fr. 80 pour chaque original.

Indépendamment de l'original auquel il a droit, l'intéressé reçoit un *bordereau d'annuel* au moyen duquel il touche les arrérages de la rente déposée.

Si les rentes ne sont pas immatriculées au nom de la personne assujettie au cautionnement mais au nom d'un tiers prêteur de fonds, c'est ce dernier qui doit signer l'acte d'affectation.

Si l'intéressé n'habite pas Paris et qu'il ne veuille pas se déplacer, il peut se faire représenter par un mandataire de son choix auquel il confère une procuration conforme au modèle ci-après. (V. formule n° 3.)

206. — Ne peuvent être affectées aux cautionnements : les inscriptions appartenant à des mineurs, à des interdits ou à des absents, ou dont les titulaires n'ont pas la pleine propriété ni la libre disposition.

Les inscriptions appartenant à une femme mariée peuvent être engagées avec l'autorisation de son mari, si la titulaire n'est pas mariée sous le régime dotal et si le contrat de mariage ne contient aucune clause contraire à l'affectation. Lors du dépôt des rentes de cette nature, une expédition du contrat est communiquée au service du contentieux, qui la remet aux parties intéressées aussitôt après la signature de l'acte de nantissement.

Quand l'inscription est au nom d'une société en commandite ou en nom collectif, l'associé qui se présente pour constituer le cautionnement justifie de sa qualité et de ses pouvoirs en produisant un extrait de l'acte de société, délivré soit par le greffier du tribunal de commerce, soit par le notaire détenteur de l'acte.

Si l'extrait est délivré par le notaire, cet officier ministériel constate en marge la publication de l'acte de société.

Quand l'inscription est au nom d'une société anonyme, les intéressés sont tenus de produire :

1° Un extrait des statuts ;

2° Un extrait de l'acte attestant le dépôt chez un notaire de la délibération de l'assemblée générale des actionnaires qui a constaté la formation définitive de la société.

3° Un extrait de la délibération du conseil d'administration déléguant un administrateur ou toute autre personne à l'effet de réaliser le cautionnement, ledit extrait signé par le président du conseil d'administration, légalisé et enregistré, et contenant les pouvoirs énoncés dans la procuration dont nous donnons ci-après le modèle 1.

Les Trésoriers payeurs généraux et Receveurs particuliers peuvent servir d'intermédiaire, pour la régularisation de ces opérations.

207. — A l'expiration du délai de vingt ans et s'il ne s'est produit aucune réclamation, le Ministre des Finances, sur la simple demande des ayants droit, pourra autoriser la restitution des inscriptions affectées tant au cautionnement du capital qu'à celui des arrérages.

Si la partie vient à retrouver les titres qu'elle avait perdus avant l'expiration des vingt ans, pareille restitution pourra être ordonnée.

La partie qui réclame la restitution de son cautionnement, doit, dans tous les cas, produire le bordereau d'annuel de la rente déposée et, autant que possible, le double de l'acte d'affectation.

208. — Les rentes affectées en cautionnement étant revêtues d'annotations qui en rendent la circulation impossible, sont l'objet d'un transfert de forme, lors de l'annulation du cautionnement, et c'est le nouveau titre provenant de ce transfert qui est remis aux intéressés.

209. — Dans le cas contraire, si les titres déclarés perdus, volés ou détruits, ou les coupons détachés de ces titres sont

1. Service du contentieux et de l'agent judiciaire du Trésor, note concernant la constitution des cautionnements.

représentés par une tierce personne, le Trésor fera immédiatement vendre ou annuler, en tout ou en partie, les rentes données en nantissement, en vertu d'une simple décision ministérielle et renverra les parties devant les tribunaux.

Les rétablissements ne sont ordinairement autorisés et ordonnés que dans le trimestre qui suit le dépôt de la demande.

210. — Le rentier qui a perdu ou adiré des coupons d'arrérages de rentes au porteur, peut être autorisé, sur sa demande, à en toucher immédiatement le montant moyennant le dépôt préalable d'un cautionnement constitué de la façon indiquée *supra* n^o 202 et suivants et dont la durée est limitée à cinq ans à partir de l'échéance de chaque coupon disparu¹.

Il peut encore obtenir le paiement de ses coupons perdus ou adirés, sans fournir aucun cautionnement. Pour cela il adressera au Directeur de la Dette Inscrite une lettre l'informant de la disparition de ses coupons. Cette lettre, qui sera considérée comme interruptive de la prescription quinquennale, permettra au rentier de réclamer le paiement de chacun de ses coupons, mais seulement après cinq ans de leur échéance respective, et à la condition toutefois qu'il fasse sa demande en paiement avant l'expiration de la sixième année de l'échéance de ces coupons.

Titres au porteur détériorés.

211. — Ce que nous venons de dire au sujet du remplacement des titres au porteur perdus, volés ou détruits s'applique également aux inscriptions qui, sans être détruites complètement, ont néanmoins subi des détériorations suffisantes pour qu'on ne puisse plus reconnaître en elles des inscriptions régulières, tel le cas où manqueraient le numéro, la somme ou les signatures.

212. — Mais si la détérioration ne porte atteinte à aucune des

1. Décret du 4 décembre 1850; — Arr. min., 16 décembre 1869, art. 38.

parties essentielles de l'inscription, le rentier pourra en obtenir le remplacement sur sa simple demande accompagnée du dépôt de l'inscription détériorée.

Cette demande sera établie sur papier timbré et la signature dûment légalisée par maire et préfet.

Les coupons qui seraient détériorés ne peuvent faire l'objet d'un paiement qu'après un visa du bureau central de la Dette Inscrite. Si la détérioration était trop importante, il serait procédé comme il vient d'être dit au n° 210.

FORMULE N° 3

Procuration pour la réalisation d'un cautionnement en rentes en vue d'un remplacement de rentes au porteur perdues, volées ou détruites¹.

Par devant M^e.....

A comparu :

M^r (nom, prénoms, qualité et demeure du constituant).

Lequel a, par ces présentes, constitué pour son mandataire.

M^r (nom, prénoms, qualité et demeure du mandataire).

A qui il donne pouvoir de pour lui et en son nom.

Affecter en cautionnement au Trésor public, pour une durée de vingt ans à partir de la date de l'acte de nantissement, toutes inscriptions de rentes sur le Grand-Livre de la Dette publique de France appartenant au constituant, en garantie de la délivrance qui sera faite au constituant (ou à telle personne désignée) de tous titres de rentes sur l'État nominatifs, en remplacement d'..... inscription..... au porteur lui appartenant, qu'il a déclarée..... adirée..... et aussi en garantie du paiement d'arrérages qui pourraient être réclamés sur l'..... dite..... inscription adirée tant en vertu des coupons qui y étaient adhérents que pour une période quinquennale. A cet effet, signer et passer avec l'agent judiciaire du Trésor public l'acte d'affectation dans les termes formulés par le Trésor public.

Donnant expressément au mandataire le pouvoir de conférer à l'Agent

1. Cette procuration peut être établie par acte notarié (en minute ou en brevet) ou par acte s. s. p. enregistré et légalisé par maire et préfet. Quand le pouvoir est donné par acte s. s. p., le constituant, avant d'apposer sa signature, devra écrire de sa main « Bon pour pouvoir ».

judiciaire du Trésor public le droit spécial et irrévocable, pendant toute la durée du cautionnement, de, pour et au nom du constituant, faire vendre ou annuler en tout ou en partie, en vertu d'une simple décision du Ministre des Finances, et sans qu'il soit besoin d'acte judiciaire, les rentes données en nantissement, pour le cas où les anciens titres ou des coupons détachés de ces titres, seraient représentés au Trésor.!

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, élire domicile et généralement faire et dire tout ce que les circonstances exigeront, promettant l'agrée.

Retirer du Trésor public les bordereaux d'annuel représentatifs des inscriptions et servant à toucher les arrérages, en donner tous reçus et décharges.

Dont acte.

Fait et passé....., etc.

CHAPITRE II

Différentes opérations sur les rentes nominatives ou mixtes.

SECTION I

Règles communes à toutes les opérations sur les rentes nominatives.

213. — Depuis la suppression des inscriptions départementales, toutes, les opérations sur les rentes nominatives ont lieu à Paris, à la Direction de la Dette Inscrite, service de l'agent comptable des transferts et mutations ou de l'agent comptable des reconversions et renouvellements.

214. — Les dépôts de titres de cette nature susceptibles d'une opération quelconque sont effectués soit à Paris, au Ministère des Finances soit dans les départements aux caisses des Trésoriers payeurs généraux, des Receveurs particuliers des finances ou même des percepteurs, lorsque ceux-ci résident en dehors d'un chef-lieu d'arrondissement ou de département.

Chaque dépôt de titre donne lieu à la délivrance d'une reconnaissance ainsi qu'il a été dit *supra* n^{os} 154 et suivants. Cette reconnaissance indiquera en outre le nom patronymique du titulaire.

215. — Si la reconnaissance de dépôt était égarée ou détruite par le déposant, celui-ci pourrait néanmoins obtenir la délivrance des nouveaux titres en échange d'une déclaration de perte de sa reconnaissance établie en la forme indiquée pour les pertes de titres nominatifs.

216. — Les dépôts de titres nominatifs ne doivent être acceptés que si les cases afférentes aux trimestres échus portent l'estampille de paiement. Cependant, lorsque les trimestres échus ne peuvent être touchés soit en raison d'une mention d'inventaire figurant sur l'inscription, soit parce que les cases sont épuisées ou pour toutes autres causes, les titres seront néanmoins reçus tels quels, et il sera alors fait, sur les nouvelles inscriptions à délivrer, un rappel des arrérages échus et non touchés.

Ce rappel d'arrérages a lieu au moyen d'une mention spéciale mise au recto du titre.

217. — Les inscriptions nominatives, à la différence de celles au porteur, ne sont jamais annulées pour échange avant leur envoi à Paris (sauf pour les *transferts* certifiés dans les départements), leur perte ou leur vol n'entraînant pas, en effet, aux mêmes conséquences que pour ces dernières.

Les inscriptions mixtes doivent être annulées tant pour le titre lui-même que pour les coupons.

218. — Les titres nominatifs reçus par les percepteurs sont transmis par eux aux Receveurs des finances le jour même de leur dépôt, avec toutes les pièces justificatives produites à l'appui. Il en est de même pour les Receveurs particuliers qui les transmettent aux Trésoriers généraux. Quant à ces derniers, ils les adressent à la Dette Inscrite, bureau des transferts et mutations, le jour même ou le lendemain au plus tard de leur arrivée ou de leur dépôt dans leurs bureaux, et après avoir examiné et reconnu l'exactitude des dossiers.

219. — Chaque dossier donne lieu à une lettre d'envoi conforme au modèle annexé à la circulaire de la Dette Inscrite du 26 décembre 1893.

Une même lettre ne saurait comprendre des rentes de diffé-

rents fonds ni s'appliquer à des opérations distinctes, alors même qu'elles concerneraient un même titulaire. Conséquemment, si certaines pièces doivent servir à la justification de plusieurs opérations ou de plusieurs fonds, il sera mis sur les lettres d'envoi les références nécessaires.

Ces lettres préciseront la nature de l'opération demandée, les numéros et quotité des titres transmis, la série à laquelle ils appartiennent, en les classant par séries et par numéros, le nom patronymique des titulaires et enfin la nomenclature des justifications qui les accompagnent.

Elles relateront également la date du dépôt de la partie et le numéro d'ordre de la correspondance de la Trésorerie générale.

En aucun cas il n'est utile de donner le libellé que devront porter les nouvelles inscriptions ; c'est à la Direction centrale qu'il appartient de le déterminer au vu des pièces produites¹.

SECTION II

Achats, ventes, arbitrages des rentes nominatives et mixtes.

§ 1. Règles générales.

220. — Les achats, ventes et arbitrages de rentes nominatives ou mixtes ont lieu, en principe, dans les mêmes conditions que pour les rentes au porteur ; aussi renvoyons-nous à ce qui a été dit à ce sujet, *supra* n° 169 et suivants, en le complétant par les dispositions suivantes spéciales aux rentes nominatives.

Nous avons dit, *supra* n° 162, que les agents de change sont

1. Circ. D. I., 26 décembre 1893, n° 136.

les seuls officiers ministériels ayant qualité pour acheter et vendre les titres de rentes sur l'État et nous verrons plus loin, n° 364, qu'ils ont le monopole des transferts de rentes¹.

Cependant il est certaines exceptions à cette règle, c'est ainsi que les notaires ont qualité pour vendre une nue propriété, un usufruit, soit à l'amiable soit par adjudication. Ils pourraient même procéder à la cession d'une pleine propriété de rente si cette cession n'est que l'accessoire et la conséquence d'un contrat principal (dation en paiement).

220 bis. — Les titres doivent être revêtus des estampilles de paiement des trimestres écoulés².

221. — Toute demande d'achat doit indiquer le libellé exact de la rente à acquérir en tenant compte des règles établies par le Trésor pour ces libellés.

La Chambre syndicale des agents de change de Paris a toujours le droit de demander la communication des pièces dont l'énonciation est requise dans les immatricules des rentes.

Pour les achats comportant réunion à des titres déjà existant, il est essentiel que le libellé demandé pour le nouveau titre soit exactement conforme à celui des extraits d'inscriptions dont la réunion est réclamée³.

Les établissements publics tels que hospices, collèges, les communes, villes, départements, les établissements de bienfaisance, etc., peuvent acquérir des inscriptions de rentes sur l'État sans avoir besoin d'aucune autorisation spéciale s'il s'agit d'un placement de capitaux leur appartenant librement⁴.

Au contraire, lorsque les capitaux proviennent de dons ou legs on doit produire à l'appui de la demande d'acquisition et joindre au transfert une ampliation des décrets ou arrêtés pris en conseil de préfecture, autorisant l'acceptation de la libéralité et son placement en rente conformément aux décrets

1. Code de com., art. 76; — Arrêté consulaire, 27 prairial an X.

2. Circ. mouv. gén. des fonds, 10 octobre 1859.

3. Circ. mouv. gén. des fonds, 11 juillet 1860.

4. Ordonnance 2 avril 1817, art. 6, toujours en vigueur n'ayant été abrogée qu'en ce qui concerne les établissements ecclésiastiques.

du 25 mars 1852 et 13 avril 1861. Ces décrets ou arrêtés sont relatés dans le libellé des rentes.

222. — Voici quelques modèles de libellés concernant des établissements publics ou de bienfaisance.

LOIRET (le département du).

ARDENNES (le département des). Décret du 5 juin 1906.

LYON (la ville de).

DIJON (la ville de), legs Michal, arrêté préfectoral du....

SAINTE-CATHERINE (la commune de) pour les arrérages être employés conformément aux dispositions du testament de Alexis Bertier reçu M^e.... notaire à.... le....; arrêté préfectoral du....

LYON (les hospices civils de).

LYON (les hospices civils de), donation Albert Leroy, pour les arrérages être employés conformément aux conditions énoncées en l'acte de donation reçu M^e.... notaire à.... le....; arrêté préfectoral du....

MONTFLEURY (Eure) (l'hospice des vieillards de), legs veuve Martin, arrêté préfectoral du....

ROUEN (le bureau de bienfaisance de).

MEYROL (la Société de secours mutuels de) approuvée par arrêté ministériel du....¹

1. Depuis la loi du 1^{er} avril 1898 on distingue trois catégories de sociétés de secours mutuels; les sociétés libres, les sociétés approuvées et les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

Les sociétés libres peuvent recevoir et employer les sommes provenant des cotisations des membres honoraires et participants et généralement faire des actes de simple administration.

Elles peuvent, avec l'autorisation du préfet, recevoir des dons et legs mobiliers, toutefois si la libéralité est faite à une société dont la circonscription comprend des communes situées dans des départements différents, il est statué par un décret du Président de la République; il en est de même s'il y a des réclamations des héritiers du testateur. Dans ce dernier cas le Conseil d'État doit être entendu.

Lorsque l'emploi des dons et legs n'est pas déterminé par le donateur ou testateur, cet emploi sera prescrit par l'arrêté ou le décret d'autorisation en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 2 avril 1817. (Loi 1^{er} avril 1898, art. 15.)

Les sociétés approuvées, c'est-à-dire celles qui ont fait approuver leurs statuts par arrêté ministériel ont les mêmes droits que les sociétés libres en ce qui concerne les actes d'administration; elles peuvent sous réserve de l'autorisation du Conseil d'État recevoir des dons et legs immobiliers. (Loi 1^{er} avril 1898, art. 17.)

Tous les actes les intéressant sont exempts des droits de timbre et d'enre-

MEYROL (la Société de secours mutuels de) autorisée par décret du.....

MEYROL (la Société libre de secours mutuels de).

223. — Quant aux établissements ecclésiastiques et avant la loi de séparation, aucune inscription de rente ne pouvait être créée en leur nom s'ils n'étaient dûment autorisés conformément à la loi du 2 janvier 1817, art. 2, à l'ordonnance royale du 14 janvier 1831 article 1^{er} et au décret du 13 avril 1861. Ils devaient, lors du transfert, justifier de cette autorisation par la production d'une ampliation des décrets ou arrêtés¹.

Ce que nous venons de dire sur les établissements ecclésiastiques n'est plus qu'une digression sans intérêt depuis la loi du 9 décembre 1905 qui a soustrait ces établissements au contrôle de l'État.

224. — Lorsque les rentes données ou léguées à des éta-

gistrement. Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles soit entre vifs soit par décès.

Conformément aux articles 19 de la loi du 11 juillet 1868 et 24 de la loi du 20 juillet 1886, les certificats, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution des lois précitées, et de celle du 1^{er} avril 1898, seront délivrés gratuitement et exempts des droits de timbre et d'enregistrement. (Loi 1^{er} avril 1898, art. 19.)

Enfin les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique le sont par un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique. Elles jouissent des mêmes avantages que les Sociétés approuvées au point de vue de l'administration de leur fortune et de la réception des donations ou legs.

1. Loi du 2 janvier 1817. ART. 2. — « Tout établissement ecclésiastique reconnu par la loi pourra également, avec l'autorisation du roi, acquérir des biens immeubles ou des rentes. »

Ordonnance royale 14 janvier 1831. ART. 1^{er}. — « Aucun transfert ni inscription de rentes sur l'Etat au profit d'un établissement ecclésiastique ou d'une communauté religieuse de femmes ne sera effectué qu'autant qu'il aura été autorisé par une ordonnance royale dont l'établissement intéressé présentera, par l'intermédiaire de son agent de change, expédition en due forme au Directeur du Grand-Livre de la Dette publique. »

Décret 13 avril 1861. ART. 4. — « Ils (les préfets) statueront aussi, sans l'autorisation du Ministre, sur les objets suivants : 1^o.... 2^o Autorisation donnée aux établissements religieux de placer en rentes sur l'État, les sommes sans emploi, provenant de remboursement de capitaux. »

blissements publics sont grevées de certaines charges, on peut mentionner ces charges dans le libellé des inscriptions, mais à la condition de relater à la suite le décret ou l'arrêté autorisant l'acceptation des libéralités.

§ 2. *Achats, ventes, arbitrages d'inscriptions nominatives par l'intermédiaire des Receveurs des finances.*

225. — Les commissions et les états récapitulatifs doivent toujours indiquer les noms des titulaires des rentes nominatives à vendre ou à acheter, même lorsque la commission d'achat n'est pas signée par eux¹. Les commissions d'achats indiqueront également le libellé complet de l'inscription demandée.

Les inscriptions nominatives ne sont pas *annulées pour échange* lors de leur envoi à la Chambre syndicale, mais les inscriptions mixtes doivent être frappées de cette annulation au moyen d'un timbre qui sera apposé sur le corps même des inscriptions ainsi que sur tous les coupons adhérents à ces titres².

226. — Comme toute vente de rente nominative ou mixte comporte un transfert et que ce transfert ne peut être signé que chez l'agent de change négociateur, il convient de joindre aux dossiers la procuration des titulaires donnée au « *Syndic des agents de change de Paris ou son adjoint en exercice* » et contenant, entre autres pouvoirs, celui de verser le produit de la vente à la Caisse centrale du Trésor public, au crédit du compte du Trésorier général chargé de la vente, avec mention que ce versement vaudra décharge au mandataire.

Une ordonnance royale rendue le 5 mars 1823 a autorisé les transferts d'inscriptions de rentes au-dessous de 50 francs

1. Circ. mouv. gén. des fonds, 12 mars 1883, § IV.

2. Circ. mouv. gén. des fonds, 20 juillet 1864.

sur la simple production d'une procuration en brevet ou sous seing privé, dûment certifiée, légalisée et enregistrée.

Postérieurement, une décision ministérielle du 7 février 1862, rendue en exécution du décret du 6 du même mois, avait étendu le bénéfice de l'ordonnance précitée à toutes les coupures de rente, quelle qu'en soit l'importance, mais ces décision et décret ont été rapportés par une circulaire du mouvement général des fonds en date du 2 août 1876, et qui fut prise ensuite d'un jugement du tribunal civil de Bordeaux, confirmé par arrêt de la Cour de cassation du 11 juillet 1876. Ces jugement et arrêt avaient déclaré la Chambre syndicale des agents de change et le Trésorier général solidairement responsables d'une vente effectuée sur la production d'une procuration sous seing privé revêtue d'une signature qui se trouvait fausse bien que légalisée par le maire.

Aujourd'hui, l'ordonnance royale du 5 mars 1823, article premier, est toujours en vigueur, elle a été seulement modifiée par la circulaire du mouvement général des fonds du 24 décembre 1877 qui en a étendu le bénéfice même aux rentes de 50 francs.

227. — Les achats de rentes pour le compte des déposants des caisses d'épargne sont effectués par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts et consignations sans autres frais que ceux de timbre. Quant aux ventes, elles bénéficient également de certaines faveurs.

L'article 2 de la loi du 20 juillet 1895¹ autorise les caisses

1. Loi 20 juillet 1895, art. 2. « Tout déposant dont le crédit sera de somme suffisante pour acheter 10 francs de rente au moins peut faire opérer cet achat en titres nominatifs, sans frais, par les soins de l'administration de la Caisse d'épargne. La rente pourra également lui être attribuée au cours moyen du jour de l'opération, par un prélèvement sur le portefeuille représentant les fonds des Caisses d'épargne.

« Dans le cas où le déposant ne retire pas les titres achetés pour son compte, l'administration de la Caisse d'épargne en reste dépositaire et reçoit les arrérages et primes de remboursement, au crédit du titulaire. Elle peut également les faire vendre sur la demande du déposant.

« Le capital provenant de cette vente, déduction faite des frais de négociation, sera porté au nom du déposant à un compte spécial et sans intérêts. »

d'épargne à faire vendre, sur la demande des déposants, les rentes qui ont été achetées pour leur compte. Les formes de ces opérations ont été réglées par l'instruction de la Caisse des dépôts et consignations du 6 août 1895, elles comportent notamment la production d'une procuration par le déposant au Syndic des agents de change de Paris comme il vient d'être dit ci-dessus. Mais, aux termes d'une solution de l'administration de l'Enregistrement du 28 octobre 1897, la procuration donnée par le titulaire d'un livret pour vendre, par l'entremise de la caisse d'épargne, un titre de rente acheté en son nom avec des fonds par lui déposés, est exempte du timbre et de l'enregistrement.

Ces procurations, dont la production est formellement exigée sans que le titulaire puisse y suppléer, constituent, non des actes rédigés pour répondre à la convenance ou à l'intérêt des parties, mais des documents nécessités par la gestion de la caisse, et appelés à bénéficier dès lors de l'exemption accordée par l'article 20 de la loi du 9 avril 1881.

228. — Les Trésoriers généraux doivent s'assurer si les pièces relatives aux ventes sont régulières. Ils ne doivent transmettre ces dossiers qu'après un examen préalable qui demande à être fait avec soin.

Les Receveurs particuliers adressaient autrefois les dossiers de ventes de rentes directement à la Chambre syndicale des agents de change de Paris, mais depuis une circulaire du mouvement général des fonds du 18 juillet 1902, ils doivent les transmettre au Trésorier général qui les examine et les adresse ensuite à la Chambre syndicale des agents de change de Paris, après avoir apposé son visa sur le bordereau récapitulatif.

Outre les pièces exigées par le Trésor, il convient de joindre aux dossiers celles nécessaires à l'agent de change pour sa responsabilité personnelle, telles que contrats de mariage et autres actes relatifs aux emplois et remplois.

1. Circ. min. com. aux Dir. des Caisses d'ép., 15 janvier 1900.

229. — Les frais de courtage sont de $1/10$ p. 100, soit 0 fr. 10 p. 100 pour toutes les opérations simples, et de $1/4$ ou 0 fr. 25 p. 100 pour toutes celles qui nécessitent la production de pièces contentieuses autres qu'une procuration¹. Le minimum du droit de courtage est de 0 fr. 50. Quant aux droits de timbre, ils ont été indiqués, *supra* n° 164.

La Chambre syndicale, lorsqu'elle est chargée de faire réunir des titres au porteur à des achats de rentes nominatives, prélève son courtage sur la réunion aussi bien que sur l'achat. Pour éviter ce surcroît de courtage, les parties peuvent faire opérer les réunions dont il s'agit, directement par la Dette Inscrite. Il leur suffit, pour cela, d'envoyer à cette Direction, par l'entremise de la Trésorerie générale, le titre nominatif acheté et les titres au porteur à réunir. La réunion a lieu alors par voie administrative et n'entraîne aucun frais.

230. — Lorsqu'une inscription appartient à plusieurs cohéritiers dont les uns veulent réaliser leur part tandis que les autres demandent seulement la délivrance de nouvelles inscriptions à leur nom, les procurations doivent donner mandat pour la double opération, et la Chambre syndicale prélève un courtage de $1/4$ p. 100 sur la totalité des titres vendus ou transférés par ses soins.

Pour éviter ce courtage, les héritiers d'un rentier décédé peuvent tout d'abord obtenir, sans frais, la délivrance de nouveaux titres à leur nom par voie de mutation, puis ceux d'entre eux qui veulent réaliser leur part n'ont plus à payer sur la vente de la nouvelle inscription qui leur est remise que le courtage simple de 0 fr. 10 p. 100.

Le seul inconvénient que comporte cette dernière façon de procéder est qu'elle entraîne des délais plus longs que le transfert immédiat par l'entremise de l'agent de change.

231. — Après l'acquisition, la Chambre syndicale envoie directement aux Trésoriers payeurs généraux, les titres pure-

1. Décr. 7 octobre 1890; — règl. de la Ch. synd. des ag. de ch. de Paris, 3 octobre 1891. — Décr. 17 novembre 1894, — 29 juin 1898, — 12 juillet 1901.

ment nominatifs achetés pour leur compte, avec le primata des bordereaux de négociation destinés aux parties. Quant aux titres mixtes, ils ne parviennent aux Trésoriers généraux que par l'intermédiaire de la Caisse centrale, comme il a été dit pour les rentes au porteur, *supra* n° 179.

§ 3. *Achats, ventes et arbitrages d'inscriptions nominatives ou mixtes par l'intermédiaire des percepteurs.*

232. — Nous avons dit *supra* n° 182 que l'intervention des percepteurs n'était admise, en ce qui concerne les rentes au porteur, que pour les achats et encore à la condition expresse que les commissions ne dépasseraient pas 100 francs de rente pour la même personne et dans la même journée.

Il n'en est pas de même pour les titres nominatifs ou mixtes pour lesquels l'intervention des percepteurs peut être demandée, tant pour les ventes que pour les achats et quelle que soit la somme de rente représentée par les titres. Seulement, en dehors du cas d'achats de titres nominatifs, la partie doit obligatoirement se rendre à la Recette des finances pour le règlement de l'opération.

Les percepteurs peuvent recevoir des parties les titres nominatifs ou mixtes destinés à être réunis à un achat.

Pour les achats de titres nominatifs ou mixtes, le règlement de l'opération peut avoir lieu chez le percepteur; les titres lui seront alors envoyés immédiatement, accompagnés du bordereau de la Chambre syndicale des agents de change et de la reconnaissance à souche du Receveur des finances sur laquelle ce comptable supérieur aura préparé le décompte du règlement à opérer avec la partie.

Lors de la délivrance des titres aux parties, le percepteur retirera de leurs mains le reçu primitif, fera signer pour décharge la reconnaissance à souche émanant de la recette des

finances, y apposera le timbre de 0 fr. 10 et, selon le cas, remboursera le reliquat ou fera verser le complément.

Le rôle des percepteurs, en ce qui concerne les ventes de rentes nominatives ou mixtes, consiste uniquement à recevoir les ordres relatifs à la négociation d'inscriptions, à donner reçu de ces inscriptions, et à envoyer le dossier à la Recette des finances.

233. — Lorsqu'un titre nominatif ou mixte sera déposé à la caisse d'un percepteur pour être vendu, ce comptable en délivre immédiatement un reçu timbré à 0 fr. 10 et extrait d'un carnet spécial analogue à celui qui existe pour les achats. Il fait signer l'ordre de vente et adresse le soir même sous pli chargé au Receveur des finances : 1° l'ordre de vente accompagné des titres et pièces; 2° le talon du reçu de dépôt relatant exactement l'adresse de la partie; et 3° un bordereau récapitulatif des ordres de vente.

Dès que le Receveur des finances est en possession des titres destinés à être vendus, il en donne avis à la partie; il renvoie au percepteur le bordereau récapitulatif revêtu de son accusé de réception et souscrit, pour ordre, sa reconnaissance à souche non timbrée, sur laquelle il mentionne la perception qui a transmis l'ordre ainsi que le numéro du reçu délivré par le percepteur. Le Receveur des finances conserve cette reconnaissance jusqu'à ce que la partie se présente à sa caisse pour opérer le règlement de la vente en rapportant le reçu du percepteur. Ce reçu est alors annexé à la reconnaissance du Receveur des finances dont il forme le complément nécessaire.

234. — Les communes et les établissements publics dont les deniers sont gérés par un receveur ou un trésorier spécial, ont la faculté d'employer l'intermédiaire des percepteurs pour l'exécution des achats et ventes de rentes. Il en serait autrement pour les communes ou établissements dont les deniers sont gérés par le percepteur comme receveur, car celui-ci ne pourrait valablement mettre dans sa caisse ou

dans son portefeuille de receveur un reçu qu'il aurait délivré en qualité de percepteur.

235. — Arbitrage. — Les percepteurs peuvent recevoir en dépôt, quelle que soit la somme de rente, les inscriptions nominatives ou mixtes à arbitrer. Ils font souscrire à la fois une commission de vente et une commission d'achat, mais ils ne remettent à la partie qu'un reçu des titres destinés à être vendus.

Lorsque l'opération est terminée, le règlement doit, en principe, être effectué à la Recette des finances; toutefois, si les nouveaux titres à délivrer sont nominatifs ou mixtes, le Receveur des finances peut recourir à l'entremise du percepteur pour effectuer ce règlement.

Quant aux arbitrages de valeurs françaises contre des rentes françaises et, à plus forte raison, les arbitrages de valeurs étrangères contre les mêmes rentes, ils ne pourront jamais être exécutés par l'entremise des percepteurs¹.

SECTION III

Renouvellement des inscriptions nominatives et mixtes.

236. — Tout extrait d'inscription de rente nominative possède, à son verso, lors de sa délivrance, 40 cases libres destinées chacune à recevoir l'estampille de paiement d'un trimestre d'arrérages. Lorsque toutes les cases sont remplies, le paiement des termes échus ne peut plus avoir lieu et le titulaire de l'inscription doit en demander le renouvellement ou la réexpédition.

237. — Il n'est procédé à la réexpédition des inscriptions nominatives qu'autant que l'extrait est déposé et qu'il est

1. Circ. comp. pub., 27 avril 1900, § VII, 3^e.

accompagné d'un certificat de vie du titulaire ou de toute autre pièce propre à établir qu'il n'y a lieu de constater aucun changement dans les droits ou qualités des individus inscrits¹.

La production de ce certificat de vie est requise dans un double but : d'abord dans l'intérêt du Trésor, afin de lui permettre de s'assurer des changements qui peuvent survenir dans la personnalité de ses créanciers et subsidiairement de revendiquer la rente en cas de succession en déshérence ; puis dans l'intérêt du propriétaire de la rente, en évitant qu'une personne sans mandat touche indéfiniment les arrérages en son lieu et place. C'est le cas qui pourrait se produire après le décès du titulaire, lorsque ses héritiers ou ayants droit ignorent l'existence de la rente.

238. — Les certificats de vie sont ordinairement délivrés par les maires. (V. formule n° 4.) C'est le maire du *domicile* du rentier qui a qualité et non celui d'une simple résidence.

Le domicile d'un mineur étant chez ses père et mère ou tuteur, celui d'un interdit chez son tuteur, celui d'une femme mariée chez son mari, et celui des domestiques chez les personnes qu'elles servent, les certificats de vie qui les concernent seront délivrés par le maire du domicile des parents, tuteurs, maris ou maîtres².

Il en est de même pour le fonctionnaire dont le domicile est au lieu où il exerce ses fonctions³.

Pour la détermination du domicile, il faut s'en rapporter aux articles 102 et suivants du Code civil.

Ce certificat sera sur papier timbré mais non enregistré⁴, la signature du maire, appuyée du sceau de la mairie, sera légalisée par le préfet ou sous-préfet.

239. — Après les maires ce sont les notaires qui établissent

1. Arr. min. Fin. 14 décembre 1883, art. 2 ; — Déc. min. Fin. 10 avril 1827.

2. C. civ., art. 108 et 109.

3. Code civil, article 107.

4. Décr., 21 août 1806, art. 10.

le plus souvent les certificats de vie sans qu'il y ait lieu de tenir compte, pour ces officiers ministériels, si le rentier est domicilié ou non dans leur ressort. Tous les notaires, quels qu'ils soient, ont qualité et compétence à cet effet.

Délivré par un notaire, le certificat de vie peut revêtir deux formes différentes; il peut être *authentique* (V. formule n° 6), c'est-à-dire reçu en la forme ordinaire des actes notariés et, comme tel, soumis au répertoire et à l'enregistrement (droit fixe de 1 fr. 50 plus les décimes¹). Il peut aussi être établi en la forme *sous seing privé*, c'est-à-dire de simple attestation (V. formule n° 5), fait sous cette seconde forme il était jusqu'en juillet 1912, dispensé de tout enregistrement mais, en suite d'une difficulté survenue entre le Trésor et un notaire qui prétendait ne pas avoir à faire enregistrer un certificat de vie délivré sous la forme authentique, l'administration de l'Enregistrement, appelée à donner son avis, a décidé, le 6 juillet 1912, que, sous quelque forme qu'il soit dressé, le certificat de vie délivré par un notaire devait être enregistré.

Cette solution n'est peut-être pas définitive car, en suite de nouvelles réclamations, la question fait actuellement l'objet d'un examen plus approfondi.

La forme authentique est notamment requise lorsqu'il s'agit de constater une qualité civile et de suppléer, en tant qu'il se peut, à la production d'actes de l'état-civil qu'il est impossible de se procurer².

Dans l'un et l'autre cas, il doit être sur papier timbré, porter le sceau du notaire et la signature de ce dernier être légalisée.

240. — La légalisation est donnée, conformément au décret du 29 décembre 1885, par le Juge de Paix ou le Président du Tribunal civil selon que le notaire exerce dans le ressort d'une Justice de Paix ou dans celui d'un Tribunal de première instance ou d'une Cour d'appel³.

1. L. 22 frimaire, an VII, art. 68, § 1. 17°.

2. Gorges et Bezard, *Manuel des transferts et mutations*, 2° éd., p. 110, § 11.

3. Voir aussi : Lois, 25 ventôse an XI, art. 28, et 2 mai 1861; — Circ. comp. pub., 20 janvier 1886.

Antérieurement au décret précité du 29 décembre 1885, la signature des notaires sur les certificats de vie était légalisée par les préfets ou sous-préfets¹.

Qu'il soit délivré par un maire ou par un notaire, le certificat de vie destiné au Trésor public est dispensé de toute légalisation s'il a été établi dans le département de la Seine. Il en serait de même pour toutes autres pièces à joindre à une opération sur les rentes, tels que actes de l'état civil ou actes notariés.

240 bis. — Le notaire certificateur est responsable de la vérité du certificat de vie destiné à être produit au Trésor, bien que ce fonctionnaire se soit fait attester par deux témoins l'individualité du comparant².

241. — A l'étranger, les certificats de vie sont délivrés par les Chanceliers des postes diplomatiques et consulaires, les Vice-consuls rétribués et les Agents consulaires exceptionnellement autorisés à faire les actes attribués aux chanceliers en qualité de notaires et cela, non seulement pour nos nationaux, mais encore pour les personnes étrangères³.

242. — Les magistrats et autorités étrangères qui ont qualité à cet effet dans leur pays peuvent également délivrer les certificats de vie quelle que soit la distance de leur habitation à la résidence des agents français⁴. Mais, dans ce cas, la pièce doit être dûment légalisée et traduite en langue française.

243. — Un étranger habitant la France ne serait pas admis à justifier de son existence par une attestation du représentant de son pays⁵.

244. — Pour les fonctionnaires et militaires de service aux colonies ou à l'étranger, qui seraient dans l'impossibilité matérielle de faire constater leur existence par une autorité

1. Décr., 21 août 1806; — Circ. D. I., 27 juin 1839, et Régl. sur la comp. des fin., 26 décembre 1866.

2. Décr., 21 août 1806, art. 9; — D. P., 1837. 3. 139; — D. P., 1838. 2. 90.

3. Circ. min. Aff. étrangères, 30 juin 1884.

4. Ord. royale, 20 mai 1818.

5. Gorges et Bezard, *Manuel des transferts*, 1^{re} éd., p. 102.

quelconque du lieu où ils se trouvent, le certificat de vie peut être remplacé par une attestation du Ministre dont ils dépendent. Cette attestation constatera qu'à telle date, qui est celle des dernières nouvelles parvenues à l'administration, ces fonctionnaires ou militaires étaient présents à leur poste. Cette pièce est dispensée de toute légalisation mais elle doit être rédigée sur papier timbré.

245. — Quant aux personnes malades et incapables de se présenter devant le maire ou le notaire pour l'obtention de leur certificat de vie, il est de coutume qu'elles se fassent délivrer par un médecin un premier certificat d'existence, en vertu duquel les maires ou notaires délivrent ensuite le leur. Ces derniers devront s'abstenir de donner à leur certificat de vie une date antérieure à celle du certificat médical, ou même de relater ce dernier certificat dans le leur.

246. — La signature du rentier sur le certificat de vie n'est pas exigée par le Trésor, mais il est prudent, pour les officiers publics qui délivrent ces actes, de la requérir toutes les fois qu'il sera possible.

247. — Lorsque la personne dont le certificat de vie est exigé, refuse de se prêter à l'accomplissement de cette formalité et qu'une autre personne est intéressée à la production de cette pièce, on peut avoir recours à un huissier qui se transporte auprès de la personne dont il s'agit de constater l'existence et l'identité, et qui dresse procès-verbal de ses constatations. (V. formule n° 7.)

On ne peut recourir au ministère d'un huissier que lorsque la personne dont on a besoin de constater l'existence s'est refusée à en justifier amiablement, ce que l'exploit doit énoncer.

L'huissier doit se faire assister de deux témoins, conformément à la circulaire du Ministère des Finances du 13 août 1807.

248. — Pour les détenus, le certificat de vie peut être remplacé par un extrait de l'écrou signé du concierge et visé par le juge de paix de l'arrondissement¹.

1. L. 8 messidor an II.

249. — Les certificats de vie ne doivent pas seulement se borner à établir l'existence du rentier en le désignant par ses nom et prénoms, mais encore à constater sa qualité civile actuelle et son domicile.

S'il s'agit d'un mineur, il indiquera les noms de son administrateur légal ou de son tuteur et même du cotuteur s'il en existe. — Pour un interdit ou un pourvu de conseil judiciaire il fera mention du tuteur ou du conseil, — pour un mineur émancipé il relatera le curateur à l'émancipation.

250. — Si la qualité civile révélée par le certificat de vie n'est pas la même que celle figurant sur le titre, il est nécessaire de produire au Trésor toutes les pièces d'où résulte le changement de qualité; ainsi pour un mineur devenu majeur on produira l'acte de naissance, pour une fille devenue femme on produira l'acte de mariage.

Les changements de qualité pouvant résulter d'une multitude de faits, nous renvoyons, pour les pièces à produire dans les différents cas, à ce qui sera dit *infra* n^{os} 286 et suivants.

251. — Pour les titres grevés d'un droit d'usufruit, aucune justification n'est réclamée en ce qui concerne les nu-propriétaires¹; seul, le certificat de vie de l'usufruitier est exigé par le Trésor.

Si l'usufruit n'est que de partie on devra produire le certificat de vie de l'usufruitier et des titulaires de partie en pleine propriété.

Quand l'usufruit appartient à plusieurs personnes, il faut produire le certificat de vie de chacune d'elles, à moins que ces usufruits soient successifs, cas dans lequel le certificat de vie de l'usufruitier jouissant actuellement est seul exigé.

Lors du décès de l'usufruitier le nu-propriétaire devenu plein propriétaire doit produire son certificat de vie et l'acte de décès de l'usufruitier. (Voir *infra* n^o 312).

Si l'usufruit est temporaire et que la date de son expiration

1. Arr. min. Fin., 14 décembre 1883, art. 2.

figure sur l'inscription, il ne sera exigé à cette époque que le certificat de vie du nu-propriétaire, mais si l'extinction de l'usufruit est subordonnée à une condition ou à un terme dont la date n'est pas indiquée dans le libellé, il y a lieu de justifier que la condition est réalisée ou que le terme est arrivé.

252. — Dans le cas où l'existence d'un usufruitier ne pourrait être reconnue et établie, le nu-propriétaire devra remplir les formalités relatives à l'absence, et se faire nommer administrateur provisoire ou se faire envoyer en possession en vertu de l'art. 123 du C. civ. Le renouvellement sera alors effectué sur la production d'un certificat de propriété.

Si le titre à renouveler appartient à un mineur sous l'administration légale de son père, le certificat de vie indiquera que l'enfant mineur est bien sous l'administration légale de son père et constatera à la fois l'existence du mineur, du père et de la mère, ces deux derniers devant au surplus signer le certificat de vie s'ils le peuvent.

253. — Les noms et prénoms des titulaires doivent concorder entre les titres et les différentes pièces produites à l'appui du renouvellement, sinon, il y a lieu de rectifier les erreurs au moyen d'une notoriété ainsi qu'il sera dit *infra* n° 328 et suivants.

En général lorsqu'il est produit une notoriété rectificative le certificat de vie est inutile, attendu que la notoriété constate le plus souvent l'existence du rentier, sa capacité civile et son domicile.

254. — « Pour le renouvellement d'une inscription au nom d'une raison sociale, le certificat de vie peut être délivré, soit par le maire de la commune où est établi le siège social, soit par un notaire, à la requête de l'un des associés et sur son attestation que la raison sociale n'est pas modifiée ¹. »

255. — Pour les titres appartenant à des personnes morales il ne peut être question de certificat de vie, ces personnes morales ayant souvent une existence illimitée, mais le Trésor

1. Gorges et de Bray, 2^e éd., p. 111, VII.

exige alors une demande de renouvellement par le représentant légal de cette personne morale.

Ainsi cette demande sera valablement faite :

Pour les communes, par le maire ou le receveur municipal.

Pour les départements, par le préfet.

Pour un hospice ou un bureau de bienfaisance, par le président du conseil d'administration, ou par le trésorier.

Pour une société de secours mutuels, par son président ou son trésorier.

Les signatures seront dûment légalisées par maire et préfet.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une commune, d'un département, ou d'une administration reconnue par l'Etat, comme un bureau de bienfaisance ou un hospice, cette demande n'est pas obligatoirement exigée.

S'il s'agit d'un établissement reconnu d'utilité publique, la demande de renouvellement est faite par son directeur. Mais il faut produire en outre un certificat du préfet établissant que l'établissement en question a toujours une existence légale.

Ces demandes de renouvellement sont établies sur timbre, sauf cependant celles concernant des établissements publics. — Pour ces derniers, il faut au besoin faire certifier par le préfet, que l'établissement titulaire est bien un établissement public.

256. — L'art. 6 de la loi du 30 juin 1851, a donné pouvoir aux caisses d'épargne de toucher les arrérages des inscriptions de rentes que les titulaires ont négligé de retirer. Le mandat de ces établissements a été reconnu et confirmé à cet égard par l'art. 4 de la loi du 7 mai 1853, qui en limite la durée à trente ans à partir de la dernière opération faite à la requête du déposant; passé ce délai les titres doivent être remis à la Caisse des dépôts et consignations.

Pour les inscriptions qui se trouvent dans ces conditions, il n'y a pas lieu d'exiger la justification de l'existence des titulaires pour la réexpédition décennale. L'opération s'effectue sur la seule production d'une demande des administrateurs ou

caissiers de ces établissements qui agissent en conformité des dispositions ci-dessus rappelées.

Les signatures de ces agents ne sont pas soumises à la formalité de la légalisation ¹.

Le renouvellement des bordereaux d'annuel, a lieu sur les mêmes justifications que pour le renouvellement des inscriptions.

FORMULE N° 4

Certificat de vie délivré par un maire.

Nous soussigné, maire de la commune de..... arrondissement de..... département de.....

Certifions que M... (nom, prénoms, qualité civile, domicile), titulaire d'une inscription de... francs de rente 3 p. 100 sur l'Etat français, sous le n°... de la S^{ie}... est vivant pour s'être présenté aujourd'hui devant nous.

Fait à....., le.....

Signature et sceau.

FORMULE N° 5

Certificat de vie délivré par un notaire en la forme sous seing privé.

Je soussigné....., notaire à Nice.

Certifie que Mlle Louise Beraud, célibataire majeure, rentière, domiciliée à Orléans, rue..... mais résidant actuellement à Nice, villa des Hortensias, rue..... est vivante pour s'être présentée devant moi.

En foi de quoi je lui ai délivré le présent certificat de vie pour servir au renouvellement d'une inscription de 1 000 francs de rente 3 p. 100 sur l'Etat français dont elle est titulaire sous le n°... de la S^{ie}.....

A Nice, le.....

Signature et sceau.

1. Circ. D. I., 2 mars 1889, § IV. — 10 octobre 1900, § II. — Instr., 14 mars 1893, § XLI.

FORMULE N° 6

Certificat de vie délivré par un notaire en la forme authentique.

Par-devant M^e.....

A comparu :

M. Sébastien Prevost, négociant, demeurant à.....

Lequel a présenté au notaire soussigné M. Arthur Prevost, son fils mineur, issu de son mariage avec Mad^e Théodora Douare prédécédée, ledit mineur sous la tutelle légale de son père susnommé avec lequel il est domicilié.

Et ledit M. Sébastien Prevost nous a requis de lui donner acte de l'existence de son enfant et de la présentation qu'il nous en a faite, ce qui a été octroyé pour valoir et servir ce que de droit.

Dont acte

Fait et passé..., etc.

FORMULE N° 7

Certificat de vie par acte extra-judiciaire.

L'an mil neuf cent treize et le premier août.

A la requête de M. Jean Laplace rentier, domicilié à.....

Je, Ernest Legros, huissier, reçu près le tribunal civil de....., demeurant à....., soussigné.

Me suis exprès transporté à....., rue....., n°..... au domicile de Mme Jeanne Péreux, veuve de M. Antoine Jolivet, rentière, où étant et parlant à sa personne.

Et j'ai exposé à la dite dame que mon requérant est propriétaire, pour l'usufruit, d'une inscription de 300 francs de rente 3 p. 100, n°....., S^{ie}....., dont la nue propriété appartient à..... ; que cet usufruit dont il est propriétaire existe sur la tête de Mme Jolivet, née Péreux, qui lui en a consenti la cession suivant acte reçu M^e....., notaire à....., le.....

Que l'inscription de rente dont s'agit se trouvant avoir ses cases d'estampille d'arrérages complètement épuisées, il y a lieu de la faire renouveler et qu'à cet effet le Trésor exige le certificat de vie de Mme veuve Jolivet sur la tête de laquelle repose l'usufruit. Mais attendu que cette dernière a toujours refusé de fournir le certificat de vie demandé, c'est dans le but d'y suppléer que je me suis transporté en son domicile où, moi, huissier, assisté de M..... et M..... (noms, prénoms, domicile des deux témoins) ai constaté.

Que Mme Jeanne Péreux, veuve de M. Antoine Jolivet, rentière demeu-

rant à....., est vivante et que ladite dame est bien celle sur la tête de laquelle repose l'usufruit de l'inscription de 300 francs de rente 3 p. 100 n°..... série.....

Et j'ai, à la dite dame veuve Jolivet, laissé copie du présent qu'elle a refusé de signer après en avoir été requise.

Coût :.....

Timbre copie :....., etc.

SECTION IV

Réunion, division des inscriptions nominatives et mixtes.

257. — Nous avons dit, *supra*, n° 189, que l'article 2 de la loi du 24 août 1793 avait prescrit l'unité de compte dans le Grand-Livre de la Dette publique. Bien que l'exécution de cette prescription fût désirable pour éviter la multiplicité des comptes et des extraits d'inscriptions, on a dû se régler sur le goût et la convenance des rentiers qui, d'ailleurs, avaient plusieurs moyens d'éluder la disposition.

C'est pour cette raison que, sans se prêter à des divisions de rentes qui ne seraient pas fondées sur des motifs raisonnables (tels que l'affectation d'une portion de rente à un cautionnement), la Dette Inscrite n'astreint pas à la réunion les particuliers propriétaires de plusieurs inscriptions qui les ont achetées successivement ¹.

Quant aux inscriptions possédées par des communes, des hospices ou autres établissements publics, différentes circulaires de la Dette Inscrite en ont prescrit la réunion ².

258. — Lorsqu'un rentier demande le renouvellement de plusieurs de ses inscriptions par une seule et même opération la Dette Inscrite procède d'office à la réunion de ces titres à

1. Instr. gén., 1^{er} mai 1819, titre II, art. 34.

2. Circ. D. I., 15 février 1851. — 1^{er} juin 1863. — 4 juin 1864.

moins que le rentier ne justifie d'un intérêt pour rester dans la division.

Il en est de même lors des mutations : ainsi, dépend-il d'une succession plusieurs titres revenant à un seul héritier, tous ces titres seront réunis sous le nom du dit héritier.

259. — Dans le but de faciliter les réunions si désirables pour la comptabilité du Grand-Livre et pour les paiements, il est de principe que ces opérations soient effectuées sans aucune justification et sur le simple dépôt des titres, effectué comme il est dit, *supra* n° 214.

Cependant, comme cette faculté a donné lieu à des abus, il est des espèces réservées à l'appréciation du Trésor, dans lesquelles ce dernier est fondé à demander un certificat de vie du titulaire. Tel le cas où un titre ayant près de dix ans de date, serait présenté à fin de réunion en même temps qu'une inscription de somme minime et tout récemment acquise¹.

Le certificat de vie sera pareillement exigé si toutes les inscriptions à réunir sont sur le point d'être épuisées ou s'il ne leur reste plus qu'un an environ de cases libres.

Lors des conversions, les nouveaux titres nominatifs étant remis aux rentiers contre le simple échange des anciennes inscriptions, sans aucune justification d'existence, d'identité ou de capacité, il en résulte que, par la suite, ces inscriptions ne peuvent être réunies entre elles ou avec d'autres, que sur la production d'un certificat de vie.

260. — Les inscriptions nominatives ne peuvent faire l'objet d'une réunion qu'autant qu'il y a concordance dans les noms, prénoms et qualité civile des titulaires et que les mentions ou énonciations contenues aux libellés sont identiquement les mêmes.

Toute différence dans les noms ou prénoms, nécessite la production d'une notoriété rectificative.

Si la qualité civile n'est pas la même sur tous les titres, on devra produire les pièces nécessaires pour le changement de

1. Circ. D. I., 28 mars 1881, § II.

la qualité à modifier. — Ainsi une femme mariée voudra-t-elle faire réunir deux inscriptions lui appartenant, l'une comme *fille majeure*, l'autre comme *épouse de...*, elle devra produire son acte de mariage à l'appui du changement à effectuer sur la première de ces inscriptions.

261. — S'agit-il de titres appartenant à une femme dotale et portant des mentions d'emploi différentes, la réunion ne sera possible que sur la production d'un certificat de propriété déterminant le libellé du nouveau titre et délivré par le notaire détenteur de la minute du contrat de mariage ou des actes d'emploi ¹.

En aucun cas, les réunions ne peuvent être une cause de gêne pour le rentier qui, par la suite, désirerait vendre une portion seulement de ses rentes. (Voir *supra*, n° 190.)

262. — Les rentes mixtes ne sont susceptibles de réunions ou de divisions que dans la limite des coupures existantes.

263. — A la différence de ce qui a été dit pour les réunions de titres au porteur, les inscriptions nominatives de rentes 3 p. 100 amortissable, peuvent sans difficulté, faire l'objet d'une réunion quelles que soient les séries auxquelles elles appartiennent.

264. — Un usufruitier ne serait pas fondé à faire réunir ou diviser des rentes sans le consentement des nu-propriétaires à moins qu'il s'agisse d'une division proportionnelle aux droits de ces derniers.

Les nu-propriétaires, eux, non plus, ne pourraient exiger la division de leurs inscriptions sans le consentement de l'usufruitier. Dès lors, au décès d'un nu-propriétaire laissant plusieurs héritiers, ceux-ci ne pourront obtenir un titre distinct qu'autant qu'il sera justifié du consentement de l'usufruitier.

Ce consentement peut résulter de la simple énonciation qui en est faite par le notaire au *certifié* de son certificat de propriété.

1. Gorges et de Bray, 2^e éd., p. 317, II.

265. — Les réunions peuvent encore être effectuées au moment d'une acquisition, pour cela on remettra à l'agent de change négociateur, en même temps que l'ordre d'achat, les inscriptions qu'il s'agit de réunir; celui-ci les fera figurer dans les déclaration et certificat de transfert à la suite des inscriptions vendues, c'est-à-dire à l'ancien compte, et il requerra, au nouveau compte, une inscription unique. La signature de l'acquéreur n'est pas nécessaire pour cette opération.

266. — Les divisions de rentes nominatives ne sont opérées par le Trésor que si le titulaire justifie d'un intérêt tel que l'affectation d'une portion de rente à un cautionnement.

Pour obtenir ces divisions, les titulaires doivent en faire la demande par écrit, sur feuille de papier timbré, et leur signature doit être dûment légalisée par maire et préfet.

267. — Une inscription immatriculée au nom de plusieurs titulaires avec mention de la part revenant à chacun d'eux, peut être divisée sans aucune difficulté proportionnellement aux parts de chacun; cela sur la simple demande des intéressés, effectuée en la forme ci-dessus.

Cependant si les parts étaient déterminées en chiffres de rentes comprenant des centimes ou bien en quotités comme moitié, un tiers, un quart, etc., et que le montant total de la rente ne soit pas exactement divisible dans ces proportions, il y aurait lieu de justifier en outre d'un abandon ou d'une cession de centimes ainsi qu'il est dit, *infra* n° 514.

Les intéressés pourraient encore, préalablement à leur demande de division, acheter la somme de rente nécessaire pour parfaire la première inscription et la rendre ainsi divisible par ces quotités. (Voir *infra* n° 514.)

268. — Si les rentes sont possédées conjointement et indivisiblement par plusieurs personnes, celles-ci ne pourront obtenir des titres distincts qu'en justifiant d'un partage régulièrement intervenu au moyen d'un certificat de propriété qui sera produit.

269. — Dans le cas du n° 267 ci-dessus, la division peut

encore être effectuée *au moyen d'un transfert*. Ainsi deux titulaires possèdent une inscription de 100 francs par moitié ; l'un d'eux pourra vendre sa part soit 50 francs, bien que n'ayant pas un titre distinct, et le surplus sera rétabli au nom du titulaire non vendeur.

Si le titre ainsi partagé n'est pas de création récente, on devra produire à l'appui du transfert le certificat de vie du titulaire réinscrit à moins que ce dernier intervienne à l'opération en signant les feuilles de transfert.

Dans le cas où l'on voudrait procéder par transfert ainsi qu'il vient d'être dit, une difficulté se présente lorsque l'inscription n'est pas exactement divisible entre tous les titulaires. Exemple : une inscription de 101 francs appartient par moitié à deux personnes. Dans cette hypothèse, l'une d'elles ne pouvant vendre et transférer à un tiers que 50 francs de rente, que deviendront alors les cinquante centimes de rente complément de sa part ? Deux alternatives se présentent : leur propriétaire pourra à son choix, soit les transférer à son cotitulaire à qui il les aura vendus ou abandonnés, soit les conserver pour lui-même. Dans le premier cas, il sera créé une nouvelle inscription de 51 francs au nom du cotitulaire non vendeur ; dans le second cas, la nouvelle inscription de 51 francs sera immatriculée au nom du cotitulaire non vendeur pour 50 fr. 50 et pour cinquante centimes au nom du cotitulaire vendeur. Ce dernier conservera ainsi la faculté de vendre ces cinquante centimes lorsque son cotitulaire sera lui-même décidé à vendre sa part — à remarquer que ce dernier ne pourra procéder seul qu'à la vente de 50 francs et que pour vendre ses 50 fr. 50 il aura besoin de procéder conjointement avec son cotitulaire.

270. — Plusieurs titulaires possédant *indivisément* peuvent néanmoins effectuer la division de leur inscription en procédant par voie de transfert. Pour cela ils signeront conjointement les feuilles de transfert comme s'il s'agissait d'une vente ordinaire et l'agent de change rétablira au nouveau compte, des coupures distinctes pour chacun d'eux, dans les

proportions qui lui sont indiquées. — Pour procéder de cette manière, il faut bien entendre que tous les copropriétaires soient capables d'aliéner.

SECTION V

Rétablissement des inscriptions nominatives et mixtes.

271. — Les rentes nominatives sont portées au compte spécial des portions non réclamées dans les trois cas suivants :

1° Lorsqu'il s'est écoulé cinq années et un trimestre depuis l'échéance du dernier terme d'arrérages payé¹.

Remarquons à ce sujet qu'il existe une certaine différence entre les inscriptions purement nominatives et celles au porteur ou mixtes. Tandis que, pour les premières, le délai de cinq ans et un trimestre court de l'échéance du dernier terme d'arrérages payé, pour les secondes ce délai ne commence à compter que de l'échéance du dernier coupon dont les titres étaient munis, sans qu'il y ait à considérer si ce dernier coupon et ceux qui le précédaient ont fait l'objet d'un paiement.

Il résulte donc, en ce qui concerne les rentes au porteur et mixtes, que la prescription des arrérages peut ne pas se confondre avec la mise du titre aux portions non réclamées, et que cette dernière mesure peut à la rigueur avoir lieu cinq ou dix ans après la prescription selon qu'il s'agit de rentes au porteur ou mixtes.

272. — 2° Lorsque par suite de mutation ou autrement, ces rentes reviennent à des personnes inconnues ou qui n'avaient produit que des justifications incomplètes². (Voir formule, n° 80.)

1. Arr. min. Fin., 26 avril 1825.

2. Déc. min. Fin., 11 mai 1810.

Dans ce cas, il n'est pas délivré d'extrait d'inscription, mais l'intéressé pour justifier de ses droits peut demander au Directeur de la Dette Inscrite une lettre faisant connaître l'existence de la rente au compte spécial des portions non réclamées.

273. — 3° Et enfin lorsqu'il s'agit de fractions non inscriptibles.

Voici un exemple se rapportant à ce dernier cas.

Un titre de 11 francs de rente appartient à deux personnes par moitié. Si l'une d'elles désire vendre sa part, elle ne pourra le faire que jusqu'à concurrence de 5 francs, seulement, puisque le titre n'est pas divisible, et le surplus, soit 6 francs, sera immatriculé, à défaut de cession ou abandon de centimes, au nom du titulaire non vendeur pour 5 francs, et au nom des deux pour 1 franc, par moitié entre eux. Lorsque plus tard, le second titulaire désirera vendre à son tour, il ne pourra le faire seul qu'à concurrence de 5 francs et alors le franc de rente formant le complément de son titre, sera porté aux portions non réclamées.

Dans ce cas, comme dans le précédent, il n'est pas expédié d'extrait d'inscription¹.

274. — Nous avons déjà dit *supra* n° 196, que lorsqu'une rente était inscrite au compte spécial des portions non réclamées, son titulaire se trouvait dans l'impossibilité d'effectuer aucune opération sur cette rente avant d'avoir obtenu du Ministre des Finances une décision autorisant le rétablissement de son extrait d'inscription².

Ce rétablissement n'est autorisé que sur la production d'une demande du titulaire ou de ses ayants droit, accompagnée de l'extrait d'inscription et de toutes les pièces propres à constater les droits des parties, ces pièces étant les mêmes que pour une mutation ou un transfert.

Si c'est le titulaire qui demande le rétablissement et qu'il

1. Arr. min. Fin., 2 mai 1840, art. 1^{er}.

2. Arr. min. Fin., 2 mai 1840, art. 2.

ne soit pas produit de certificat de propriété à l'appui de l'opération, ce titulaire devra justifier de son existence par la production d'un certificat de vie.

La demande de rétablissement dûment signée et légalisée ne saurait tenir lieu du certificat de vie. Cela peut paraître choquant au premier abord, mais il faut réfléchir que le certificat de vie n'est pas un certificat établissant seulement l'existence du rentier, mais encore sa *capacité civile*.

Cette demande de rétablissement doit être rédigée sur timbre et la signature des parties légalisée par maire et préfet (V. formule n° 8 ci-après.)

Les noms et prénoms des demandeurs devront concorder avec les titres et autres pièces produites, sinon, on devra joindre une notoriété rectificative.

Si la qualité civile du titulaire n'est plus la même il faudra produire les pièces nécessaires au changement de qualité.

275. — Si les parties ne peuvent représenter le titre parce qu'il aura été perdu ou détruit, il sera remplacé par une déclaration de perte établie comme il est dit, *infra* n° 279.

Si l'extrait d'inscription n'existe pas comme n'ayant jamais été expédié (cas des n°s 272-273) il sera suppléé à sa production par une *copie figurée* délivrée et certifiée par l'agent comptable du Grand Livre¹ ou même simplement par une lettre du Directeur de la Dette Inscrite faisant connaître l'existence de l'inscription.

276. — La décision ministérielle qui autorise le rétablissement fixe en même temps le point de départ des arrérages auxquels le rentier a droit. Ce rappel ne peut comprendre plus de cinq ans d'arrérages antérieurs au dépôt du dossier entre les mains du comptable, à moins que les intéressés aient adressé au Ministre des Finances une demande à l'effet d'interrompre la prescription et que le dossier régulier ait été déposé dans l'année de cette demande, ce qui porterait à six années le rappel des arrérages².

1. Arr. min. Fin., 2 mai 1840, art. 3.

2. Avis Conseil d'État, 13 avril 1809 : « Es: d'avis que les réclamations non

277. — Les inscriptions de rentes mixtes se rapprochent de celles au porteur au point de vue de l'époque de prescription et de mise aux portions non réclamées, mais les pièces à produire pour leur rétablissement sont les mêmes que pour les inscriptions purement nominatives.

FORMULE N° 8

Demande de rétablissement par le titulaire ¹.

DETTE PUBLIQUE

Trois pour cent.

(Extrait d'inscription au Grand-Livre)

Numéro Série Rente : 50 francs.

Au nom de : GOUTAL (MARIUS).

A Monsieur le Ministre des Finances,

Monsieur le Ministre,

Le soussigné, Marius Goutal, rentier, demeurant à....., a l'honneur de vous exposer qu'il est titulaire de l'extrait d'inscription dont libellé précède, mais qu'aujourd'hui cette rente se trouve portée au compte spécial des portions non réclamées, attendu qu'aucun arrérage n'a été touché depuis le trimestre du...

En conséquence, l'exposant vous prie, Monsieur le Ministre de bien vouloir ordonner le rétablissement dudit extrait d'inscription, afin qu'il puisse recouvrer la possession de sa rente et en toucher les arrérages échus et non prescrits.

A l'appui de sa demande, il joint son certificat de vie en due forme (ou toutes autres pièces, les indiquer).

Et il a l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, votre très humble et très dévoué serviteur.

A....., le.....

(Signature.)

appuyées de toutes les pièces justificatives, présentées par des créanciers d'arrérages de rentes sur l'État, ne peuvent interrompre la prescription qu'autant que dans le délai d'un an, du jour de la réclamation, le créancier se mettra en règle et présentera toutes les pièces justificatives de la légitimité de sa demande. »

1. Cette demande doit être établie sur papier timbré, la signature de l'exposant légalisée par le Maire de son domicile et celle de ce dernier par le Préfet ou le Sous-Préfet.

SECTION VI

Remplacement des inscriptions
nominatives et mixtes.§ 1^{re}. *Rentes nominatives.*

278. — Le remplacement des inscriptions nominatives est de beaucoup moins compliqué, plus simple et plus rapide que le remplacement des titres au porteur.

Le rentier qui aura perdu, détruit ou à qui sera volée une inscription nominative, devra tout d'abord faire opposition au transfert et au paiement des arrérages, en vertu de la faculté qui lui est accordée par la loi du 22 floréal an VII.

Cette opposition résultera soit d'un acte extra judiciaire signifié au Conservateur des oppositions au Trésor, soit d'une simple lettre sur timbre adressée au Directeur de la Dette Inscrite qui frappe alors la rente d'un empêchement administratif (V. *supra* n° 68 et suivants).

Lorsqu'il ne sera dû aucun trimestre arriéré et que le dossier relatif au remplacement pourra parvenir à la Dette Inscrite quelques jours avant l'échéance du trimestre suivant, le rentier pourra se dispenser de signifier une opposition spéciale attendu que par le seul fait de l'arrivée du dossier à la Direction de la Dette Inscrite et après que la régularité en a été reconnue et l'identité constatée, empêchement administratif est mis d'office tant au transfert qu'au paiement des arrérages de la rente.

Le propriétaire d'une part indivise d'un titre de rente, a pleine qualité pour requérir l'opposition.

279. — Le rentier devra ensuite se présenter devant le maire de la commune de son domicile et lui faire la déclara-

tion de la perte, du vol ou de la destruction de son titre, (V. formule n° 9 ci-après.)

Si le rentier ne possédait pas les indications suffisantes relatives au titre égaré, il pourrait se les procurer en s'adressant au Directeur de la Dette Inscrite en la forme indiquée *infra* n°s 444 et suivants.

La déclaration dont il s'agit sera faite sur timbre et en présence de deux témoins qui constateront l'individualité du déclarant¹. La signature du maire sera légalisée par le préfet ou sous-préfet, sauf dans le département de la Seine où la légalisation est inutile.

280. — Les déclarations de perte sont assujetties à la formalité de l'enregistrement; le droit à percevoir qui, lors du décret du 3 messidor an XII, était le droit fixe de 1 franc, est aujourd'hui avec les décimes de 3 fr. 75².

281. — Le propriétaire dépossédé peut avoir recours à un mandataire pour faire la déclaration de perte, mais alors la demande de remplacement sera accompagnée d'une procura-

1. Décr. du 3 messidor an XII (5 août 1908). Art. 1^{er}. A l'avenir, il ne sera plus délivré de duplicata des extraits d'inscriptions au Grand-Livre des 5 p. 100 consolidés et de la Dette viagère.

(Il a été apporté une exception à cette règle par le décret du 5 août 1908, lequel a prescrit qu'il serait délivré des duplicata des inscriptions de rentes sur l'Etat ayant appartenu aux établissements publics du culte supprimés par la loi du 9 décembre 1905 et dont la remise a été faite à l'administration des Domaines qui en a été constituée séquestre. — Les nouveaux titres sont, dans ce cas, expédiés sous le même numéro et même date que les extraits d'inscriptions originaux.)

ART. 2. — Les rentiers qui auraient perdu leurs extraits d'inscriptions en feront la déclaration devant le maire de la commune de leur domicile. Cette déclaration, faite en présence de deux témoins qui constateront l'individualité du déclarant, sera assujettie au droit fixe d'enregistrement de 1 franc.

ART. 3. — Ladite déclaration sera rapportée au Trésor public. Après en avoir fait constater la régularité, le Ministre du Trésor public autorisera le Directeur du Grand-Livre à débiter le compte de l'inscription perdue et à la porter à un compte nouveau par un transfert de forme, il sera remis au réclamant un extrait original de l'inscription de ce nouveau compte.

ART. 4. — Le transfert de forme autorisé par l'article précédent, aura lieu dans le semestre qui suivra celui pendant lequel la demande d'un nouvel extrait d'inscription aura été adressée au Ministre du Trésor public.

2. Décr. du 3 messidor an XII, art. 2. — Loi du 8 février 1872, art. 4.

tion spéciale qui sera rendue après qu'il en aura été pris note, à moins toutefois que cette procuration ne soit en brevet, cas dans lequel elle devra rester jointe au dossier¹.

Si la qualité civile actuelle du titulaire n'est pas la même que celle figurant sur l'inscription, on devra produire toutes les pièces nécessaires au changement de qualité.

La demande est-elle formée par un héritier du titulaire, elle doit alors être accompagnée du certificat de propriété prescrit par la loi du 28 floréal an VII².

282. — Après avoir fait constater la régularité du dossier, le Ministre des Finances autorise le Directeur du Grand-Livre à débiter le compte de l'inscription disparue et à la porter à un compte nouveau par un transfert de forme; il sera remis au réclamant un extrait original de l'inscription de ce nouveau compte.

283. — Le transfert de forme ainsi autorisé n'aura lieu, en principe, que dans le trimestre qui suivra celui pendant lequel la demande d'un nouvel extrait aura été adressée au Ministre du Trésor public³. Cette mesure est prescrite dans le but de s'assurer que l'extrait d'inscription n'est pas entre les mains d'une tierce personne, cas dans lequel le Trésor renvoie le demandeur devant les tribunaux pour faire ordonner le remplacement.

Si, en même temps que le remplacement, il y avait lieu à rétablissement, les deux opérations pourraient être faites dans le trimestre même du dépôt.

Dans les cas urgents, ou lorsque les droits des parties reposent sur une décision judiciaire, le Directeur de la Dette Inscrite pourra, par un rapport spécial dans lequel les motifs de l'exception seront exposés, demander au Ministre l'autorisation de procéder immédiatement au remplacement du titre adiré⁴.

1. Arr. min. Fin., 1844, article premier.

2. *Ibid.*

3. Décr., 3 messidor an XII, art. 3 et 4.

4. Arr. min. Fin., 1841, art. 4.

§ 2. *Rentes mixtes.*

284. — Les rentes mixtes participant à la fois des rentes nominatives et des rentes au porteur, sont assujetties pour leur remplacement aux formalités prescrites pour chacune de ces rentes.

C'est ainsi que, par rapport au capital, le rentier peut faire opposition au transfert mais non au paiement des arrérages, et qu'il doit produire toutes les pièces exigées pour le remplacement des inscriptions nominatives, notamment la déclaration de perte.

En ce qui concerne les coupons, il doit opérer le dépôt préalable d'un cautionnement réalisé en une inscription nominative suffisante pour garantir le Trésor contre la reproduction des coupons échus et non payés ou restant à échoir et dont le possesseur pourrait réclamer ultérieurement le paiement.

La durée de garantie est de cinq ans pour chaque coupon à partir de son échéance¹.

Lorsque les coupons sont représentés au Trésor, celui-ci ne peut en refuser le paiement, mais alors le Directeur de la Dette Inscrite fait connaître au propriétaire qui se prétend dépossédé, le nom et l'adresse de la personne qui les a touchés.

285. — Dans le cas où la partie qui a perdu ou adiré une inscription mixte déclare ne pouvoir fournir le cautionnement exigé, il peut y être suppléé en vertu d'une décision spéciale rendue sur la proposition du Directeur de la Dette Inscrite de la manière suivante qui nous est indiquée par l'arrêté ministériel du 16 décembre 1869, section IV, article 45, § 7, ainsi conçu :

« En remplacement de l'inscription mixte perdue ou adirée, il est expédié au nom du titulaire deux inscriptions purement nominatives représentant chacune la moitié de celle dont la

1. Déc. min. Fin., 22 janvier 1869 ; — Arr. min., 16 décembre 1869, sect. IV, art. 44.

perte sera certifiée, conformément au décret du 3 messidor, an XII. »

L'une de ces coupures est remise à la partie réclamante, l'autre représentant un capital supérieur au montant des coupons d'arrérages à payer, est conservée par le Trésor pour être affectée au cautionnement, jusqu'à l'expiration de la cinquième année à partir du dernier coupon¹.

Pour permettre au rentier de toucher les arrérages afférents à cette dernière inscription, il lui est remis en échange un bordereau d'annuel.

FORMULE N° 9

Déclaration en cas de perte d'une inscription nominative de rente sur l'État².

Aujourd'hui, le mil neuf cent

Par-devant nous, maire de la commune de....., arrondissement de....., département de.....

A comparu : M. Georges Ogier, architecte, demeurant à.....

Lequel nous a déclaré avoir perdu un extrait d'inscription au Grand-Livre de la Dette publique, numéro....., série..... de 50 francs de rente 3 p. 100 immatriculé à son nom de la façon suivante : OGIER (Georges).

Et il nous a dit qu'il faisait cette déclaration à l'effet d'obtenir le remplacement dudit extrait d'inscription et pour se conformer aux prescriptions du décret du 3 messidor, an XII, s'obligeant à rapporter l'extrait d'inscription adiré s'il le retrouve.

La présente déclaration faite en présence de M. et M. (noms, prénoms, profession et domicile), tous deux témoins majeurs qui ont attesté l'individualité du comparant qu'ils ont déclaré bien connaître.

Et lesdits témoins et le déclarant ont signé avec nous les jours, mois et an que dessus.

A....., le.....

1. Déc. min., 12 février 1869.

2. Cette déclaration doit être établie sur papier timbré et être enregistrée. La signature du Maire sera légalisée par le Préfet ou le Sous-Préfet de l'arrondissement.

SECTION VII

Changements de qualités.

§ 1^{er}. Règles générales.

286. — Les inscriptions de rentes nominatives doivent contenir les noms, prénoms et qualités civiles des titulaires, et, lorsqu'il y a lieu, les conditions sous lesquelles la rente est possédée. Toute modification qui advient par la suite, soit dans la propriété de la rente, soit dans la qualité civile du titulaire ou dans le genre de possession, doit faire l'objet d'un changement d'immatricule.

Les modifications qui portent sur la propriété de la rente sont opérées par voie de transferts ou par voie de mutations réelles; elles ne peuvent être effectuées, sauf le cas de transfert pur et simple, qu'en vertu d'un certificat de propriété ainsi que nous le verrons plus loin n° 424. Il en est de même pour les changements qui consistent à faire disparaître une clause d'inaliénabilité quelconque.

Quant aux modifications relatives à la qualité civile du titulaire, elles donnent lieu à une mutation de forme qui, en principe, est opérée sur la simple production des pièces d'où résulte le changement de qualité, sans qu'il soit nécessaire de produire un certificat de propriété. Néanmoins il sera toujours loisible aux parties de remplacer les pièces elles-mêmes par un certificat de propriété les visant.

Ces modifications dans la qualité civile des titulaires sont désignées dans le langage administratif sous le nom générique de *changements de qualités*, et c'est de ces changements dont nous allons nous occuper ici.

§ 2. *Majorité.*

287. — La majorité se constate par la production d'une expédition régulière de l'acte de naissance. L'acte de mariage pourrait également faire foi de la majorité, attendu que cet acte contient la date de naissance des époux dont il a été justifié lors du mariage.

En principe, lorsqu'il s'agit de justifier de la majorité d'une femme mariée, il est toujours préférable de produire l'acte de mariage.

288. — Outre l'expédition de l'acte de naissance ou de mariage, on doit produire le certificat de vie du titulaire indiquant sa nouvelle qualité civile.

289. — La date de naissance des mineurs ne peut être insérée dans le libellé des rentes qu'autant qu'il en est justifié au Trésor, lors de l'immatriculation, soit par la production d'une copie régulière de l'acte de l'état civil la constatant, soit par la production d'un certificat de propriété dans lequel cette pièce aurait été visée. Par suite, lorsque les inscriptions de rentes appartenant à des mineurs contiendront la date de leur naissance, il sera inutile, à la majorité, de produire les actes de l'état civil; un certificat de vie sera suffisant pour effectuer le changement.

Faisons remarquer ici que les étrangers étant soumis quant à leur capacité, aux lois de leur pays, ils ne deviennent majeurs et capables qu'à l'époque déterminée dans leur législation. En conséquence, lorsqu'il s'agit d'un étranger on ne devra pas se contenter simplement de son acte de naissance, mais exiger en outre un certificat de coutume qui sera visé dans un certificat de propriété.

§ 3. — *Mariage.*

290. — Le mariage se constate par la simple production d'une expédition de l'acte civil de mariage de la titulaire accompagnée de son certificat de vie.

Si cependant la titulaire était inscrite sous le nom d'épouse de.... (d'un précédent mariage), il faudrait procéder comme il sera dit ci-après nos 308 et suivants et en outre viser dans le certificat de propriété sinon produire, l'expédition du nouvel acte de mariage.

§ 4. — *Emancipation.*

291. — On distingue deux sortes d'émancipations, celle qui résulte de plein droit du mariage d'un mineur et celle qui a lieu en vertu de la déclaration des père ou mère, ou d'une délibération du conseil de famille.

Dans le premier cas, qui ne se présente guère dans la pratique que pour les femmes, il n'est fait aucune mention d'émancipation sur les inscriptions dont celles-ci sont titulaires; on se contente de relater dans le libellé « femme mineure de ». Cette mention est insérée en même temps que celle du mariage sur la production de l'acte de l'état civil et du certificat de vie.

Dans le second cas, l'émancipation sera relatée au moyen de la production d'une expédition soit de la déclaration faite au juge de paix par le père ou par la mère, soit de la délibération du conseil de famille. La production du certificat de vie est toujours obligatoire.

§ 5. — *Tutelle.*

292. — Il existe trois sortes de tutelles, la tutelle légale, la tutelle testamentaire et la tutelle dative. Les pièces à produire diffèrent pour chacune d'elles.

293. — Pour le mineur qui était précédemment sous l'administration légale de son père et qui, par suite du décès de son père ou de sa mère, passe sous la tutelle légale du survivant de ceux-ci, il y a lieu de produire l'acte de décès de l'époux prédécédé et le certificat de vie du mineur faisant connaître sa qualité civile actuelle.

Au décès du père ou de la mère tuteur légal, si la tutelle passe de droit à un ascendant, on devra produire l'acte de décès du premier tuteur et le certificat de vie du mineur indiquant la tutelle actuelle.

294. — Pour la tutelle testamentaire, on produira une expédition ou un extrait du testament qui a nommé le tuteur ainsi que le certificat de vie du mineur.

295. — Quant à la tutelle dative on devra produire un extrait ou une expédition de la délibération du conseil de famille toujours accompagnée du certificat de vie du titulaire.

296. — Si la mère tutrice légale veut se remarier, elle doit, avant la célébration de son nouveau mariage, convoquer le conseil de famille de ses enfants mineurs, à l'effet de faire décider si la tutelle doit lui être conservée.

Dans l'affirmative, elle aura à produire au Trésor une expédition ou un extrait de la délibération dudit conseil de famille, une expédition de son acte de mariage et le certificat de vie des mineurs pour faire mentionner dans le libellé des inscriptions appartenant à ces derniers, tant son nouveau mariage et son maintien dans la tutelle que l'adjonction du cotuteur.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire si la mère ne remplit pas ces formalités, elle perd la tutelle de plein droit et c'est alors au conseil de famille qu'il appartient de nommer le nouveau tuteur. Généralement ce sera la mère qui sera réintégrée dans la fonction de tutrice et dès lors sa tutelle ne sera plus légale mais dative.

Ce changement de tutelle sera constaté sur la production : 1^o d'une expédition ou d'un extrait de la délibération du conseil de famille; 2^o d'une expédition de l'acte de mariage de la mère; 3^o et du certificat de vie du mineur.

Dans l'une et l'autre de ces alternatives, le certificat de vie du mineur doit relater la cotutelle.

297. — En cas de changement de tutelle, on doit produire, outre le certificat de vie du titulaire, un extrait ou une expédition de la délibération du conseil de famille, nommant le dernier tuteur. Cette délibération relatera soit le décès du

précédent tuteur, soit son exemption avec la cause de son excuse, soit enfin, sa destitution et les raisons qui l'ont motivée.

298. — Lorsque la destitution résulte de l'article 444 du Code civil, c'est-à-dire lorsqu'elle est basée sur l'inconduite notoire ou sur l'incapacité ou l'infidélité, elle doit être prononcée par le conseil de famille (art. 446 C. civ.) dont la délibération ne pourra être prise qu'après avoir entendu ou appelé le tuteur. (Art. 447 C. civ.) — Si le tuteur adhère à la délibération, il en sera fait mention et le nouveau tuteur entre aussitôt en fonction, mais s'il y a réclamations, la délibération doit être soumise à l'homologation du tribunal de première instance (Art. 448, C. civ.).

Dans ce dernier cas il sera suffisant de produire l'expédition du jugement d'homologation si ce jugement relate suffisamment la délibération du conseil de famille.

299. — Depuis la loi du 2 juillet 1907 qui a modifié les articles 384 et 389 du Code civil, celui des père et mère naturel qui exerce la puissance paternelle possède en même temps l'administration des biens de son enfant légalement reconnu, mais à titre de tuteur légal. En conséquence, les inscriptions de rente appartenant à des enfants naturels reconnus seront immatriculées à leur nom avec mention de leur *tuteur légal*, alors que dans le passé ils ne pouvaient avoir qu'un tuteur datif.

Donc, si, par la suite, l'enfant naturel est légitimé par le mariage subséquent de ses père et mère, la tutelle deviendra une *administration légale* et le changement qui en résulte sera mentionné sur les inscriptions de rentes dont le mineur est titulaire au moyen de la production de : 1° l'acte de naissance du mineur ; 2° les actes de reconnaissance par les père et mère si cette reconnaissance n'est pas contenue dans l'acte de célébration de mariage ; 3° l'acte de mariage des parents ; 4° et le certificat de vie du mineur relatant sa qualité civile actuelle, c'est-à-dire : mineur sous l'administration légale de... (V. *supra*, n° 252, deuxième alinéa, pour la forme de ce certificat de vie.)

§ 6. — *Interdiction.*

300. — L'interdiction, qu'elle soit *légale* ou *judiciaire*, se mentionne dans le libellé des rentes sur la simple production : 1° d'une expédition ou d'un extrait de la délibération du conseil de famille nommant le tuteur. et 2° du certificat de vie de l'interdit relatant sa qualité d'interdit et la tutelle sous laquelle il se trouve.

Si la délibération du conseil de famille ne contenait pas les énonciations suffisantes sur le jugement ou l'arrêt qui a prononcé l'interdiction, on devrait produire en outre une expédition ou un extrait dudit jugement ou arrêt.

301. — Si la tutelle vient à changer on produira une expédition ou un extrait de la délibération nommant le nouveau tuteur et le certificat de vie de l'interdit. (V. *supra*, n° 297.)

302. — La mention d'interdiction comportant une restriction au droit d'aliéner, il s'ensuit que sa suppression ne peut être opérée qu'en vertu d'un certificat de propriété.

Ce certificat devra viser : 1° une expédition ou un extrait du jugement qui a prononcé la mainlevée s'il s'agit d'une interdiction *judiciaire*, et, s'il s'agit d'une interdiction *légale*, les pièces justifiant soit de la libération soit de la décision du gouvernement qui aurait relevé le condamné de son interdiction ; 2° et un acte contenant reddition de compte de tutelle et remettant à l'ex-interdit la possession de ses biens.

§ 7. — *Administration provisoire d'aliénés non interdits.*

303. — La mention d'un administrateur provisoire *légal* sur les inscriptions de rentes se fait au moyen d'un simple certificat délivré par le Directeur de l'établissement où est interné l'aliéné et du certificat de vie de ce dernier.

La radiation de cette même mention aura lieu en vertu d'un autre certificat du directeur indiquant la date de l'entrée du

malade dans l'établissement ainsi que celle de sa sortie et constatant qu'à cette dernière date il était radicalement guéri de la maladie dont il était atteint.

Le certificat de vie du titulaire sera également produit.

304. — Pour la mention d'un administrateur provisoire *judiciaire*, on produira une expédition ou un extrait du jugement qui l'aura nommé et le certificat de vie du titulaire¹. Quant à la suppression de cette même mention, elle est ordinairement effectuée en vertu d'un certificat de propriété visant le certificat du directeur de l'établissement, tel qu'il est mentionné ci-dessus n° 303, et la minute d'un acte de reddition de compte par l'administrateur.

305. — Bien que les fonctions d'administrateur provisoire *judiciaire* cessent de plein droit à l'expiration du délai de trois ans², on devra même après ce délai, se conformer à ce qui vient d'être dit pour la suppression de la mention.

306. — Si les titres portent : « *aliéné* » sans ajouter « *non interdit* » un certificat de propriété est nécessaire.

§ 8. — *Conseil judiciaire.*

307. — On mentionne le conseil judiciaire sur les titres de rente appartenant aux personnes qui en sont pourvues, par la production : 1° de la grosse ou d'un extrait du jugement de nomination, et 2° des certificats établissant que ce jugement a acquis l'autorité de la chose jugée.

La suppression de cette mention est effectuée sur la même production : 1° du jugement prononçant la mainlevée, et 2° des certificats de non opposition ni appel prescrits par l'art. 548 du Code de procédure civile.

Dans les deux cas, il faut joindre au dossier le certificat de vie du titulaire indiquant sa qualité civile.

Bien souvent on remplace ces pièces par la production d'un certificat de propriété les visant.

1. Loi du 30 juin 1838, art. 32. — 2. Loi du 30 juin 1838, art. 37.

SECTION VIII

Viduité.

308. — Lorsqu'une femme devient veuve, les inscriptions de rente dont elle était titulaire ne peuvent être immatriculées en sa nouvelle qualité de *veuve de*.... que sur la production d'un certificat de propriété, le Trésor considérant que la viduité d'une femme donne lieu à une véritable mutation et non pas à un simple changement de qualité.

Cette règle s'applique à tous les cas de viduité sans qu'il y ait lieu de distinguer si l'inscription de rente appartient à la femme en pleine propriété, en nue propriété ou en usufruit seulement.

309. — S'il s'agit d'une rente propre à la femme, le certificat de propriété à produire dans cette circonstance énoncera le décès du mari, visera le contrat de mariage et attestera la qualité de bien propre (V. *infra* n° 762).

Dans ce cas, le visa du contrat de mariage est toujours obligatoire, on ne saurait y suppléer par le visa d'un inventaire ou d'un partage, dans lesquels les intéressés auraient reconnu que la rente était propre à la femme et qu'à ce titre cette dernière en a fait la reprise en nature.

Cependant, dans cette dernière hypothèse, le notaire serait dispensé d'attester personnellement la qualité de propre dans son certificat de propriété.

310. — Si, au contraire, la rente dépend d'une communauté, il faudra viser dans le certificat de propriété toutes les pièces établissant le décès du mari, la dévolution de sa succession et l'attribution faite à la veuve de l'extrait d'inscription.

311. — Il existe cependant un cas dans lequel la femme n'a pas à produire de certificat de propriété pour faire immatriculer à son nom de veuve les inscriptions de rente dont elle est déjà titulaire. C'est celui où les titres contiennent une

mention de séparation judiciaire de biens. Il est alors suffisant de produire une copie de l'acte de décès du mari et le certificat de vie de la veuve. Cependant, si l'inscription de rente contenait une mention de dotalité, le Trésor exigerait toujours la production d'un certificat de propriété quand bien même il existerait une mention de séparation judiciaire de biens et cela, non pas pour constater la propriété de la rente, mais pour faire disparaître la mention du régime dotal et du remploi contenue dans l'immatricule.

SECTION IX

Extinction ou changements dans l'usufruit des rentes.

312. — Décès de l'usufruitier. Au décès de l'usufruitier, le nu-propriétaire fait inscrire les titres à son nom pour la toute propriété sur la seule production de son certificat de vie et de l'acte de décès de l'usufruitier.

Pour effectuer cette opération, on attendra généralement que le trimestre dans lequel est décédé l'usufruitier soit écoulé et que les arrérages en soient touchés, sans quoi un certificat de propriété serait nécessaire pour l'attribution des arrérages dont partie revient aux ayants droit de l'usufruitier pour le prorata couru au jour de son décès, et partie au nu-propriétaire pour le prorata à compter de ce même jour. (V. formule, n° 12.)

Pareil certificat de propriété pourrait être exigé si le titre était revêtu d'une mention de côte d'inventaire, néanmoins le Trésor s'abstient ordinairement de le réclamer lorsque cette mention, dûment signée par le notaire, constate formellement qu'il s'agit de l'inventaire après le décès de M....., *usufruitier de l'inscription*.

313. — Le nu-propriétaire pourrait se rendre cessionnaire

de la portion des arrérages revenant aux ayants droit de l'usufruitier. Dans ce cas, l'acte de cession sera visé dans le certificat de propriété et la totalité des arrérages dus sera attribuée au nu-propriétaire. (V. formule n° 11.)

314. — Si les représentants de l'usufruitier étaient inconnus, le certificat de propriété devrait requérir la délivrance d'un nouveau titre avec jouissance du jour de décès de l'usufruitier et laisser au compte du Trésor le prorata dépendant de la succession de ce dernier. (V. formule n° 13.)

315. — Le nu-propriétaire pourrait éviter la production du certificat de propriété en consignait au nom de la succession de l'usufruitier le prorata d'arrérages lui revenant et en justifiant de cette consignation par la production du récépissé de versement.

316. — Au cas d'usufruits successifs on produira : 1° l'acte de décès du premier usufruitier ; 2° le certificat de vie de l'usufruitier qui lui succède immédiatement celui des autres usufruitiers n'est pas exigé). Et 3° le certificat prescrit par la loi du 8 juillet 1852.

Les mêmes pièces sont à produire au décès de l'un des usufruitiers qui possèdent conjointement avec clause de réversion.

Quant aux usufruits simultanés, on exige le certificat de vie de tous les usufruitiers qui subsistent.

317. — Si plusieurs usufruitiers étaient inscrits conjointement et indivisément ou conjointement et sans indication de part, le décès de l'un d'eux donnerait lieu à la production d'un certificat de propriété basé sur les actes et pièces de nature à établir les droits des survivants¹.

318. — Un usufruit peut reposer sur la tête d'une personne mais appartenir à une autre qui en a la jouissance. Dans ce cas, si cette dernière personne vient à décéder, il y a lieu de produire un certificat de propriété pour attribuer ledit usufruit

¹ : Gorges et Bezard, *Manuel des transferts et mut.*, 1^{re} édition, p. 312, § VII.

à qui de droit. Les règles à suivre sont alors les mêmes que s'il s'agissait d'une pleine propriété.

319. — Si l'usufruitier d'une inscription venait à disparaître, le nu-propriétaire devrait remplir les formalités relatives à l'absence (V. ce mot, *infra* n° 807 et suivants), c'est-à-dire obtenir l'administration provisoire s'il n'y a que présomption d'absence, pour, ensuite se faire envoyer en possession du dit usufruit.

Les inscriptions seront alors immatriculées de la façon suivante :

ADMINISTRATION PROVISOIRE

DESSAGNE (PHILIBERT), présumé absent, pour l'usufruit, pourvu d'un administrateur provisoire de ses biens (quant audit usufruit) en la personne de Léon Ecochard, suivant jugement du tribunal civil de L..., en date du.... La nue propriété au dit Léon Ecochard.

ENVOI EN POSSESSION PROVISOIRE

ECOCHARD (LÉON), pour l'usufruit, comme envoyé en possession provisoire suivant jugement du Tribunal civil de L..., en date du.... de l'usufruit de la présente rente dépendante de la succession de Philibert Dessagne déclaré absent. La nue propriété audit Léon Ecochard.

320. — Lorsque le titulaire d'une rente en usufruit est une femme mariée, si cette femme devient veuve, on devra produire un certificat de propriété pour attribuer ledit usufruit soit à la veuve comme bien propre ou comme attributaire, soit aux ayants droit de la communauté. (V. *supra* n° 308, 2° alinéa.)

321. — **Renonciation à usufruit.** — L'usufruitier qui voudra renoncer à son droit d'usufruit sur une rente, devra le faire par acte notarié établi en minute. La rente sera ensuite immatriculée au nom du nu-propriétaire devenu plein propriétaire sur la production d'un certificat de propriété délivré par le notaire détenteur de la minute dudit acte de renonciation. (V. formule n° 10.)

Si la renonciation était faite en la forme sous seing privé, elle

ne pourrait être visée dans le certificat de propriété qu'après avoir été déposée pour minute au notaire certificateur avec, en outre, reconnaissance d'écriture et de signature.

322. — La renonciation à usufruit, est souvent consentie sous la forme de cession par voie de transfert. (Voir ci-après n° 324.)

323. — Pour renoncer à un usufruit, il faut avoir les qualités requises pour aliéner et en posséder la libre disposition. C'est ainsi qu'un usufruit légué à titre incessible et insaisissable ne peut faire l'objet d'une renonciation qu'après une autorisation de justice. (Voir *supra* n° 43 et suivants.)

324. — **Cession d'usufruit.** — L'usufruitier d'une inscription de rente peut céder ses droits soit au nu-propiétaire, soit à une tierce personne. Si la cession est consentie au nu-propiétaire, elle a pour résultat d'éteindre le droit en usufruit et de convertir celui du nu-propiétaire en une pleine propriété.

Ces cessions peuvent être consenties, soit par actes notariés, soit par transferts d'agents de change. Dans le premier cas, il y a mutation et l'inscription est immatriculée au nom du nu-propiétaire sur la production d'un certificat de propriété visant l'acte de cession (comme ci-dessus pour la renonciation). Dans le cas de transfert, l'usufruitier signe des feuilles de transfert comme il est dit *infra* n° 366 et l'agent de change négociateur rétablit, au nouveau compte, au nom du nu-propiétaire, une inscription pour la toute propriété. Le certificat de vie du nu-propiétaire doit être produit à l'appui dudit transfert.

FORMULE N° 10

Certificat de propriété en suite de renonciation à usufruit.

DETTE PUBLIQUE

Trois pour cent

Extrait d'inscription au Grand-Livre

Numéro..... Série..... Rente : 120 francs

Au nom de : MÉRY (Joseph) pour l'usufruit, la nue propriété à François Chabert.

Je soussigné.....

Vu :

I, l'extrait d'inscription dont libellé précède.

II. La minute d'un acte reçu par moi, le....., aux termes duquel, M. Joseph Méry, rentier, demeurant à....., a déclaré renoncer purement et simplement au droit d'usufruit lui appartenant sur l'inscription de 120 francs de rente 3 p. 100 ci-dessus visée, cela à compter du 1^{er} janvier prochain. Et ledit M. Méry m'a requis de délivrer le certificat de propriété nécessaire pour la suppression de la mention de son droit, dans ledit extrait d'inscription.

Certifie, conformément à la loi du 28 floréal an VII, que l'inscription de rente ci-dessus visée, appartient aujourd'hui en pleine propriété et jouissance, à M. François Chabert, clerk d'avoué, demeurant à.....

En foi de quoi.....

FORMULE N° 11

Usufruitier décédé. — Cession par son héritier au nu-propriétaire, du prorata d'arrérages couru au jour du décès.

DETTE PUBLIQUE

Trois pour cent

Extrait d'inscription au Grand-Livre

Numéro..... Série..... Rente : 3 000 francs

Au nom de : MÉRY (Joseph) pour l'usufruit, la nue propriété à François Chabert.

Je soussigné.....

Attendu le décès de M. Joseph Méry, en son vivant rentier, demeurant à....., ledit décès survenu en son domicile le 1^{er} janvier 1912, ainsi que le constate l'acte qui en a été dressé à la mairie de....., le..., et dont une expédition est demeurée annexée à l'acte de notoriété ci-après visé :

Et vu :

I. L'extrait d'inscription dont libellé précède.

II. L'expédition susmentionnée de l'acte de décès de M. Joseph Méry.

III. La minute d'un acte de notariété dressé par moi à défaut d'inventaire le..., constatant que ledit M. Joseph Méry est décédé aux lieu et date ci-dessus indiqués, et qu'il a laissé pour seul héritier de droit M. Louis Méry son neveu, commerçant, demeurant à.....

IV. La minute d'un acte reçu par moi le....., aux termes duquel M. Louis Méry a cédé à M. Chabert le prorata d'arrérages auquel il avait

droit en qualité d'héritier de son oncle, sur l'inscription de rente ci-dessus visée, soit du 1^{er} janvier 1912, au 1^{er} février suivant jour du décès de l'usufruitier. Ladite cession consentie et acceptée moyennant le prix de 250 francs qui a été quittancé dans l'acte.

Certifie conformément à la loi du 28 floréal an VII, que l'inscription de rente ci-dessus visée appartient en pleine propriété avec tous arrérages échus et à échoir au ci-après nommé et doit être immatriculée comme suit :

CHABERT (François).

En foi de quoi.....

FORMULE N° 12

Usufruitier dédédé. — Décompte des arrérages, dont partie est attribuée à l'héritier de l'usufruitier et partie au nu-propriétaire.

DETTE PUBLIQUE

Trois pour cent

Extrait d'inscription au Grand-Livre

Numéro..... Série..... Rente : 3 000 francs

Au nom de MÉRY (Joseph) pour l'usufruit, la nue propriété à François Chabert.

Je soussigné.....

Attendu le décès de M. Joseph Méry, en son vivant rentier, demeurant à....., ledit décès survenu en son domicile le 1^{er} janvier 1912, ainsi que le constate l'acte qui en a été dressé à la mairie de..... le....., et dont une expédition est demeurée annexée à l'acte de notoriété ci-après visé :

Et vu :

I. L'extrait d'inscription dont libellé précède.

II. L'expédition susmentionnée de l'acte de décès de M. Joseph Méry.

III. La minute d'un acte de notoriété dressé par moi à défaut d'inventaire le....., constatant que ledit M. Joseph Méry est décédé aux lieu et date ci-dessus indiqués, et qu'il a laissé pour seul héritier de droit M. Louis Méry son neveu, commerçant, demeurant à.....

Certifie conformément à la loi du 28 floréal an VII, que l'inscription de rente ci-dessus visée appartient en pleine propriété et jouissance, savoir :

1° A M. Louis Méry, commerçant, demeurant à....., pour le prorata

d'arrérages couru du 1^{er} janvier 1912 au 1^{er} février de la même année, et cela en qualité de seul héritier de M. Méry, usufruitier ;

2° A M. François Chabert en pleine propriété avec tous arrérages échus et à échoir à compter du 2 février 1912.

En foi de quoi.....

FORMULE N° 13

Usufruitier décédé. — Prorata d'arrérages revenant à ses héritiers, laissé au compte du Trésor.

DETTE PUBLIQUE

Trois pour cent

Extrait d'inscription au Grand-Livre

Numéro..... Série..... Rente : 3 000 francs

Au nom de MÉRY (Joseph) pour l'usufruit, la nue propriété à François Chabert.

Je soussigné.....

Attendu le décès de M. Joseph Méry, en son vivant rentier, demeurant à....., ledit décès survenu en son domicile le 1^{er} février 1912 ainsi que le constate l'acte qui en a été dressé à la mairie de....., le....., et dont une expédition est demeurée annexée à l'acte de réquisition ci-après visé.

Et vu :

I. L'extrait d'inscription dont libellé précède.

II. L'expédition ci-dessus mentionnée de l'acte de décès de M. Joseph Méry.

III. La minute d'un acte reçu par moi, le..... aux termes duquel M. François Chabert m'a déclaré qu'il était nu-propriétaire d'une inscription de 3 000 francs de rente 3 p. 100. Numéro..... Série..... dont l'usufruit appartenait à M. Joseph Méry, que ce dernier est décédé le 1^{er} février dernier ne laissant aucun parent connu de l'exposant, et que toutes recherches faites à ce sujet sont demeurées infructueuses.

En cette circonstance, M. François Chabert m'a requis dans ledit acte, de lui délivrer un certificat de propriété à l'effet d'obtenir la délivrance d'une nouvelle inscription de rente exclusivement à son nom, pour le prorata d'arrérages revenant à la succession de M. Joseph Méry, être laissé au compte du Trésor.

Certifie, conformément à la loi du 28 floréal an VII, que le prorata d'arrérages couru du 1^{er} janvier au 1^{er} février 1912, et revenant à la

succession de M. Joseph Méry, usufruitier, doit être laissé au compte du Trésor.

Et que le titre de 3 000 francs de rente susvisé appartient aujourd'hui en pleine propriété et jouissance avec tous arrérages échus et à échoir à compter du 2 février 1912, à M. François Chabert au nom duquel il doit être immatriculé.

En foi de quoi....

SECTION X.

Erreurs. — Rectifications.

325. — Lors de l'immatriculation des inscriptions de rente, il se peut que des erreurs soient commises tant sur les noms, prénoms et qualités civiles des titulaires que sur toutes autres énonciations contenues au libellé.

Ces erreurs proviennent tantôt de l'administration des finances, tantôt des officiers ministériels rédacteurs des certificats de propriété, de l'agent de change négociateur ou des parties elles-mêmes. Elles sont rectifiées de façons différentes selon leur importance et selon également la personne à qui elles sont imputables, mais dans tous les cas (sauf n° 326 ci-après) les rectifications ne peuvent être opérées qu'en vertu d'une décision ministérielle provoquée par le Directeur de la Dette Inscrite et qui est produite à la Cour des comptes, par l'agent comptable, à l'appui de son compte de gestion.

326. — Pour les erreurs provenant de la Dette Inscrite, elles peuvent porter soit sur le Grand-Livre lui-même, soit simplement sur l'extrait d'inscription¹. Dans l'un et l'autre cas, les rectifications sont opérées sans aucune justification, le rentier n'a qu'à déposer son extrait d'inscription en indiquant l'erreur qu'il s'agit de rectifier.

Si l'erreur n'existe que sur l'extrait d'inscription, la rectification sera faite immédiatement et dans un bref délai, attendu que dans ce cas il n'y a pas lieu à décision ministérielle, mais

1. Décr., 18 décembre 1869. S^m III, art. 21.

si au contraire, l'erreur porte sur le Grand-Livre il faudra un délai plus long, puisque la décision ministérielle devient alors obligatoire.

327. — Quand l'erreur est imputable à l'agent de change quia effectué le transfert, et que trois mois ne se sont pas écoulés depuis la déclaration du transfert, la rectification peut avoir lieu sur la production d'une pétition de l'agent de change certificateur visée par le Syndic de sa corporation¹. (V. formule n° 14 ci-après.) Passé ce délai de trois mois, les erreurs ne sont plus rectifiées que dans la forme ordinaire indiquée ci-après ou par un nouveau transfert effectué aux risques et périls de l'agent de change.

Il en serait de même si, bien que trois mois ne se fussent pas écoulés, un trimestre d'arrérages avait été touché.

328. — Pour les erreurs provenant du fait des parties ou de celui des notaires, juges de paix ou greffiers rédacteurs des certificats de propriété, elles ne pourront être rectifiées que sur la production d'un acte de notoriété dressé à cet effet².

329. — Ces actes de notoriété doivent être basés sur les actes de l'état civil propres à établir les véritables noms, prénoms ou qualités civiles des titulaires (tels que actes de naissance ou actes de mariage, mais non les actes de décès). Ils seront ordinairement produits en brevets et les actes de l'état civil sur lesquels ils sont basés leur demeureront annexés, à défaut de quoi ces derniers actes devront être produits séparément à l'appui de l'opération de rectification.

Bien que les actes de l'état civil ne puissent être rectifiés que par un jugement, le Trésor accepte une notoriété pour rectifier les erreurs contenues en un acte de décès.

1. Déc. min., 24 ventôse an XI.

2. Loi 8 fructidor, an V art. 1^{er}. « Les créanciers de l'Etat au préjudice desquels il pourrait être intervenu quelques erreurs dans leurs noms et prénoms portés au Grand-Livre et registres de la Dette publique, formeront leur pétition en rectification d'erreur devant les commissaires de la Trésorerie comme par le passé, ils y joindront les actes de notoriété et autres pièces authentiques à l'aide desquels ils croiront pouvoir constater l'erreur et dont il sera dressé inventaire au moment du dépôt.

Si la notoriété a été dressée en minute l'expédition qui en sera produite devra contenir l'expédition des copies des actes de l'état civil annexées à la minute.

Cependant, lorsque l'erreur est de minime importance (comme par exemple une simple interversion de prénoms, ou une légère différence dans l'orthographe des noms), le Trésor n'exige pas l'annexe ou la production des actes de l'état civil.

330. — Les parties ont toujours la faculté de recourir à un certificat de propriété visant l'acte de notoriété mais dans ce cas la notoriété sera établie en minute et non plus en brevet. Si l'acte de notoriété avait été dressé en brevet, le notaire certificateur devrait le déposer au rang de ses minutes.

En principe, lorsqu'il y a certificat de propriété les notoriétés rectificatives doivent y être visées et non produites séparément.

Lorsqu'il est dressé un certificat de propriété, il est inutile au visa de l'acte de notoriété de relater l'annexe des actes de l'état civil.

331. — Quand l'erreur dans les nom ou prénoms du titulaire est à un tel point importante qu'il est difficile *a priori* d'admettre l'identité (comme par exemple une différence sensible dans l'orthographe du nom ou une différence complète dans les prénoms, telle l'hypothèse d'un titulaire dénommé sur l'inscription Paul au lieu de Henri qui est son seul et véritable prénom), le Trésor ne se contente plus d'un simple acte de notoriété, mais exige la production d'un certificat de propriété.

Dans ce certificat, le notaire, se basant sur l'attestation des témoins contenue en l'acte de notoriété, prend sous sa responsabilité personnelle de certifier également qu'il y a erreur et identité de personnes. (V. formule n° 15.)

332. — Certains erreurs peuvent être rectifiées directement par les notaires, au *certifié* de leur certificat de propriété sans qu'il soit nécessaire pour eux de viser préalablement un acte de notoriété, ce sont les erreurs portant par exemple sur la date des actes relatés dans les immatricules ou sur le

nom ou la résidence du notaire qui les a reçus alors que le visa de ces actes au certificat de propriété révèle une date ou des noms différents. (V. formule n° 15.)

Diverses autres erreurs de peu d'importance peuvent encore être rectifiées de cette manière, c'est aux notaires qu'il appartient d'apprécier les cas où ils pourront le faire sans nuire à leur responsabilité.

333. — Lorsqu'un enfant mineur aura été inscrit par erreur sous la *tutelle légale* de son père au lieu de sous l'*administration légale*, il y sera remédié de la façon suivante, on produira : 1° l'acte de naissance dudit mineur, constatant qu'il est fils de M..... et de Mme..... ; 2° le certificat de vie de ses père et mère et le sien propre. Sur ce dernier il sera fait mention de sa qualité de mineur sous l'administration légale de M..... son père.

On pourrait aussi produire un certificat de propriété basé sur l'acte de naissance et les certificats de vie des père et mère.

334. — Si l'erreur commise porte sur le chiffre de rente ou sur les droits des parties, de telle sorte que la rectification ait pour résultat de faire perdre à l'un ou plusieurs des titulaires la totalité ou partie seulement de leurs droits inscrits, le Trésor se refuse à toute rectification et les parties ne peuvent plus avoir recours qu'à un transfert par agent de change.

335. — Si des inscriptions de rentes avaient été immatriculées au nom d'une commune, alors que ces rentes doivent revenir au bureau de bienfaisance de cette commune, la rectification pourrait avoir lieu sur la production d'une délibération du conseil municipal approuvée par le préfet.

336. — Il arrive parfois que par suite d'une omission, une rente est inscrite au nom de plusieurs personnes sans indiquer si ces personnes possèdent conjointement et indivisément, ou au contraire par portions divisées. Dans ce cas, la Dette Inscrite présume toujours l'indivision sauf aux parties à faire la preuve contraire.

FORMULE N° 14

Demande de rectification par agent de change.*A Monsieur le Ministre des Finances,*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le soussigné, M....., agent de change près la Bourse de L....., demeurant en cette ville, rue

A l'honneur de vous exposer que le....., il a été déposé à la Trésorerie générale sous le n°....., un transfert de rente 3 p. 100 par lequel il était demandé la création d'une inscription de 80 francs au nom de Genevier (Marie), fille majeure.

Que, dans les déclaration et certificat de transfert, la titulaire a été, par erreur, qualifiée de fille majeure alors qu'elle est encore mineure comme étant née à....., le....., ainsi que le constate une expédition de son acte de naissance produite à l'appui de la présente pétition, et qu'il y a lieu de compléter l'immatricule par cette indication : « sans tutelle connue ».

En conséquence, il vient vous prier, Monsieur le Ministre, de vouloir bien lui permettre de réparer son erreur et de lui faire délivrer, au lieu et place de l'inscription de 80 francs de rente 3 p. 100 n°....., s^{ie}....., au nom de Genevier (Marie), fille majeure, une nouvelle inscription de même nature et somme de rente immatriculée comme suit : GENEVIER (Marie), fille mineure, sans tutelle connue.

Le soussigné s'engage à garantir le Trésor contre toute revendication ultérieure, et il a l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, votre très dévoué serviteur.

A L....., le

(Signature de l'agent de change certificateur.)

Vu par nous, Syndic de la Compagnie des agents de change de L....., pour certification de la signature de M....., apposée ci-dessus.

A, le

(Signature du syndic.)

FORMULE N° 15

Certificat de propriété. — Rectification d'erreurs.

DETTE PUBLIQUE

Trois pour cent

Extrait d'inscription au Grand-Livre

Numéro..... Série..... Rente : 100 francs

Au nom de DULAC (Pierrette), femme de Jean Michoud, mariée sous le régime dotal, suivant contrat passé devant M^e Monroy, notaire à....., le 17 août 1901. La présente rente, provenant de fonds touchés suivant quittance reçue M^e Lemire, notaire à, le, ne sera aliénable qu'aux conditions de remploi prescrites par le contrat de mariage susénoncé.

Je soussigné, M^e Monroy, notaire à

Vu :

I. L'extrait d'inscription ci-dessus relaté.

II. La minute d'un acte de notoriété reçu par moi, le....., duquel il résulte que c'est à tort et par erreur si Madame Hélène Dulac, épouse de Jean Michaud a été dénommée dans l'extrait d'inscription ci-dessus visé Dulac Pierrette femme de Jean Michoud, au lieu de Dulac Hélène femme de Jean Michaud, mais que, malgré cette double erreur du prénom de la titulaire et du nom de son mari, il y a parfaite identité de personne entre Madame Dulac Hélène, épouse de Jean Michaud, et la titulaire dudit extrait d'inscription.

III. La minute en mon pouvoir, comme reçue par moi le 17 avril 1910 du contrat de mariage de Mlle Hélène Dulac, avec M. Jean Michaud aux termes duquel les futurs époux ont adopté le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, conformément aux dispositions des articles 1498 et 1499 du Code civil avec dotalisation partielle.

Certifie, conformément à la loi du 28 floréal an VII,

Que c'est à tort et par erreur si, sur l'inscription ci-dessus relatée, la titulaire a été prénommée Pierrette au lieu de Hélène, et si le nom de son mari a été indiqué comme étant Michoud au lieu de Michaud, mais que, malgré ces erreurs, il y a identité entre Mme Dulac Hélène, femme de Jean Michaud, et la personne dénommée sur ledit extrait d'inscription, Dulac Pierrette, femme de Jean Michoud.

Que c'est également par erreur si, dans le libellé dudit extrait d'inscription, le contrat de mariage des époux Michaud-Dulac est relaté comme étant reçu par moi le 17 août 1901, et comme portant adoption

du régime dotal, alors que la véritable date de ce contrat est du 17 avril 1901 et que le régime adopté est celui de la communauté de biens réduite aux acquêts, avec dotalisation partielle ainsi que l'établit la minute dudit contrat qui vient d'être visée sous le § III du présent certificat. Que, d'ailleurs, à la date du 17 août 1901 aucun contrat de mariage des époux Michaud-Dulac, ni contre-lettre, n'existe sur mon répertoire légal.

Que l'extrait d'inscription de rente ci-dessus visé appartient bien réellement en pleine propriété avec tous arrérages échus et à échoir, à Mme Hélène Dulac, épouse de Jean Michaud et qu'il y a lieu de délivrer en échange un nouvel extrait d'inscription de 100 francs de rente 3 p. 100 immatriculé de la façon suivante :

DULAC (Hélène), femme de Jean Michaud, mariée sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts avec dotalisation partielle, suivant contrat passé devant M^e Monroy, notaire à, le 17 avril 1901 — La présente rente provenant de fonds touchés suivant quittance reçue M^e Lemire, notaire à, le ne sera aliénable qu'aux conditions de remploi prescrites par le contrat de mariage sus énoncé.

En foi de quoi, etc.

SECTION XI

Conversion des inscriptions purement nominatives en inscriptions mixtes.

337. — Le rentier qui a la pleine et entière disposition de ses droits et qui possède librement, peut, s'il le désire, obtenir la conversion de ses inscriptions purement nominatives en inscriptions mixtes munies de coupons d'arrérages payables au porteur.

Aux termes du décret impérial du 18 juin 1864, article premier, les inscriptions mixtes seront délivrées au Trésor public par voie de transfert ou par voie d'échange.

Lorsque la délivrance devra résulter d'un transfert ou d'une mutation, les demandes d'achat ou les pièces produites à l'appui des mutations devront spécifier tout particulièrement la nature des titres à délivrer. A défaut d'indication précise

sur ce point, le Trésor ne pourrait que remettre aux requérants des inscriptions nominatives¹.

Pour les transferts certifiés dans les départements, il ne peut être délivré de titres mixtes². Quant aux mutations, on devra joindre aux dossiers une déclaration faite par les intéressés ainsi qu'il est dit ci-après.

Si l'inscription mixte est demandée par voie d'échange, le rentier aura à produire avec les titres à échanger, une déclaration conforme au modèle annexé à la circulaire du 15 juillet 1864, cette déclaration devra être certifiée par un agent de change ou par un notaire³. Elle est exempte des droits de timbre et d'enregistrement par assimilation aux déclarations de transfert⁴, mais la signature de l'officier public devra être égalisée si ce n'est dans le département de la Seine⁵.

SECTION XII

Conversion des inscriptions purement nominatives ou mixtes en inscriptions au porteur.

338. — La conversion des rentes nominatives ou mixtes en rentes au porteur doit être considérée comme une véritable aliénation et, comme telle, est soumise aux mêmes formes.

Cette opération ne peut être effectuée qu'à Paris, par l'intermédiaire d'un agent de change.

Voici ce que dit à ce sujet l'ordonnance royale du 29 avril 1831, relativement aux rentes 3 p. 100.

« ART. 2. — Pour opérer cette conversion, le propriétaire

1. Circ. D. I., 15 juillet 1864, § v. 1^o.

2. Cir. D. I., 26 décembre 1896, § 1.

3. Décr., 18 juin 1864, art. 25.

4. Lois des 13 brumaire et 22 frimaire an VII.

5. Circ. D. I., 15 juillet 1864, § v. 2^o.

de cette inscription de rente nominative devra la déposer au Trésor public (bureau des transferts et mutations, accompagnée d'une déclaration de transfert dans la forme ordinaire, signée de lui et certifiée par un agent de change.

« ART 3. — Le propriétaire devra indiquer, en faisant le dépôt de son extrait d'inscription nominative, le nombre et la quantité d'inscriptions au porteur qui lui seront nécessaires.....

« ART. 4. — En échange du dépôt fait, le Directeur de la Dette Inscrite fera opérer un transfert d'ordre du montant de la rente déposée au crédit d'un compte ouvert sous le titre de : *Trésor public, son compte de rente au porteur*.

« ART. 9. — La conversion des rentes nominatives en rentes au porteur ne sera pas admise par le Trésor public pour toutes les inscriptions qui représenteront les fonds des cautionnements, des majorats constitués, ceux des établissements publics ou religieux, des caisses de retraites, ceux qui auront été produits par la vente de biens avec charge de emploi, qui proviendront de constitutions dotales, qui appartiendront à des mineurs ou à des propriétaires absents, enfin pour toutes les rentes frappées d'une cause légale quelconque d'immobilisation momentanée, à l'égard desquelles les règlements en vigueur continueront d'être exécutés. »

Quant à la conversion des rentes mixtes en rentes au porteur, elle est effectuée sur les justifications et suivant les règles applicables aux rentes purement nominatives¹.

339. — Dans les bourses de province où ces conversions ne peuvent être effectuées, on tourne la difficulté en procédant par un véritable arbitrage ; les rentes nominatives ou mixtes sont d'abord vendues purement et simplement, puis il est acheté pareille somme de rente au porteur. L'agent de change fait ces deux opérations le même jour et au cours moyen, de façon à éviter toute différence de cours.

Le résultat ainsi obtenu est le même que pour une conver-

1. Circ. D. I., 15 juillet 1864, § VIII.

sion, la seule différence réside dans les frais de courtage qui sont sensiblement supérieurs puisqu'il y a deux opérations au lieu d'une.

SECTION XIII

Reconversion des inscriptions mixtes en inscriptions purement nominatives.

340. — Cette opération n'exige aucune justification particulière, elle s'opère sur la simple remise des titres appuyée d'un bordereau signé par le déposant¹.

Le certificat de vie du titulaire est également exigé pour cette opération.

Les titres doivent être munis de tous les coupons non échus (V. *supra*, n° 157) sauf le premier à échoir si l'on se trouve dans la période de détachement du coupon.

Si un ou plusieurs trimestres d'arrérages n'ont pu être touchés à défaut de coupons, il sera adressé, en même temps que le nouveau titre nominatif, des coupons de rappel comme il est dit *supra* n° 188.

SECTION XIV

Cautionnements en rentes.

341. — Les comptables de deniers publics et autres fonctionnaires assujettis à un cautionnement versé dans les caisses du Trésor, sont admis à le constituer, pour la totalité, soit en numéraire, soit en rentes sur l'État².

Cette disposition n'est pas applicable aux cautionnements des notaires, avoués et autres officiers ministériels.

1. Circ. D. I., 15 juillet 1864, § VII.

2. Loi du 13 avril 1898, art. 56.

La Caisse des dépôts et consignations reçoit également en rentes sur l'État, les cautionnements des caissiers de caisses d'épargne¹ ainsi que ceux des adjudicataires de travaux, fournitures, transports, exploitations ou fabrications pour le compte de l'État, des départements, communes et établissements publics².

La plupart des comptables justiciables de la Cour des comptes ou des conseils de préfecture peuvent, après leur sortie de fonction, obtenir le remboursement des deux tiers de leur cautionnement en numéraire et, s'ils le désirent, la conversion du dernier tiers en une inscription de rente sur l'État qui est laissée entre les mains du titulaire après avoir été revêtue du timbre constatant l'affectation au cautionnement³.

342. — Les cautionnements en rentes doivent être réalisés au moyen d'inscriptions *nominatives directes* des différents fonds de la Dette publique⁴. Des inscriptions au porteur ou mixtes ne pourraient, en conséquence, recevoir cette affectation⁵.

Lorqu'il existait des inscriptions départementales les caissiers de caisses d'épargne ne pouvaient remettre pour leur cautionnement que des inscriptions de cette nature⁶. Aujourd'hui, toutes les inscriptions étant directes, il n'y a plus lieu à cette distinction.

343. — Le cautionnement doit être constitué pour la totalité, soit en numéraire, soit en rentes, il ne pourrait avoir un caractère mixte⁷, en conséquence, les articles 3 et 4 de la loi du 27 février 1884, qui autorisaient les receveurs municipaux spéciaux à le réaliser partiellement en rentes, se trouvent aujourd'hui implicitement abrogés⁸.

1. Décr. 25 avril 1852, art. 25 et 1^{er} août 1864.

2. Décr., 18 novembre 1882, art. 5; — Loi, 28 juillet 1875; — Circ. Caisse Dépôts, 4 novembre 1889, § 2.

3. Ord., 22 mai 1825; — Arr. min., 6 décembre 1899, art. 2; — Circ. D. I., 20 décembre 1899, § VII.

4. Loi du 16 septembre 1871, art. 29; — Décr., 2 juillet 1898, art. 1^{er}.

5. Instr. gén., 20 juin 1859, art. 1177; — Décr., 2 juillet 1898, art. 2.

6. Instr. gén., Caisse dépôts, 31 janvier 1878.

7. Loi du 13 avril 1898, art. 56. — 8. Circ. D. I., 15 juillet 1898.

344. — La valeur des rentes à affecter à un cautionnement est calculée d'après le cours moyen officiel de la Bourse de Paris du jour de la nomination sans, toutefois, que cette valeur puisse dépasser le pair. Si le montant d'un cautionnement fixé en argent ne peut exactement s'appliquer à acquérir des rentes, l'intéressé doit parfaire la différence pour que le cautionnement en rentes ne soit jamais inférieur à ce qu'il aurait été en numéraire¹.

Pour les cautionnements définitifs d'adjudicataires de fournitures ou entreprises, le cours moyen est celui du jour de l'approbation du marché ou de l'adjudication². Quant aux cautionnements autorisés par une décision ministérielle (cas de titres au porteur perdus), c'est le cours moyen du jour de ladite décision³.

Pour la conversion en rente du dernier tiers dont il est parlé ci-dessus n° 341, la rente est calculée d'après le cours moyen du jour où a été délivré le certificat de libération provisoire au vu duquel le remboursement des deux tiers a été effectué⁴.

Les cautionnements spéciaux en rentes des conservateurs des hypothèques demeurent soumis aux dispositions des lois des 8 juin 1864 et 22 mars 1873, c'est-à-dire que l'évaluation des rentes a lieu par leur capitalisation au denier 20⁵.

345. — Les inscriptions à affecter à un cautionnement peuvent être immatriculées soit au nom du comptable qui y est assujetti, soit au nom d'une tierce personne. Toutefois celles affectées à la garantie de la gestion des Trésoriers généraux et Receveurs particuliers des finances doivent être inscrites au nom de ces comptables au moins jusqu'à concurrence de moitié de la valeur du cautionnement⁶.

1. Décr., 31 janvier 1872; — 2 juillet 1898, art. 2; — Circ., 15 juillet 1898, § 1.

2. Décr., 18 novembre 1882, § 6. — 3. Décr., 31 janvier 1872.

4. Arr. min., 6 décembre 1899, art. 2.

5. Loi du 22 mars 1873, art. 2; — Décr., 25 avril 1875, et décr. 2 juillet 1898, art. 16.

6. Décr., 16 septembre 1867; — Cir. D. I., 15 juillet 1898.

346. — Les inscriptions appartenant à des incapables ou frappées d'une indisponibilité quelconque ne peuvent être affectées à des cautionnements.

Si la rente est la propriété d'une femme non séparée de corps, elle ne peut être engagée qu'avec l'autorisation du mari et si le contrat de mariage ne contient aucune clause restrictive de la capacité de la femme.

Pour cette raison, on devra communiquer à l'appui de la déclaration dont il sera parlé, *infra* n^{os} 347 et suivants, une expédition du contrat de mariage (qui sera rendue) ou l'acte civil de célébration du mariage qui indiquera qu'il n'a pas été fait de contrat.

Quand l'inscription est au nom d'une Société en commandite ou en nom collectif, l'associé qui affecte la rente en cautionnement doit justifier de sa qualité et de ses pouvoirs, en produisant un extrait de l'acte de société délivré soit par le greffier du tribunal de commerce, soit par le notaire détenteur de l'acte de société. Si l'extrait est délivré par le notaire, cet officier ministériel constate en marge la publication de l'acte de société.

Quand l'inscription est au nom d'une société anonyme, les intéressés doivent produire :

- 1^o Un extrait des statuts ;
- 2^o Un extrait de l'acte attestant le dépôt chez un notaire de la délibération de l'assemblée générale des actionnaires qui a constaté la formation définitive de la société ;
- 3^o Un extrait de la délibération du conseil d'administration justificative de la qualité et de la capacité de la personne qui réalise le cautionnement.

347. — La constitution des cautionnements en rentes se fait de différentes façons, selon la nature du cautionnement, mais dans tous les cas, le titulaire de l'inscription doit souscrire un acte aux termes duquel il affecte spécialement sa rente audit cautionnement, et consent à ce qu'elle réponde soit de la responsabilité encourue par le comptable, soit de la garantie à laquelle est tenue la personne soumise au cautionnement.

Cet acte qui n'est en réalité qu'un consentement anticipé à l'aliénation éventuelle de la rente, a pour but d'en permettre la réalisation sans le concours du titulaire pour le cas où cette réalisation deviendrait nécessaire.

348. — Lorsqu'il s'agit d'un cautionnement à verser dans les caisses du Trésor et n'entrant pas dans la catégorie de ceux dont il est question dans la loi du 13 avril 1898, il est procédé de la manière suivante :

Le propriétaire de la rente effectue la remise de son titre entre les mains de l'Agent judiciaire du Trésor à Paris, et signe dans ses bureaux, au Ministère des Finances, soit par lui-même, soit par un fondé de pouvoirs, l'acte d'affectation dont il est parlé ci-dessus, ledit acte est établi sur timbre en autant d'originaux qu'il y a de parties intéressées.

Dans ce cas, le titre, après avoir été revêtu de la mention de son affectation, demeure en dépôt à la Caisse centrale du Trésor, et il est délivré au titulaire un bordereau d'annuel pour lui permettre de percevoir ses arrérages.

349. — Quand le cautionnement est à verser à la Caisse des dépôts et consignations, le titre est remis au préposé de ladite Caisse avec une déclaration établie en double exemplaire, sur papier timbré, conformément à la circulaire du 21 décembre 1882, article 8, modifiée par celle du 29 mars 1892.

L'affectation de la rente au cautionnement définitif devant être mentionnée au Grand-Livre de la Dette publique, le comptable préposé qui le reçoit doit immédiatement former opposition au transfert, à l'aliénation de la rente ou à la délivrance de tout nouvel extrait d'inscription¹.

La Caisse des dépôts conserve l'inscription et en perçoit elle-même les arrérages, il n'est par suite délivré aucun bordereau d'annuel.

350. — Enfin, lorsqu'il s'agit d'un cautionnement constitué en vertu de la loi du 13 avril 1898, le propriétaire de la rente fait parvenir au Ministère des Finances (bureau des caution-

1. Circ. Caisse dépôts, 21 décembre 1882, § 13 et 15.

nements) l'extrait d'inscription accompagné d'une déclaration d'affectation en simple expédition conforme à l'un des modèles annexés à la circulaire du 15 juillet 1898.

Cette déclaration est établie sur timbre et la signature des déclarants doit être légalisée par le maire ou par un notaire. Dans les départements autres que celui de la Seine, la signature du maire est elle-même légalisée par le préfet ou le sous-préfet, et celle du notaire par le président du tribunal civil.

La déclaration d'affectation doit être renouvelée en cas de changement soit de fonction, soit de résidence du comptable, lorsque le cautionnement ne garantit la gestion que pour un emploi ou un poste déterminé¹.

351. — Après vérification de la régularité et de la disponibilité du titre, mention est faite tant sur le Grand-Livre et sur son double que sur les extraits d'inscriptions : 1° de l'affectation à un cautionnement; 2° du nom du fonctionnaire et de la fonction qui donne lieu à l'affectation; 3° du lieu où cette fonction est exercée, mais dans le cas seulement où le cautionnement ne répond de la gestion que pour un poste déterminé.

La mention d'affectation à un cautionnement suit la rente en quelques mains qu'elle passe².

Pour cette nature de cautionnement les inscriptions sont laissées entre les mains de leurs titulaires après avoir été revêtues des mentions ci-dessus indiquées. Le paiement des arrérages étant effectué sur le titre lui-même, il n'est pas établi de bordereau d'annuel.

352. — La Direction de la Dette Inscrite délivre aux agents qui ont constitué leur cautionnement en rentes sur l'État un certificat de cautionnement visé au contrôle, relatant les fonds, séries, numéros et montant des diverses rentes affectées à leur cautionnement³.

1. Décr., 2 juillet 1898, art. 3. — 2. Décr., 2 juillet 1898, art. 4.

3. Loi 24 décembre 1896, art. 2; — Décr., 2 juillet 1898, art. 5; — Circ., 15 juillet 1898, § IV.

353. — Le fonctionnaire astreint à un supplément de cautionnement ne peut fournir ce supplément en rentes sur l'État, qu'autant que le cautionnement a été lui-même constitué de cette nature ou, s'il l'a été en numéraire, que s'il en demande la conversion dans les cas où elle est permise¹.

354. — La nature des cautionnements ne peut être modifiée que si le fonctionnaire, changeant de poste, son cautionnement doit recevoir l'affectation à sa nouvelle gestion.

La conversion en rente d'un cautionnement précédemment fourni en numéraire ne peut donc être demandée que par les comptables dont le cautionnement garantit une gestion déterminée. Cette conversion est opérée en conformité des circulaires de la Dette Inscrite des 15 juillet 1898, 20 décembre 1899, § 3, du décret du 2 juillet 1898, articles 13 et 14, et de l'arrêté ministériel du 6 décembre 1899, article 1^{er}.

355. — Les extraits d'inscriptions de rentes amortissables affectés à un cautionnement et appartenant à une série appelée au remboursement sont déposés à la Direction de la Dette Inscrite par les titulaires, qui font connaître en quels fonds ils désirent que la portion de cautionnement remboursée soit reconstituée sur les bases fixées par l'article 2 du décret du 2 juillet 1898. Après consignation de la somme nécessaire, ils produisent une déclaration d'affectation pour la rente à provenir de l'achat par le Trésor².

Les rentes nouvelles ainsi acquises sont grevées de la mention d'affectation.

En dehors de ce cas, les titulaires de rentes affectées à un cautionnement ne peuvent y substituer des rentes appartenant à un autre fonds de la Dette publique³.

356. — **Exécution du cautionnement.** — Lorsque la personne assujettie à un cautionnement se trouve dans l'impossibilité de satisfaire aux engagements en raison desquels ledit cautionnement était constitué ou bien lorsqu'un comptable a engagé

1. Circ. D. I., 20 décembre 1899.

2. Circ. D. I., 20 décembre 1899, § IV.

3. Décr., 2 juillet 1898, art. 7.

sa responsabilité par des abus, prévarications ou toutes autres causes, il y a lieu de procéder à l'exécution du cautionnement.

Cette exécution à laquelle il est procédé sans le concours des titulaires n'est pas, à proprement parler, une exécution forcée; elle se concilie parfaitement avec le principe de l'insaisissabilité des rentes, le titulaire ayant consenti par anticipation à cette mainmise sur la rente aux termes de l'acte d'affectation dont il est parlé *supra* n° 350.

L'exécution du cautionnement ne peut être poursuivie que pour les créances qu'il garantit.

357. — Si le cautionnement est fourni au Trésor, la réalisation de la rente est opérée en vertu d'une décision ministérielle et sur les poursuites et diligences de l'Agent judiciaire qui fait préalablement opposition au paiement des arrérages.

Si l'agent judiciaire n'est pas mis en possession des extraits des inscriptions affectées au cautionnement, il est établi par la Direction de la Dette Inscrite, et en vertu d'une autorisation spéciale du Ministre des Finances, des copies figurées des extraits d'inscriptions, lesquelles sont remises à l'Agent judiciaire pour parvenir à l'aliénation.

L'Agent judiciaire signe les transferts nécessaires à l'exécution des cautionnements¹.

Lorsqu'un cautionnement constitué en rente doit être exécuté et qu'il appartient partie au débiteur et partie à des tiers, il est procédé d'abord à la vente totale ou partielle des rentes appartenant au débiteur et subsidiairement à celle des rentes fournies par des tiers. Si ces dernières rentes sont la propriété de plusieurs intéressés, la vente en est faite, à défaut d'accord entre ces derniers, proportionnellement à l'importance de la somme garantie par chacun d'eux².

Le produit de la négociation, jusqu'à due concurrence, est versé au Trésor public qui en assure la remise à qui de droit.

Le surplus des inscriptions demeure grevé de l'affectation au cautionnement.

1. Décr., 2 juillet 1898, art. 8.

2. Décr., 2 juillet 1898, art. 9.

Lorsque, après prélèvement partiel sur un cautionnement en rentes sur l'État, il existe un reliquat trop faible pour être employé en rentes, le surplus reste provisoirement déposé au Trésor sans être productif d'intérêts¹.

358. — Restitution du cautionnement. — Quand le cautionnement a pris fin et que mainlevée en a été donnée par qui de droit, les inscriptions de rentes qui y étaient affectées sont restituées à leurs titulaires.

Cette restitution, en ce qui concerne les cautionnements fournis au Trésor, a lieu sur la production des pièces ordinaires exigées pour le remboursement des cautionnements en numéraire et en vertu d'une décision ministérielle provoquée par l'Agent judiciaire. En suite de cette décision, il est délivré aux titulaires, en échange des inscriptions grevées, des inscriptions nouvelles libres de toute affectation².

En ce qui concerne la Caisse des dépôts et consignations, les cautionnements ne sont remboursés que sur la mainlevée du Ministre ou du fonctionnaire délégué à cet effet et sur la demande faite par le titulaire³.

359. — Lorsque l'inscription n'est plus affectée au cautionnement, il en est donné avis à la Direction de la Dette Inscrite si la rente est directe ou au Trésorier payeur général du département si elle est départementale⁴.

360. — Décès du titulaire. — Si le décès du titulaire survient pendant la durée du cautionnement, les inscriptions affectées doivent faire l'objet d'une mutation au nom des ayants droit et les nouvelles inscriptions au nom de ces derniers demeurent affectées audit cautionnement.

1. Décr., 2 juillet 1898, art. 10.

2. Décr., 2 juillet 1898, art. 11.

3. Circ. Caisse dépôts, 21 décembre 1882, § 17.

4. Circ. Caisse dépôts, 22 décembre 1882, § 18; — Circ. 30 septembre 1892, § v.

SECTION XV

Des transferts.

§ 1. — *Transferts réels.*

361. — Le mot *transfert*, dans sa plus grande acception, sert à désigner tous les changements effectués, sur le Grand-Livre de la Dette publique, quelle que soit leur nature, et, plus spécialement, ceux résultant d'une transmission quelconque de propriété.

Dans le langage administratif, et c'est celui que nous employons dans le cours de cet ouvrage, le mot transfert à un sens beaucoup plus restreint; il s'applique seulement aux opérations ayant pour effet de sanctionner, sur le Grand-Livre de la Dette publique, les négociations effectuées par le ministère des agents de change. Ce sont des transferts réels.

Quant aux transmissions qui ne nécessitent pas le concours d'un de ces officiers publics, et bien qu'elles donnent lieu sur le Grand-Livre à une opération identique, on les désigne plus particulièrement sous le nom de *mutations*. Ce sont des transferts de forme.

362. — La négociation et le transfert d'une inscription de rente sont deux opérations bien distinctes; si la première a pour effet de transmettre la *propriété* de la rente du vendeur à l'acquéreur, celui-ci n'en acquiert la *possession* effective à l'égard des tiers, parmi lesquels figure le Trésor, que par la consommation du transfert¹.

363. — La loi du 28 floréal an VII est le texte le plus ancien auquel nous ayons à remonter pour les formalités relatives aux transferts de rentes. Les articles 1 à 4 en sont ainsi conçus :

1. Cass. req., 10 janvier 1905; S. 1905.1.328. — Seine, 10 février 1909.

ART. 1^{er}. — A compter de la publication de la présente loi, les transferts des inscriptions de la Dette publique seront faits à la Trésorerie de la manière ci-après.

ART. 2. — Il sera établi et tenu à la Trésorerie, près le Grand-Livre, des registres destinés à servir de minutes aux transferts et mutations de propriété de la Dette publique.

Ces registres seront imprimés et conçus d'après le modèle annexé à la présente.

ART. 3. — Le vendeur se présentera au bureau chargé de recevoir les transferts pour y faire sa déclaration; il remettra l'extrait d'inscription qu'il entend transférer et dont la signature sera biffée en sa présence. Il lui sera expédié un bulletin de cette remise.

La minute du transfert sera signée par le vendeur ou son fondé de pouvoir spécial.

ART. 4. — Deux jours après le transfert, l'acheteur pourra se présenter en personne, ou par le porteur du bulletin qui aura été remis au vendeur, pour retirer l'extrait de la nouvelle inscription de la rente qu'il aura acquise. Cet extrait d'inscription lui sera délivré sur-le-champ.

Il en donnera décharge en marge de la minute du transfert.

364. — Sous l'empire de la loi du 28 floréal an VII, le vendeur seul signait la déclaration de transfert, ce n'est que plus tard en suite de la loi du 28 ventôse an IX et de l'arrêté consulaire du 27 prairial an X, sur les bourses de commerce, que les agents de change interviennent dans cette formalité pour garantir l'exécution du contrat.

Voici le texte de cet arrêt qui conférait aux agents de change le monopole des transferts de rentes tout comme l'article 76 du Code de commerce leur reconnut plus tard celui de la négociation.

ART. 15. — A compter de la publication du présent arrêté, les transferts d'inscriptions sur le Grand-Livre de la Dette publique seront faits au Trésor, en présence d'un agent de

change de la Bourse de Paris qui certifiera l'identité des propriétaires, la vérité de la signature et des pièces produites.

ART. 16. — Cet agent de change sera, par le seul effet de sa certification, responsable de la validité des dits transferts en ce qui concerne l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature et des pièces produites; cette garantie ne pourra avoir lieu que pendant cinq années à partir de la déclaration de transfert.

365. — Plus tard, un nouvel arrêté ministériel en date du 26 février 1821 prescrivit aux agents de change d'établir des bordereaux destinés à permettre à la Dette Inscrite de dresser les déclarations de transfert.

Ces bordereaux, qui sont les déclarations de transfert d'aujourd'hui, devaient être certifiés et signés de l'agent de change négociateur de la vente tant pour l'indication de la quotité des inscriptions dont les extraits étaient rapportés que pour l'exactitude des noms, prénoms des acquéreurs, et la quotité des portions de rentes à attribuer à chacun d'eux.

Ils étaient vérifiés à la Direction des mutations et transferts et conservés à la Direction du Grand-Livre comme preuve de la régularité des écritures passées pour l'exécution des ventes d'inscriptions.

Dans le but de maintenir le secret des opérations, une décision ministérielle en date du 30 juillet 1825 prescrivit une feuille spéciale pour chaque déclaration de transfert alors que précédemment la même feuille devait contenir huit transferts de rentes.

Le certificat de transfert imposé par l'arrêté ministériel du 26 février 1821 n'était soumis à l'origine qu'à la signature de l'agent de change, mais un nouvel arrêté ministériel en date du 26 janvier 1828 autorisa le chef agent comptable des transferts et mutations à le faire signer par les propriétaires vendeurs pour qu'en cas de perte d'une déclaration de transfert, il puisse être invoqué comme preuve suffisante de la vente.

Enfin, une dernière modification fut apportée par la loi du 20 juin 1885, et par les décrets des 12 juillet 1883, 10 juin 1884,

20 juin 1893, 28 mai 1896. En vertu de cette loi du 20 juin 1885, les déclarations et certificats de transferts qui auparavant ne pouvaient être signés qu'au Ministère des Finances et en présence d'un délégué du Trésor, sont depuis dressés, signés et scellés dans les bureaux de l'agent de change certificateur.

366. — Dès lors, les transferts de rentes sont réalisés en conformité des divers arrêtés, lois, décrets et décisions que nous venons de relater et de la façon suivante :

L'agent de change négociateur rédige deux feuilles établies spécialement à cet effet, appelées l'une déclaration de transfert, l'autre certificat de transfert.

La première de ces feuilles est ainsi appelée parce que le vendeur ou son fondé de pouvoirs y comparaît et déclare consentir à ce qu'une ou plusieurs personnes désignées soient inscrites en son lieu et place. Elle doit contenir : la désignation des inscriptions à transférer par numéros, séries et sommes de rentes, classées préalablement par séries et numéros. Les noms, prénoms et qualités civiles du propriétaire de ces inscriptions et de son mandataire s'il y a lieu. Les pièces en vertu desquelles ils agissent et enfin le libellé textuel des rentes à créer en les classant par ordre de séries, les comptes courants devant passer les derniers par ordre de numéros de comptes.

La deuxième feuille, c'est-à-dire le certificat de transfert, est divisée en deux parties, l'une contient la désignation complète du compte à annuler et l'autre le libellé exact des inscriptions à créer en échange, toujours dans l'ordre que nous venons d'indiquer.

367. — La déclaration et le certificat de transfert doivent être signés par le déclarant dans les bureaux mêmes de l'agent de change négociateur¹; ils seront également certifiés signés et scellés par ce dernier, tant pour attester l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature et des pièces produites que

1. Loi du 20 juin 1885; — Loi du 11 juin 1909.

pour l'exactitude des noms, prénoms des acquéreurs et la quotité des portions de rente à attribuer à chacun d'eux.

Les renvois contenus dans les certificats et déclarations de transferts doivent, en principe, être signés par les parties et l'agent de change certificateur ; néanmoins les règles prescrites par les articles 15 et 16 de la loi du 25 ventôse an XI ne semblent pas devoir recevoir une application aussi stricte pour les déclarations et certificats de transferts que pour les actes notariés.

C'est ainsi que lorsque les renvois ou mentions de ratures n'ont qu'une importance fort minime, le Trésor se contente de la seule approbation de l'agent de change.

368. — Lorsque les déclarations et certificats de transferts sont régulièrement établis, l'agent de change certificateur y joint le titre et, s'il y a lieu, les pièces contentieuses puis il effectue le dépôt du tout, savoir : Pour les agents de change de Paris, dans les bureaux de l'Agent comptable des transferts et mutations, et pour ceux des départements, entre les mains du Trésorier payeur général de leur département, lequel remplit, dans cette circonstance les fonctions d'agent comptable des transferts et mutations.

Les villes possédant une bourse pourvue de parquet et où, par conséquent, peuvent être effectués les transferts de rentes, sont les suivantes : Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Lille, Nantes et Nice.

Toutefois, les agents de change exerçant près la bourse de Paris peuvent seuls certifier tous les transferts ; les agents de change exerçant près les autres bourses ne pourront certifier que les transferts ayant pour objet la délivrance d'inscriptions nominatives ¹.

369. — C'est à l'Agent comptable des transferts et mutations à Paris et aux Trésoriers Payeurs généraux dans les départements qu'il appartient d'examiner la régularité des transferts et des pièces produites. Cette régularité reconnue, la déclara-

1. Loi du 11 juin 1909.

tion de transfert est conservée par ces comptables pour être produite ultérieurement à la Cour des comptes, et le certificat de transfert, certifié par eux, est ensuite remis à l'Agent comptable du Grand-Livre chargé de l'annulation et de l'émission des rentes ainsi que de l'expédition des nouveaux extraits d'inscriptions.

Les déclarations de transferts, auxquelles demeurent jointes les inscriptions annulées et les pièces contentieuses lorsqu'il en existe, sont conservées indéfiniment par la Cour des comptes ¹. Quant aux certificats de transferts, ils sont conservés par la Dette Inscrite à l'appui de ses écritures.

370. — Les transferts de rentes sont toujours effectués jouissance courante, en conséquence les titres à transférer doivent être revêtus de toutes les estampilles de paiement afférentes aux arrérages échus, et, pour les inscriptions mixtes, les coupons échus doivent être détachés.

Dans la quinzaine qui s'écoule entre la date du détachement du coupon et le paiement effectif du trimestre, les rentes sont transférées avec la nouvelle jouissance; il convient donc d'estampiller le trimestre à échoir et de détacher, des inscriptions mixtes, le coupon du terme courant acquis au vendeur ².

Pour les dates de détachement des coupons (V. *suprà*, n^{os} 128-168).

371. — Le délai pour la réalisation d'un transfert en province est ordinairement de cinq jours. Il est prudent pour les agents de change de ne remettre les fonds provenant de la vente qu'une fois ce délai écoulé et après réception des nouveaux extraits d'inscriptions.

372. — A l'origine, les transferts de rentes ne pouvaient être effectués qu'à Paris; c'était la conséquence naturelle de la loi du 28 floréal an VII qui prescrivait aux vendeurs de signer leur déclaration dans les bureaux du Trésor public.

Puis quand vint la loi du 14 avril 1819 qui autorisa la création d'un Grand-Livre auxiliaire dans chaque département, les

1. Ord., 21 août 1834, art. 2.

2. Circ. D. I., 26 décembre 1896, § III. •

rentes inscrites sur ces livres auxiliaires purent être transférées dans leurs départements respectifs comme les inscriptions directes l'étaient à Paris.

L'émargement et les déclarations de transferts devaient être signés du propriétaire de la rente ou d'un fondé de procuration spéciale assisté d'un agent de change ou à défaut d'un notaire, pour certifier l'individualité des parties, la vérité de leurs signatures et celles des pièces produites conformément à l'article 15 de l'arrêté consulaire du 27 prairial an X. L'opération entière était effectuée dans le département, attendu que le Trésorier Payeur général remplissait la double fonction d'agent comptable des transferts et mutations et d'agent comptable du Grand-Livre, et que le Contrôle central était remplacé par celui du préfet¹.

373. — En suite de la conversion des rentes 5 p. 100 en 4 1/2 p. 100, un décret fut rendu le 12 juillet 1883 pour autoriser les agents de change près les bourses départementales pourvues de parquet, à certifier les transferts des inscriptions directes *nominatives* du nouveau fonds 4 1/2 assignées payables à la Trésorerie générale du département où ils exercent, lorsque ces transferts ont pour objet la *délivrance d'autres inscriptions nominatives*.

L'agent de change devait établir une déclaration et un certificat de transfert qui devaient être signés du vendeur ou de son fondé de pouvoirs et cette signature être certifiée par l'agent de change.

Les transferts étaient ensuite signés après vérification par le Trésorier général qui agissait en qualité d'agent comptable des transferts.

Les opérations motivées par ces transferts étaient effectuées à Paris, par les soins de l'Agent comptable du Grand-Livre au vu des certificats de transferts et des anciens titres.

Les inscriptions résultant des transferts, signées par le Directeur de la Dette Inscrite, visées par l'Agent comptable du

1. Loi du 14 avril 1819, art. 4. — Ord. royale du même jour, art. 6.

Grand-Livre, étaient adressées au Trésorier payeur général qui les certifiait après les avoir rapprochées des déclarations et les soumettait au visa du préfet conformément à l'article 4 de la loi du 24 avril 1833¹.

Des autorisations semblables furent accordées, savoir :

Pour les rentes 3 p. 100 amortissable par un décret du 10 juin 1884.

Pour les rentes 3 1/2 p. 100 par un décret du 20 janvier 1894.

Et pour les rentes 3 p. 100 par un décret du 28 mai 1896.

Mais les transferts devaient toujours satisfaire aux trois conditions déjà imposées par le décret du 12 juillet 1883, c'est-à-dire 1° que les rentes soient nominatives, 2° qu'elles soient assignées payables à la Trésorerie générale du département où exerce l'agent de change; 3° et que le transfert ait pour objet la délivrance d'autres inscriptions nominatives.

374. — Enfin le 24 décembre 1896, un décret fut rendu pour étendre la compétence des agents de change des départements relativement aux transferts de rentes.

En vertu de ce décret, les agents de change exerçant près les bourses départementales pourvues de parquet, sont admis à certifier les transferts de rentes nominatives de tous les fonds d'État français, sans qu'il y ait à distinguer si les inscriptions présentées par les agents de change sont ou non assignées payables à la Trésorerie générale de leur département.

Ce décret leur reconnaît le droit de transférer les inscriptions mixtes, et il va de soi que leur compétence s'étend comme précédemment aux inscriptions départementales dont la suppression ne se fait que par voie d'extinction.

375. — Les transferts opérés par les agents de change des départements peuvent donc porter en 3 p. 100 :

Sur les inscriptions départementales;

Sur les inscriptions directes;

Sur les inscriptions mixtes.

1. Décr., 12 juillet 1883.

Et en 3 p. 100 amortissable sur les inscriptions directes, les seules qui existent.

Quant au fonds 3 1/2 p. 100 les transferts ne peuvent avoir lieu qu'après la conversion et sur les nouveaux titres 3 p. 100.

Les mêmes formules de déclarations et certificats de transferts peuvent servir pour les inscriptions directes départementales ou mixtes du même fonds en spécifiant dans la colonne réservée au débit qu'il s'agit d'inscriptions mixtes ou départementales¹.

376. — Les transferts de rentes dans les départements doivent avoir pour objet la délivrance d'inscriptions nominatives²; les agents de change de province ne peuvent obtenir directement par ces transferts ni titres mixtes, ni titres au porteur. Ils peuvent d'ailleurs demander non seulement des inscriptions directes mais des inscriptions de comptes courants ouverts soit au nom d'agents de change de Paris, soit au nom de leurs collègues, soit à leur propre nom. Le certificat et la déclaration de transfert doivent faire ressortir très clairement la nature des titres à délivrer par la Dette inscrite³.

377. — Quand, dans les transferts, des coupures de comptes courants seront demandées pour des agents de change de Paris, le Trésorier général établira lui-même ces coupures dont il possède un approvisionnement, les signera, y apposera le cachet de la Trésorerie générale et les joindra aux certificats de transferts à transmettre à la Dette Inscrite.

Le lendemain du jour où le dossier de transfert parvient à Paris, la coupure de compte courant dûment complétée est remise par les soins de la Dette Inscrite à l'agent de change de Paris. Pour retirer ce titre, ce dernier présente un bulletin appelé *délégation*, qu'il aura reçu de son correspondant de province et qui rappelle le numéro du transfert, le nom de l'agent de change certificateur du transfert, le fonds et la somme de rente.

1. Circ. D. I., 26 décembre 1896.

2. Loi, 11 juin 1909. — 3. Circ. D. I., 26 décembre 1896.

Cette délégation dûment acquittée à Paris, est renvoyée au Trésorier général au lieu et place du titre lui-même par le bureau central de la Dette publique¹.

378. — Comme par le passé, l'agent de change établit une déclaration et un certificat de transfert qui sont revêtus de la signature du vendeur ou de son fondé de pouvoir spécial. Cette signature est certifiée par l'agent de change².

Il devra toujours indiquer sur les certificats de transfert le nom du département où il désire que les arrérages des nouvelles inscriptions directes soient assignées payables³.

Les certificats de transfert sont signés après vérification, par le Trésorier général agissant en qualité d'agent comptable des transferts⁴.

Les Trésoriers généraux doivent s'assurer que la rente à transférer n'est pas frappée d'opposition. Cette constatation sera possible pour toutes les rentes dépendant de leur livre auxiliaire et pour les inscriptions directes dont les arrérages sont ordonnancés dans leur département.

Si la rente à transférer était inscrite à un livre auxiliaire autre que celui du département dans lequel a lieu le transfert, l'agent de change devrait joindre à son dossier un certificat émanant du Trésorier général du département où la rente figure et qui constaterait à la fois l'existence de cette rente et l'absence de toute opposition⁵.

379. — Les certificats de transferts et les titres sont adressés à la Direction de la Dette Inscrite après que ces derniers ont été frappés du timbre *annulé pour échange*; s'il s'agit d'inscriptions mixtes, la même annulation aura été faite sur tous les coupons échus⁶.

Quant à la déclaration de transfert et aux pièces justificatives s'il en existe, elles sont conservées momentanément dans les bureaux des Trésoriers généraux.

1. Circ. D. I., 26 décembre 1896. — 2. Décr., 24 décembre 1896, art. 2.

3. Circ. D. I., 26 décembre 1896, § II.

4. Décr., 24 décembre 1896, art. 3. — 5. Circ. D. I., 26 décembre 1896, § V.

6. Circ. D. I., 26 décembre 1896, § IV.

Lorsque les certificats sont reconnus réguliers par la Dette Inscrite, les transferts sont exécutés le soir même de leur arrivée par les soins de l'Agent comptable du Grand-Livre et les nouveaux titres sont adressés le lendemain aux Trésoriers généraux¹.

Au lieu d'être visés à la préfecture, comme ils l'étaient auparavant, les titres provenant de transferts sont revêtus à Paris du visa du Contrôle central. Ils portent la signature du Directeur de la Dette Inscrite, de l'Agent comptable du Grand Livre, du Contrôle central, et du Trésorier général remplissant les fonctions d'agent comptable des transferts. Le cachet de la Trésorerie générale doit être apposé à côté de la signature du Trésorier.

Les anciens titres annulés sont retournés, en même temps que les nouvelles inscriptions, au Trésorier général qui les joint aux déclarations de transferts en sa possession. Ces déclarations sont alors complétées par l'indication des numéros et séries des nouvelles inscriptions inscrits en regard de chacun des nouveaux comptes².

380. — Ces déclarations de transferts, les titres et les pièces contentieuses lorsqu'il en existe, font l'objet d'un compte de gestion que le Trésorier général doit présenter annuellement à la Cour des comptes. Ce compte de gestion et les pièces sont transmis au plus tard le 1^{er} mars de chaque année à la Direction de la Dette Inscrite qui, avant l'envoi à la Cour, les soumet à une vérification préalable³.

380 bis. — Nous venons de voir que les textes qui régissent les transferts de rentes sont fort nombreux, aussi la confusion n'a-t-elle pas manqué de se produire et des divergences nombreuses d'interprétation se sont élevées pour certains d'entre eux. On a pu se demander notamment si la loi et l'ordonnance royale du 14 avril 1819 qui indiquent une procédure spéciale pour les transferts de rentes départementales, ne s'étendaient

1. Circ. D. I., 18 juillet 1883, § IV.

2. Circ. D. I., 18 juillet 1883, § VI.

3. Circ. D. I., 18 juillet 1883, § IX.

pas, encore aujourd'hui, aux rentes assignées payables dans les départements. Bien que la portée de ces textes ne soit pas douteuse, il est permis de constater que la terminologie qu'ils emploient manque de précision.

En raison des difficultés qui existent à obtenir de la jurisprudence une interprétation décisive de ces textes qui sont toujours appliqués dans des espèces où l'importance des faits prime la question de droit, et par suite empêche les tribunaux d'affirmer une doctrine purement juridique, on a jugé utile de faire intervenir le législateur pour préciser lui-même la portée de ces décisions antérieures et indiquer expressément que la loi du 28 juin 1885 vise à la fois les transferts certifiés par les agents de change près les bourses des départements pourvues de parquets.

Pour ces motifs, une loi a été votée le 11 juin 1909; elle a pour objet, d'une part, d'étendre par un texte précis, à tous les agents de change exerçant près d'une bourse pourvue d'un parquet, les dispositions de la loi du 20 juin 1885 et, d'autre part, de rendre plus explicites les conditions dans lesquelles doit être faite la certification des transferts de rentes sur l'État.

Voici le texte de son article unique :

« Les déclarations et certificats de transferts d'inscriptions de rentes sur l'État sont dressés, signés et scellés dans les bureaux d'un agent de change exerçant près d'une Bourse pourvue de parquet, qui vérifiera la régularité de la négociation.

« Toutefois, les agents de change exerçant près la Bourse de Paris pourront seuls certifier tous les transferts; les agents de change exerçant près les autres Bourses ne pourront certifier que les transferts ayant pour objet la délivrance d'inscriptions nominatives. »

381. — Le titulaire d'une inscription de rente peut la vendre et transférer en totalité ou en partie seulement; dans ce dernier cas, la portion non vendue est réinscrite à son nom.

Si le titre appartient à plusieurs titulaires dans des proportions déterminées, chacun d'eux peut vendre et transférer

séparément sans le concours de ses cotitulaires la portion lui revenant et le surplus de l'inscription est réinscrit au nom des titulaires non vendeurs sur la production de leur certificat de vie. Ce certificat de vie ne serait toutefois pas exigé si l'inscription à transférer était de création récente.

Dans les deux cas ci-dessus, les rentes non vendues et réinscrites sont dénommées dans le langage administratif « restes de comptes »

Si l'existence des titulaires à réinscrire est douteuse ou tout au moins inconnue de l'agent de change auquel on ne pourra en justifier, celui-ci fera mettre leur part au compte spécial des portions non réclamées (v. *supra* n° 272).

S'il est survenu un changement dans la qualité des titulaires à réinscrire, il faudrait produire les pièces en justifiant telles qu'elles sont indiquées *supra* n°s 286 et suivants.

382. — Les mutations sont quelquefois opérées par voie de transfert par le ministère d'un agent de change. Ainsi le titulaire d'une rente étant décédé, ses héritiers pourront, sur la production des pièces établissant leurs droits, signer des feuilles de transfert comme s'il s'agissait d'une vente et l'agent de change requiert alors au nouveau compte des inscriptions à leurs noms respectifs en se conformant à la réquisition contenue au certificat de propriété.

Cette façon de procéder a pour avantage de demander un délai moindre que celui exigé pour les mutations ordinaires, mais en revanche elle donne lieu à la perception par l'agent de change d'un droit de courtage qui n'existe pas pour les mutations.

383. — Les opérations de cette nature se confondent le plus souvent avec un transfert de partie du titre. Ainsi une inscription immatriculée au nom d'un titulaire décédé appartient actuellement à ses trois héritiers dans des proportions déterminées. L'un d'entre eux pourra procéder à la vente de sa portion, tandis que la part des deux autres sera rétablie à leur nom comme par l'effet d'une mutation.

384. — Tout transfert de rente est susceptible d'un droit de

courtage perçu par l'agent de change certificateur. Ce droit, qui se confond avec celui de la négociation lorsqu'il y a vente, est à Paris de $\frac{1}{4}$ p. 100 ou $\frac{1}{10}$ p. 100 selon qu'il existe ou qu'il n'existe pas de pièces contentieuses à l'appui de l'opération.

Une simple procuration ne doit pas être considérée comme pièce contentieuse, mais il en est autrement pour les actes de l'état civil et toutes autres pièces¹.

Dans le cas indiqué *supra* n° 383, le courtage de l'agent de change porte à la fois sur la partie vendue et sur celle simplement mutée.

§ 2. *Transferts d'ordre.*

385. — Nous venons de voir que tout transfert de rente a lieu sur la production d'une déclaration du vendeur aux termes de laquelle ce dernier consent à ce qu'une personne désignée dans ladite déclaration soit inscrite en son lieu et place.

Cette façon de procéder n'est pas sans inconvénient; elle est particulièrement incompatible avec l'article 40 du décret du 7 octobre 1890, prescrivant aux agents de change le secret le plus inviolable sur les personnes pour le compte desquelles ils agissent. Aussi, est-ce pour remédier à cette difficulté que les agents de change ont recours à des *transferts d'ordre*.

Ces transferts d'ordre consistent à faire immatriculer, au moyen d'un premier transfert, le titre vendu au nom de l'agent de change acquéreur, puis par un second transfert, celui-ci porte le titre au nom de son client.

Ce système, prescrit tout d'abord par un arrêté de la Chambre syndicale des agents de change de Paris, en date du 28 avril 1828, a été sanctionné par décret du 7 octobre 1890 dont l'article 49 est ainsi conçu :

« Les agents de change peuvent faire effectuer en leur nom, sous la dénomination de transferts d'ordre, des transferts

1. Décr. 7 octobre 1890, art. 38; — Règlement de la Compagnie des ag. de ch. de Paris, 3 décembre 1891.

provisaires. Ces transferts ne conservent leur caractère provisoire que pendant un délai de dix jours à l'expiration duquel ils sont considérés comme définitivement opérés au nom de l'agent de change. Si, avant l'expiration de ce délai, l'agent de change acheteur a notifié à l'établissement émetteur par acte extra-judiciaire le nom de son donneur d'ordre, le transfert effectué au nom de cet agent de change, sera considéré, à partir du moment où le transfert aura été réalisé au nom du donneur d'ordre ainsi désigné, comme n'ayant jamais été opéré.

« Les transferts d'ordre peuvent être effectués, même au profit des agents de change porteurs de la procuration du vendeur. »

Ce dernier alinéa ne s'applique pas aux transferts de rentes, le Trésor public se refusant à admettre les transferts dans lesquels des agents de change mandataires de leurs clients font mettre les rentes à leur nom personnel¹.

La faculté de figurer, à titre provisoire, dans un transfert d'ordre n'appartient pas à un mandataire quelconque de l'acheteur, mais seulement à son agent de change, agissant en sa qualité de commissionnaire accrédité officiellement à raison de ses fonctions légales. L'agent acheteur ne peut, dès lors, user de cette faculté là où il n'exerce pas en sa qualité d'officier public. Or, il est incontestable que, comme tous les officiers ministériels, l'agent de change ne peut agir en cette qualité que dans son ressort territorial, c'est-à-dire sur la place près de laquelle il est accrédité (loi 28 ventôse an XIII, art. 6, et décret 7 octobre 1890, art. 2). Si, donc, il est inscrit comme titulaire d'un transfert effectué hors de cette place, ce transfert a pour résultat d'investir personnellement et définitivement cet agent de change de la propriété du titre transféré.

Il faut donc considérer comme un transfert *pur et simple* le transfert de rente passé en province au nom d'un agent de

1. De Bray, *Traité de la Dette publique*, n° 276, p. 252.

change de Paris en dehors de toute participation de celui-ci, et à la suite d'une négociation intervenue entre agents de change de la même localité¹.

§ 3. *Responsabilité des agents de change
relativement aux transferts de rentes.*

386. — L'agent de change certificateur d'un transfert de rente est responsable de la validité dudit transfert tant au point de vue de l'identité du propriétaire que de la vérité de sa signature et des pièces produites².

387. — Quant à savoir si l'agent de change doit certifier la capacité civile de son donneur d'ordre et s'il est responsable d'une fausse énonciation dans cette capacité civile, on ne saurait être aussi affirmatif devant la divergence des auteurs et de la jurisprudence.

Le Trésor, lui, soutient l'affirmative et un décret du 31 mai 1862, portant règlement général de la comptabilité publique, dispose expressément dans son article 205, que l'identité des personnes, la vérité des pièces, *les qualités* et les droits à la propriété sont certifiés sous leur responsabilité par les officiers publics que les lois ont désignés à cet effet.

Un arrêt de la Cour de Toulouse du 3 janvier 1910 dit que l'agent de change doit examiner non seulement la régularité des pièces, mais encore la capacité des parties qui réclament le transfert, cette capacité faisant partie de leur identité juridique.

388¹. — Dans tous les cas, l'agent de change étant responsable de la remise des fonds³ doit obligatoirement et pour sa sécu-

1. Cass., 26 mars 1900; D. P., 1901. 1. 489; — Trib. Seine, 13 février 1907.

2. Arrêté consulaire du 27 prairial an X, art. 16. Voir, *supra* n° 364, la transcription de cet article.

3. Loi du 28 mars 1885, art. 4.

rité personnelle, s'assurer de la capacité civile de son client avant d'effectuer tous paiements ou livraisons de titres.

388². — En suite de la loi du 11 juin 1909, il avait semblé à la Chambre syndicale des Agents de change de Paris que les termes très généraux du paragraphe premier de l'article unique de cette loi, qui se termine par ces mots : « qui vérifiera la régularité de la négociation », était susceptible de donner lieu à interprétation, qu'ils pourraient, en effet, être regardés comme une obligation nouvelle imposée aux agents de change, et comme une extension de leur responsabilité légale.

Le Ministre des Finances, consulté sur ce point, a répondu (lettre du 16 juin) que la loi nouvelle n'a pas eu pour but d'aggraver la responsabilité légale des agents de change, que rien n'a été changé à la législation existante et que la loi en question a eu simplement pour effet de faire préciser par le Parlement les conditions dans lesquelles s'effectue la certification des transferts de rentes sur l'Etat.

Un arrêt de la Cour de cassation (ch. req.) du 30 octobre 1911 a, d'ailleurs, déclaré que la loi du 11 juin 1909 relative à la certification des transferts de rentes sur l'Etat n'a pas modifié la responsabilité spéciale résultant, pour les agents de change, de l'arrêté du 27 prairial an X.

388³. — La responsabilité des agents de change relative aux transferts qu'ils ont certifiés est absolue, elle procède du fait seul de la certification. Elle ne se réduit pas à une présomption de faute susceptible d'être combattue par la preuve contraire, elle revêt un caractère particulièrement rigoureux et, pour cette raison, le législateur ne pouvait la laisser peser sur l'agent de change pendant le délai trentenaire de droit commun. La loi du 27 prairial, an X limite donc cette responsabilité à cinq années à partir de la déclaration de transfert¹.

L'expression : « à partir de la déclaration de transfert » doit s'entendre non pas du jour où les parties ont fait leur déclara-

1. V. Cass. req., 11 juillet 1876. D. P. 1877. 1. 25. — Trib. Seine, 27 novembre 1907. D. P. 1908.5.55.

tion devant l'agent de change, mais du jour où ce transfert est opéré par le Trésor¹.

Cette prescription quinquennale ne s'applique qu'aux actions basées sur une irrégularité quelconque dans les transferts et non pas aux actions relatives à un paiement illégalement fait ; dans ce dernier cas, la prescription est de trente ans.

Cependant, un arrêt de la Cour de Paris du 31 mai 1906, a décidé que l'on ne saurait prétendre que la prescription spéciale de cinq ans n'est applicable qu'à la responsabilité dérivant des transferts et ne peut être invoquée pour la remise des fonds provenant de l'aliénation. En effet, dit cet arrêt, il est inadmissible que la remise des fonds puisse être séparée du transfert dont elle est le but et la conséquence.

Cette remise des fonds constitue l'élément dommageable auquel s'applique l'article 10 de l'arrêté du 27 prairial an X, et la prescription spéciale qui s'y rattache.

La responsabilité spéciale de l'article 16 de l'arrêté du 27 prairial an X, constitue une sorte de forfait légal imposé à l'agent de change dans un intérêt d'ordre public. Si l'agent de change est astreint à la garantie de la validité des transferts en ce qui concerne l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature et des pièces produites et, s'il est responsable alors même qu'aucune faute ne lui serait imputable, en compensation de cette obligation rigoureuse et exorbitante du droit commun, on a limité à cinq années la durée de cette garantie².

La prescription de cinq ans dont il est question ci-dessus court contre les mineurs et les interdits sauf leur recours contre leurs tuteurs³.

Nous avons dit que la responsabilité de l'agent de change est absolue ; il n'est donc pas nécessaire qu'une faute professionnelle ait été commise par lui. Ainsi, le seul fait de la fausseté de la signature sur une procuration, constitue le

1. C. Paris, 25 mai 1906.

2. C. Paris, 13 décembre 1907. D. P. 1908.2.144. — 3. C. civ. art. 2278.

manquement qui sert de base à sa responsabilité. Cette responsabilité s'applique non seulement aux procurations sous seing privé (Cass. 11 juillet 1875), mais encore aux procurations authentiques (C. Riom, 2 décembre 1908).

En suite de ce dernier arrêt qui, à juste raison, a profondément ému les agents de change, M. le Syndic de la Compagnie des agents de change de Paris, a adressé la circulaire suivante à ses confrères, le 12 janvier 1909 :

« Un arrêt de la Cour de cassation en date du 24 février 1903 a, comme vous le savez, modifié profondément l'interprétation que la jurisprudence avait donnée jusqu'alors aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté de prairial an X, et a aggravé, dans des conditions exorbitantes, la responsabilité des agents de change en matière de transferts de rentes par procuration.

« Depuis, les décisions judiciaires intervenues n'ont fait que se conformer à la manière de voir de la Cour suprême. Un arrêt de la Cour de Riom, du 2 décembre dernier, vient notamment, de l'appliquer de la façon la plus rigoureuse dans une affaire où il s'agissait pourtant d'une procuration établie frauduleusement par le notaire lui-même.

« Dans ces conditions, la Chambre syndicale n'a pas jugé qu'il fût possible de laisser la Compagnie ainsi exposée, sans défense, à des responsabilités excessives.

« Du moment qu'il est établi que l'agent de change ne peut plus s'en rapporter à la force probante due aux actes notariés, il a l'obligation de s'assurer par lui-même de la personnalité de celui dont il négocie les titres et de la réalité des ordres.

« En attendant que des mesures plus complètes puissent être envisagées, la Chambre syndicale vous conseille, d'ores et déjà, d'une façon générale de vous mettre directement en rapport avec les titulaires de rentes dans tous les transferts par procurations d'une certaine importance.

« Il vous appartiendra, en conséquence, dès la réception d'un dossier, d'envoyer immédiatement une lettre recommandée au titulaire de la rente, pour le prier de vous confirmer

expressément l'ordre énoncé dans la procuration, ainsi que les conditions stipulées pour le versement des fonds.

« Cette confirmation devra émaner du titulaire lui-même et pourra être accompagnée, pour plus de sûreté, d'un certificat du maire ou du commissaire de police, constatant son domicile depuis six mois au moins; ce dernier document devra être revêtu de la signature dûment légalisée de l'intéressé. »

388¹. — Un agent de change chargé d'une opération de transfert portant sur des biens légués, frappés d'indisponibilité temporaire avec clause de remploi serait naturellement responsable civilement si, par son fait, il avait facilité au légataire le moyen d'éluder les conditions qui lui étaient imposées. Par suite, il est fondé à refuser la certification d'un transfert d'un titre de rente sur l'État, faisant partie de biens donnés, dans les conditions ci-dessus tant qu'il ne lui est pas justifié d'un remploi conforme aux prescriptions du testament.

§ 4. *Responsabilité du Trésor en matière de transferts.*

389. — Depuis l'arrêté consulaire du 27 prairial an X, l'intervention du Trésor dans les transferts de rentes est purement administrative. Son rôle consiste uniquement à tenir les registres destinés à servir de minutes aux transferts et à délivrer aux acheteurs ou autres ayants droit des extraits des nouvelles inscriptions de rentes transmises sous la condition de se faire rapporter dans les cas prévus par l'article 6 de la loi du 28 floréal an VII, le certificat de propriété prescrit par ledit article¹.

Le Trésor n'a donc pas à examiner ni à apprécier les titres constitutifs et translatifs du droit de propriété, c'est aux officiers publics qu'incombe cette responsabilité².

Le Trésor n'a pas davantage à vérifier la sincérité des qua-

1. Avis Conseil d'État, 7 février 1851.

2. Avis Conseil d'État 7 décembre 1855.

lités civiles ou des énonciations indiquées par les agents de change ou les rentiers lors de l'immatriculation des titres, il les admet purement et simplement sans aucune justification et lorsque par la suite le transfert de cette rente est opéré, il a lieu en toute liberté à moins que l'immatricule ne contienne quelque disposition restrictive de la disponibilité du titre ou énonciation de l'incapacité du titulaire pour aliéner¹.

Dans ce cas, et bien que la responsabilité pèse sur l'agent de change, le Trésor doit exiger qu'on lui établisse qu'il a été satisfait aux prescriptions résultant des incapacités ou restrictions, au droit d'aliéner ou qu'on lui justifie de la cessation de ces incapacités ou restrictions.

De ce qui précède on voit que la responsabilité du Trésor, ne saurait être en jeu qu'au cas d'inobservation des obligations qui viennent d'être rappelées.

390. — La tenue du Grand-Livre de la Dette publique et les mutations et transferts de rentes sur l'Etat, sont exclusivement placés dans les attributions de l'autorité administrative, en conséquence les transferts, comme les mutations, constituent des actes administratifs qui ne peuvent être appréciés par l'autorité judiciaire², ainsi l'autorité administrative est seule compétente pour juger les questions vis-à-vis du Trésor³, c'est donc au Ministre des Finances, qu'il appartient de résoudre par une décision les difficultés qui peuvent se présenter. Cette décision ne sera susceptible de recours que devant le Conseil d'Etat⁴.

Cependant, si, sans discuter la validité du transfert, on attaque les agents du Trésor, Trésoriers généraux par exemple, pour des fautes lourdes commises par eux dans l'exercice de leur fonction, les tribunaux ordinaires seraient compétents⁵.

Si les tribunaux sont, à raison du principe de la sépara-

1. Déc. min., 23 juillet 1851.

2. Ord. royale, 11 mars 1843. — Trib. Seine, 18 janvier 1844. — Ord. royale, 28 août 1844.

3. Ord. royale en Conseil d'Etat, 5 janvier 1847.

4. Déc., 22 juillet 1806; — L. 24 mai 1872, art. 9.

5. Cass., 26 mars 1900. D. P. 1901. 1. 489.

tion des pouvoirs, sans qualité pour ordonner la mutation d'une inscription de rente sur l'Etat, il leur appartient de fournir aux intéressés le moyen d'obtenir cette mutation en constatant les droits du propriétaire, toutes les fois que le caractère litigieux de ces droits ne permet pas aux notaires d'en certifier l'existence au Trésor public¹.

§ 5. *Capacité requise pour transférer.*

391. — Pour la validité des transferts comme pour la validité de toutes conventions en général, les parties doivent avoir la capacité de s'obliger.

Toute personne peut contracter si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi², la capacité est donc la règle générale et l'incapacité l'exception.

Les incapables de contracter sont : les mineurs, les interdits, les femmes mariées dans les cas exprimés par la loi et généralement tous ceux à qui la loi interdit certains contrats³.

Nous allons examiner dans ce chapitre à quelles conditions sont soumises les aliénations et les transferts de rentes appartenant à ces divers incapables.

A. MINEURS ET INTERDITS

392. — 1° **Mineurs sous administration légale.** — *Ancienne jurisprudence.* — Avant la loi du 6 avril 1910, aucun texte de loi n'ayant déterminé les pouvoirs du père administrateur légal sur les biens de ses enfants mineurs, on ne pouvait établir une règle précise à cet égard d'autant plus que les auteurs et la jurisprudence étaient loin de s'accorder sur la solution à donner en pareille matière.

Les uns soutenaient que le père administrateur légal ne

1. Trib. Seine, 10 février 1909.

2. C. civ., art. 1123. — 3. C. civ., art. 1124.

pouvait avoir des pouvoirs plus étendus que ceux d'un administrateur ordinaire et lui reconnaissaient le droit d'accomplir tous les actes de pure administration mais lui refusaient qualité pour les actes comportant aliénation.

Les autres prétendaient au contraire, que le père administrateur légal avait, quant aux biens de ses enfants mineurs, les mêmes pouvoirs qu'un tuteur et que, par suite, il était soumis à l'accomplissement des mêmes formalités¹.

Enfin d'autres encore, considéraient qu'il pouvait aliéner sans aucune autorisation de famille ou de justice².

De toutes les opinions émises, deux seulement méritaient d'être retenues comme présentant une certaine force d'arguments et surtout comme résumant la jurisprudence d'alors.

La première qui datait de la loi du 27 février 1880, se basait sur l'article 389 du Code civil et sur la discussion dont la loi précitée a été l'objet tant au Sénat qu'à la Chambre des députés. Elle admettait que le père administrateur légal pouvait vendre et transférer les rentes appartenant à ses enfants mineurs sans qu'il ait besoin de recourir à une délibération de parents ou à une autorisation de justice, quand bien même les rentes étaient supérieures à 50 francs³.

Cette jurisprudence fut adoptée par le Trésor, ainsi que cela résulte d'une circulaire du Garde des sceaux en date du 20 mai 1880 et d'une circulaire de la Dette Insrite en date du 10 mars de la même année dont nous reproduisons ci-après les termes.

« Les dispositions de la loi du 27 février 1880 ne s'appliquent pas à l'administration légale du père de famille. Cette distinction importante entre le père administrateur légal et le tuteur, résulte nettement des déclarations consignées dans les rapports et reproduites au cours de la discussion. Il a été formellement reconnu que la loi était faite pour limiter les pouvoirs des

1. Villefranche, 12 mars 1887; — Arg. art. 953 C. pr. civ. et 2126, c. civ. — Arg. art. 776 al. 2, 838 et 171 c. civ. — Seine, 4 août 1894.

2. Seine, 27 avril 1882.

3. Seine, 27 avril 1882.

tuteurs, en sorte qu'elle n'est applicable en principe que là, où il y a tutelle. Le père administrateur légal pourra donc, à l'avenir, et contrairement à la pratique suivie jusqu'ici par le Trésor en matière de rentes, aliéner les valeurs appartenant à ses enfants mineurs. La loi du 24 mars 1806 et le décret du 25 septembre 1813, dont les dispositions, par une extension parfois contestée d'ailleurs, lui étaient appliquées, sont formellement abrogées par l'art. 12 de la loi du 27 février » (Circ. du gardé des sceaux, 20 mai 1880.)

« ... IV. Jusqu'à ce jour le Trésor avait fait une assimilation complète entre la situation du tuteur et celle du père, administrateur légal des biens de ses enfants mineurs ; il se fondait sur ce principe de droit qu'un administrateur ne pouvait puiser dans sa seule qualité le pouvoir de consentir une aliénation. Le transfert d'une rente au-dessus de 50 francs possédée par un mineur placé sous l'administration légale de son père, n'était donc admis par le Trésor que s'il était justifié d'une autorisation ou d'un jugement en chambre du conseil.

« Cette manière de procéder contre laquelle s'étaient élevés plusieurs jurisconsultes, et qu'avait combattue un jugement du tribunal de la Seine, en date du 17 décembre 1876 (affaire des mineurs Faure) doit être définitivement abandonnée. La question est tranchée dans le sens de la négative, sinon par le texte même de la nouvelle loi ; du moins par la discussion dont elle a été l'objet tant au Sénat, qu'à la Chambre des députés. Il résulte d'ailleurs du rapport présenté au Sénat, par M. Denormandie, qu'en réalité cette loi est faite contre les tuteurs, en sorte qu'elle n'est applicable en principe que là où il y a tutelle. Peu importe, du reste, que cette tutelle soit légale ou dative. » (Séances du Sénat des 3 et 26 mai 1878.)

Le père administrateur pouvait donc désormais transférer les rentes appartenant à son fils mineur, sans aucune autorisation quelle qu'en soit la quotité.

La qualité d'administrateur était suffisamment constatée, soit par l'énonciation faite dans une procuration ou dans un certificat de propriété, soit même par l'indication portée sur

le titre de rente, en cas de transfert simple, sans que le Trésor ait à rechercher si un changement était survenu entre la date des procurations, certificats de propriété ou inscriptions, et la date du transfert¹.

D'après les termes de l'alinéa qui précède, la qualité d'administrateur était suffisamment établie par l'énonciation de cette qualité soit dans une procuration, soit même dans la déclaration de transfert, cependant le Trésor continuait à exiger que la mère intervînt au transfert, ou dans la procuration ou que son certificat de vie fût joint au dossier. Cette exigence nous paraissait arbitraire, attendu que le Trésor a pour principe d'attribuer aux notaires, ou agents de change, la responsabilité de la certification des qualités civiles².

La deuxième opinion s'appuyait principalement sur des considérations morales, elle consistait à exiger du père administrateur légal un avis de parent, l'autorisant à vendre et transférer les rentes appartenant à ses enfants mineurs, ou une autorisation de justice lorsque ces rentes dépassaient un capital de 1500 francs³.

La Chambre syndicale des agents de change de Paris, ne s'était point rangée, comme le Trésor, dans le sens de la libre disposition ; au contraire, elle s'était créé une jurisprudence spéciale se rapprochant beaucoup plus de la dernière des opinions que nous venons de rappeler.

En ce qui la concernait, elle considérait que le père administrateur légal pouvait vendre sans aucune formalité les rentes inférieures à 1500 francs de capital, mais qu'il devait obtenir l'autorisation de justice, lorsque ces rentes dépassaient ce chiffre.

Pour expliquer cette opinion contraire à celle du Trésor, la Chambre syndicale alléguait qu'en matière d'aliénation de rentes, il existe deux opérations bien distinctes, et par suite deux responsabilités différentes, l'une se rapportant aux trans-

1. Circ. D. I., 10 mars 1880. — 2. Dér., 31 mai 1862.

3. Seine, 4 août 1894.

ferts et qui incombe particulièrement au Trésor, l'autre relative à la vente et à la remise des fonds, et qui ne saurait concerner que l'agent de change négociateur lequel reste par conséquent seul juge de sa responsabilité.

Dans cette alternative, et sans condamner la prudence de la Chambre syndicale, nous accordions alors nos préférences au système de la libre disposition, pour lequel penchait de plus en plus la jurisprudence ; le tribunal civil de la Seine, notamment, refusait invariablement d'autoriser le père administrateur légal à aliéner les rentes appartenant à ses enfants mineurs, donnant pour motif « qu'il n'y avait pas lieu à autorisation ».

La Chambre syndicale des agents de change de Paris considérait ces décisions comme suffisantes pour couvrir sa responsabilité, et procédait, sur leur production, à toutes négociations de cette nature de quelque importance qu'elles pussent être.

Disons que la façon de procéder adoptée par la Chambre syndicale, lui était essentiellement personnelle, et que beaucoup d'agents de change, tant de Paris que de province, se départissaient volontiers de cette rigueur excessive.

393. — *Jurisprudence actuelle.* — Aujourd'hui, cette discussion n'a plus aucun intérêt, la loi du 6 avril 1910 étant venue décider que le père administrateur légal a besoin de l'autorisation du tribunal (statuant sur requête en chambre du conseil) pour accomplir les actes que le tuteur ne peut accomplir qu'avec l'autorisation du conseil de famille. Cette solution nouvelle est certainement beaucoup plus morale et logique, mais jadis, elle ne pouvait s'imposer en l'absence de tout texte.

L'administrateur légal, ne peut donc plus aliéner les biens du mineur, que s'ils sont d'une valeur de 1500 francs au maximum. Passé ce chiffre, il ne peut le faire qu'avec l'autorisation du tribunal. C'est ce dernier qui déterminera l'importance des biens dont l'aliénation est demandée, et qui appréciera l'emploi qui doit en être fait.

La loi du 6 avril 1910, lorsqu'elle fut votée à la Chambre des

députés, obligeait le tribunal de *prescrire et de préciser l'emploi* qui devait être fait, mais cette obligation n'a pas été reproduite dans le texte du Sénat. Toutefois cet emploi est de rigueur, le tribunal ne saurait admettre une aliénation sans emploi vu les termes de la loi, mais ce qu'il est bon de constater, c'est que les tiers (agents de change, banquiers, notaires) sont déchargés de la responsabilité du emploi.

394. — Que doit-on décider dans l'hypothèse particulière de mineurs, dont le père et la mère sont vivants et divorcés ?

La question était autrefois délicate, attendu que cette situation n'était régie ni par l'article 389 du Code civil, ni par l'article 390 du même code.

L'article 389 en effet, n'avait institué l'administration légale que *pendant le mariage*, et l'article 390, qui a établi la tutelle légale, l'a subordonnée à la dissolution du mariage *par le décès des père ou mère*.

On était donc porté à conclure de cette double règle, d'abord : que la dissolution du mariage par le divorce, mettait fin à l'administration légale telle que l'avait instituée le Code civil, et ensuite qu'elle ne donnait pas ouverture à la tutelle.

Le régime établi par la loi pour le cas où la famille est dans un état normal disparaissait alors pour faire place à un régime nouveau dont le principe ne dérivait plus de la volonté du législateur mais de celle du juge. Le mandat de gestion résultait de la décision explicite ou implicite prise par le magistrat dans le jugement de divorce ; c'était donc un mandat judiciaire ; et comme tel se trouvait soumis au contrôle du juge qui l'avait fixé.

Cette interprétation, qui était celle de la Chambre syndicale des agents de change de Paris, amenait cette dernière à exiger pour la vente des rentes appartenant à des mineurs dont les père et mère étaient vivants et divorcés, une décision de justice confirmant le mandat de gestion résultant des dispositions prises dans le jugement de divorce, et autorisant la personne désignée, à vendre les titres et à en toucher le prix sans être

tenue envers l'agent de change négociateur à aucune justification d'emploi.

Quant au Trésor, il n'exigeait aucun jugement. Il considérait que le père a toujours l'exercice de la puissance paternelle et avec elle tous ses attributs, dont l'administration légale. En conséquence, il admettait que le père divorcé dont la mère est vivante, pouvait vendre et transférer sans aucune formalité les rentes dont ses enfants mineurs étaient propriétaires, même au cas où la garde des enfants aurait été confiée à la mère¹.

Sur ce dernier point la jurisprudence considérait plutôt que la puissance paternelle et l'administration légale qui en est la conséquence passaient, après le divorce, à l'époux qui avait obtenu la garde des enfants. Aujourd'hui, et depuis la loi du 6 avril 1910 il n'en est plus ainsi. En effet, l'ancien texte de l'art. 389 qui disposait que l'administration légale ne pouvait avoir lieu que durant le mariage a été modifié par le législateur qui a substitué aux mots *durant le mariage* les mots *du vivant des époux*, de cette manière l'administration légale survit au divorce. (Voir *supra*, n° 528 bis.)

Le père administrateur légal n'a pas, dans les limites de la loi du 6 avril 1910, à obtenir l'autorisation de justice pour aliéner les rentes possédées par ses enfants en qualité d'héritiers bénéficiaires².

394 bis. — En règle générale, l'administration légale appartient au père comme attribut, avons-nous dit, de sa puissance paternelle dont il a seul l'exercice pendant le mariage³.

Cependant, dans certains cas exceptionnels, cette administration légale peut revenir à la mère; c'est ce qui advient quand cette dernière est appelée à exercer la puissance paternelle au lieu et place du mari.

Cette hypothèse se rencontre lorsque le père est absent⁴,

1: Consultation du service du contentieux du Trésor du 19 juin 1889. — Angers, 6 mai 1841; — Cass., 28 février 1842.

2. Déc. min., 27 mars 1884.

3. C. civ., art. 373 et 389.

4. C. civ., art. 141. Seine, 4 mai 1896.

lorsqu'il est aliéné, interdit ou déchu de la puissance paternelle par application de la loi du 24 juillet 1889.

La mère peut exercer son administration légale tout comme le père avait lui-même le droit de le faire, mais alors celle-ci doit justifier de sa qualité par la production des pièces d'où elle résulte, notamment des jugements de déclaration d'absence, d'interdiction ou de ceux prononçant la déchéance du père.

Si le père divorcé vient à disparaître, l'administration légale passe à la mère comme si le divorce n'était pas intervenu¹.

395. — 2° Mineurs en tutelle et interdits. — Depuis la loi du 27 février 1880 relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et interdits et à la conversion de ces valeurs en titres au porteur, il est établi :

Qu'aucune aliénation de rentes, quel qu'en soit le chiffre, appartenant à des mineurs en tutelle ou à des interdits, ne peut avoir lieu sans une autorisation du conseil de famille qui désigne le tuteur ou un tiers pour procéder à la vente et au transfert.

Que cette autorisation est suffisante si la valeur des rentes à aliéner est inférieure ou égale à 1 500 francs en capital, mais que si l'aliénation porte sur une somme supérieure, la délibération doit en outre être soumise à l'homologation du tribunal qui statuera en chambre du conseil².

396. — Ces délibérations de conseil de famille et jugements d'homologation sont produits en expéditions à l'appui des transferts.

On pourrait aussi viser ces pièces dans un certificat de propriété.

Il n'y a pas lieu de produire ou de viser les certificats de signification et de non-opposition ni appel sur les jugements d'homologation, attendu que ces jugements sont rendus en chambre du conseil, mais il en serait autrement si, par excep-

1. De Bray. *Traité de la Dette publique*, p. 272, n° 286 *in fine*.

2. Loi 27 février 1880, art. 2.

tion, ces décisions judiciaires avaient été rendues contradictoirement *en audience publique*.

397. — La disposition de la loi du 27 février 1880 relative à l'homologation, pouvait donner lieu en pratique à certaines difficultés qui ont été résolues par la circulaire du Garde des sceaux du 20 mai 1880 et dont voici les termes.

« ... Il sera dans certains cas impossible de savoir, le jour où interviendra la délibération du conseil de famille, si la valeur mobilière, titre de rente, obligation de chemin de fer, etc. représentera, au moment de l'aliénation projetée, un capital inférieur ou supérieur à 1 500 francs et si par suite, la délibération du conseil devra être soumise à l'homologation du tribunal ou en être dispensée. Les valeurs dont il s'agit, lors même qu'elles seraient cotées à la bourse, sont soumises à des fluctuations diverses. Si les meubles incorporels à aliéner, d'une valeur inférieure à 1 500 francs le jour de la délibération ont acquis une valeur supérieure à ce chiffre le jour où il s'agira de réaliser l'aliénation, faudra-t-il admettre que cette aliénation ne pourra avoir lieu sans que la délibération ait été homologuée? M. le Ministre des Finances s'est préoccupé de cette question, après l'avoir examinée, nous avons pensé, mon collègue et moi, que, dans ce cas, l'homologation ne serait pas nécessaire; cette situation est fondée sur le texte de la loi aussi bien que sur son esprit. Lorsque, porte l'article 2, la valeur des meubles incorporels à aliéner dépassera, d'après l'appréciation du conseil, etc. Le législateur s'en remet donc à l'appréciation du conseil de famille, et quand celui-ci a estimé, au moment où il délibérait et en se renfermant, d'ailleurs, dans les termes de la loi, que l'homologation du tribunal n'était pas nécessaire, eu égard à la valeur du titre qu'il s'agissait d'aliéner, l'aliénation autorisée par lui peut être effectuée régulièrement, alors même que la situation se trouverait modifiée au moment de la vente. Je pense avec M. le Ministre des Finances, que, dans ces conditions, l'appréciation du conseil couvrira complètement la responsabilité des représentants du Trésor et des agents de change. Par voie de conséquence, dans

le cas où la valeur des titres à aliéner viendrait à diminuer après la délibération, l'homologation jugée nécessaire au moment de cette délibération n'en devrait pas moins être obtenue. Toutefois pour éviter toute incertitude, il conviendra d'insérer dans les délibérations les formules suivantes : si la valeur du titre de rente sur l'État, obligation de chemin de fer, etc., n'excède pas 1500 francs en capital on ajoutera : « La valeur des titres dont la désignation précède n'excédant pas 1500 francs, la présente délibération n'est pas soumise à l'homologation du tribunal. » Dans l'hypothèse contraire la délibération contiendra cette mention : « La valeur du titre ou des titres dont la désignation précède excédant 1500 francs la délibération sera soumise à l'homologation du tribunal. »

« Il y aurait néanmoins fraude évidente à la loi, si le conseil de famille déclarait que sa délibération n'est pas soumise à l'homologation bien que la valeur des meubles fût au moment même de la délibération, manifestement supérieure à 1500 francs. Cette déclaration du conseil ne pourrait lier les agents de change, les représentants du Trésor ou les compagnies financières. Ceux-ci auraient à examiner s'ils peuvent consentir à un transfert dont l'illégalité n'est pas douteuse sans engager leur responsabilité. En cas de refus de leur part, les tuteurs n'auraient d'autre voie à suivre que de s'adresser aux tribunaux. »

398. — Lorsqu'une inscription de rente appartient conjointement et indivisément à des majeurs et à des mineurs ou interdits, il y a lieu de recourir pour son aliénation à une délibération du conseil de famille autorisant la vente et le transfert de la portion indivise revenant aux incapables.

Si l'inscription représente un capital supérieur à 1500 francs et quand bien même la part revenant à chacun des mineurs ou interdits serait inférieure à cette somme, il est nécessaire de soumettre la délibération du conseil de famille à l'homologation du tribunal si le titre n'a pas déjà fait l'objet d'un partage régulier.

Ce dernier cas n'ayant pas été prévu par la loi de février

1880, c'est à la circulaire précitée de M. le Garde des sceaux que nous devons les explications relatives à ce sujet :

« M. le Ministre des Finances m'a, en outre, signalé spécialement le cas où un titre de rente d'une valeur supérieure à 1500 francs serait indivis sans attribution de parts entre plusieurs titulaires, dont quelques-uns seraient sous tutelle; mon collègue m'a demandé si une délibération du conseil de famille pourrait déclarer que la part revenant à l'incapable représente un capital inférieur à 1500 francs. Une pareille déclaration équivaudrait à un partage, elle ne peut être insérée dans une délibération d'un conseil de famille que si elle se borne à consacrer les résultats d'un partage antérieur et régulier. Les transferts demandés sans justification du partage lui-même devraient être refusés; c'est en ce sens que j'ai répondu à M. le Ministre des Finances. »

399. — Ce mode de procéder pour les aliénations de rentes appartenant indivisément à des majeurs et à des mineurs ou interdits semble incompatible avec l'art. 838 du C. civ. qui prescrit un partage judiciaire toutes les fois qu'il y a indivision entre majeurs et incapables. La vente ainsi consentie ne constitue-t-elle pas en effet un véritable partage amiable et comme tel ne devrait-elle pas être prohibée? la question a été résolue dans le sens de la négative par un arrêt de la Cour de cassation du 15 juillet 1890. Cet arrêt reconnaît que l'aliénation peut être valablement autorisée par le conseil de famille attendu que la loi du 27 février 1880 n'a jamais subordonné cette autorisation aux formalités préalables d'un partage judiciaire.

Cependant, lorsqu'un conseil de famille autorise une pareille aliénation sans prescrire un emploi destiné à maintenir l'indivision, ou, tout au moins, lorsque d'après les termes de la délibération on peut induire que le principal motif de la vente repose sur l'indivision et que les intéressés n'ont d'autre but que de procéder à un partage déguisé, les tribunaux ont une tendance à refuser leur homologation.

En ce qui concerne le Trésor, cette question lui demeure étrangère; il n'a pas à se préoccuper du but des intéressés, ni

à apprécier les motifs en vertu desquels l'autorisation a été accordée.

Les délibérations de conseil de famille ou jugements d'homologation doivent contenir une dispense, pour l'agent de change négociateur et pour le Trésor, de surveiller les remplois et stipuler quela remise des fonds entre les mains de..... vaudra décharge à l'agent de change. Toutefois cette clause qui est devenue de style nous paraît inutile puisque l'art. 6 de la loi du 27 février 1880 dispose expressément que « les tiers ne seront en aucun cas garants de l'emploi ». Pourrait-on discuter sur l'interprétation de ce terme « garants de l'emploi » et prétendre qu'il s'agit ici de la suffisance et non de la matérialité? Je ne le pense pas.

Cependant si l'obligation d'emploi prescrite par la loi était reproduite dans la délibération et dans le jugement, avec une spécification quelconque il serait alors nécessaire de recourir à la formule que nous venons d'indiquer.

400. — 3^e Mineurs émancipés. — Le mineur émancipé au cours de la tutelle, même assisté de son curateur, doit observer, pour l'aliénation de ses meubles incorporels, les formes ci-dessus prescrites à l'égard du mineur non émancipé, c'est-à-dire obtenir l'autorisation préalable du conseil de famille et au besoin l'homologation du tribunal¹.

D'après cette disposition nous voyons que les formalités prescrites aux mineurs sous tutelle sont également applicables aux mineurs émancipés, lorsque l'émancipation a lieu *au cours de la tutelle*; mais les mêmes formalités ne sont plus exigées lorsque le mineur a été émancipé pendant le mariage de son père et de sa mère, ou lorsque l'émancipation résulte du mariage par lui contracté. Ces dispositions ont semblé justifiées par les conditions particulières dans lesquelles intervient l'émancipation.

401. — Il faut reconnaître, toutefois, que la distinction établie par la loi entre les diverses catégories de mineurs émancipés

1. Loi du 27 février 1880, art. 4.

ont, dans la pratique, des conséquences qui peuvent paraître anormales.

Ainsi que l'a fait remarquer le rapport présenté au Sénat, lorsque le projet a été soumis à cette assemblée pour la seconde fois, les formalités que le mineur émancipé par le mariage doit observer pour l'aliénation de ses meubles incorporels ne sont déterminées par aucun texte formel. La loi du 24 mars 1806 et le décret du 25 septembre 1813, spéciaux d'ailleurs à la vente des rentes sur l'Etat et des actions de la banque de France, sont expressement abrogés, et le Code civil ne contient aucune disposition précise. Cette lacune est le résultat, ainsi que l'explique le rapport, d'une modification apportée au texte primitif pendant le cours de la discussion devant la Chambre des députés.

Le paragraphe final de l'art. 4, autorisait l'aliénation avec la seule assistance du curateur, mais la commission de la Chambre avait cru devoir imposer cette formalité non seulement au mineur émancipé par le mariage mais encore au mineur émancipé autorisé à faire le commerce. On fit observer que la capacité de ce mineur émancipé et commerçant, qui est assimilé au majeur pour les actes de commerce, se trouverait ainsi restreinte. La mention du mineur autorisé à faire le commerce fut alors supprimée, et l'on jugea inutile de maintenir le paragraphe qui autorisait l'aliénation avec la seule assistance du curateur. Par suite, pour les mineurs émancipés par le mariage et non commerçants, la loi de 1880 est déclarée inapplicable, et néanmoins aucune règle ne fixe dans quelles formes ils procéderont à l'aliénation de leurs meubles incorporels. Cependant, suivant le rapporteur, de l'ensemble de l'art. 4, ressort la pensée que, d'après le droit commun, l'aliénation des valeurs mobilières peut être effectuée par le mineur émancipé avec la seule assistance de son curateur ; il ajoute que le droit pour le mineur émancipé par le mariage, d'aliéner, avec cette seule formalité, est reconnu, mais qu'une disposition explicite eût été, sinon nécessaire, au moins très utile.

Le mineur émancipé en dehors du cas de tutelle, c'est-à-dire par le père du vivant de la mère, se trouve, relativement au droit d'aliéner, dans une situation identique à celle du mineur émancipé par le mariage.

402. — Il convient enfin d'ajouter que, d'après le texte de la loi, c'est du mode seul d'après lequel le mineur a été émancipé qu'il faut tenir compte pour apprécier si la nouvelle loi lui est ou non applicable. Le mineur émancipé par le mariage et devenu veuf, celui qui aura été émancipé pendant le mariage de son père et de sa mère et sera devenu orphelin, ne seront pas, à raison de ces événements postérieurs à l'émancipation, tenus d'observer les formalités prescrites par la loi du 27 février 1880¹.

403. — Le mineur émancipé pour faire le commerce ne doit pas être assimilé au mineur émancipé par le mariage, il se trouve assujéti aux obligations qui sont imposées par les art. 1 et 2, de la loi du 27 février 1880 et l'art. 482 du Code civil. Cette conséquence paraît résulter du silence de la loi et de ce principe rationnel que les exceptions ne doivent pas se présumer.

Cependant, il faut ajouter que, dans les cas où l'aliénation constituerait un des actes qui rentrent dans les opérations du commerce que le mineur est autorisé à faire, les dispositions de l'article 487 du Code civil le dispenseraient de toute formalité².

Seulement comme les justifications à exiger en pareil cas sont difficiles à se procurer, les agents de change refusent la plupart du temps de procéder à de telles opérations.

404. — Les règles que nous venons de formuler relativement à la capacité du mineur émancipé par mariage ou du vivant de leurs père et mère sont celles adoptées par le Trésor, mais nous devons ajouter qu'elles ne sont pas toujours suivies par les agents de change. Voici d'ailleurs ce que dit à

1. Circ. du garde des Sceaux, 20 mai 1880.

2. Lettre du garde des Sceaux au ministre des Finances, en date du 23 février 1884.

ce sujet une note de la Chambre syndicale des agents de change de Paris.

Comme en matière de vente et de transfert de rentes sur l'Etat, il existe deux responsabilités bien distinctes, celle du Trésor en ce qui concerne les transferts, et celle de l'agent de change, pour la négociation et la remise des fonds, les circulaires de la Dette Inscrite du 10 mars 1880 et de M. le Garde des sceaux du 20 mai suivant n'ont eu pour but que de tracer la ligne de conduite que le Trésor entend suivre pour les transferts en eux-mêmes, et elles ne sauraient, à aucun point de vue, engager l'agent de change négociateur qui reste seul juge des justifications qu'il croit devoir demander pour sauvegarder sa responsabilité.

Ainsi la Chambre syndicale a-t-elle décidé en ce qui la concerne, qu'elle ne se chargerait des ventes de rentes appartenant à des mineurs émancipés, soit par le mariage, soit par leurs père et mère, que dans les conditions suivantes :

Elle continuera à vendre comme par le passé et sans aucune formalité, toute rente de 50 francs et au-dessous, considérant cette vente comme un simple acte d'administration pour lequel l'autorisation du conseil de famille n'est pas indispensable.

Mais pour les rentes supérieures à ce chiffre, la vente ne pourra en avoir lieu qu'en vertu d'une délibération du conseil de famille qui, cependant, n'aura pas besoin d'être homologuée. Et pour faciliter le retrait des fonds il sera bon d'insérer dans le dispositif de cette délibération la phrase suivante :

« Que l'agent de change négociateur ne sera pas tenu de surveiller l'emploi des fonds, que notamment par le fait de leur versement au Trésor, au crédit du compte courant de M. le Trésorier payeur général de..... et de leur remise pure et simple entre les mains des époux et sur leur décharge, l'agent négociateur sera bien et valablement libéré et à l'abri de tout recours ultérieur. »

Cette délibération ne serait pas nécessaire si les parties produisaient au lieu et place, à la Chambre syndicale, un certificat de propriété délivré par un notaire dépositaire de l'acte de

mariage constatant la non-existence de contrat, ou détenteur de la minute du contrat de mariage et établissant (s'il est ainsi en cas de contrat) que le mari majeur, comme chef de la communauté, a pleine et entière capacité pour aliéner la rente et entoucher librement le prix avec ou sans le concours de sa femme et sans que l'agent de change négociateur ait à se préoccuper de la minorité de cette dernière.

La délibération et le certificat de propriété seraient eux-mêmes inutiles si le contrat de mariage prescrivait un emploi ou si les parties consentaient à en faire un, auquel cas l'aliénation serait considérée comme un acte d'administration, et il suffirait d'indiquer le mode de emploi adopté afin que de son côté, la Chambre syndicale puisse faire connaître les justifications à lui fournir.

405. — L'article 480 du Code civil disposant que le curateur d'un mineur émancipé doit être nommé par le conseil de famille, il semblerait résulter que la curatelle ne saurait être *légale*, cependant on admet que le mari est *de droit* curateur de sa femme mineure¹. En conséquence, le mari doit agir en cette qualité dans toute aliénation consentie par sa femme sous son autorisation.

Pour le mari mineur émancipé par le mariage, il faut produire la délibération qui a nommé le curateur.

406. — **4° Mineurs ou aliénés placés sous tutelle administrative.** — Les dispositions de la loi du 27 février 1880 sont applicables aux valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aliénés placés sous la tutelle soit du directeur de l'administration générale de l'Assistance publique de Paris, soit des préfets dans les départements, soit des administrations hospitalières.

Le conseil de surveillance de l'administration de l'Assistance publique de Paris, les commissions élues par les conseils généraux et les commissions administratives rempliront à cet effet les fonctions attribuées au conseil de famille.

Ces dispositions sont également applicables aux administra-

1. Arg. art. 506, 220⁸, C. civ., — Cass., 4 février 1868.

teurs provisoires des biens des aliénés nommés en exécution de la loi du 30 juin 1838¹.

Les aliénés non interdits, qu'ils soient ou non pourvus d'un administrateur provisoire, ne peuvent vendre les rentes dont ils sont propriétaires que dans les formes prévues par l'article 8 de la loi du 27 février 1880.

407. — 5° Pourvus de conseil judiciaire. — Les pourvus de conseil judiciaire doivent se faire assister de leur conseil pour vendre et transférer les rentes dont ils sont propriétaires.

En cas de refus du conseil, une décision de justice ne saurait y suppléer².

B. FEMMES MARIÉES

408. — La capacité civile d'une femme mariée varie selon le régime matrimonial auquel elle est soumise, nous renvoyons donc sur ce point aux dispositions du Code civil, nous bornant ici à indiquer de quelle façon il doit être justifié à l'agent de change de cette capacité civile.

Voici à ce sujet le texte d'une note de la Chambre syndicale des agents de change de Paris.

« Quand une femme mariée a des droits dans des rentes sur l'État, dont la vente et le transfert ou la conversion au porteur sont demandés, il est indispensable, pour éviter tout retard dans l'exécution de l'ordre ou la remise des fonds, de justifier de la capacité civile de la femme.

A cet effet :

L'expédition du contrat de mariage doit être envoyée en communication, et si le contrat prescrit un emploi, il est utile, en envoyant le dossier, d'indiquer le mode de emploi que les parties entendent adopter, afin que, de son côté, la Chambre syndicale puisse faire connaître les justifications qui doivent lui être fournies.

S'il n'a pas été fait de contrat, il y a lieu de produire : soit

1. Loi du 27 février 1880, art. 8.

2. V. Gorges et Bezard, p. 139 : Duvert, Notes sur les transferts, p. 36.

une copie régulière de l'acte de mariage, s'il est postérieur au 1^{er} janvier 1851 et s'il contient la déclaration relative à l'absence de contrat prescrite par la loi du 10 juillet 1850; soit au cas contraire un acte de notoriété dressé sur la déclaration des époux et l'attestation de deux témoins constatant qu'ils se trouvent soumis au régime de la communauté légale de biens, pour n'avoir fait précéder d'aucun contrat leur union, célébrée à la mairie de..., le... Il est nécessaire dans ce cas, d'annexer à la notoriété une copie régulière de l'acte de mariage, ou tout au moins d'énoncer que la représentation en a été faite au notaire rédacteur.

409. — On pourra se dispenser de produire le contrat de mariage, l'acte de célébration civile du mariage ou la notoriété toutes les fois que le dossier comprendra : un certificat de propriété, une procuration ou tout autre acte notarié contenant, sous le contrôle et la responsabilité du notaire, savoir :

Dans le cas d'existence de contrat de mariage :

L'énonciation du contrat, l'indication du régime adopté, la constatation formelle qu'il ne contient aucune clause prohibitive d'aliéner, transférer ou convertir les rentes sur l'État, ni aucune obligation d'emploi ou de remploi de leur produit.

Et s'il n'a pas été fait de contrat :

La déclaration relative à l'absence de contrat de mariage.

Cependant il est bien entendu que la Chambre syndicale a toujours le droit de demander, lorsqu'elle le juge convenable, la communication des pièces elles-mêmes nonobstant les énonciations contenues dans un acte notarié ». C'est d'ailleurs ce qu'elle fait pour les contrats de mariage, lorsque la rente à transférer dépasse 50 francs.

Quant au Trésor, il demeure étranger à toutes stipulations des contrats de mariage et ne demande jamais leur production attendu que l'obligation de remploi pèse uniquement sur l'agent de change¹.

410. — Lorsqu'il s'agit d'une femme étrangère, ce sont les

1. Cass. ch. req., 24 mai 1909. D. P. 09.1.264.

lois de son pays qui déterminent l'étendue de sa capacité civile ; or, comme les lois peuvent varier selon chaque nation et qu'en général, elles nous sont inconnues, il convient pour les agents de change de se faire attester la capacité civile de la contractante au moyen d'un certificat de coutume. Ces certificats de coutume sont principalement exigés pour justifier de la capacité civile des femmes mariées sans contrat de mariage ou encore pour attester la régularité des contrats et autres pièces passés en pays étranger et dont la production a été demandée.

410 bis. Autorisation dont a besoin la femme mariée. — La femme mariée ne peut aliéner et transférer ses rentes, lorsque son contrat le lui permet, qu'avec l'autorisation de son mari¹.

Cette autorisation résulte le plus souvent du concours du mari à l'aliénation et au transfert, mais elle peut aussi résulter d'un écrit spécial en la forme ordinaire des actes notariés. Une autorisation générale même stipulée par contrat de mariage ne serait pas valable.

Depuis la loi du 6 février 1893 qui a modifié l'article 311 du Code civil, la femme séparée de corps et de biens reprenant le plein exercice de sa capacité civile, n'a plus besoin de recourir à l'autorisation maritale pour l'aliénation de ses biens.

Quant à la femme séparée de biens, la question est controversée.

L'article 217 du Code civil dit : « La femme même non commune ou séparée de biens ne peut aliéner sans le concours de son mari » ; — mais d'un autre côté, l'article 1449 du même Code dispose que la femme séparée soit de corps et de biens, soit de biens seulement, reprend la libre administration de ses biens et peut aliéner son mobilier.

Ces deux articles semblent se contredire, mais au fond, il n'en est rien, et de leurs deux textes combinés, on peut en déduire ceci : la femme séparée de biens ne peut pas aliéner ses biens, mais elle peut les administrer et, en tant qu'elle reste

1. C. civ., art. 217.

dans la limite de ce droit d'administration, elle peut aliéner son mobilier.

On conçoit donc toute la difficulté qui s'attache à l'interprétation pratique de ces textes.

Les uns accordent à la femme séparée de biens le pouvoir d'aliéner ses rentes sans autorisation sous prétexte que l'aliénation du mobilier est un acte d'administration.

D'autres, au contraire, lui dénie ce droit en raison de la difficulté qui existe pour établir que l'aliénation dont il s'agit est bien un acte d'administration.

Le Trésor admet les transferts signés seulement de la femme séparée de bien.

Certains auteurs ont fait une distinction entre la femme séparée contractuellement de celle séparée judiciairement : pour eux, cette dernière seule est dispensée de l'autorisation maritale, attendu que l'article 1449, par la place qu'il occupe dans notre Code, ne doit s'appliquer qu'à la femme séparée judiciairement.

Le mari mineur, interdit, ou pourvu d'un conseil judiciaire, est incapable pour autoriser sa femme même avec le concours de son curateur, tuteur ou conseil ; il y a lieu dans ces divers cas de recourir à l'autorisation de justice ainsi que nous allons le voir.

410 ter. — Quand le mari refuse d'autoriser sa femme, celle-ci peut s'adresser aux tribunaux pour y suppléer. De même, quand le mari est dans l'impossibilité légale ou physique de donner son consentement, la femme peut recourir à l'autorisation de justice ; tels les cas d'interdiction légale¹ ou judiciaire, d'absence² ou s'il est mineur³ ou pourvu d'un conseil judiciaire.

Une distinction est à faire entre ces différentes hypothèses.

1° Si le mari refuse son autorisation, la femme doit alors le faire citer directement devant le tribunal de première instance du domicile commun, lequel refuse ou accorde l'autorisation

1. C. civ., art. 221. — 2. C. civ., art. 222. — 3. C. civ., art. 224.

après que le mari aura été entendu ou dûment appelé en Chambre du conseil. La décision du tribunal qui statue est rendue en audience publique¹.

Ce jugement est donc susceptible de voies de recours, et, par suite, on doit justifier des certificats de signification et de non-opposition ni appel prescrits par l'article 548 du Code de procédure civile.

2° Au contraire, si le mari est incapable ou absent, la décision qui autorise la femme est un jugement rendu sur requête en chambre du conseil².

Ce jugement n'est susceptible d'aucune voie de recours, si ce n'est de la part du ministère public, aussi n'a-t-on pas à justifier qu'il a acquis l'autorité de la chose jugée.

C. ÉTABLISSEMENTS PUBLICS OU RECONNUS D'UTILITÉ PUBLIQUE

411. — Tout établissement public ou reconnu d'utilité publique, quel qu'il soit, est soumis, pour l'aliénation de ses rentes, à une autorisation préalable qui varie selon la nature de cet établissement.

412. — **Départements.** — Pour les départements, c'est aux conseils généraux qu'il appartient de statuer définitivement sur les aliénations et échanges de propriétés départementales mobilières ou immobilières³.

Les délibérations par lesquelles les conseils généraux statuent définitivement sont exécutoires si, dans le délai de vingt jours à partir de la clôture de la session, le préfet n'en a pas demandé l'annulation pour excès de pouvoir ou pour violation d'une disposition de la loi ou d'un règlement d'administration publique⁴.

Le transfert sera signé par le préfet, représentant légal du

1. C. civ., art. 219. — C. pr. civ., art. 861.

2. C. civ., art. 221, 222, 224. — C. pr. civ., art. 863, 864.

3. Loi du 10 août 1871, art. 46 1°.

4. Loi du 10 août 1871, art. 47. — Circ. min. Int., 23 septembre 1871.

département, mais les fonds seront touchés par le trésorier général qui en est le comptable.

413. — Villes, Communes. — Pour les villes ou communes, la vente doit être proposée par les conseils municipaux dont les délibérations à ce sujet sont approuvées par le préfet¹.

L'arrêté préfectoral doit être pris en conseil de préfecture, conformément aux art. 68 2° et 69 de la loi du 5 avril 1884, attendu que l'instruction générale de 1859, art. 972, considère les rentes sur l'État possédées par des communes comme étant immeubles et les soumet aux mêmes règles en ce qui concerne leur aliénation.

A l'appui des transferts de cette nature, on joindra une copie de la délibération du conseil municipal et une ampliation de l'arrêté préfectoral.

La vente des titres appartenant à une ville ou à une commune peut encore être autorisée par un décret du Président de la République, conformément à l'art. 110 de la loi du 5 avril 1884².

414. — Hospices, Bureaux de bienfaisance. Établissements charitables. — Pour les hospices, bureaux de bienfaisance et établissements charitables, c'est aux conseils d'administration ou de surveillance qu'il appartient de décider l'aliénation des rentes qui leur appartiennent; leurs délibérations sont présentées aux conseils municipaux qui, en vertu de la loi du 5 avril 1884, art. 70, sont appelés à donner leurs avis et sont ensuite soumises à l'approbation préfectorale rendue en conseil de préfecture.

Les pièces à produire à l'appui des transferts consisteront donc en une copie de la délibération du conseil d'administra-

1. Instr. gén., 20 juin 1859, art. 944.

2. Cet article dispose : « La vente des biens mobiliers et immobiliers des communes, autres que ceux servant à un usage public, peut être autorisée sur la demande de tout créancier porteur de titre exécutoire par un décret du Président de la République qui détermine les formes de la vente. »

Avis favorable du Conseil d'Etat, 24 janvier 1894. — Pandectes fr. Rép. n° 528. — Bequet, n° 192. — Carpentier. Dette pub., n° 354.

tion visée par le conseil municipal et une ampliation de l'arrêté préfectoral.

415. — Les délibérations prises par les conseils municipaux, conseils d'administration ou de surveillance, à l'effet de décider l'aliénation des rentes doivent désigner la personne chargée de procéder à la vente et au transfert de ces rentes, généralement ce sont les maires, présidents de conseils qui sont délégués à cet effet, mais rien ne s'opposerait à ce que ce soit un tiers, voire le receveur municipal pour les communes.

L'arrêté préfectoral qui intervient par la suite confirme cette délégation.

Si les délibérations étaient muettes à cet égard, il faudrait avoir recours à une délibération complémentaire dont une copie serait produite; cette délibération ne serait sujette qu'au simple visa du préfet.

A défaut de toute délégation expresse, les présidents de conseils d'administration ne sauraient être considérés comme ayant les pouvoirs suffisants pour vendre et transférer, ces pouvoirs appartenant conjointement à tous les membres du conseil.

Le maire d'une commune étant désigné pour procéder à la vente d'un titre de rente, son adjoint ne pourrait agir en son lieu et place qu'*en remplacement du maire absent*, ou s'il a été spécialement délégué à cet effet par un arrêté du maire dont extrait doit être produit.

416. — Le produit de la négociation des rentes ne pouvant être encaissé que par le receveur municipal ou le receveur de l'établissement selon le cas, il est de principe de faire intervenir ce dernier à la vente et au transfert. Lors de la remise des fonds, on se contente généralement de sa seule signature sur la quittance.

417. — Bien que les arrêtés préfectoraux à produire à l'appui des transferts, visent et relatent les délibérations qui autorisent la vente, la seule production de leur ampliation ne serait pas suffisante. Dans tous les cas on devra produire les délibérations elles-mêmes.

418. — Monts-de-piété. Chambres de Commerce, etc. — Pour les autres établissements publics, tels que monts-de-piété, chambres de commerce¹, c'est également à leur conseil d'administration ou aux membres composant leur chambre qu'appartient le droit de décider l'aliénation des rentes. Leurs délibérations sont soumises à l'approbation du préfet, mais il n'est pas besoin que l'arrêté soit pris en conseil de préfecture. (Voir *infra* n° 419.)

419. — Relativement à l'autorisation préfectorale, le Trésor, d'accord avec la Chambre syndicale des agents de change de Paris, a pris pour règle d'exiger un arrêté pris en conseil de préfecture pour les aliénations opérées par les communes, les bureaux de bienfaisance et les hospices dont les comptes doivent être apurés précisément par les conseils de préfectures. Cependant la loi du 5 avril 1884, art. 69 n'est pas formelle à cet égard, même pour les communes, et les décrets des 25 mars 1852 et 13 avril 1861 sur la décentralisation administrative ne mentionnent pas non plus explicitement les aliénations des rentes.

Quant aux autres établissements tels que monts-de-piété et chambres de commerce, l'agent comptable des transferts et la chambre syndicale de Paris se contentent simplement d'une délibération approuvée par le préfet et cette jurisprudence n'a jamais donné lieu à aucune observation de la part de la Cour des comptes.

420. — Banque de France. — Les inscriptions de rentes appartenant à la Banque de France (direction ou succursales) sont transférées sur les signatures des directeurs et caissiers principaux. Si le directeur était empêché, il pourrait être remplacé par l'administrateur délégué².

1. Le décret du 3 septembre 1851, qui organise les chambres de commerce, les qualifie d'établissements d'utilité publique; malgré cette appellation la Cour de cassation, dans un arrêt du 28 octobre 1886, les a déclarées établissements publics. S. 86.1.436. — Depuis la loi du 9 avril 1898, art. 1^{er}, cette dernière interprétation ne souffre plus de controverse.

2. Ord. 25 mars 1841, art. 23, modifiée par Décr., 9 janvier 1899.

421. — Caisses d'épargne. — Les caisses d'épargne que nous classons ici parmi les établissements publics, bien que cela soit contesté¹, ne pouvaient autrefois aliéner les rentes leur appartenant en propre, c'est-à-dire celles faisant partie de leur fortune personnelle, qu'après une délibération du conseil des Directeurs et en vertu d'un décret présidentiel rendu sur la proposition du Ministre du Commerce. Ce décret devait en outre spécifier le emploi des fonds à provenir de l'aliénation.

Pour un simple arbitrage, le décret présidentiel pouvait être remplacé par une décision du Ministre du Commerce².

Ce décret était nécessaire par application des statuts des caisses d'épargne, mais depuis la loi du 20 juillet 1895, qui a conféré à ces caisses l'entière liberté pour la gestion de leur fortune personnelle, les choses ne se passent plus ainsi.

Après cette loi du 20 juillet 1895, on pouvait encore se demander si la clause alors contenue dans les statuts approuvés des caisses d'épargne et subordonnant l'aliénation de leur fonds de dotation à l'autorisation du gouvernement, devait être considérée comme infirmée par la loi du 20 juillet 1895 ou si, au contraire, elle conservait toute sa valeur. Un avis du conseil d'État du 19 juillet 1898 a décidé que les statuts des caisses d'épargne devaient être considérés comme modifiés *de plano* dans celles de leurs dispositions qui seraient contraires à la loi du 20 juillet 1895. Le Conseil d'État a donc spécifié qu'il y avait lieu de considérer, en principe, comme frappées de caducité, les diverses dispositions statutaires traitant de la fortune personnelle des caisses d'épargne, notamment celles qui exigeaient l'autorisation du gouvernement pour l'aliénation de cette fortune personnelle.

Il est désormais admis entre le Ministre du Travail et celui des Finances que le Trésor n'intervenant que pour constater au Grand-Livre le résultat des transactions et n'ayant pas à surveiller le emploi des fonds, il sera donné cours aux trans-

1. Cass. civ., 5 mars 1856. D. P. 56.1.121. — Cass. civ., 8 juillet 1856. D. P. 56.1.278.

2. De Bray. *Traité de la Dette publique*, n° 299.

ferts de rentes sur l'État sur la production des pièces suivantes : 1^o l'ampliation d'une délibération du conseil des Directeurs prescrivant la vente des inscriptions désignées par somme, série et numéro et relatant le nom de la personne chargée de faire opérer le transfert : 2^o la procuration du mandataire ayant pouvoir de réaliser l'opération.

Par application de la loi du 9 avril 1881, ces pièces sont exemptes des formalités du timbre et de l'enregistrement, mais elles sont soumises à celle de la légalisation¹.

Conformément à la circulaire du Mouvement général des fonds du 11 juillet 1860 § XVI et à celle de la Caisse des dépôts et consignations du 29 mars 1892 § XV, les transferts de l'espèce doivent être certifiés par la Chambre syndicale des agents de change de Paris et non par un agent de change de province : toutefois, le Directeur du mouvement général des fonds pourrait consentir à ce qu'il soit dérogé à cette règle.

422. — Sociétés de secours mutuels. — Les sociétés de secours mutuels ne peuvent vendre leurs rentes que sur la production de leurs statuts et d'une délibération de l'assemblée générale autorisant l'aliénation et approuvée par le préfet.

Ces délibérations, s'il s'agit de sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique, sont exemptes du droit de timbre et d'enregistrement conformément au décret du 26 mars 1852 (art. 11) à la décision ministérielle du 29 juillet 1867 et à l'art. 6 de la loi du 1^{er} avril 1898.

Cette exemption s'applique aux droits mais non à la formalité, par suite on doit faire viser pour timbre et enregistrer gratis².

423¹. — Chambres syndicales d'ouvriers, employés, artisans, etc., qui ne sont pas sociétés de secours mutuels. — Pour ces sociétés, on doit s'en référer aux statuts à l'effet de savoir si l'aliénation des rentes sur l'État a été prévue, et dans l'affirmative à quelles personnes les pouvoirs de vendre et trans-

1. Circ. du Min. du Commerce aux Directeurs des Caisses d'épargne, 13 février 1911.

2. Instr. Enreg, n^o 1932; — Loi du 1^{er} avril 1898, art. 6.

férer ont été conférés. A défaut de toute stipulation à cet égard, on doit exiger une délibération de l'assemblée générale pour autoriser le transfert et déléguer spécialement une personne chargée de l'opération.

423². — Facultés. — Pour la vente des rentes appartenant à une Faculté, c'est au Conseil de cette Faculté qu'il appartient d'en décider l'aliénation. La délibération prise à cet effet désigne généralement le doyen pour procéder à la vente et au transfert.

Cette délibération doit être approuvée par un arrêté du Ministre de l'Instruction publique.

Les pièces à produire à l'appui de cette opération consisteront donc en une ampliation tant de la délibération du Conseil que de l'arrêté ministériel.

423³. — Compagnies de notaires. — La vente des inscriptions pouvant appartenir à une Chambre de notaires doit être autorisée par une délibération de l'assemblée générale. Les membres composant la chambre de discipline ne sauraient avoir qualité à cet effet, malgré les termes de la loi du 4 janvier 1843, art. 2, 7°.

A défaut, par l'assemblée générale, d'avoir délégué une personne pour procéder à la vente et au transfert, il serait suffisant que la chambre de discipline y pourvoie en prenant une délibération dans ce but.

Ampliations de ces délibérations sont produites à l'appui de l'opération.

D. — DIVERS

423⁴. — Usufruitiers. — L'usufruitier d'une inscription de rente n'a pas qualité pour vendre et transférer ladite inscription en totalité; son droit de disposition ne peut s'exercer que sur l'usufruit, alors même qu'il serait dispensé de fournir caution et de faire emploi.

Toutefois, si la disposition d'où il tient son usufruit lui avait expressément conféré le droit d'aliéner seul et sans le concours du nu-propriétaire, il en serait autrement; mais une

semblable disposition doit être expresse et ne saurait résulter implicitement de la simple clause de dispense de fournir caution et de faire emploi.

Par suite, le Trésor refuse d'immatriculer purement et simplement au nom de l'usufruitier pour la pleine propriété, les rentes qui lui ont été léguées en usufruit seulement avec dispense de fournir caution et de faire emploi.

423⁵. — Héritiers bénéficiaires, exécuteurs testamentaires, envoyés en possession, administrateurs provisoires, séquestres, pourvus de conseil, faillis, liquidés judiciairement, sociétés. — En ce qui concerne les héritiers bénéficiaires, exécuteurs testamentaires, envoyés en possession provisoire ou définitive, administrateurs provisoires, séquestres, pourvus de conseil, fallis, liquidés judiciaire, sociétés, voir ce qui sera dit à ces mots.

SECTION XVI

Mutations.

424. — Nous avons dit *supra* n° 361 que le nom de *mutation* était employé dans le langage administratif pour désigner toutes les opérations ayant pour but de sanctionner sur le Grand-Livre de la Dette publique les changements survenus soit dans la propriété, soit dans la possession des rentes et lorsque ces changements ont lieu sans l'intervention d'un agent de change.

Les mutations sont effectuées sur le simple rapport de l'ancien extrait d'inscription et d'un certificat de propriété contenant les nom, prénoms et domicile du nouvel ayant droit, la qualité en laquelle il procède, l'indication de sa portion dans la rente et l'époque de sa jouissance¹.

Si le rentier est dans l'impossibilité de représenter le titre, il y sera suppléé par la production d'une déclaration de perte

1. L. 28 floréal an VII, art. 6.

établie comme il est dit *supra* n^{os} 278 et suivants ; cette déclaration sera reproduite en tête du certificat de propriété au lieu et place de l'inscription.

425. — Ces certificats de propriété, comme nous le verrons plus loin, sont délivrés par des officiers ministériels (notaires, juges de paix, greffiers, etc.) auxquels est confiée l'interprétation des actes d'où résulte le changement. Ces officiers ministériels endossent ainsi la responsabilité des faits qu'ils attestent ; ils sont responsables de toute fausse énonciation ou omission dans la qualité civile des parties au même titre que les agents de change le sont pour les transferts.

426. — Quant à la responsabilité du Trésor elle est très restreinte et ne pourrait être en jeu « que s'il admettait un certificat de propriété manifestement irrégulier dans la forme, émanant d'un officier ministériel non compétent, ou concluant à des attributions de propriété contraires au Code civil ou à la législation spéciale des rentes ».

« L'agent comptable des transferts et mutations ne serait du reste utilement pris à partie qu'après l'officier ministériel rédacteur du certificat de propriété¹. » (V. *supra*, n^o 389.)

Comme toute la question des mutations, ainsi d'ailleurs que celle des transferts, dans bien des cas, repose sur les certificats de propriété nous nous étendrons longuement sur cet acte qui, à lui seul, réclame de la part des officiers publics appelés à le délivrer, une connaissance approfondie du droit et une attention méticuleuse dans la rédaction.

1. De Bray, *Traité de la Dette publique*, n^o 328, p. 309.

CHAPITRE III

Conversion des emprunts.

427. — La conversion des emprunts d'État est une opération d'un ordre tout spécial et d'une nature toute différente de celle que nous venons de décrire. Alors que ces dernières consistent en une simple modification de forme dans la nature du titre, ou tout au plus en un changement dans la propriété ou dans la façon de posséder, la conversion, au contraire, a pour effet d'éteindre complètement la créance et de lui en substituer une nouvelle plus avantageuse pour le débiteur.

Au commencement de cet ouvrage, nous avons dit que les rentes constituées, dont nos rentes sur l'État font partie, étaient essentiellement rachetables et que si le créancier ne pouvait exiger le remboursement de son capital il était toujours loisible au débiteur, à quelque époque que ce soit, de se libérer de sa dette en remboursant au crédirentier le capital de sa créance¹.

C'est sur ce principe que sont basées les conversions.

Quand les circonstances sont favorables, que le crédit public est solidement assis, et que l'État voit la possibilité, pour éteindre une dette plus onéreuse, d'emprunter à un taux inférieur à celui qu'il sert à ses créanciers, l'État vient dire à ces derniers « au lieu de 3 fr. 50 de rente je ne payerai plus désormais que 3 francs, ceux qui ne voudront pas accepter le feront savoir dans le délai de *six jours* passé lequel ils seront

1. G. civ., art. 1911.

forclos, et ils seront remboursés au pair conformément au droit que me confère l'art. 1911 du Code civil, soit à raison de 100 francs pour chaque 3 fr. 50 de rente, somme moyennant laquelle la rente était constituée ».

Comme le cours de la rente est, au moment des conversions, largement supérieur au pair, la grande majorité des rentiers accepte la conversion. Quant aux autres, très peu nombreux, ils n'ont plus que la faculté de vendre leur rente en bourse ou de recevoir leur remboursement sur les bases déterminées.

Telle est, en règle générale, l'opération de conversion.

428. — Le système des conversions n'était pas nouveau lorsqu'il fit son apparition dans nos finances. L'Angleterre l'avait pratiqué depuis longtemps déjà et à plusieurs reprises différentes. Nous ne faisons donc que suivre son exemple qui ne tarda pas à être adopté par toutes les autres puissances.

Notre première conversion fut autorisée par la loi du 1^{er} mai 1825, elle portait sur les rentes 5 p. 100 auxquelles on substituait soit des rentes 4 1/2 p. 100 émises au pair, soit des rentes 3 p. 100 émises, au taux de 75 francs, mais cette opération, qui n'était que facultative, ne donna pas les résultats auxquels on s'attendait et laissa subsister les 4/5 de nos rentes 5 p. 100.

Ces dernières ne furent définitivement converties en 4 1/2 p. 100 qu'en vertu du décret du 14 mars 1852. Cette dernière conversion était alors obligatoire.

429. — Les rentes 4 1/2 p. 100 ancien fonds; et 4 p. 100 furent ensuite converties en rentes 3 p. 100 au moyen d'une première conversion facultative qui eut lieu en 1862 et d'une seconde, obligatoire, effectuée en 1887.

Celle de 1862 (loi du 12 février 1862) était une variante au système adopté jusqu'à cette époque; le rentier conservait l'intégralité de sa rente mais devait payer au Trésor une soulte fixée à 5 fr. 40 pour les rentes 4 1/2 et à 1 fr. 20 pour les rentes 4 p. 100. C'était une conversion doublée d'un emprunt mais d'un emprunt qui, s'il élevait notre dette de près de 1 600 millions, n'augmentait en rien nos charges annuelles.

430. — Dans la conversion de 1887 (loi et décret du 7 novembre 1887), les rentiers qui ne demandaient pas le remboursement voyaient leur créance réduite en rente 3 p. 100 à raison de 0 fr. 833 de rente 3 p. 100 pour 1 franc de rente 4 1/2 p. 100, et de 0 fr. 937 de rente 3 p. 100 pour 1 franc de rente 4 p. 100; mais ils pouvaient user du droit de préférence que leur conférait l'article 2 de la loi du 7 novembre 1887, c'est-à-dire, obtenir en 3 p. 100 la somme de rente dont leur inscription avait été réduite, et cela moyennant le paiement du prix de la rente complémentaire calculée au taux de 80 fr. 10 cent. les 3 francs de rente.

431. — Puis vint la plus importante de toutes les conversions, nous voulons parler de celle du fonds 5 p. 100 (emprunt 1871-1872), en rentes 4 1/2 p. 100; elle eut lieu en 1883 en vertu de la loi du 27 avril de ladite année.

Les rentes 4 1/2 p. 100 ont été ensuite converties en rentes 3 1/2 p. 100 en vertu de la loi du 17 janvier 1894. Et enfin ces dernières en rentes 3 p. 100 en vertu de la loi du 9 juillet 1902.

Aux termes de cette dernière loi, l'État a suspendu son droit de remboursement pour une période de huit années à compter du 1^{er} janvier 1903. Aucune conversion de nos rentes 3 p. 100 ne pouvait donc avoir lieu avant le 1^{er} janvier 1911.

432. — L'acceptation des conversions ayant été assimilée à un acte de simple administration, il en résulte que les propriétaires de rentes qui n'ont pas la libre et complète administration de leurs biens sont dispensés de toutes autorisations spéciales ou formalités judiciaires.

Les tuteurs, curateurs et administrateurs peuvent, nonobstant toute disposition contraire et notamment par dérogation à l'article 5 de la loi du 27 février 1880, recevoir et aliéner ultérieurement, sans autorisation, les promesses de rentes au porteur représentatives des fractions de franc non inscriptibles résultant de la conversion de rentes appartenant aux incapables qu'ils représentent.

433. — Pour les rentes grevées d'usufruit, la demande de remboursement doit être faite par le nu-propriétaire et l'usu-

fruitier conjointement. Si elle est faite par l'un d'eux seulement, le Trésor est valablement libéré en versant à la Caisse des dépôts et consignations le capital de la rente.

Si le dépôt résulte du fait de l'usufruitier, celui-ci n'a droit jusqu'à l'emploi, qu'aux intérêts que la Caisse est dans l'usage de servir. S'il résulte du fait du nu-propriétaire, ce dernier est tenu de bonifier à l'usufruitier la différence entre le taux des intérêts payés et celui de 3 p. 100. Toutefois il n'est porté aucune atteinte aux stipulations particulières qui règlent les droits du nu-propriétaire et de l'usufruitier ¹.

434. — Acceptation de la conversion. — Lors de la conversion de 1902, les rentes nominatives 3 1/2 p. 100 dont le remboursement n'avait pas été demandé ont été transcrites d'office par la Dette Inscrite, en rentes 3 p. 100, sans aucune justification d'existence du rentier contrairement à la règle ordinaire, puis les nouvelles inscriptions ont été échangées contre les anciennes au moment du payement des arrérages.

Si le comptable chargé d'effectuer cette remise avait connaissance du décès du titulaire ou si l'ancienne inscription portait une mention d'inventaire, ce comptable devait revêtir la nouvelle inscription du timbre « à régulariser ».

En ce qui concerne les inscriptions au porteur ou mixtes, elles n'étaient expédiées en rentes 3 p. 100 que sur la demande des intéressés et après le dépôt des titres 3 1/2 dont il était délivré récépissé par le comptable du Trésor.

Les nouvelles inscriptions étaient ensuite délivrées aux rentiers contre la remise, des récépissés de dépôts revêtus de leur décharge.

435. — Comme la conversion du 3 1/2 consistait une en réduction de 0 fr. 50 par 3 fr. 50 de rentes, c'est-à-dire de 1/7, il arrivait que toutes les inscriptions 3 1/2 qui n'étaient pas un multiple de 7, devaient forcément être converties en une somme de rente comprenant des centimes.

1. Décr., 14 mars 1852. — Lois, 12 février 1862; 27 avril 1883; 7 novembre 1887; 17 janvier 1894; 9 juillet 1902.

D'autre part, comme les inscriptions de rentes ne peuvent comprendre que des sommes rondes sans fractions de franc, l'État, pour se libérer des centimes de rentes, a dû délivrer, en outre des véritables inscriptions, des titres d'une nature toute spéciale appelés « promesses d'inscriptions. » Voir *supra* n^{os} 101 et suivants.)

Ces promesses, vu leur peu d'importance, sont toutes au porteur, même celles délivrées en suite de conversion de titres nominatifs appartenant à des incapables ou grevés de clauses d'emploi ou d'indisponibilité.

436. — Demandes de remboursement. — En ce qui concerne les titres au porteur, les demandes de remboursement doivent être signées par le déposant, quel qu'il soit, sans qu'il y ait lieu d'exiger aucune justification de propriété ou légalisation.

Quant aux inscriptions nominatives ou mixtes, la demande de remboursement doit émaner du véritable ayant droit : la signature de ce dernier est certifiée par un officier ministériel, (notaire ou agent de change), dont la signature, dans les départements autres que celui de la Seine, doit être légalisée.

Les rentiers ont la faculté de se faire suppléer par un fondé de pouvoirs muni d'une procuration notariée qui peut être en brevet pour les rentes de 50 francs et au-dessous.

Les titulaires qui n'ont pas la libre et complète administration de leurs biens, tels que les femmes mariées, les mineurs, les interdits et autres incapables, doivent être assistés ou représentés par les personnes aptes à les habilitier.

Quant aux rentes appartenant aux établissements publics, ainsi qu'aux maisons de banque, compagnies d'assurances, sociétés de commerce et autres établissements privés, les demandes de remboursement doivent être appuyées des justifications (statuts, délibérations, etc.) constatant les droits, pouvoirs et qualités du déposant.

A l'égard des rentes possédées conjointement par plusieurs propriétaires, la demande doit être signée par chacune des

personnes dénommées sur l'inscription, ou par leurs mandataires munis de procurations régulières.

Pour les rentes grevées d'usufruit, la demande doit être signée par le nu-propriétaire et l'usufruitier conjointement. Elle peut toutefois n'être faite que par l'un d'eux seulement conformément à ce qui vient d'être dit n° 433¹.

437. — Remboursement. — Lorsque la demande de remboursement, régulièrement faite selon les règles ci-dessus indiquées, a été acceptée par la Dette Inscrite, et que la rente qui en faisait l'objet a été annulée au Grand-Livre, le remboursement a lieu contre les justifications suivantes :

Pour les inscriptions au porteur, le paiement est justifié par la production de l'inscription de rente déjà déposée entre les mains du comptable. Il n'y a donc, dans ce cas, aucune pièce à exiger et la quittance de remboursement peut être signée par le porteur du récépissé de dépôt.

Pour les inscriptions nominatives, il y a lieu de faire la distinction suivante.

438. — Rentes possédées librement. — S'il s'agit de rentes possédées librement, la quittance est donnée par le ou les signataires de la demande de remboursement, c'est-à-dire par le propriétaire lui-même ou son mandataire régulièrement constitué.

Pour les rentes grevées d'usufruit, on exige, comme sur la demande de remboursement, la signature du nu-propriétaire et celle de l'usufruitier; si la demande a été faite par l'un des deux seulement, il n'y a pas alors de paiement à opérer et c'est à la Caisse des dépôts et consignations que les fonds sont versés. (V. *supra* n° 433.)

Les changements de qualité sont constatés, savoir : la majorité par un extrait de l'acte de naissance, le mariage par un extrait de l'acte civil qui en atteste la célébration.

Quant aux viduités, aux séparations de biens ou de corps, aux divorces, aux cas d'absence, comme ils impliquent tou-

1. Circ. D. I., 10 juillet 1902.

jours un compte à établir entre la femme et les représentants du mari, ils entraînent la production d'un certificat de propriété conforme aux prescriptions de la loi du 28 floréal an VII (art. 6) et destiné à régler les droits des parties.

En cas de décès du titulaire, la même justification est exigée de ses représentants. A l'appui de ces certificats de propriété on réclame s'il y a lieu le certificat de l'enregistrement prescrit par l'article 15 de la loi du 25 février 1901.

439. — Rentes indisponibles. — Cette rubrique comprend les rentes qui n'ont pas changé de propriétaire, mais qui appartiennent à des femmes mariées, à des mineurs, à des interdits, à des prodigues, et en général à tous les incapables qui ne pourraient pas toucher les fonds sur leur seule quittance ou sans l'intervention d'un tiers.

Dans tous les cas, on applique les règles indiquées par la circulaire de la Dette Inscrite du 31 mars 1890 et que nous avons relatée (*supra*, n° 112 et suivants) au titre des rentes 3 p. 100 amortissable.

440. — Tous titres ou expéditions à produire au Trésor pour le remboursement ou la conversion des rentes sont visés pour timbre et enregistrés gratis pourvu que cette destination y soit exprimée et en tant que ces pièces servent uniquement auxdites opérations de remboursement ou conversion ¹.

441. — Lorsque l'usufruit d'une rente sur l'État aura été affecté au service d'une rente viagère d'égale importance et que, par suite de conversion, cet usufruit se trouvera réduit, les débiteurs de la rente viagère devront parfaire la différence à moins qu'il ait été convenu du contraire. Si donc, en exécution d'un testament léguant une rente viagère incessible et insaisissable d'une somme déterminée, l'héritier a remis au légataire un titre de rente sur l'État, et que par l'effet de la conversion du titre de rente le revenu est réduit, l'héritier doit

1. Décr., 14 mars 1852. — Lois, 12 février 1862; 27 avril 1883; 7 novembre 1887; 17 janvier 1894; 9 juillet 1902.

fournir au légataire un titre complémentaire, de manière à lui assurer l'intégralité de la rente viagère¹.

442. — Attendu le caractère temporaire des rentes 3 p. 100 amortissable, nous croyons que ce fonds ne saurait faire l'objet d'une conversion. Nous savons en effet que toute conversion est basée sur le principe de rachat contenu en l'article 1911 du Code civil ainsi conçu : « La rente constituée en perpétuel est essentiellement rachetable. » Or, le 3 p. 100 amortissable, s'il est une rente *constituée*, n'est pas une rente *perpétuelle* et comme telle n'est ni rachetable ni convertible.

De plus, lors de la création de cette rente, le rapport de la commission du budget en reconnaissait la non-convertibilité en ces termes : « La seule différence qui subsistera entre cette rente nouvelle et les autres rentes émises par l'État, c'est que les rentes 3, 4, 4 1/2 et 5 p. 100 sont rachetables, remboursables et convertibles, mais ne sont pas amortissables par tirages annuels, tandis que la nouvelle rente sera amortissable ainsi que nous l'avons dit, par tirages annuels, *mais ne sera pas convertible*. »

1. C. Paris, 2 février 1863 ; 3 mars 1864 ; 27 janvier 1888 ; D. P., 88. 2. 302 ; — Bar-le-Duc, 6 juin 1884 ; — C. Orléans, 4 juillet 1885 ; D. P., 86. 2. 195 ; — C. Nancy, 24 octobre 1885 ; D. P., 86. 2. 195 ; — Lyon, tr., 11 mars 1887.

CHAPITRE IV

De l'impôt sur les rentes.

443. — Nos rentes sur l'État, à la différence des autres valeurs mobilières, sont affranchies de la plupart des impôts dont ces dernières sont frappées. Cette exemption résulte de la loi du 9 vendémiaire an VI, dont l'article 98 *in fine* est ainsi conçu :

« Le tiers de la dette publique, conservé en inscription, est déclaré exempt de toute retenue présente ou future. »

Cette immunité, qui fut édictée dans l'intérêt du crédit public, ne concernait à l'origine que le tiers consolidé, le seul fonds alors existant; mais en raison de l'unité de la dette publique, elle fut étendue à tous les fonds créés depuis cette époque. Il en a été ainsi en 1878 lors de la création de la rente 3 p. 100 amortissable, en 1894 et en 1902 lors des conversions. A toutes ces époques, il a été déclaré, par un article de la loi autorisant l'émission des nouveaux titres, que « tous les privilèges et immunités attachés aux rentes sur l'État sont assurés aux nouvelles rentes ».

L'exemption d'impôts dont bénéficient nos rentes sur l'État est à peu près générale; elle porte sur :

1° Les droits de timbre établis par la loi du 13 brumaire an VII.

« Sont exceptés du droit et de la formalité du timbre, savoir 1° les actes.....; les inscriptions sur le Grand-Livre de la Dette nationale¹. »

1. Loi, 13 brumaire an VII, titre III, art. 16; — Ordonnance royale, 10 octobre 1839, art. 1er.

2° Les droits de timbre proportionnel prescrits par la loi du 5 juin 1860, titre II.

3° Les droits d'enregistrement créés par la loi du 22 frimaire an VII.

« Seront exempts de la formalité de l'enregistrement : 1° les actes... 3° les inscriptions sur le Grand-Livre de la Dette publique, leurs transferts et mutations, les quittances des intérêts qui en sont payés, et tous les effets de la dette publique inscrits ou à inscrire définitivement¹ ».

Cette exemption des droits d'enregistrement a été limitée par les lois des 18 juillet 1836 (article 6), et 18 mai 1850 (article 7). Aujourd'hui, les mutations par décès et les transmissions entre vifs à titre gratuit sont soumises aux droits établis pour les donations ou successions.

4° Les droits et taxes de transmission des valeurs nominatives ou au porteur établis par le paragraphe premier de l'article 6 de la loi du 23 juin 1857, par l'article 11 de la loi du 16 septembre 1871, l'article 3 de la loi du 29 juin 1872, l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1872 et par l'article 5 de la loi du 26 décembre 1908.

5° Et enfin sur l'impôt de 4 p. 100 sur le revenu des valeurs mobilières tel qu'il résulte des lois des 29 juin 1872 et 26 décembre 1890.

1. Loi 22 frimaire an VI, titre XI, art. 70, § 3.

CHAPITRE V

Demandes de renseignements sur les rentes. Certificats d'origine.

444. — Dans beaucoup de circonstances, les rentiers ou leurs représentants peuvent avoir besoin de renseignements au sujet de leurs rentes; c'est ainsi, par exemple, qu'en cas de perte, ils auront souvent besoin de connaître les numéros et libellés exacts de leurs titres et la personne qui en a touché les derniers arrérages. Un ascendant donateur peut aussi désirer connaître si la rente par lui donnée existe encore dans la succession du donataire. Des héritiers qui ne retrouvent plus dans la succession de leur auteur les rentes qu'avait possédées ce dernier ont intérêt à savoir ce que ces rentes sont devenues.

Mais le plus souvent, les demandes de renseignements ont pour objet l'origine des rentes, car c'est l'origine qui, dans bien des cas, doit servir de base et régler leur attribution. Selon l'origine, le titre peut dépendre soit d'une communauté ou d'une société d'acquêt, soit au contraire appartenir en propre à l'un des époux. C'est également d'après elle que l'on peut déterminer si une rente doit être attribuée aux successibles ordinaires ou si elle doit faire l'objet d'un retour ou profit de certains héritiers spéciaux.

445. — Le rentier qui désire obtenir des renseignements

sur l'existence, l'origine ou le sort d'une inscription doit s'adresser à la Direction de la Dette Inscrite à laquelle il appartient *exclusivement* d'apprécier les droits et qualités des requérants.

Les Trésoriers payeurs généraux et autres comptables ne peuvent eux-mêmes fournir ces renseignements que s'ils y ont été autorisés spécialement par la Direction centrale¹.

Les règles et les conditions auxquelles sont soumises les demandes de renseignements nous sont indiquées par une note de la Dette Inscrite en date du 6 juin 1840 approuvée par le Ministre des Finances et à laquelle nous nous reportons.

La Direction de la Dette Inscrite est, suivant l'expression de M. Mollien, le notaire des rentiers de l'État. C'est en effet la Dette Inscrite, qui constate par ses écritures, les mouvements dont la propriété des rentes peut devenir l'objet; c'est elle qui donne à ces actes le caractère d'authenticité et qui en conserve les titres aux familles.

Des fonctions analogues ont nécessairement des obligations communes.

Comme les notaires, la Dette Inscrite doit veiller aux intérêts des personnes qui lui confient leur fortune; comme eux encore elle est tenue de garder le secret sur ses opérations et de n'en donner connaissance qu'aux ayants droit, sauf le cas où une communication serait requise par ordre de justice.

« La loi du 25 ventôse an XI fait défense aux notaires de donner connaissance de leurs actes à d'autres qu'aux intéressés, sous peine de dommages-intérêts, d'une amende de 100 francs et d'être, en cas de récidive, suspendus de leurs fonctions pendant trois mois. »

Ses devoirs, à cet égard, sont d'autant plus impérieux que leur rigoureuse observation importe à la considération de l'administration, à la confiance qu'elle doit toujours inspirer, enfin au crédit public, résultat naturel de cette confiance.

Les fonctions de la Dette Inscrite touchent, comme on le voit,

1. Circ. D. I., 27 septembre 1873.

aux intérêts de l'ordre le plus élevé; il est donc nécessaire que les affaires qui lui sont soumises soient traitées avec circonspection; ces conditions doivent principalement être observées par le bureau placé auprès du Directeur, bureau qui, entre autres attributions, a celle de répondre aux demandes de renseignements sur l'existence, l'origine ou le sort des rentes.

Cette partie du service n'a jamais été réglementée, on s'est guidé jusqu'ici sur de simples traditions et des pratiques consacrées par l'usage.

Voici quelle est cette marche :

446. — 1^o Forme des demandes. — D'abord, pour sa propre garantie et afin d'éviter les erreurs et les surprises, la Dette Inscrite n'admet aucune demande verbale, mais seulement celles qui, étant formées par écrit sur papier timbré, portent :

La signature du requérant,

L'indication de son domicile,

L'énoncé de la qualité en laquelle il agit.

On n'accorde ensuite, en thèse générale, des renseignements qu'aux personnes qui ont un intérêt réel et légitime à les requérir.

Les Ministres jouissant de la franchise postale; il s'ensuit que ces demandes peuvent être adressées au Ministre des Finances (avec la mention direction de la Dette Inscrite, bureau central) sans être affranchies.

447. — 2^o Créanciers. — La loi du 8 nivôse an VI a supprimé ces intéressés.

Le principe d'insaisissabilité qu'elle consacre a nécessairement écarté tous les créanciers des rentiers; leurs demandes sont en conséquence repoussées sans exception, quels que soient d'ailleurs les titres qui les appuient.

On n'admet donc, d'après ce principe, que les demandes représentées par le rentier ou ses représentants légitimes.

Toutefois, le créancier nanti pourrait obtenir des renseignements sur les rentes objet du nantissement.

448. — 3^o Rentiers. — Si c'est le rentier lui-même qui réclame,

les renseignements demandés lui sont immédiatement fournis sans qu'il soit obligé de justifier de son individualité, puisque la bonne foi se présume toujours.

Cependant, s'il s'élève quelques doutes sur l'identité, on exige que la signature de la demande soit légalisée.

449. — 4° Tuteurs, curateurs, administrateurs. — La même règle est appliquée aux tuteurs, curateurs ou administrateurs; le simple énoncé de la qualité en laquelle ils agissent suffit pour justifier leurs demandes, pourvu néanmoins que ces qualités se trouvent déjà établies au Grand-Livre; dans le cas contraire, ils doivent produire les actes qui les leur confèrent.

Ainsi :

Un mari demandant des renseignements sur les rentes que sa femme aurait acquises antérieurement au mariage;

Un curateur cherchant à connaître si l'interdit a été inscrit au Grand-Livre avant l'époque de son interdiction;

Sont tenus de produire :

Le premier, l'acte de célébration de son mariage ;

Le second, le jugement ou un extrait du jugement qui prononce l'interdiction, et l'investit de la curatelle.

450. — 5° Héritiers. — Les demandes formées par des héritiers doivent être appuyées des justifications.

Toutefois, afin d'épargner aux parties des productions inutiles, il est toujours procédé à une vérification préalable.

Si cette vérification n'a fait découvrir aucune rente existante ou ayant existé au nom de la personne décédée on le fait immédiatement connaître aux déclarants.

Dans le cas contraire, avant de les instruire du montant ou du sort des rentes qui ont été découvertes, on les invite à justifier de leurs qualités par la production des pièces authentiques.

451. — 6° Mandataires. — Tout mandataire est tenu de justifier de son pouvoir par la production d'un acte en due forme; s'il agit au nom d'un héritier, il est, en outre, obligé de justifier des droits de son commettant.

Sa procuration et les autres pièces produites lui sont restituées, à moins, toutefois, que la demande n'ait eu pour objet la remise d'un titre.

Dans ce cas, à l'exemple de ce qui se pratique dans la plupart des administrations comptables et encore aux greffes des tribunaux, il y a une distinction à établir :

Si la procuration a été reçue en brevet, les bureaux ne s'en dessaisissent pas, elle reste annexée au dossier pour la décharge du Trésor.

Si elle a été reçue en minute, on la rend au mandataire, après avoir pris note du notaire qui l'a reçue, afin qu'on puisse y recourir au besoin.

452. — 7° Notaires. — Les notaires sont naturellement affranchis de toute justification.

Chargés par la nature de leurs fonctions d'établir le partage des biens des familles, ils sont fondés à requérir tous les renseignements qui peuvent leur être nécessaires pour régler ces liquidations ; la Dette Inscrite leur accorde en conséquence un libre accès et leur fournit sans difficulté toutes les informations qu'elle possède sur l'existence, l'immatricule ou le sort des rentes appartenant aux successions en liquidation dans leur étude. Ils sont, en outre, admis exclusivement à tous autres, à requérir la délivrance des certificats d'origine des dites rentes, et lorsque ses registres sont insuffisants, la Dette Inscrite leur donne les indications convenables afin que les vérifications puissent être continuées aux archives de la Cour des comptes.

Ces facilités ont donné lieu à quelques abus. Des agents sans mission, repoussés par l'administration, ont eu recours à des notaires complaisants, qui leur ont fait obtenir les renseignements, objets de leurs recherches.

La Dette Inscrite a dû se prémunir contre de pareilles manœuvres. Toutes les fois que, par des faits antérieurs ou des circonstances actuelles qu'on ne saurait spécifier ici, mais qui n'échappent pas à l'œil exercé par la pratique, il y a lieu de soupçonner que la bonne foi du notaire a été surprise, on

s'abstient de délivrer les renseignements, à moins que le notaire, sur l'invitation qui lui en est adressée, ne puisse joindre à sa demande soit l'acte de décès du rentier, soit toute autre pièce constatant que sa succession est en liquidation.

453. — 8^e Agents de change. — Les agents de change sont aussi admis, sans justification préalable, à demander tous les renseignements qui peuvent les intéresser touchant les transferts effectués par leur entremise; leur position auprès de l'administration, leur qualité d'intermédiaires obligés des parties et la responsabilité qui pèse sur eux ont dû nécessairement leur faire accorder cette exception.

454. — 9^e Avocats et avoués. — Quant aux avocats et aux avoués, bien qu'ils soient aussi, par leur état, chargés de l'intérêt des tiers, il est évident qu'ils ne peuvent être accrédités auprès de la Dette Inscrite au même titre que les notaires : d'abord, ils ne sont pas appelés par la loi, comme ces derniers, à liquider les successions; de plus, leur mission est loin d'être un patronage impartial, et l'on doit d'autant moins accueillir leurs demandes que les renseignements qu'elles ont pour objet sont en général destinés à être produits devant les tribunaux à l'appui de prétentions contestées et à l'égard desquelles il est du devoir de l'administration de se renfermer dans une stricte neutralité.

Cependant, comme les renseignements que possède le Grand-Livre pourraient, dans certaines circonstances, jeter un grand jour sur les droits en litige et qu'ils seraient par là d'un intérêt majeur pour la justice, la Dette Inscrite ne les refuse pas d'une manière absolue; elle fait seulement connaître aux avocats et aux avoués qui les demandent qu'elle ne pourra les leur délivrer qu'en vertu d'une autorisation du juge.

455. — Telles sont les règles adoptées à l'égard des demandes de renseignements; elles sont basées sur les principes généraux de l'administration; une longue pratique en a de plus démontré l'utilité; il est donc convenable que la Dette Inscrite continue de l'observer, sans toutefois que leur application puisse l'affranchir de tout autre soin.

La cupidité et l'astuce savent se plier à toutes les formes; on ne saurait trop se tenir en garde contre leurs tentatives. Il est donc nécessaire d'apporter à l'examen de chaque demande l'attention la plus scrupuleuse pour en pénétrer la moralité, et si, malgré la régularité des justifications, il y a indice ou seulement présomption de mauvaise foi, il faut s'abstenir; mais, il serait difficile de spécifier ici tous les cas où cette réserve peut être opportune : c'est là une affaire de tact et de sagacité qui échappe à toute règle précise et que, pour ce motif, on a dû abandonner au pouvoir discrétionnaire du Directeur.

D'un autre côté, les règles reçues n'ont pas toujours toute l'efficacité désirable; il est aussi reconnu qu'elles peuvent souffrir des exceptions. Une application trop absolue pourrait, dans certains cas, blesser les convenances; leur but unique étant de mettre les rentiers à l'abri de toutes demandes indirectes ou contraires à leurs intérêts, il s'ensuit que lorsque la Dette Inscrite se trouve convenablement garantie à cet égard, soit par la nature même de la demande, soit par le caractère personnel ou la position sociale du requérant, il ne peut y avoir d'inconvénient à fournir les renseignements.

Cette exception est notamment applicable aux demandes ayant pour but de déjouer des propositions de faiseurs d'affaires qui, profitant de renseignements que le hasard ou l'intrigue a mis dans leurs mains, cherchent à les vendre aux rentiers en se présentant à eux comme révélateurs de créances ignorées.

Lorsque de pareilles propositions lui sont signalées, nul doute que la Dette Inscrite ne doive éclairer de tous ses moyens la partie intéressée, afin de la mettre à même de recouvrer sans intermédiaire la rente qui en est l'objet.

Comme on l'a dit plus haut, la marche adoptée à l'égard des demandes de renseignements n'est basée sur aucune disposition écrite; de là plus d'un inconvénient : d'abord les traditions qui l'ont conservée et sur lesquelles elle repose encore uniquement aujourd'hui, sont exposées à se perdre par un simple déplacement de personnes, d'où il pourrait résulter,

sinon des entraves sérieuses, du moins de l'indécision et un défaut d'uniformité qui ne doit jamais exister dans la manière de traiter les affaires.

456. — Ces considérations ont porté le Directeur de la Dette Inscrite à résumer dans les articles suivants les diverses règles énoncées ci-dessus. Ce règlement soumis à M. le Ministre des Finances a été approuvé par lui.

ARTICLE PREMIER. — Toute demande de renseignements concernant les rentes, adressée à la Direction de la Dette Inscrite, devra être formée par écrit, sur papier timbré, et porter :

La signature du requérant ;

L'indication de son domicile ;

L'énoncé de la qualité en laquelle il agit.

ART. 2. — Les demandes formées par des créanciers seront rejetées.

ART. 3. — La demande du rentier inscrit sera admise sans que la signature en soit légalisée pourvu que cette demande contienne les indications suffisantes pour établir l'identité.

ART. 4. — Les tuteurs, curateurs, administrateurs seront admis au même titre que les rentiers qu'ils représentent, si leurs qualités sont déjà établies au Grand-Livre.

Dans le cas contraire, ils auront à justifier de leur qualité par la communication des actes qui la leur confèrent.

Cette communication sera mentionnée sur la lettre de demande par la personne qui l'aura reçue.

ART. 5. — Les demandes des héritiers devront être appuyées de justifications si, après une vérification préalable, il est reconnu que les rentes, objet de leurs recherches, existent ou ont été recueillies par autrui.

Comme il est dit à l'article précédent, les pièces justificatives communiquées seront rendues aux requérants après qu'il en aura été pris note sur la lettre de demande.

ART. 6. — Tout mandataire devra justifier de ses pouvoirs par la représentation d'un acte en due forme.

S'il agit au nom d'un héritier, il devra en outre justifier des droits de son commettant.

La procuration et les autres pièces qu'il aura produites lui seront rendues après mention à moins que la demande n'ait eu pour objet la remise d'un titre.

Dans ce dernier cas :

Si la procuration a été donnée en brevet, elle restera au dossier ;

Si elle est passée en minute, elle ne sera rendue au mandataire qu'après qu'il aura été pris note du notaire qui l'a reçue.

ART. 7. — Les notaires seront admis à obtenir, sur leur demande, des renseignements concernant l'existence ou le sort des rentes dépendant ou ayant appartenu aux successions en liquidation dans leur étude.

Ils seront, en outre, admis exclusivement à tous autres à obtenir des renseignements sur l'immatricule ou l'origine des rentes dont ils sont chargés de requérir la mutation.

Les demandes de certificats d'origine devront être accompagnées de l'extrait de l'inscription qui en est l'objet ou, à défaut, d'une déclaration indiquant pour quelle cause ce titre ne peut être produit.

ART. 8. — Les agents de change seront pareillement admis à obtenir, sur leur demande, des renseignements concernant les transferts qu'ils ont certifiés.

ART. 9. — Les demandes présentées par des avocats ou des avoués ne seront accueillies qu'autant qu'elles se trouveront appuyées d'une autorisation d'un juge.

ART. 10. — Dans tous les cas qui n'ont pu être prévus au présent règlement, il sera référé au Directeur, et les renseignements ne pourront être donnés s'il le juge convenable que sur son autorisation écrite. »

457. — Lorsqu'il y a lieu de justifier au Trésor de l'origine d'une inscription de rente, on peut soit lui produire la lettre d'origine émanant du bureau central de la direction de la Dette Inscrite soit viser cette pièce dans un certificat de propriété.

Dans ce dernier cas, la lettre d'origine doit être déposée aux minutes du notaire certificateur.

Les lettres d'origine peuvent être déposées aux minutes d'un notaire et visées dans un certificat de propriété sans être soumises pour cela aux droits et à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

FORMULE N° 16

Demande d'origine d'une inscription de rente.

A M. le Ministre des Finances.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le soussigné Gilbert Morin, notaire à la résidence de..., a l'honneur de prier Monsieur le Ministre des Finances de bien vouloir lui faire connaître l'origine d'une inscription de 275 francs de rente 3 p. 100 sur l'État français, n° ... série... immatriculée au nom de LAMBERT (Juliette), femme de Casimir Perret.

Cette origine lui étant nécessaire pour la délivrance d'un certificat de propriété, en suite du décès du mari de la titulaire.

Et il a l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, votre très respectueux serviteur.

A... le...

(Signature et sceau.)

Vu : *Le Professeur, Président de la thèse,*
E. BOUVIER.

Vu :
Lyon, le 31 janvier 1913,
Le Doyen,
FLURER.

Permis d'imprimer :
Lyon, le 1^{er} février 1913
Le Recteur de l'Académie,
J. JOUBIN.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Théorie générale de la rente

Chapitre Premier. — GÉNÉRALITÉS SUR LA RENTE	3
§ 1 ^{er} . — La rente dans le Code civil	3
§ 2. — La rente fonds d'État.	5
Chapitre II. — HISTORIQUE DE NOS RENTES SUR L'ÉTAT.	6
Chapitre III. — LA DETTE PUBLIQUE	25
§ 1 ^{er} . — La Dette consolidée	25
§ 2. — La Dette remboursable à terme ou par annuités. . .	26
§ 3. — La Dette viagère.	27
§ 4. — La Dette flottante	28
§ 5. — Classification des rentes sur l'État.	29
Chapitre IV. — LA DETTE INSCRITE.	30
§ 1 ^{er} . — Organisation, Grand-Livre.	31
§ 2. — Double du Grand-Livre.	33
§ 3. — Grands-Livres auxiliaires des Trésoreries générales. .	34
Chapitre V. — CARACTÈRES GÉNÉRAUX DES RENTES SUR L'ÉTAT.	36
§ 1 ^{er} . — Nature mobilière de la rente	36
§ 2. — Immobilisation des rentes	37
§ 3. — Cessibilité des rentes	38
§ 4. — Insaisissabilité des rentes.	46
§ 5. — Imprescriptibilité des rentes.	54
Chapitre VI. — DIFFÉRENTES NATURES DE TITRES DE RENTE	57
§ 1 ^{er} . — Titres nominatifs.	57
§ 2. — Titres au porteur	60
§ 3. — Titres mixtes.	67
§ 4. — Promesses de rentes	69

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

267

Chapitre VII. — RENTE 3 P. 100 AMORTISSABLE	71
§ 1 ^{er} . — Caractères généraux.	71
§ 2. — Remboursements.	72
Chapitre VIII. — PAYEMENT DES ARRÉRAGES DES RENTES	78
§ 1 ^{er} . — Payement des rentes au porteur et mixtes	79
§ 2. — Payement des rentes nominatives	80
§ 3. — Prescription des arrérages	91

DEUXIÈME PARTIE

Opérations sur les rentes

Chapitre Premier. — DIFFÉRENTES OPÉRATIONS SUR LES RENTES AU PORTEUR.	96
Section I. — Règles communes à toutes les opérations sur les rentes au porteur.	96
Section II. — Achats, ventes, arbitrages de rentes au porteur . .	101
§ 1 ^{er} . — Règles générales.	101
§ 2. — Achats, ventes, arbitrages de rentes au porteur par l'entremise des Receveurs des finances	105
§ 3. — Achats de rentes au porteur par l'intermédiaire des Percepteurs	111
Section III. — Renouvellement des inscriptions de rentes au porteur	113
Section IV. — Réunion, division des inscriptions de rentes au porteur	115
Section V. — Reconversion des rentes au porteur en rentes nominatives ou mixtes	116
Section VI. — Rétablissement des rentes au porteur.	117
Section VII. — Remplacement des titres de rentes au porteur perdus, volés ou détruits	118
Chapitre II. — DIFFÉRENTES OPÉRATIONS SUR LES RENTES NOMINATIVES OU MIXTES	127
Section I. — Règles communes à toutes les opérations sur les rentes nominatives.	127
Section II. — Achats, ventes, arbitrages des rentes nominatives et mixtes.	129
§ 1 ^{er} . — Règles générales.	129
§ 2. — Par l'intermédiaire des Receveurs des finances. . . .	133
§ 3. — Par l'intermédiaire des Percepteurs.	137
Section III. — Renouvellement des inscriptions nominatives et mixtes.	139
Section IV. — Réunion, division des inscriptions nominatives et mixtes.	149
Section V. — Rétablissement des inscriptions nominatives et mixtes.	154

Section VI. — <i>Remplacement des inscriptions nominatives et mixtes.</i>	158
§ 1 ^{er} . — Rentes nominatives	158
§ 2. — Rentes mixtes	161
Section VII. — <i>Changements de qualités.</i>	163
§ 1 ^{er} . — Règles générales.	163
§ 2. — Majorité	164
§ 3. — Mariage	164
§ 4. — Émancipation.	165
§ 5. — Tutelle.	165
§ 6. — Interdiction.	168
§ 7. — Administration provisoire d'aliénés non interdits. . .	168
§ 8. — Conseil judiciaire.	169
Section VIII. — <i>Viduité</i>	170
Section IX. — <i>Extinction ou changements dans l'usufruit des rentes</i>	171
Section X. — <i>Erreurs. Rectifications.</i>	178
Section XI. — <i>Conversion des inscriptions purement nominatives en inscriptions mixtes.</i>	184
Section XII. — <i>Conversion des inscriptions purement nominatives ou mixtes en inscriptions au porteur.</i> . .	185
Section XIII. — <i>Reconversion des inscriptions mixtes en inscriptions purement nominatives</i>	187
Section XIV. — <i>Cautionnements en rentes</i>	187
Section XV. — <i>Transferts</i>	196
§ 1 ^{er} . — Transferts réels	196
§ 2. — Transferts d'ordre.	209
§ 3. — Responsabilité des agents de change relativement aux transferts de rentes.	211
§ 4. — Responsabilité du Trésor en matière de transferts . .	215
§ 5. — Capacité requise pour transférer.	217
1 ^o Mineurs et interdits.	217
2 ^o Femmes mariées.	233
3 ^o Établissements publics et reconnus d'utilité publique . . .	237
Section XVI. — <i>Mutations</i>	244
Chapitre III. — <i>CONVERSION DES EMPRUNTS.</i>	246
Chapitre IV. — <i>DE L'IMPÔT SUR LES RENTES.</i>	254
Chapitre V. — <i>DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS SUR LES RENTES. CERTIFICATS D'ORIGINE.</i>	256

